

POLÉMIQUES P.6

Jean-Luc Mélenchon: les confidences d'un homme seul contre tous

TRAVAIL P.11

Le gouvernement prépare une nouvelle loi pour la rentrée



Retrouvez notre supplément santé

LA TRIBUNE DIMANCHE

Dimanche 21 avril 2024
Numéro 29 • 2,40 €

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Macron peut-il éviter le naufrage? P.2 à 5

EXCLUSIF • LOISUR LA FIN DE VIE

Le testament de Robert Badinter



■ Dans une lettre au député Olivier Falorni que nous publions, Elisabeth Badinter assure que son mari aurait voté le texte du gouvernement sur « l'aide à mourir »
P. 10

Élisabeth et Robert Badinter, chez eux en 2005.

HELENE BAMBERGER/OPALE PHOTO

MUSIQUE

La saison des festivals s'ouvre à Bourges

P. 21 à 23



NARU/FASTIMAGE

IRAN-ISRAËL P.8-9

La guerre qui ne dit pas son nom

PLANÈTE P.14-15

L'avocat qui sauve les forêts

COMMERCE P.13

La Redoute table sur la déco

PSG-OL

Le PSG lance sa course aux titres

P. 18

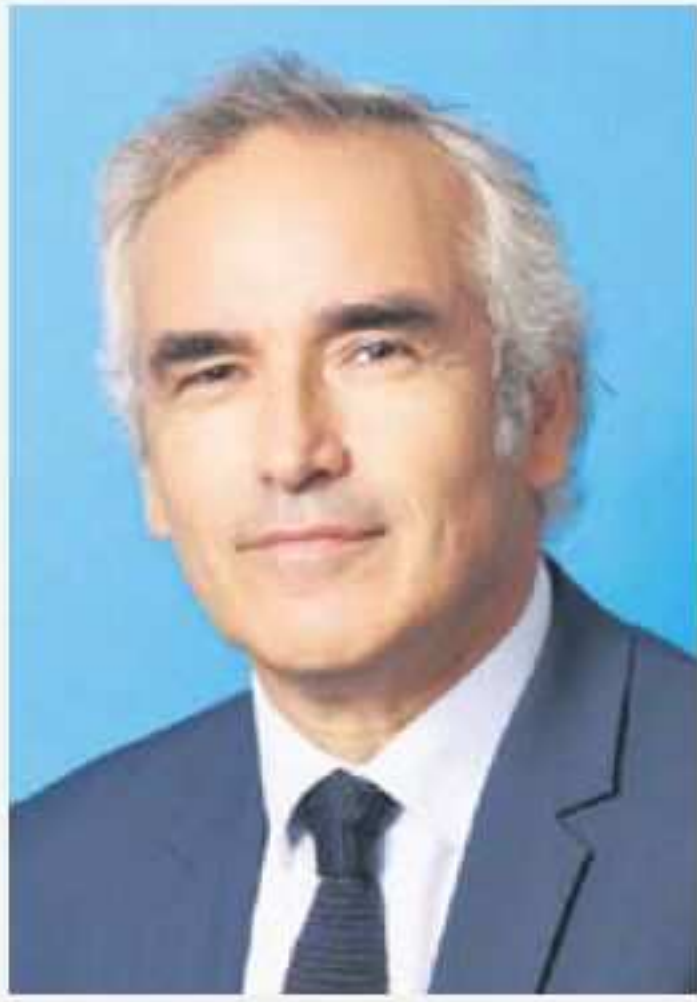


KYLIAN MBAPPÉ ET BRADLEY BARCOLA

SARAH MEYSONNIER/REUTERS

FRANCE MÉTROPOLITAINE: 2,40 € - BELGIQUE: 2,60 € - SUISSE: 5,10 CHF.





Bruno Jeudy
Directeur
de la rédaction

L'ÉDITO

Vent de face

C'est l'histoire d'une campagne européenne qui prend l'eau de toutes parts. À quarante-neuf jours du scrutin européen, l'ambiance est défaitiste dans le camp majoritaire. Avec un retard de 14 à 16 points sur la liste de Jordan Bardella, celle du président de la République est désormais plus près de la troisième place que de la première. Le scénario d'une Bérézina se dessine en juin. Et derrière, celui d'une fin de quinquennat cauchemardesque apparaît. C'est donc avec le vent de face qu'Emmanuel Macron se lance dans la campagne. Sa dernière élection nationale. Cet éternel optimiste va tout donner : photos avec sa tête de liste, discours sur l'Europe (jeudi à la Sorbonne), interviews, tribunes et déplacements en mai et juin. L'Élysée mise sur un « effet commémoro » avec la célébration, en juin, du 80^e anniversaire du débarquement de Normandie. Pas certain que ça marche autant que l'« effet drapeau » qui lui avait permis pendant la dernière présidentielle de s'appuyer sur la guerre en Ukraine.

En metteur en scène de la campagne et en directeur de casting pour le rôle-titre (Valérie Hayer), Emmanuel Macron risque de voir les électeurs, surtout âgés, changer de théâtre et préférer une autre distribution... Car, depuis sa réélection, tout se passe comme si les catégories les plus macronistes le quittaient, les unes après les autres. Les jeunes et le salariat avaient déjà commencé à le lâcher en 2022. Cette fois, ce sont les cadres et surtout le troisième âge qui semblent tentés par la grande bascule. Jusqu'à présent, les retraités formaient un « plafond en béton armé », selon l'expression de Patrick Buisson, politologue issu de l'extrême droite décédé récemment. Un « front des retraités » qui ne se donnerait jamais aux Le Pen, croyait-on. Mais voilà, en deux ans, la déception et les doutes ont rattrapé l'électorat de la majorité. Davantage que les crises sociale et inflationniste, c'est le sentiment d'une perte de repères qui plonge cet électorat âgé dans une perplexité abyssale. L'exacerbation des violences (encore un jeune agressé hier à Grande-Synthe) et la montée de la crise migratoire, conjuguées avec l'usure du pouvoir, placent Emmanuel Macron dans une situation défensive.

Bien accueillie, la nomination de Gabriel Attal présentée comme l'arme anti-Bardella n'a pas, pour l'instant, produit les effets escomptés. Sa popularité chute rapidement et, même si la campagne n'a pas véritablement démarré, le plus jeune Premier ministre écope déjà sur de nombreux fronts : l'agriculture, l'école minée par les violences et attaquée par l'islamisme, la dette record. La passe d'armes avec le ministre des Finances sur les remèdes à l'endettement a fini par saper l'un des derniers atouts du macronisme : la compétence supposée sur le terrain économique. Le camp Le Pen a aussitôt ironisé sur le « Mozart devenu tocato » et pourrait rafler la mise avec Jordan Bardella, le roi des reniements européens.

ÉVÉNEMENT

21 avril 2024 - LA TRIBUNE DIMANCHE



CYRILLE GEORGE FERUSALIMABACA

Macron 50 jours pour sauver son camp

Le chef de l'État, qui prononcera jeudi à la Sorbonne un grand discours sur l'Europe, espère relancer la liste de la majorité présidentielle, à la peine dans les sondages.

EUROPÉENNES

LUDOVIC VIGOGNE

JEUDI, EMMANUEL MACRON va se lancer dans ce qui est sur le papier sa dernière campagne. À la Sorbonne, il prononcera un grand discours sur l'Europe et entamera une bataille de six semaines. Pour lui, son issue, le 9 juin, sera décisive. Fera-t-elle de lui un président impuissant durant les trente-quatre mois qu'il lui restera encore à l'Élysée ? Lui donnera-t-elle, au contraire, de l'allant afin d'éviter une fin de règne pétrifiée ? En 2019, lors des précédentes européennes, son engagement en première ligne avait payé. Si la liste de son camp avait fini en deuxième position, c'était à moins de 1 point de celle du Rassemblement national. Le chef de l'État avait poursuivi son mandat plutôt renforcé, six mois après avoir été profondément déstabilisé par la crise des Gilets jaunes.

Aujourd'hui, un tel scénario est-il de nouveau possible ? À quarante-neuf jours du scrutin, la liste de la majorité présidentielle est à un faible niveau, largement distancée dans les sondages par celle de Jordan Bardella (dans l'enquête Elabe publiée par *La Tribune Dimanche* le 7 avril, elle recueillait 16,5 % et celle du RN, 30 %). Sur le ring, Valérie Hayer, l'eurodéputée sortante que le locataire de l'Élysée a choisie comme cheffe de file, a du mal à exister. Dans ces conditions, celui-ci pourra-t-il redresser la barre ? Vendredi, il s'est rendu au siège de cam-

pagne pour affirmer aux permanents de l'équipe que rien n'était joué et que tout se déciderait dans les premiers jours de juin. Emmanuel Macron est un éternel optimiste qui pense toujours qu'il y a une solution. Récemment, à un de ses conseils, qui lui expliquait qu'une demande qu'il venait de formuler était impossible à concrétiser, il a répondu : « Tu n'es pas payé pour me dire que ce n'est pas possible mais pour rendre possible ce que je te demande de faire. »

Jeudi, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le président délivrera sa vision d'un continent qui, face à la Chine et aux États-Unis, doit se concevoir désormais comme une « Europe puissance ». Il expliquera comment cela devra se décliner dans les domaines de la défense, de l'énergie... « Ce sera le discours d'un chef de l'État qui formule au nom de la France l'agenda de la prochaine commission qui sortira des élections », assure-t-on dans son entourage. En septembre 2017, au même endroit, il avait déjà prononcé un discours qui avait marqué les esprits et servi de feuille de route, par la suite, à la commission von der Leyen. « À l'époque, on avait dit que beaucoup de ses propositions étaient irréalistes et, pourtant, elles se sont matérialisées », rappelle un de ses collaborateurs. Cette semaine, dans son intervention, sur laquelle il a beaucoup phosphoré depuis un mois, Emmanuel Macron ne manquera donc pas de revendiquer ces acquis afin de montrer aux Français qu'il pèse. Depuis 2022, parmi les Vingt-Sept, il fait partie du club très fermé des gouvernants réélus. Après un septennat au pouvoir, il est celui qui dispose

de la plus longue expérience. « Il est le seul à avoir travaillé avec Trump. Ce n'est pas le cas de Meloni ou de Scholz, rapporte un poids lourd du gouvernement, en contact permanent avec lui. Il réfléchit déjà, si Trump est réélu et organise l'an prochain avec Poutine un sommet sur la paix en Europe où aucun dirigeant européen n'est invité, à ce qu'il devra alors faire avec ses homologues. »

« Vote utile » contre « vote plaisir »
Les jours suivants permettront à Emmanuel Macron de continuer à s'afficher en leader européen. Au début de mai, il recevra le président chinois Xi Jinping à Paris et, à la fin du mois, effectuera une visite d'État en Allemagne. À l'occasion des cérémonies du 80^e anniversaire du débarquement de Normandie, le 6 juin, il accueillera le monde entier. Plusieurs fois reporté, un déplacement en Ukraine est également toujours envisagé. À côté de cet agenda officiel, le chef de l'État s'invitera aussi concrètement dans la campagne. Participera-t-il à un meeting ? Adressera-t-il une « lettre aux Français » ? Les formats de ses interventions ne sont pas encore arrêtés. Vendredi, des photos d'Emmanuel Macron et de Valérie Hayer ont été prises afin d'illustrer le programme de la liste de la majorité, dévoilé début mai. Le 9 mars, le chef de l'État avait déjà beaucoup hésité à participer au meeting de lancement de campagne de celle-ci à Lille. Nicolas Sarkozy, qu'il avait reçu à l'Élysée trois jours avant, l'avait beaucoup incité à le faire et à suivre ainsi son exemple de 2009.



Grande enquête LA TRIBUNE DIMANCHE

Pour mieux vous connaître, comprendre vos habitudes de lecture et votre intérêt pour *La Tribune Dimanche*, nous lançons une grande enquête auprès de nos lecteurs. Vous pouvez participer à la consultation en scannant le QR code ci-contre ▶▶▶▶





Emmanuel Macron vendredi au siège de campagne de la liste Renaissance-Horizons-MoDem. À ses côtés, Valérie Hayer.

Depuis 2017, l'Europe a toujours été un marqueur de l'ADN macroniste. Aujourd'hui, son camp espère encore parvenir à capitaliser sur lui. « Je comprends qu'il y ait des déçus sur le plan national, mais sur l'Europe, on a un vrai bilan », plaide un poids lourd de la campagne. Dans l'équation, une donnée a néanmoins changé. « En 2019, Emmanuel Macron était seul sur ce créneau, note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Cette fois, ils sont deux. Il est concurrencé par Raphaël Glucksmann. Il ne doit pas lui laisser ce terrain. » Dans cette optique, à l'Élysée, on entend défendre le « vote utile » face au « vote plaisir », qui serait incarné par la tête de liste socialiste. « L'urgence est d'enrayer le vote en sa faveur, confie un proche du président. À la présidentielle, Glucksmann, ça fait 2 %. Aux européennes, cela peut faire 14-15 % »

Jouer sur « l'émotion du 6 juin »
Mais après sept années au pouvoir, Emmanuel Macron peut-il encore sauver son camp ? « Sur les marchés, les gens nous rendent nos tracts quand ils voient la photo du président dessus », rapporte un élu du Grand-Est, qui en a fait l'expérience. « Il est moins un élément de mobilisation macroniste », relève Bernard Sananes, le président de l'institut Elabe. Une catégorie électorale en est l'illustration : dans les enquêtes, les seniors manquent à l'appel, alors que c'était jusqu'à présent le principal point de force de la majorité dans les urnes. Dans des élections européennes, la participation des siens est pourtant la clé. « Emmanuel Macron a obtenu neuf millions de voix en 2022. La liste de la majorité en avait récolté cinq en 2019. Ce qui m'intéresse, ce sont les quatre qui restent, calcule le député européen Horizons Gilles Boyer. Avant de regarder les transferts de voix, concentrons-nous sur les macronistes qui s'abstiennent. » Pour cela, il demeurera malgré tout un vrai handicap : Renaissance, le parti présidentiel, a toujours le plus grand mal à exister sur le terrain.

« On a souffert de la séquence finances publiques, assurance chômage, fonctionnaires », veut-on croire à l'Élysée pour expliquer la mauvaise passe de la liste Hayer. La succession de faits divers a également beaucoup mis en difficulté la majorité. Ce mois-ci, dans le baromètre Ipsos-La Tribune Dimanche, le niveau de la délinquance devient ainsi la deuxième préoccupation des Français, progressant de 7 points. D'ores et déjà, pour s'en sortir, dans l'entourage présidentiel, on mise beaucoup sur un rendez-vous. « On jouera très gros sur l'émotion du 6 juin », reconnaît un proche du chef de l'État. Ce jour-là, à soixante-douze heures du vote, Emmanuel Macron prononcera un autre grand discours. ■

Attal et Philippe en forte baisse

Dans le baromètre Ipsos-« La Tribune Dimanche », Bruno Le Maire perd la tête du classement des ministres au profit de Gérald Darmanin.

QUEL JUGEMENT PORTEZ-VOUS SUR L'ACTION...

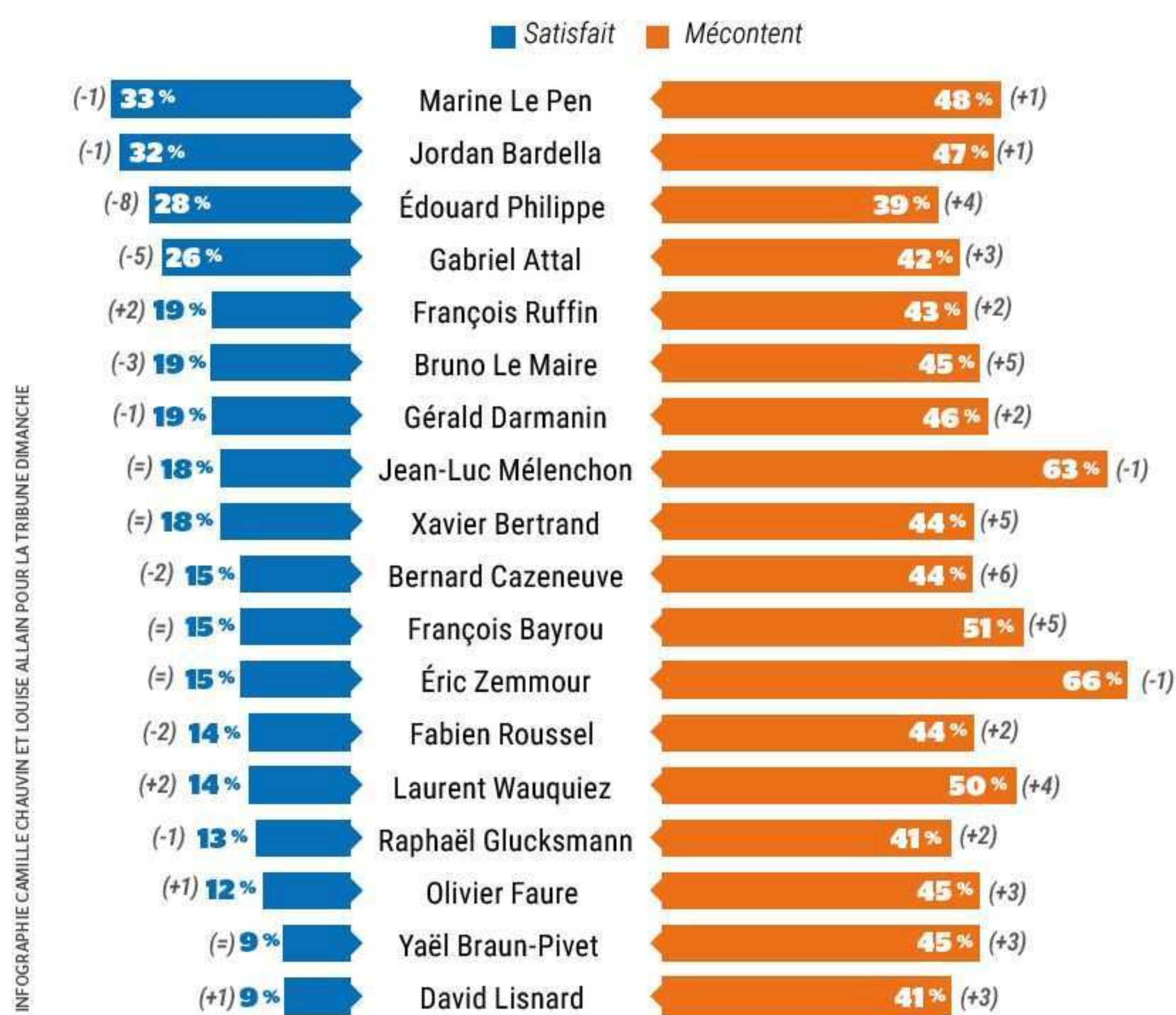
D'EMMANUEL MACRON ?



DE GABRIEL ATTAL ?



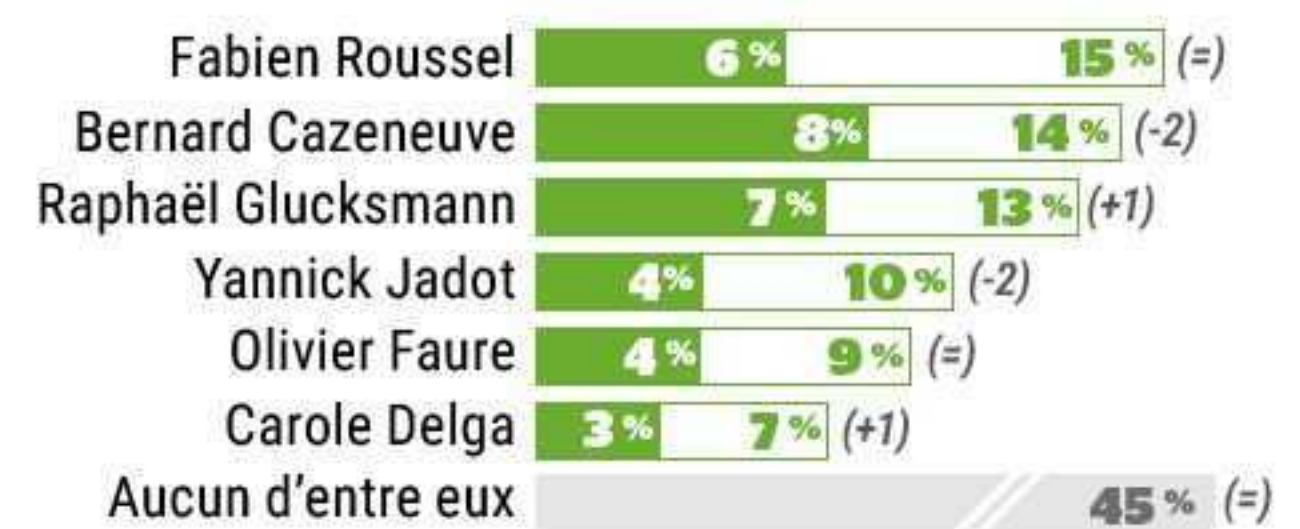
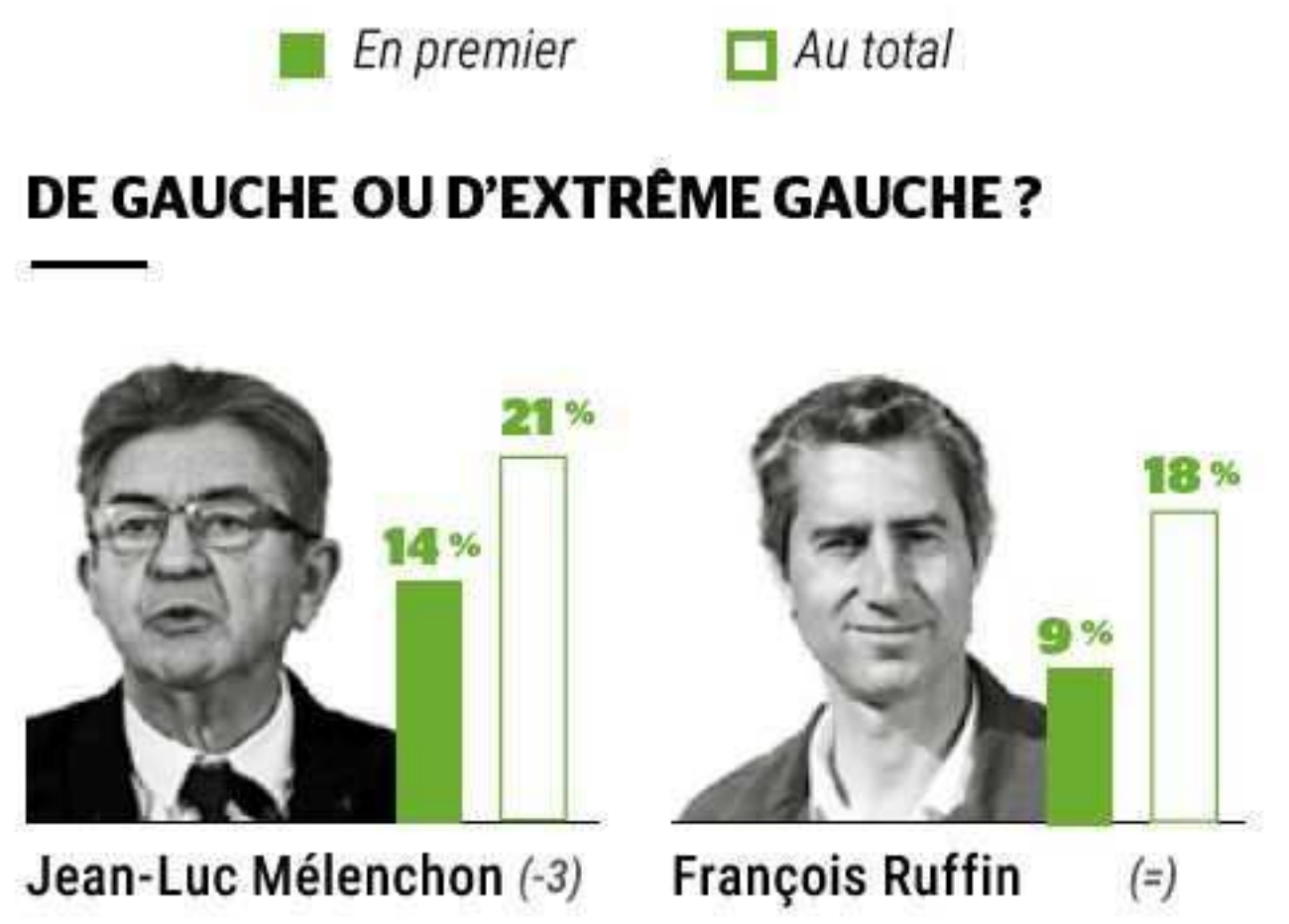
SI CETTE PERSONNALITÉ POLITIQUE DEVENAIT PRÉSIDENT(E) DE LA RÉPUBLIQUE EN 2027, SERIEZ-VOUS SATISFAIT(E) OU MÉCONTENT(E) ?



Les stars de la majorité décrochent. Avec 5 points d'opinions favorables de moins en un mois, Gabriel Attal connaît une forte baisse dans le dernier baromètre Ipsos-La Tribune Dimanche. Si les jugements défavorables augmentent de 20 points chez les sympathisants LFI, sa cote demeure en revanche stable chez LR. Édouard Philippe, lui aussi, chute. L'ex-Premier ministre recule de 8 points dans le baromètre des potentiels successeurs d'Emmanuel Macron, en cédant la tête à Marine Le Pen et Jordan Bardella, qui connaît pourtant un coup d'arrêt. Bruno Le Maire est la troisième personnalité à la peine. Le locataire de Bercy perd la première place du classement des

ministres, en recul de 6 points (et 15 en trois mois). Si Gérald Darmanin s'en empare, Éric Dupond-Moretti prend la troisième, évinçant Rachida Dati. « Seuls 11 % des sympathisants de la majorité se prononcent en faveur de cette dernière ; c'est très faible, assure Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Est-ce vraiment une si bonne prise de guerre que cela pour Emmanuel Macron ? » Dans ce contexte agité pour les poids lourds de son camp, le chef de l'État est stable. S'il remonte de 7 points dans sa famille politique, il en perd 8 du côté des sympathisants LR. « C'est l'effet finances publiques, assure Brice Teinturier. L'électorat LR est très sensible à cette question. » L.V.

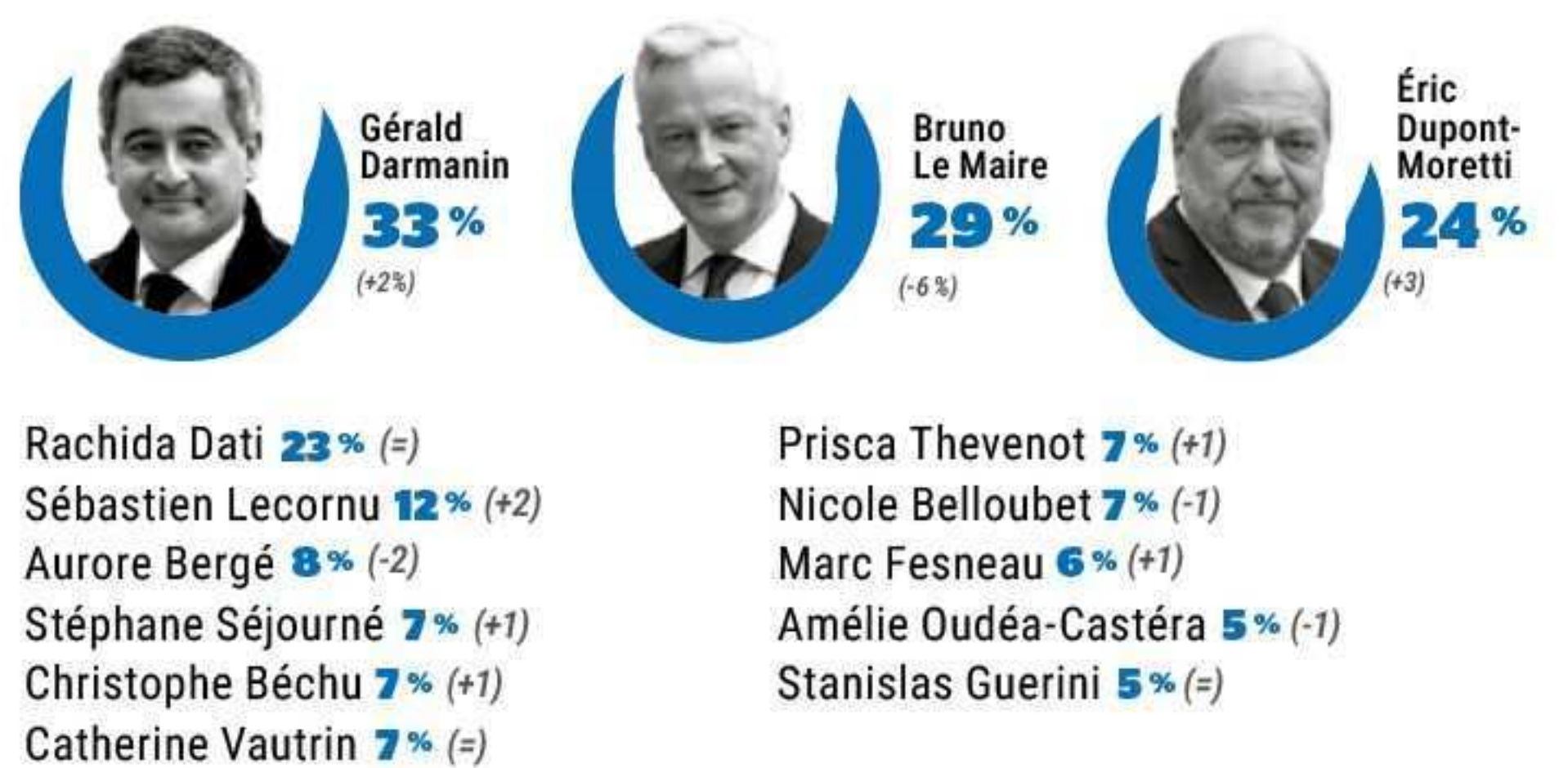
QUI EST SELON VOUS LE MEILLEUR OU LA MEILLEURE OPPOSANT(E), EN PREMIER ET EN DEUXIÈME...



DE DROITE OU D'EXTRÊME DROITE ?



Parmi les différents ministres, lesquels, selon vous, sont les deux meilleurs ?



* PAR RAPPORT AU BAROMÈTRE DE MARS. SONDAGE IPSOS POUR LA TRIBUNE DIMANCHE EFFECTUÉ LES 17 ET 18 AVRIL 2024 AUPRÈS D'UN ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF DE 1000 PERSONNES ÂGÉES DE 18 ANS ET PLUS RESIDANT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE.

L'Ukraine, ligne de fracture ouverte dans la campagne

ROBERT JULES

SI EN FÉVRIER Emmanuel Macron avait fait débat en affirmant un soutien sans faille à l'Ukraine et en évoquant un éventuel envoi des troupes, le sujet est loin de dominer la campagne des européennes. « Les questions internationales ont une influence assez faible sur les déterminations de vote, explique Nicolas Tenzer, politologue, auteur de Notre guerre - Le crime et l'oubli : pour une pensée stratégique (éd. de l'Observatoire). La préoccupation d'un électeur moyen du Rassemblement national, c'est la peur de l'immigration et la sécurité. Pour un électeur de la France insoumise, c'est le pouvoir d'achat, le chômage, sans parler

évidemment de leur positionnement anti-Macron de principe. » « Il y a la crainte d'un déclassement. C'est pareil en Allemagne, même si le pays accueille 1,4 million de réfugiés ukrainiens », constate également Marie Krpata, chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri). En revanche, cette guerre oblige les partis à clarifier leurs positions. « Le clivage existe, indique Nicolas Tenzer. Souhaite-t-on se battre pour une ouverture de l'Europe et une prise en compte de son rôle dans notre sécurité ou au contraire pour une vision du monde repliée sur le territoire national, centrée sur les pro-

blèmes internes et sans une compréhension des enjeux globaux et de l'impact premier de l'issue de cette guerre sur l'avenir des prochaines générations et leur liberté ? » En France, ce clivage opère. Il y a d'une part les listes Renaissance, Place publique/PS, EELV et d'autre part celles du RN, de LFI, de Reconquête, la liste LR ayant une position ambiguë à l'égard de Moscou. Ces derniers partis ont même pu tirer des arguments des sanctions imposées par l'UE à la Russie. Elles auraient provoqué un envol des prix de l'énergie qui a alimenté l'inflation et pesé sur la croissance économique. « En Allemagne, le nouveau parti d'extrême gauche créé par Sahra Wagenknecht considère qu'il faut y mettre fin, faire la paix

et rétablir des relations avec la Russie, y compris sur le plan énergétique, en ouvrant les gazoducs ; c'est une position que défend également le parti d'extrême droite AfD », remarque Marie Krpata. Même au SPD, les positions sont difficiles à lire. Le conflit a aussi permis de réactiver la question de la défense européenne. Elle devient même une urgence si Donald Trump revient à la Maison-Blanche en novembre. Nombre de pays européens, dont l'Allemagne et la France, augmentent leurs dépenses militaires. « Cette priorisation va être exploitée par les partis extrêmes car c'est autant de budgets qui ne seront pas consacrés à l'éducation et au social », souligne Marie Krpata. ■

La bataille du vote des seniors

Décisifs dans la réélection du chef de l'État en 2022, les plus de 65 ans se tournent vers le RN pour les européennes. Et la majorité présidentielle peine à endiguer ce reflux.

ÉLECTIONS

LUDOVIC VIGOGNE

DURANT SES PREMIÈRES ANNÉES à l'Élysée, Emmanuel Macron a réussi le hold-up parfait. En choisissant de multiplier les messages en direction de la droite, le chef de l'État a attiré à lui le vote des seniors. Lors du premier tour de la présidentielle de 2017, les plus de 65 ans avaient été 39 % à choisir François Fillon. Cinq ans plus tard, lors de celui de 2022, ils sont exactement le même nombre à se prononcer en faveur d'Emmanuel Macron. Pour lui, cela s'est révélé un transfert vital. Dans le corps électoral, les plus de 65 ans occupent en effet une place considérable : ils pèsent lourd au sein de la population (ils sont environ 15 millions) ; ils sont plus nombreux que les autres à se rendre aux urnes les dimanches d'élections.

À l'occasion des européennes, ce capital est-il, pour le camp présidentiel, en train de fondre ? Aujourd'hui, si la liste conduite par Valérie Hayer se situe dans les basses eaux, c'est notamment parce que les plus de 65 ans manquent à l'appel. « Notre mauvais score actuel s'explique par un défaut de mobilisation de notre électoral. Un électeur sur deux d'Emmanuel Macron en 2022 ne va aujourd'hui pas voter, admet un stratège de la campagne. L'abstention différentielle nous est défavorable. » Un

membre du gouvernement se fait plus alarmiste : « Les retraités nous bouddent ou nous quittent. Ils sont devant les chaînes info toute la journée et celles-ci leur renvoient les images d'un pays qu'ils ne reconnaissent plus. Il faut les rassurer tout de suite et leur expliquer que la France n'a pas tant changé que ça. »

Un électoral sévère sur le régalien et le déficit

Après sept années de Macron à l'Élysée, une certaine désillusion se fait sentir aussi dans cette catégorie-là de Français. « Après y avoir été au plus haut, du Covid au lendemain de l'élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron y a subi depuis une lente érosion. Il y est aujourd'hui au plus bas depuis décembre 2018 et la crise des Gilets jaunes, quand les retraités modestes l'avaient quitté, analyse Bernard Sananès, le président de l'institut Elabe. Les plus de 65 ans ne retrouvent pas le président pour lequel ils s'étaient déplacés à la présidentielle. Ils attendaient une remise d'équerre du pays et ils sont déçus par le rythme des réformes. Ils jugent sévèrement ses résultats sur le plan régalien et le déficit, ce qui a entamé sa crédibilité. » 70 % des retraités se disent insatisfaits du bilan d'Emmanuel Macron, selon une enquête effectuée par l'Ifop pour Sud Radio ce mois-ci. Ils sont seulement 20 % à juger positivement son action en matière d'immigration et 14 % en matière de lutte contre la dette.

“
Les plus de 65 ans attendaient une remise d'équerre du pays et ils sont déçus par le rythme des réformes

Bernard Sananès, président de l'institut Elabe

À moins de cinquante jours du scrutin, la liste de Valérie Hayer est ainsi, auprès des seniors, au coude-à-coude dans les sondages avec celle de Jordan Bardella. Le Rassemblement national en attire environ 25 %. Pour ce parti, c'est une performance notable. Lors du premier tour de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen avait recueilli 18 % chez les plus de 65 ans. Au second, ils étaient 30 % à la choisir, contre 70 % pour le chef de l'État. Pour elle, ces deux contre-performances avaient été un indice supplémentaire : les retraités étaient réfractaires au vote RN. Dans sa conquête du pouvoir, c'était un obstacle considérable. Celui-ci est-il en passe de tomber ?

Les finances publiques, planche de salut pour LR ?

« Cette poussée est la conséquence de la stratégie de la respectabilité adoptée par le RN, avance Bernard Sananès. À partir du moment où ils sont devenus respectables, ils sont devenus plus audibles auprès d'une population qui était jusqu'alors effrayée par leurs propositions en matière régaliennne. » À sa manière, une ministre en donne une illustration : « On ne le voit pas, mais de plus en plus de retraités immigrés votent pour le RN. Ils voient leurs enfants dépassés par leurs propres enfants. On ne mesure pas l'onde de choc des émeutes urbaines. » Sur le plan économique, le Rassemblement national a également procédé à quelques premiers correctifs (fin de la sortie de l'euro et de la retraite à 60 ans, par

exemple) afin de tenter de séduire un électoral très soucieux de sérieux et de compétence en la matière. « La sociologie de nos fédérations a changé, rapporte le député RN du Nord Sébastien Chenu. On a pris la place de LR. »

Récemment, Éric Ciotti a échangé avec un poids lourd de la Macronie au sujet des conséquences du reflux de cet électoral que subissent leurs camps respectifs. Le patron de LR sait de quoi il parle : en 2022, seuls 10 % des plus de 65 ans ont voté pour Valérie Pécresse. Comment faire mieux ? Mardi, lors de la réunion du comité stratégique des Républicains, le sujet a été abordé. « La question des finances publiques fait partie de notre ADN. Alors que le RN n'est pas crédible pour protéger l'épargne et la retraite des Français, ce sujet doit être différenciant pour nous, dit un responsable du parti. Nous pouvons faire mieux chez les seniors. »

Dans le camp présidentiel, on compte sur l'engagement d'Emmanuel Macron dans la campagne pour reprendre le large dans cette catégorie électorale si décisive. « L'agenda va faire écho à leurs préoccupations », veut croire un conseiller élyséen. Du discours de la Sorbonne jeudi aux cérémonies du 80^e anniversaire du Débarquement, le 6 juin, le chef de l'État aura l'occasion de leur adresser beaucoup de messages. « C'est vital car, le 9 juin, c'est eux qui se déplaceront », dramatise-t-on au QG de Renaissance. Une grande bataille a commencé. ■

Bardella à l'assaut du « mur des boomers »

Le dauphin de Marine Le Pen progresse chez les retraités, catégorie d'électeurs pour qui le frontisme a toujours inspiré davantage de crainte que d'espoir.

JULES PECNARD

UNE FOIRE DE PLUS. À Montreuil-Fault-Yonne, en Seine-et-Marne, Jordan Bardella s'est rendu hier à la fête foraine de la Saint-Parfait. Le jeune président du Rassemblement national a enclenché, comme à des dizaines d'occasions, son métronome rigoureux au milieu d'une nuée de badauds de smartphones et de micros tendus : « bonjour », main serrée, demande de selfie, « oui, bien sûr », sourire, « de rien, avec plaisir ». Entre deux barnums, *La Tribune Dimanche* l'interroge sur sa progression chez les seniors, visible dans toutes les enquêtes d'opinion. Une catégorie d'électeurs que l'on pensait éternellement insensible aux charmes du frontisme. La tête de liste RN aux européennes explique que les retraités ont cru que le macronisme, comme naguère la droite sarkozyste, les préserverait « du délitement du pays ». En guise de réponse, Jordan Bardella brandit une de ses formules fétiches : « On incame la raison face aux excès. »

Dès l'automne, les chiffres ont interpellé. Dans une projection réalisée début novembre par Ipsos sur le scrutin du 9 juin, la majorité présidentielle garde l'avantage auprès des Français de plus de 70 ans, mais se voit dominée par le dauphin de Marine Le Pen chez les 60-69 ans. La tendance n'a fait que se confirmer depuis, faisant l'effet d'un baume sur un parti dont la candidate a été soutenue, en 2022, par moins du tiers des électeurs de plus de 65 ans, selon Ifop.

Le « mur des boomers » – expression d'un cadre RN, sorte de reprise du « front des retraités » théorisé par le politologue maurassien Patrick Buisson – est-il en train de se lézarder ? Aux européennes de 2019, Jordan Bardella a recueilli 19 % du vote des plus de 65 ans, loin derrière les 33 % de la marcheuse Nathalie Loiseau. Aujourd'hui, le Francilien n'a que quelques points de retard sur sa concurrente macroniste, Valérie Hayer, au sein de cet électoral traditionnellement attaché à l'ordre, mais aussi au projet européen et aux grands



Jordan Bardella en déplacement à la fête foraine de Montreuil-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), hier.

équilibres budgétaires. Or, sur ces deux sujets, le Rassemblement national a toujours été synonyme de radicalité, de saut dans l'inconnu. Le Frexit et le retour au franc, propositions de 2017 biffées depuis par Marine Le Pen, ont laissé des traces difficiles à estomper.

Genre idéal

« Il y a une constante chez les retraités, c'est que leur source de revenu est garantie par l'État, décrypte un stratège du RN. Si le système s'effondre, ils trinquent. Ce fut le cas en Grèce après la crise financière ou en Russie en 1991. Les retraités savent qu'ils dépendent à la fois du travail des actifs et du crédit de la France à l'étranger.

Ils ne font pas leur choix à l'aune d'une politique économique, mais peuvent se dire que tel ou tel candidat va inspirer confiance aux autres. Et savoir, a contrario, que Marine Le Pen fait peur. C'est comme sur les marchés financiers, c'est un jeu projectif. » D'où, selon le même conseiller, un soutien indéfectible de cette catégorie de la population aux réformes libérales, par exemple celle de notre système de retraites mise en œuvre en 2023 par le gouvernement d'Élisabeth Borne. L'opposition du Rassemblement national n'a pas entamé son crédit auprès des seniors, sans doute parce que ses troupes se sont tenues à l'écart du désordre généré par la contestation sociale.

De son côté, Jordan Bardella joue les genres idéaux tout en fredonnant une mélodie « probusiness ». Il sait qu'il reste des irritants, au-delà de la symbolique associée au vote frontiste, dans le programme de Marine Le Pen. La fixation d'un seuil de départ à la retraite à 60 ans, même réservé aux Français ayant travaillé avant leurs 20 ans et pendant 40 années, paraît difficilement finançable sans hausse d'impôts ou un quelconque creusement de la dette publique.

Parler aux actifs

Il faut toutefois bien distinguer les enjeux. Le corps électoral des européennes représente, peu ou prou, la moitié de la population en âge de voter. Son comportement n'est pas le même qu'à la présidentielle, « où les gens votent pour un budget qui aura des conséquences pratiques », rappelle une tête pensante du parti. Un proche de Marine Le Pen résume ainsi les choses : « Aux européennes, il faut réunir notre socle... et s'adresser à des gens qui nous regardent avec des points d'interrogation dans les yeux. Ils ne voteront peut-être pas pour nous maintenant, mais on aura posé des pierres dans leur jardin. »

La mayonnaise prend d'autant plus que les générations marquées par la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et, de fait, par l'antisémitisme véhiculé par Jean-Marie Le Pen, tendent à disparaître. Par ailleurs, le pouvoir macroniste est englué dans l'impopularité. En matière sécuritaire mais aussi économique, Bruxelles s'appretant à ouvrir contre la France une procédure pour déficits excessifs. Vice-président du groupe RN à l'Assemblée nationale, Jean-Philippe Tanguy ajoute un ultime éclairage, plus terre à terre : « Notre but est avant tout de parler aux actifs. Or, les plus de 70 ans ne sont plus une catégorie unifiée. Beaucoup participent à des associations et restent dans la vie active. On est loin du cliché de Mamie Nova qui regarde Questions pour un champion avant d'aller dormir. » Reste à voir si l'évolution se poursuit jusqu'en 2027. ■



LEA CRESPI / PASCOCO

JÉRÔME FOURQUET, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT OPINION DE L'IFOP

« Le sentiment d'une perte de repères »

L'auteur de « La France d'après » (Seuil) décrypte les mécanismes de l'évolution électorale des plus de 65 ans, aux lourdes conséquences.

ANALYSE

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUDOVIC VIGOGNE

Est-ce la bascule de l'électorat âgé qui explique la dynamique que connaît Jordan Bardella ?

Jordan Bardella progresse dans toutes les tranches d'âge. À ce stade et sur la base de nos sondages, par rapport aux précédentes élections européennes de 2019, il gagne 20 points chez les 18-24 ans, 10 points chez les 25-34 ans ou les 35-49 ans, 5 points chez les 50-64 ans et 7 points chez les 65 ans et plus. Mais si ce n'est donc pas chez ces derniers qu'il progresse le plus, comme ils sont très nombreux par rapport au reste de la population et votent plus que la moyenne, c'est pour lui un gain essentiel. Lors d'une élection où la participation est faible, comme c'est le cas des européennes, les seniors peuvent en effet représenter de 40 à 45 % du nombre total de votants. Ça pèse donc lourd. Pour le Rassemblement national, capter désormais un quart de l'électorat de 65 ans et plus est un progrès essentiel. C'est un signe supplémentaire de ce que j'appelle la montée des eaux bleue Marine. C'est un dernier verrou qui saute.

Vous avez souvent expliqué que c'était un électorat qui éprouvait une « aversion au risque ». Qu'est-ce qui a changé ?

Il y a une équation personnelle liée à Jordan Bardella du fait de son image de genre idéal, de jeune premier propre sur lui, qui connaît ses dossiers et ne bascule pas dans les outrances verbales, comme cela a souvent été le cas par le passé au RN, et comme c'est le cas aujourd'hui à LFI. De la même manière que cela peut rassurer certains milieux patronaux, cela peut rassurer les seniors. Cet électorat est celui qui veut le moins renverser la table, mais, parallèlement, il est travaillé, déstabilisé, du fait de son histoire, par ce qu'il voit et entend aujourd'hui. Le développement du communautarisme à l'école vient percuter le souvenir de l'école qu'ils ont connue. La multiplication des *home-jackings* chez des personnalités de la télévision vient entretenir leur impression d'insécurité galopante. Tout cela nourrit le sentiment, chez les plus de 65 ans, d'une perte de repères, que l'on peut résumer par une remarque : « Mais on est où, là ? » S'ils ne sont pas des aventuriers, ils aspirent à la tranquillité et à la stabilité.

Quelles sont les spécificités de cet électorat ?

C'est un électorat conservateur, très majoritairement à droite, qui vote essentiellement pour le RN, LR, Reconquête et la majorité présidentielle. Seuls 2 % des plus de 65 ans ont l'intention de voter pour LFI aux européennes. Son aversion au risque est d'abord économique. Mais une élection est une concurrence. Or, si jusqu'à présent le RN était jugé incompétent dans ce domaine et les partis de gouvernement crédités de l'image inverse, ce présupposé est moins évident au regard de la situation budgétaire actuelle et des 3 000 milliards d'euros de dette. Dans ces conditions, les plus de 65 ans peuvent se demander si le RN ferait pire que les autres en la matière, d'autant que Jordan Bardella paraît être plus sur une ligne économiquement « marioniste » que « mariniste ».

“
Un électorat sensible à l'effet patriotique, qui peut faire bloc autour du chef de l'État, selon la situation en Ukraine

Y a-t-il un moment précis où cet électorat a basculé ?

D'abord, il ne faut pas oublier qu'au second tour de la présidentielle de 2022 Marine Le Pen a obtenu 41,5 %, soit un score très élevé. Dans la foulée, lors des législatives, 89 députés RN ont été élus. Puis il y a eu les émeutes de juin dernier, l'assassinat de Dominique Bernard, Crépol... Ces faits divers ont pu donner aux seniors le sentiment de ne plus reconnaître leur pays. Ils ont permis au RN d'avoir le vent dans le dos. C'est sur cette base de départ déjà très solide que Jordan Bardella fait aujourd'hui campagne. C'est le trois-quarts aile qui reçoit le ballon gagné par les avants et qui vient marquer l'essai en bout de ligne.

Comment s'informe l'électorat senior ?

C'est une de ses spécificités. De la même manière qu'il vote plus que la moyenne, il s'informe plus que la moyenne, et ce à travers les médias traditionnels. L'un n'est d'ailleurs pas sans effet sur l'autre. Les plus de 65 ans

lisent les journaux, écoutent la radio, regardent le 20 Heures – les canaux d'information qu'ils ont toujours connus. C'est d'ailleurs l'une des forces de Jordan Bardella. Il a les codes du 20 Heures, et peut ainsi parler aux retraités tout en s'adressant à la jeune génération sur TikTok, où il est très puissant.

Emmanuel Macron a-t-il encore des chances de reconquérir les voix perdues dans cet électorat ?

C'est un électorat qui a été baigné dans l'épopée de la construction européenne. Les plus de 65 ans ont grandi avec la guerre froide et étaient déjà trentenaires au moment de la chute du Mur... Aujourd'hui, chez eux, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les attentats du 7 octobre et ses conséquences peuvent réactiver une inquiétude. De nouveau, on parle de chars russes et de missiles nucléaires ! C'est un électorat sensible à l'effet patriotique, qui peut donc faire bloc autour du chef de l'État, en fonction de l'évolution de la situation en Ukraine. Les européennes peuvent être l'occasion d'aller voter pour celui qui s'est érigé en porte-drapeau du monde libre face à Poutine, notamment si le front ukrainien venait à être enfoncé. Ensuite, on voit bien qu'Emmanuel Macron cherche à réactiver dans cette campagne, comme il l'a fait dans l'entre-deux-tours de la présidentielle, le chiffon rouge de la vieille extrême droite. Reste que, même si Jordan Bardella tient des discours plus durs que Marine Le Pen, c'est plus compliqué, notamment parce qu'il ne s'appelle pas Le Pen. Enfin, le chef de l'État peut tenter de jouer sur un « effet commémoro », comme il existe un « effet drapeau ». Après Manouchian, les Glières, le Vercors, il y aura la Normandie le 6 juin. Pour un électorat qui n'a pas forcément connu la guerre mais y reste sensible, cela peut jouer.

De quelle manière cette évolution électorale change-t-elle les perspectives pour 2027 ?

Est-ce que les européennes seront l'ultime coup de boutoir contre le parti de droite de « l'ancien monde », avec un nouveau mauvais score des Républicains ? Est-ce qu'elles signeront l'échec de Reconquête et l'affaiblissement d'Éric Zemmour ? Est-ce que l'écart avec la liste de la majorité présidentielle sera de 12 ou 14 points, comme le pronostiquent les sondages ? Si toutes les réponses à ces questions sont positives, cela installera un peu plus l'idée qu'est venu le tour de Marine Le Pen. Ce scénario deviendra de plus en plus plausible. Il y aura un côté « force tranquille » qui peut convaincre une partie supplémentaire des seniors de s'y rallier et d'accompagner le sens de l'Histoire. ■

La volte-face des favorisés

Dettes, chômage, retraites : la gestion de ces dossiers irrite les seniors, pourtant choyés par l'exécutif.

FANNY GUINOCHET

CE 6 MARS 2024, jour de ses 46 ans, Thomas Cazenave, le ministre délégué chargé des Comptes publics, n'est pas près de l'oublier. « Pour son anniversaire, il a reçu la foudre de Jupiter, Emmanuel Macron ne l'a pas raté », raconte un membre du gouvernement présent comme lui au traditionnel Conseil des ministres.

L'erreur de ce macroniste de la première heure ? Avoir suggéré, pour limiter les dépenses, de sous-indexer les retraites dans le futur budget 2025. « Arrêtez de sortir des mesures qui n'ont même pas été évoquées, sauf si vous voulez à coup sûr perdre les élections ! » s'emporte alors Emmanuel Macron. Depuis, plus personne dans l'entourage du président ne s'avise de remettre cette option sur la table.

Pourtant, ce coup de pouce aux aînés pèse lourd sur les comptes : « L'indexation de 5,3 % des pensions, ce sont les 15 milliards d'euros qui manquent dans le budget 2023 », pointe François Ecalte, ancien conseiller à la Cour des comptes. Et le fondateur du site Fipeco d'ajouter : « C'est un choix purement politique, car le niveau de vie des retraités est, en moyenne, supérieur à celui des actifs. »

Emmanuel Macron a toujours soigné cet électorat qui, jusqu'à présent, le lui rendait bien. Mais, aujourd'hui, il s'éloigne. Et cette prise de distance est justement en partie liée à ces milliards d'euros dépensés : une dette qui explose à plus de 110 % du PIB, un déficit à 5,5 % du PIB, des services publics sous-financés... sont des éléments auxquels les plus âgés sont sensibles. Au point que le mythe écorné d'un Emmanuel Macron « Mozart de la finance » ne les laisse plus indifférents. Et la crédibilité budgétaire de l'ancien grand argentier de Bercy pourrait encore être abîmée, dans les jours prochains, par le verdict des agences de notation. Du pain béni pour la droite, qui y voit un prétexte idéal pour justifier sa menace de censure du gouvernement.

D'autant qu'un autre dossier éloigne déjà du président les plus âgés : la remise en question des règles d'assurance chômage spécifiques pour les seniors. En novembre dernier, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, est le premier à se prononcer en faveur d'un abaissement de la durée d'indemnisation du chômage des plus de 55 ans pour l'aligner sur celles des autres demandeurs d'emploi. « Mais son idée ne passe pas, y compris dans notre électorat », note un ministre. On connaît tous une personne de 57 ou 58 ans qui a été licenciée et qui peine, de bonne foi, à retrouver du travail. »

Sans compter que cette proposition fracture la majorité. « Ne jouer que sur le levier de l'assurance chômage sera économiquement inefficace, risque de créer des trappes à pauvreté et fera voter en faveur du Rassemblement national », s'alarme ainsi la députée macroniste Astrid Panosyan-Bouvet. Et ce, d'autant plus que la récente suppression de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), qui bénéficie en majorité aux plus de 50 ans, est déjà raillée par le RN.

Enfin, l'offensive du gouvernement sur les réserves du régime complémentaire du privé Agirc-Arrco finit d'irriter les retraités. Pour combler le déficit du système général, l'exécutif se verrait bien puiser dans une partie des 78 milliards d'euros. Soit un véritable hold-up pour les salariés et pensionnés de ces caisses. « Et la certitude de voir leur niveau de vie rogné, car 1 milliard d'euros transféré au régime général équivaudrait à une baisse de 1 % de revalorisation des pensions du privé », rappelle Didier Weckner, le vice-président de l'Agirc-Arrco.

Emmanuel Macron va-t-il changer de braquet ? Possible, tant la situation budgétaire est tendue, plaignent des membres de sa garde rapprochée. Reste que chat échaudé craint l'eau froide. Le chef de l'État reste marqué par la colère provoquée par la hausse de la CSG pour les retraités au début de son premier quinquennat. En 2019, il avait, par ce biais, voulu financer la baisse des cotisations des salariés... avant de se raviser.

Des économistes militent pourtant pour rééquilibrer la situation entre les générations. À l'image de Gilbert Cette, président du Conseil d'orientation des retraites : « En cette période de consolidation fiscale, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % des retraités ou la hausse de la CSG pour les pensionnés les plus aisés sont des pistes à ne pas rejeter. » Des pistes qu'Emmanuel Macron étudiera peut-être... le plus tard possible. ■

“
L'indexation de 5,3 % des pensions, ce sont les 15 milliards d'euros qui manquent dans le budget 2023

François Ecalte, ancien conseiller à la Cour des comptes

Mélenchon, les raisons de la colère

Le leader des Insoumis se dit sidéré par le procès en antisémitisme qui lui est intenté et qui empoisonne la campagne des européennes de la liste de Manon Aubry.

EXTRÊME GAUCHE

CAROLINE VIGOUREUX

CE JEUDI, ATTABLÉ dans un restaurant italien du centre de Lille, Jean-Luc Mélenchon se dit « triste ». À 72 ans, le leader des Insoumis en a pourtant vu beaucoup, mais, tout de même, les dernières heures lui laissent un goût amer. Que l'université de la ville ait annulé la veille sa conférence sur la Palestine avec la très médiatique juriste franco-palestinienne Rima Hassan le stupéfie. Lui qui a passé sa licence de philosophie, qui se définit comme un « *étémel professeur* », empêché de discourir devant des étudiants, comme il aime tant le faire, c'est impensable.

À l'origine de cette décision, le logo de l'association étudiante Libre Palestine, qui a convié le tandem d'Insoumis à venir disserter face à ses membres. Sur leur carte est dessiné un seul État englobant Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, laissant libre cours à toutes les interprétations, dont celle niant l'existence d'Israël, ce que l'association récuse. Jean-Luc Mélenchon assure avoir tout découvert de ce logo mercredi, lorsque la polémique était déjà bien entamée: « *On s'en fout du logo! Vous croyez vraiment que je regarde ce genre de trucs?* » Lui qui défend une solution à deux États et se dit « *convaincu que c'est bien un génocide qui est en cours à Gaza* » ajoute: « *Marquer les frontières, ce serait tomber dans un nid de frelons. Est-ce qu'il fallait dessiner celles de 1947? de 1967?* »

Ce jeudi midi, Jean-Luc Mélenchon s'apprête encore à donner une conférence dans une salle du sud de la ville, trouvée au débotté. Jusqu'à ce nouveau couperet qui tombe en milieu d'après-midi. Cette



On accuse tout le monde d'antisémitisme, ça n'a plus de sens

Jean-Luc Mélenchon

fois, c'est la préfecture du Nord qui dépose un arrêté d'interdiction, avec deux pages de motivation. Furieux, le leader Insoumis écrit à Gérald Darmanin. Le ministre de l'Intérieur, alors en déplacement en Guadeloupe, lui fait savoir qu'il est 7 heures du matin avec le décalage horaire, et qu'il est bien loin de tout ça. Une lâcheté de plus aux yeux de Jean-Luc Mélenchon. Cette double interdiction fait venir au leader Insoumis des soutiens inattendus. Depuis Bruxelles, Emmanuel Macron assure qu'il « *est important que [Jean-Luc Mélenchon] puisse exprimer sa voix* ». Socialistes et écologistes, avec qui les relations sont pourtant orageuses, dénoncent « *un précédent dangereux* », « *un affront à la démocratie* ».

L'histoire se finit jeudi soir sur la place Vanhoenacker, dans le sud de la ville, sous des platanes et devant un camion avec une sono dont les enceintes fonctionnent par intermittence. Un meeting improvisé de quarante minutes à peine, histoire de dire que rien ni personne ne les empêchera de parler. Jean-Luc Mélenchon a tout juste eu le temps de faire venir sa garde rapprochée: la présidente du groupe à l'Assemblée, Mathilde Panot, la tête de liste de la campagne, Manon Aubry, le député du Nord et fidèle Adrien Quatennens, la députée de Paris Sophia Chikirou, le député du Val-de-Marne Louis Boyard...

Sur l'estrade, Rima Hassan, septième sur la liste de Manon Aubry, est devenue en quelques semaines l'un des visages les plus visibles des Insoumis. Et l'une des personnalités au discours le plus radical,



À Lille le 18 avril, le patron de LFI, au côté de la militante franco-palestinienne Rima Hassan, dénonce la censure dont son mouvement ferait l'objet.

parlant d'Israël comme d'une « *entité coloniale fasciste* ». Cette fois, sa prise de parole emprunte à un tout autre registre: « *Le sourire est la plus belle des résiliences. On a des raisons d'être en colère, mais on va essayer de répondre par autre chose que la colère* ». Celle à qui il est reproché d'avoir répondu « *vrai* » au média en ligne Le Crayon à la question de savoir si le Hamas menait une action légitime sera convoquée par la police à la fin du mois d'avril pour « *apologie du terrorisme* », sans qu'on sache précisément quels propos sont visés.

Jean-Luc Mélenchon, lui, joue sur deux tableaux. Pour expliquer les mécanismes insidieux du totalitarisme, il ose un parallèle entre le rôle d'Adolf Eichmann, criminel nazi, et celui du président de l'université de Lille, qui s'est « *aplati, couché* ». Tout en implorant le public de rester calme: « *Ne vous abandonnez pas à l'esprit de vengeance* ». Face à lui, les visages juvéniles scandent « *cessez-le-feu!* ». Mais la ferveur des grands jours n'est pas là.

Que le président de la Région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, ait été l'un des premiers à dégainer contre la tenue de sa conférence a « *déçu* » Jean-Luc Mélenchon sans forcément le surprendre: « *C'est un type qui vend des assurances. Oubliez ce qu'il vous dit, regardez ce qui est écrit en note de bas de page! Il ment comme un arracheur de dents. Mais, avec son côté plutôt droite sociale, je ne le voyais pas se prêter à ce numéro pitoyable* ». En revanche, que le député socialiste Jérôme Guedj ait jugé publiquement ce logo problématique l'a beaucoup plus heurté. Parce qu'il connaît l'élue de l'Essonne depuis son adolescence, qu'il est très ami avec son père. Et que, s'il y avait un problème, il aurait aimé que Jérôme Guedj prenne son téléphone pour le lui dire. Sur l'estrade de Lille, il a eu des mots très durs à l'endroit du socialiste – « *un lâche de cette variété humaine que l'on connaît tous, les délateurs, ceux qui aiment aller susurrer à l'oreille du maître* » – sans le citer directement, quand, derrière lui, Sophia Chikirou murmurait justement le nom de l'incriminé.

La semaine dernière, l'université de Rennes avait déjà annulé la conférence que Jean-Luc Mélenchon devait donner, invoquant des raisons de sécurité. C'est un mail reçu par la faculté, dans lequel « *inch Allah* » aurait été écrit avec des fautes d'orthographe, qui a déclenché cette décision. Les Insoumis soupçonnent très fortement les mouvances d'extrême droite d'en être à l'origine. En octobre, une autre conférence de Jean-Luc Mélenchon

à l'université de Bordeaux avait aussi été interdite en raison de « *risques de troubles à l'ordre public* ».

Ces annulations en cascade sont le symptôme d'un basculement opéré depuis le 7 octobre. Le trouble causé par la réaction des Insoumis, qui avaient alors refusé de qualifier le Hamas de mouvement terroriste, a été tel qu'il a fait implorer la Nupes. Depuis, un procès en antisémitisme est intenté à Jean-Luc Mélenchon, ravivé chaque fois par ses tweets, dont il nie systématiquement toute ambiguïté. « *Je n'en suis plus à l'époque où ça m'indignait. Je m'en fous, maintenant. Enfin, je vis quand même mal l'assignation à une identité qui n'est pas la mienne. Mais on accuse tout le monde d'être antisémite, même Edgar Morin. Tout cela n'a plus de sens, c'est ce qui me soulage* ». Il a particulièrement vécu l'article du *Monde* publié le 5 janvier et titré « *Antisémitisme: comment Jean-Luc Mélenchon cultive l'ambiguïté* ». Après cela, il avait rédigé un droit de réponse, que le service juridique du quotidien du soir a jugé non recevable. À écouter Jean-Luc Mélenchon, il ne semble pas tant « *s'en foutre* », de ces attaques: « *Comment peuvent-ils faire semblant de croire que je suis devenu raciste? Pourquoi, à 70 ans,*

LFI a fait de son engagement pro-palestinien un élément clé de sa campagne pour les européennes.



serais-je devenu antisémite? L'antisémitisme n'est pas dans mes moyens. Tout le monde me connaît. Il y a mille raisons de me critiquer, pourquoi inventer celle-là? »

Au départ, si Jean-Luc Mélenchon avait commencé à entreprendre une tournée des facs, c'était pour parler de son livre *Faites mieux! - Vers la révolution citoyenne*, publié le 28 septembre

Il a vendu 16000 exemplaires de son livre, «Faites mieux!»

chez Robert Laffont. Lui qui écrit d'ordinaire un livre en un mois en a mis près de huit à rédiger celui-là. L'ancien candidat à l'élection présidentielle en a vendu 16 000 exemplaires, ce qu'il juge déjà bien vu le timing malheureux de la sortie, quelques jours avant les attaques du 7 octobre.

Depuis, les Insoumis ne parlent plus que de la cause palestinienne, qu'ils ont placée au cœur de leur campagne pour les élections européennes. Jean-Luc Mélenchon, présent en avant-dernière position sur la liste de Manon Aubry, dit les appréhender « *avec le calme des vieilles troupes* ». Mais tous le savent, le 9 juin sera un mauvais moment à passer. Les quartiers populaires, où La France insoumise trouve une part importante de son électeur, ne votent que très peu à ce scrutin. À ce stade, Manon Aubry est donnée autour de 6% ou 7% d'intentions de vote, un plancher au-dessous duquel certes elle ne descend pas, mais la députée européenne de 34 ans ne bénéficie d'aucune dynamique, quand le candidat des socialistes, Raphaël Glucksmann, continue, lui, de gagner des points et s'établit autour de 13%.

Que se passera-t-il si les résultats donnent raison aux sondages? Jean-Luc Mélenchon imagine déjà l'après, et rit jaune: « *Le 10 juin, il y aura un appel à l'union dans Libération avec le chœur des diviseurs repeints en unitaires* ». L'ancien socialiste a sa réponse: l'unité, il n'y croit plus, qu'il soit ou non candidat en 2027. Sur ce point précis, il entretient un savant flou. Il n'a jamais dit qu'il serait candidat une quatrième fois à l'élection présidentielle. Il n'a jamais dit l'inverse non plus. D'ailleurs, lui-même l'a théorisé: « *Quoi que je dise, on me reproche toujours le mot que je n'ai pas dit* ». ■



RAPHAËL LAFARGUE/BACKPRESS

Braun-Pivet et la sagesse de Borne

Ce n'est pas encore un axe, mais la présidente de l'Assemblée nationale se réjouit de la présence de l'ancienne Première ministre au Palais-Bourbon. Elisabeth Borne, qui juge en privé que « *la majorité ne réfléchit pas assez* », s'active. Pour l'ancienne préfète, qui a retrouvé ses anciens ministres Olivier Véran et Clément Beaune dans l'hémicycle, il n'est pas question de retraite politique. Lors d'une de ses premières prises de parole publiques le mois dernier, la députée du Calvados s'est montrée catégorique : « *Moi, j'ai une ambition, celle de*

continuer à servir mon pays de la meilleure façon. Pas en étant à la tête d'une entreprise publique : ça, je vous remercie, j'ai déjà fait ! Et pas en étant dans des fonctions dans lesquelles on est amené à s'enfermer dans un devoir de réserve. ». Pourtant Yaël Braun-Pivet verrait bien sa collègue présider le Conseil constitutionnel : « *Elisabeth serait une bonne solution* », confie-t-elle. Cela ferait d'elle la première femme à la tête de cette institution. Le nom du successeur de Laurent Fabius sera connu en février 2025. Et c'est Emmanuel Macron qui le désignera. B.J. ET J.P.

CONFIDENTIEL

Attal simplifie

Mardi, Gabriel Attal réunira ses ministres de plein exercice pour faire un point sur la simplification, dont il a fait une de ses priorités. Dans la foulée, il se rendra dans une maison France services afin de faire en la matière quelques annonces concrètes. Alors que le projet de loi « simplification » sera présenté mercredi en Conseil des ministres, le locataire de Matignon veut sortir du champ de la CNDP (Commission nationale du débat public) tout ce qui concerne l'industrie. « *Cela fera gagner six mois pour installer une entreprise en France* », confie-t-il.

L'amertume de Péchenard

Le 29 avril, le chef des Républicains, Éric Ciotti, va réunir son état-major pour décider qui sera présent en haut de la liste menée par François-Xavier Bellamy. Parmi ceux qui s'inquiètent de ne pas être éligibles, il y a le président des Jeunes LR Guilhem Carayon, l'éternel sarkozyste Brice Hortefeux, mais aussi Frédéric Péchenard, ex-grand flic proche de Valérie Pécresse, qui aurait fait des pieds et des mains pour être candidat. Selon un ami de l'élu francilien, ce dernier en conçoit une vive amertume. « *La discrétion est un atout. Certains l'ont compris* », grince un fidèle d'Éric Ciotti.



FIRAS ABDULLAH/ABAC PRESS

« Fight Club » à Reconquête

Elle doit avoir lieu cette semaine, mais personne ne sait quel jour. La commission d'investiture de Reconquête doit se réunir pour boucler les 20 premières places de la liste conduite par Marion Maréchal. Celles qui comptent, puisqu'au vu des derniers sondages le parti d'Éric Zemmour ne glanera pas plus de six ou sept sièges à l'Assemblée de Strasbourg. Et encore : dans les derniers « rollings » quotidiens de l'Ifop, la nièce de Marine Le Pen est donnée à 5,5 %. À peine au-dessus du seuil d'éligibilité.

La cote d'alerte est atteinte alors qu'en interne la Zemmourie prend des allures de « Fight Club ». Depuis la parution d'un article du *Point* détaillant les rapports glaciaux entre le candidat à la présidentielle de 2022 et Marion Maréchal, rien ne s'est arrangé. C'est même l'inverse, les fidèles du premier ne tolèrent plus les choix stratégiques de la seconde, jugée trop couloyante vis-à-vis de Jordan Bardella. Les « marionnistes », eux, n'en démordent pas : l'électorat du RN et celui de Reconquête s'entremêlent, les deux camps seront amenés à travailler ensemble et il vaut mieux se concentrer sur le pillage des Républicains.

Sauf que depuis quelques semaines, le patron du RN ne s'embarrasse d'aucune précaution pour rudoyer sa concurrente d'extrême droite. Il accuse les zemmouristes d'avoir soutenu, dans le cadre du pacte sur la migration et l'asile débattu au Parlement européen, un volet facilitant l'accueil des migrants. À cette attaque mensongère, Marion Maréchal a répondu de manière mesurée dans une vidéo diffusée sur X : « *Ne te trompe pas d'ennemi, Jordan.* » Pour Éric Zemmour et ses proches, qui ont bâti leur notoriété en tapant comme des sourds sur Marine Le Pen et ses ouailles, la coupe est pleine. « *Ça ne va pas du tout, s'est exaspéré récemment l'essayiste. Si on ne marque pas de différence avec Bardella, c'est lui qui va tout raffer.* »

S'ajoute à cela la rumeur, alimentée par des échos dans la presse, que Marion Maréchal préparerait - si elle n'a aucun élu le 9 juin - son retour dans le giron frontiste. L'intéressée a beau faire fi de ces ragots peu crédibles, ceux d'en face bouillonnent. « *Les militants ne comprennent pas que la spécificité de Reconquête soit diluée dans le quémandage d'une alliance avec le RN* », cingle une hulle du parti. Bilan des courses : le repas hebdomadaire des principaux cadres ne s'est pas tenu depuis début mars. Tout juste Éric Zemmour a-t-il croisé sa tête de liste au QG il y a une dizaine de jours, mais c'est tout. Chaque clan travaille dans son coin ou balance des scuds sur les boucles Telegram. « *Si [...] tous les "mécontentements" mais aussi les coups fourrés étaient exposés sur cette conversation, on devrait y mettre 10 messages par jour* », y a récemment écrit un zemmouriste historique.

Des proches du chef accusent le conseiller de Marion Maréchal, Philippe Vardon, ex-militant identitaire passé par le RN, de l'avoir isolée afin d'obtenir une place de choix sur la liste. « *Marion mène une campagne courageuse dans une situation difficile à tous égards* », rétorque le Niçois. Après avoir laissé sa candidate occuper l'essentiel du temps de parole médiatique du mouvement, Éric Zemmour envisage une mise au point drastique sur la ligne à suivre. Sa plume et compagne, Sarah Knafo, qui hésite toujours à briguer un siège éligible, prévient : « *Quoi qu'il arrive, il faut qu'on fasse mieux qu'en 2022.* » Soit 7 %. Ou comment hisser une haie déjà difficile à franchir...
JULES PECNARD

À SUIVRE



CYRIL CHATELAIN/ABAC PRESS

900 secondes

Ce sont quinze minutes d'écart dont on se félicite beaucoup au sein de Nouvelle Énergie, la formation politique de David Lisnard. Le 7 avril, le maire de Cannes a couru le marathon de Paris en 3h41 contre 3h56 pour Laurent Wauquiez, qui courait son premier marathon. Après cette épreuve, les deux élus se disputent une autre ligne de départ : ils aimeraient figurer sur celle de la présidentielle en 2027 avec le dossard des Républicains.

« La Fièvre » à l'Élysée

Emmanuel Macron a regardé les deux premiers épisodes de *La Fièvre*, la série d'Éric Benzekri diffusée sur Canal+, qui brasse plusieurs thèmes dans l'air du temps : la menace de guerre civile en France, celle exercée par les réseaux sociaux, les ressorts de la communication de crise... Le chef de l'État a trouvé cela bien, même s'il a jugé que c'était un peu intello. La dernière scène du feuilleton a été tournée à l'Élysée.

LE DESSIN de Chappatte



EN HAUSSE / EN BAISSÉ



FLORENT MENEGAUX RESPONSABLE
Le patron de Michelin avait dit à *La Tribune Dimanche* en janvier qu'« aucune performance ne peut se réaliser sur la misère sociale ». Fidèle à ses engagements, il annonce la création d'un « salaire décent », qui permet de « vivre, pas juste survivre » : deux fois le smic à Paris, 1,2 à Clermont-Ferrand, par exemple.



PRISCA THEVENOT DÉLAISSÉE
Séquence très difficile pour la porte-parole du gouvernement. Son directeur de cabinet, son adjointe et sa cheffe de cabinet ont démissionné quelques jours après un couac de la ministre sur une fausse annonce d'attentat déjoué. Prisca Thevenot ne parvient pas à s'imposer à ce poste très exposé, précédemment occupé par Olivier Véran.

Le soulagement après les frappes israéliennes en Iran

Tel-Aviv et Téhéran veulent éviter l'escalade après des explosions dans la province ultrasensible d'Ispahan, dans le centre de la république islamique.

PROCHE-ORIENT

GARANÇE LE CAISNE

LE VOLUBLE et va-t-en-guerre Benjamin Netanyahu reste étonnamment silencieux depuis deux jours. Alors que tous les observateurs et des médias américains attribuent à Israël les explosions qui ont retenti vendredi à l'aube près d'une base militaire iranienne, le Premier ministre israélien se tait.

Comme s'il fallait minimiser l'importance de ces attaques nocturnes à Tabriz et dans la province d'Ispahan, dans le centre du pays, région ultra-sensible qui abrite le centre de technologie nucléaire du régime des mollahs mais aussi, entre autres, une usine de production de munitions et une autre de zirconium, métal utilisé dans l'industrie nucléaire. Ces attaques seraient en fait la réponse attendue israélienne au déferlement de drones et de missiles iraniens lancés sur l'État hébreu le week-end dernier.

Une agression chorégraphiée

Une riposte comme dans un miroir inversé. Téhéran avait prévenu soixante-douze heures à l'avance de son agression sans précédent mais parfaitement chorégraphiée, les 350 engins s'approchant du territoire israélien après plusieurs heures de route, pratiquement tous interceptés par les Israéliens dans un ballet de feu ou arrêtés par les Américains et leurs alliés. Tel-Aviv, lui, aurait fait partir quelques drones depuis le sol iranien, s'abstenant de les envoyer depuis son propre territoire et se gardant aussi de revendiquer l'opération.

« Il faut demeurer très prudent mais il semble que les "engins volants" puissent être partis depuis l'Iran, analyse David Rigoulet-Roze, enseignant-chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). Ce ne serait pas la première fois. Fin janvier 2023, une opération attribuée au Mossad avait été menée de l'intérieur de l'Iran avec des drones quadricoptères. Ils avaient visé une usine de production de drones et de missiles dans la même province d'Ispahan. »

Le silence de Tel-Aviv permet aux Iraniens de nier l'importance de l'attaque



À Kiryat Malachi, le 16 avril, une soldate israélienne devant un missile iranien, tombé le 13 avril.

Sanctions: les fabricants de drones ciblés, le pétrole oublié

Judi, le Trésor américain a annoncé les nouvelles sanctions contre Téhéran. Outre des individus, des sociétés iraniennes fabriquant des drones ou leurs moteurs, en particulier l'entreprise Kipas, qui appartient à la Force Al-Qods des Gardiens de la révolution, sont à présent dans le collimateur. Le premier groupe aciériste iranien, Khouzestan Steel Company, ainsi que ses fournisseurs et ses exportateurs sont également listés. Les exportations d'acier rapportent des milliards de dollars au gouvernement. Le constructeur automobile iranien Bahman Group, qui produit des véhicules militaires, et certaines de ses filiales sont aussi épinglés, soupçonnés de financer Al-Qods. En revanche, le secteur des hydrocarbures n'est pas concerné. Si la production de gaz alimente le marché local, ce n'est pas le cas du pétrole.

Alors que sa production est tombée à 2 millions de barils par jour (Mb/j) après le retrait américain du dossier nucléaire en 2018, la National Iranian Oil Company a produit 3,2 Mb/j en mars selon 2,8 Mb/j un an auparavant, selon l'Agence internationale de l'énergie. Le pays en exporte 1,6 Mb/j, principalement vers la Chine. Ces exportations ont rapporté 35 milliards de dollars en 2023, selon Javad Owji, le ministre iranien du Pétrole. Mais Joe Biden veut éviter une flambée des prix de l'essence et des tensions avec Pékin en pleine campagne électorale américaine. Pour le moment, ça marche. Le prix du baril de Brent est repassé sous les 90 dollars malgré l'escalade militaire israélo-iranienne. **ROBERT JULES**

de vendredi, le ministre iranien des Affaires étrangères affirmant même qu'il n'avait pas « été prouvé qu'il existe un lien entre ces événements et Israël ». Mais les deux pays ennemis ont fait passer leur message. Les Iraniens ont prouvé qu'ils n'accepteraient plus des



La logique d'escalade est évitée mais elle est déjà engagée,

David Rigoulet-Roze, de l'Iris

attaques israéliennes sur leur sol, comme celle menée contre le consulat iranien à Damas le 1^{er} avril. Le bombardement du bâtiment avait tué deux généraux et des officiers des Gardiens de la révolution iranienne, le bras armé du régime de Téhéran, et a déclenché cet épisode inédit d'affrontements.

L'escalade que les Occidentaux et les pays du Proche-Orient redoutaient entre

Israël d'un côté et l'Iran et ses proxys (le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais, et les Houthis du Yémen) de l'autre serait donc évitée. Le monde est soulagé. Les pressions de Washington sur Benjamin Netanyahu pour qu'il fasse preuve de retenue auraient fonctionné. Il est vrai que le vote prévu hier à la Chambre des représentants pour accorder une aide de 13 milliards de dollars d'assistance militaire à Israël afin de l'aider entre autres à renforcer son Dôme de fer, le bouclier antimissile, tombait au bon moment.

Le risque d'une erreur de calcul

« La logique d'escalade est évitée pour l'instant mais elle est déjà engagée, craint le chercheur David Rigoulet-Roze. Depuis le 7 octobre, tout a changé et on ne reviendra pas en arrière. » Pour le rédacteur en chef de la revue *Orients stratégiques*, « la région est dans une logique systématique dans laquelle chaque attaque d'un acteur fait monter le curseur de la réplique d'un cran ». Il détaille: « Même si un acteur ne le souhaite pas forcément, la situation le contraint, pour maintenir une forme de dissuasion, à

prendre une décision dont il aurait sans doute fait l'économie. Le véritable risque réside dans une potentielle erreur de calcul, car il est vraisemblable qu'Israël ne s'en tiendra pas là. »

Hier à 1 heure du matin, une énorme explosion a retenti sur une base militaire en Irak. Elle a tué un membre des Unités de mobilisation populaire irakiennes et en a blessé huit autres. Les informations étaient encore très floues hier en fin de journée sur l'événement survenu sur la base de Kalso, dans le centre du pays, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Bagdad. Elle aurait visé la direction des véhicules du Hachd Al-Chaabi, une coalition paramilitaire qui rassemble des factions pro-iraniennes et qui a mené ces dernières années des dizaines d'attaques contre des soldats américains en Syrie et en Irak.

Le commandant militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom, a affirmé sur X (anciennement Twitter) que les États-Unis n'avaient « pas mené de frappes aériennes en Irak ». L'armée israélienne a refusé de « commenter les informations parues dans les médias étrangers ». ■

Téhéran confronté à ses fondamentaux

diens de la révolution, c'est de préserver l'influence déterminante de l'Iran au Liban au travers du Hezbollah, en Irak avec ses milices chiites, en Syrie auprès de l'armée de Bachar El-Assad, au Yémen grâce aux houthistes, si « utiles » lorsqu'ils menacent le trafic maritime mondial par la mer Rouge. Cette posture d'ensemble est bien plus sécurisante que de se lancer dans un affrontement bilatéral direct mais inégal avec Israël.

« LEUR INTÉRÊT, c'est de remettre le projecteur sur Gaza pour bien montrer qu'ils sont finalement les seuls à s'intéresser aux Palestiniens et à leur cause, souligne Agnès Levallois, vice-présidente de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (Iremmo). L'Iran veut peser sur la solution politique de l'après-Gaza, surtout s'il s'avère que le Hamas sera peut-être éliminé mais pas l'islamisme en tant que tel. » Depuis la fondation du Hamas en 1987 à Gaza et les accords d'Oslo en 1993 entre Israël et l'OLP, le régime des mollahs n'a cessé de tenter de prouver qu'il était le plus « sincère » dans l'aide

apportée à la lutte armée des Palestiniens contre Israël. Que le pouvoir à Téhéran soit aux mains des « conservateurs » ou des « réformateurs », ou qu'Israël soit dirigé par un Premier ministre travailliste ou du Likoud, la matrice fondamentale iranienne a toujours été la volonté de s'at-

teindre à « la tumeur » que représente « l'entité sioniste » au cœur du monde arabo-musulman. Ce pouvoir de nuisance iranien, couplé avec une volonté renouvelée de se doter de l'arme atomique, ne peut se permettre d'être annihilé dans le cadre d'une guerre frontale avec Israël. « Les Iraniens ont toujours été très calculateurs dans leur stratégie, il est donc crucial pour

« Ce pouvoir de nuisance du régime ne peut se permettre d'être annihilé »

taquer à « la tumeur » que représente « l'entité sioniste » au cœur du monde arabo-musulman. Ce pouvoir de nuisance iranien, couplé avec une volonté renouvelée de se doter de l'arme atomique, ne peut se permettre d'être annihilé dans le cadre d'une guerre frontale avec Israël. « Les Iraniens ont toujours été très calculateurs dans leur stratégie, il est donc crucial pour

eux de maîtriser cette crise, de favoriser un cessez-le-feu permanent entre Israël et Gaza qui serait perçu à la fois comme une baisse des tensions régionales et comme une victoire du Hamas, et donc de Téhéran, estime Thierry Coville, spécialiste de l'Iran à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). En fait, ils ont toujours été à la recherche d'un grand accord global. »

DANS CE REGISTRE, c'est bien Donald Trump en 2018 qui mit fin à un « deal » laborieux lorsqu'il jugea bon, en accord avec le Premier ministre israélien de l'époque – un certain Benjamin Netanyahu, déjà –, de déchirer l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, signé en 2015 d'un côté par l'Iran, et de l'autre par les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Union européenne. Mais lorsque Joe Biden a repris la main à la Maison-Blanche en 2021, les signataires de Vienne ont bien fait comprendre à l'Iran qu'un nouvel accord devrait comporter deux volets adjacents, l'un sur sa dimension balistique et l'autre

sur ses « activités régionales » nuisibles au Moyen-Orient. Ce monde, hélas, n'existe plus.

CAR DANS LE NOUVEAU MONDE édifié par les alliés de l'Iran depuis la sortie de la pandémie, la tentation de la fuite en avant brutale est omniprésente. À l'évidence pour la Russie en Ukraine, pour la Chine face à Taiwan, ou pour la Corée du Nord vis-à-vis du Japon et de la Corée du Sud. Mais aussi pour Israël, et singulièrement pour Benjamin Netanyahu. Si l'Iran veut revenir à sa grammaire obsessionnelle de la « libération » de la Palestine, il lui faut maintenir les acquis obtenus par ses proxys tout en priorisant la situation intérieure à l'heure des débats sur la succession du Guide suprême, qui a « fêté » ses 85 ans vendredi. Bref, l'Iran n'a fondamentalement pas besoin de « s'embraser ». Le Premier ministre israélien, en revanche, pourrait être tenté de croire que sa lutte « existentielle » contre la République islamique détournera le regard de l'opinion publique mondiale des horreurs de Gaza pour reporter le débat sur le demi-échec de sa guerre contre le Hamas. À lui de s'arrêter à temps. ■



FRANÇOIS CLEMENCEAU

LE MONDE À L'ENDROIT

« L'IRAN EST EN POSITION de faiblesse, ses difficultés internes sont immenses, l'absence de soutien au régime étant de plus en plus visible. Pour les Iraniens, plus on parle de l'Iran, moins on parle de Gaza et ça ne les arrange pas. » Ce diagnostic d'un ancien responsable de la diplomatie française vient soutenir l'argument selon lequel la République islamique ne gagnerait rien à se lancer dans une escalade militaire après la riposte d'Israël sur Ispahan et Tabriz de vendredi matin, en représailles au raid iranien spectaculaire et inédit d'il y a huit jours. Ce qui « arrange » Téhéran, le Guide suprême et les Gar-

GUILLAUME ANCEL, ÉCRIVAIN ET ANCIEN OFFICIER D'ARTILLERIE

« Netanyahu veut détruire la bande de Gaza pour la rendre invivable »

Selon l'ancien lieutenant-colonel, les opérations militaires de l'armée israélienne dans l'enclave palestinienne sont un échec.

CONFLIT

PROPOS RECUEILLIS PAR
GARANCE LE CAISNE

ALORS QUE LA COMMUNAUTÉ internationale garde les yeux fixés sur Téhéran et Tel-Aviv, les opérations militaires de l'armée israélienne se poursuivent dans la bande de Gaza. L'écrivain et ancien officier d'artillerie Guillaume Ancel tient un blog, « Ne pas subir », où il analyse les conflits armés. L'auteur de *Saint-Cyr, à l'école de la Grande Murette* (Flammarion, 2024) estime que les opérations militaires israéliennes ne visent pas à éradiquer le Hamas ni à récupérer les otages.

Vous écrivez sur votre blog que la situation est hors de contrôle à Gaza. Que voulez-vous dire ?

En termes militaires, contrôler une zone signifie que plus rien ne peut y bouger sans que votre armée ne le sache. L'armée israélienne pensait « nettoyer » le nord de la bande de Gaza, puis le centre, et terminer avec le sud. C'est un échec. Après six mois de bombardements et de combats intenses, l'armée ne contrôle aucune partie du territoire où le Hamas continue d'agir, même si l'organisation a été très abîmée.



Après six mois de bombardements et de combats intenses, l'armée ne contrôle aucune partie du territoire

Quelles opérations mènent les Israéliens depuis leur retrait il y a deux semaines de Khan Younés, dans le centre du territoire ?

L'armée a un petit peu réduit la densité et la fréquence des bombardements terrestres, absolument colossales les trois premiers mois, mais elles restent toujours très intenses. Dans le Nord, elle mène aussi des raids quand un groupe de miliciens du Hamas, ou présumés tels,



Une mosquée de Nousseirat, dans le centre de Gaza, le 19 avril.

a été repéré à un endroit. En fait, les tunnels sont extrêmement compliqués à détruire intégralement. Les Américains en ont fait l'amère expérience pendant la guerre du Vietnam, croyant pouvoir détruire les tunnels du Viêt-cong avec leurs bombardiers B-52.

Une route tenue par les Israéliens coupe le territoire en deux, d'est en ouest. Ils l'appellent le corridor de Netzarim, du nom d'une ancienne colonie installée là. À quoi sert-il ?

C'est une espèce de ligne de fortifications, aux deux tiers du territoire, qui isole le nord de la bande de Gaza en empêchant les Palestiniens d'y retourner. Les Israéliens ont voulu transformer le Nord en no man's land, poussant les habitants au-delà de ce cordon de sécurité. Là aussi c'est un échec, car 300 000 Palestiniens y vivent encore. Les Israéliens sont furieux, ils voulaient faire de cette partie du territoire une « zone blanche », c'est-à-dire une zone vide interdite à toute vie humaine. Comme la zone démilitarisée entre la Corée du Nord et la Corée du Sud.

Dans quel but ?

Il y a un mensonge explicite de Netanyahu sur ses buts de guerre. On ne détruit pas une organisation terroriste avec des bombes de 250 kilos. Quand on fait de l'antiterrorisme, la solution n'est pas militaire. On ne fait pas non plus de la récupération d'otages avec de telles bombes. Tout ce qu'on peut récupérer, dans ces conditions, ce sont des dizaines de morts. S'il y a encore 40 ou 50 otages vivants, c'est un maximum. D'ailleurs, beaucoup de personnes au sein de l'armée israélienne, qui agit sous les ordres de Benjamin Netanyahu, sont opposées à cette offensive et veulent en finir car elle n'a pas de sens. Sous couvert de détruire le Hamas et de libérer les otages, Netanyahu veut en fait tout ravager.

Tout ravager pourquoi ?

J'ai mis longtemps à le comprendre, pourtant Netanyahu l'a écrit dans son livre *Bibi - My Story*, paru en 2022. Pour lui, il ne peut pas y avoir de coexistence entre Israéliens et Palestiniens. Son objectif devient clair jour après jour. Les opérations menées visent à détruire massivement la bande de Gaza pour

la rendre invivable. Des immeubles sont descendus les uns après les autres ; les écoles, les hôpitaux, les mosquées, les lieux de culture sont systématiquement détruits. Des bulldozers rasent les traces qui restent. Quand la guerre sera finie, Israël laissera les Palestiniens choisir, mais ils choisiront avec leurs pieds. Même s'ils doivent traverser la Méditerranée à la nage, ils partiront, car ils n'auront plus aucun avenir sur un territoire devenu un champ de ruines.



Guillaume Ancel



On n'anéantit pas une organisation terroriste avec des bombes de 250 kilos

L'armée israélienne a-t-elle encore la capacité militaire de poursuivre ses opérations ?

Pas sans l'approvisionnement américain. À 80 %, leurs munitions viennent des États-Unis. Le plus crucial pour les Israéliens, ce sont les armements lourds, les bombes, les obus d'artillerie, qui sont très coûteux. Ils puisent aujourd'hui dans les stocks américains installés dans la région, en Israël, en Jordanie, en Arabie saoudite... Des stocks que les Américains gardent là en cas d'engagements régionaux. Si par exemple les Américains stoppaient cet approvisionnement ce vendredi, avec Joe Biden affirmant « c'est fini, il faut arrêter le bombardement de Gaza », les Israéliens n'auraient plus d'armes lundi ou mardi. ■

Les familles des otages luttent contre l'oubli

Pessah, la « fête de la liberté », qui débute ce lundi, résonne avec la détresse des proches des captifs.

ISRAËL

NATHALIE HAMOU
CORRESPONDANTE À TEL-AVIV

COMMENT MARQUER en ce lundi Pessah, la Pâque juive, une fête célébrée en famille tant par les laïques que par les religieux, pour commémorer la fin de l'esclavage des Hébreux, quand 133 otages israéliens (dont moins de 100 estimés en vie), restent prisonniers du Hamas depuis près de deux cents jours dans la bande de Gaza ?

Pour les familles des otages, la « fête de la liberté », l'une des plus importantes du calendrier juif, est aussi l'occasion de lancer un énième appel à leur gouvernement et de rappeler au monde le triste sort de leurs proches.

Deux jours avant que le déluge de drones et de missiles iraniens ne s'abatte sur le pays, le Forum des familles des otages et disparus a organisé une simu-

lation de repas de Pessah autour de grandes tablées vides dans le réfectoire dévasté du kibboutz Nir Oz, l'un des villages martyrs du massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas, avec 46 personnes assassinées et 71 kidnappées. Lundi soir, près de 500 membres du kibboutz Be'eri, un autre village frontalier de Gaza meurtri par les attaques terroristes survenues voilà six mois le jour d'une autre grande fête juive (Soukhot), se réuniront sur l'esplanade du musée de Tel-Aviv, rebaptisée « place des otages », au pied du quartier général de Tsahal, pour lire à haute voix le récit symbolique de la sortie d'Égypte des Hébreux.

Ces derniers jours, la menace venue de Téhéran s'est brutalement imposée sur le devant de la scène, au risque d'éclipser le sort des captifs et la guerre à Gaza. Dès le lendemain de l'attaque iranienne, le collectif des familles des otages a réagi. « La plupart des Israéliens viennent de passer une nuit blanche, remplis d'anxiété », indiquait leur communiqué. Cependant, ils étaient chez eux,

sachant que l'État d'Israël s'efforçait de les protéger. Les peurs et les émotions que nous avons tous ressenties sont pâles en comparaison de la terreur, de l'effroi, du désespoir [...] que les 133 otages détenus par le Hamas endurent depuis cent quatre-vingt-dix jours et nuits. »

Des négociations au point mort

Pour l'heure, les tractations pour aboutir à une trêve et à la libération des otages sont au point mort, le Hamas ayant rejeté le week-end dernier la proposition d'accord négocié par les trois pays médiateurs (États-Unis, Qatar et Égypte). « Le chef du Hamas, Yahya Sinouar, continue d'exploiter les tensions avec l'Iran pour obtenir une escalade dans la région », a commenté le Mossad.

« L'affaire iranienne n'a pas d'impact direct sur la négociation mais elle mobilise l'attention et ne nous rend pas service », jugeait vendredi à *La Tribune Dimanche* l'ex-ambassadeur Daniel Shek au sein du Forum des familles d'otages. Commentant la déclaration « cryptique »

du Qatar qui serait en train de « réévaluer son rôle » dans la négociation entre Israël et le Hamas, le diplomate estime toutefois peu probable que Doha veuille lâcher sa position de médiateur.

Pour autant, en cette période de vacances parlementaires, et alors que des négociateurs israéliens ont récemment accusé en prime time le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de bloquer toute avancée sur le dossier des otages, la frustration est à son comble. « On aurait pu croire que le retour des kidnappés était la priorité du gouvernement, or cela ne semble pas être le cas », nous confiait pour sa part ce week-end l'écrivain israélien Etgar Keret.

Figure du Forum des familles d'otages, Gil Dickmann, cousin de Carmel Gat, une ergothérapeute de 39 ans enlevée au Kibboutz Be'eri, estime que le pays doit choisir : « Soit on ouvre un nouveau front à Rafah au risque de mettre en danger les captifs, et l'on s'enfonçe pendant des mois dans la boue de Gaza, soit on profite du sou-

tien international conféré par l'attaque iranienne pour conclure un cessez-le-feu et récupérer nos proches vivants. C'est la seule chance de les sauver. »

La mobilisation pour éviter l'oubli des otages passe également par d'autres voies. Mercredi, le magazine *Time* a désigné l'Israëlo-Américaine Rachel Goldberg-Polin, mère courage de Hersh, un jeune homme de 23 ans enlevé par le Hamas lors du festival Nova, comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde pour l'année 2024. Plus dramatique, ce même jour, les Israéliens découvraient avec effroi les images inédites et insoutenables du rapt de Yarden Bibas, originaire du kibboutz Nir Oz, montrant le père des plus jeunes otages israéliens, Kfir (1 an) et Ariel (4 ans), à son arrivée dans l'enclave, le visage ensanglanté et frappé par une dizaine de Gazaouis. Comme pour ajouter à la tragédie de cette famille, le 33^e anniversaire de leur mère Shiri, également captive, coïncide cette année avec le jour de Pessah, la « fête de la liberté ». ■

Le testament de Robert Badinter

EXCLUSIF Dans une lettre que nous publions, adressée au député Olivier Falorni, rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi sur la fin de vie, Élisabeth Badinter, l'épouse de l'ancien garde des Sceaux, l'assure: son mari aurait voté le texte du gouvernement.



Le couple Badinter lors d'une conférence de presse à Bruxelles, le vendredi 20 septembre 2013.

SOCIÉTÉ

ANNA CABANA

DEMAIN DÉMARRENT les travaux de la commission spéciale qui a la mission, périlleuse, de préparer l'examen en première lecture à l'Assemblée nationale - à compter du 27 mai - du projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie.

Si la présidence a été confiée à Agnès Firmin-Le Bodo, artisanne du projet de loi en tant que ministre - redevenue, depuis, députée Horizons du Havre -, c'est Olivier Falorni, le député (MoDem et Indépendants) de

la Charente-Maritime, très investi sur ces sujets, qui a été désigné au poste clé de rapporteur général.

Cette commission a été installée dans la foulée de la présentation, le 10 avril en Conseil des ministres, de ce qui pourrait bien être la grande réforme sociétale de l'ère Macron. Parce qu'il sait le sujet sensible et hautement inflammable, le chef de l'État, dont c'était une promesse de campagne en 2016, a pris son temps. Chacun de ses mots est pesé au trébuchet: il parle désormais d'« aide à mourir » qui doit permettre à certains patients, selon des « conditions strictes », de recevoir une « substance létale ».

Les opposants en appellent souvent à Robert Badinter, et plus exactement à cette phrase que l'ancien garde des Sceaux prononça le 16 septembre 2008 devant une mission sur la fin de vie à l'Assemblée nationale: « *La vie, nul ne peut la retirer à autrui dans une démocratie.* » La lettre d'Élisabeth Badinter que nous publions vient leur ôter l'argument. « *J'ai pu constater que la parole de mon mari était instrumentalisée* », y lit-on. La philosophe ajoute: « *Mon mari n'a jamais assimilé aide à mourir et peine de mort [...]. S'il avait été parlementaire, Robert Badinter aurait soutenu ce texte.* » ■

Paris, le 17 avril 2024

Monsieur le Député,

Le projet de loi relatif à l'accompagnement des malades et de la fin de vie débute son parcours parlementaire. Vous en êtes le rapporteur général.

Depuis de nombreux mois et plus encore récemment, j'ai pu constater que la parole de mon mari était utilisée, pour ne pas dire instrumentalisée, par des opposants à toute évolution législative sur ce sujet.

J'ai ainsi pu lire, dans une interview au journal *La Tribune Dimanche*, le président de la conférence des évêques de France déclarer que « *Robert Badinter avait toujours dit son opposition à toute idée d'aide active à mourir* ».

De même, dans une tribune au *Figaro*, la psychologue Marie de Hennezel affirmait que le refus de la légalisation de l'euthanasie avait été son « *dernier combat* ».

Ces déclarations péremptoires et tant d'autres utilisent principalement des citations extraites de l'audition de mon mari en septembre 2008 pour la mission d'évaluation de la loi relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Mon mari y avait en effet développé sa réflexion, ses souhaits et ses réserves. C'était en 2008, il y a maintenant seize ans.

La caractéristique d'une pensée humaine, c'est de pouvoir s'interroger, c'est de vouloir cheminer, c'est de savoir évoluer. C'est souvent la différence entre un Homme et un dogme.

Robert Badinter était de ces Hommes qui refusaient de s'enfermer dans des certitudes, a fortiori sur une question aussi complexe et sensible que celle de la fin de vie.

Il vous l'avait d'ailleurs personnellement dit lorsqu'il vous avait reçu, le 10 novembre 2021, à la suite de l'examen de votre proposition de loi en avril de la même année. Il vous avait affirmé son soutien à votre texte qui instaurait un droit à une aide active à mourir.

Il avait redit sa position en ma présence à la ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé en septembre 2023.

Alors que le débat parlementaire sur la fin de vie est désormais lancé, je tiens à l'affirmer fortement.

Mon mari n'a jamais assimilé aide à mourir et peine de mort. Mon mari s'est forgé au fil des ans la conviction qu'une évolution vers une aide active à mourir était acceptable et même souhaitable dans certaines circonstances et selon des conditions précisément définies par la loi.

Je tiens donc à affirmer que, s'il avait été parlementaire, Robert Badinter aurait soutenu ce texte. Prétendre le contraire serait une trahison de sa pensée et de sa mémoire.

Connaissant votre engagement de longue date pour cette cause, et ayant désormais la mission de rapporteur général de cette loi, je tenais à vous adresser aujourd'hui ce message afin que vous puissiez le faire publiquement connaître si vous le jugez nécessaire.

Je prie de recevoir, Monsieur le Député, l'expression de mes meilleures salutations.

Élisabeth Badinter

OLIVIER FALORNI, DÉPUTÉ MODEM ET INDÉPENDANTS DE LA CHARENTE-MARITIME

« La lettre d'Élisabeth Badinter me donne de la force »

Le projet de loi va-t-il assez loin aux yeux de quelqu'un comme vous qui est engagé sur ces questions depuis si longtemps ?

Ce texte a un peu tardé à arriver mais il est robuste et équilibré, et solidement arrimé à ses deux piliers. Le premier, ce sont les soins palliatifs, qui constituent la réponse principale, primordiale pour la très grande majorité des malades en fin de vie. Et le second pilier, c'est l'aide à mourir. Je suis de ceux qui considèrent que les deux sont nécessaires, qu'ils ne s'opposent pas et même qu'ils sont complémentaires. Pour moi, les soins palliatifs sont une réponse et l'aide à mourir est un recours. C'est au Parlement désormais d'enrichir ce champ des possibles pour prendre « *la clé des champs* », comme l'écrivait Montaigne. Cette clé des champs qui permet de mourir comme on a voulu vivre. Librement et sereinement. S'engager sur la fin de vie, c'est d'abord s'engager pour la vie, c'est s'engager pour la qualité de la vie jusqu'à sa fin. Mais c'est aussi regarder la mort, lucidement. C'est ne pas accepter que des êtres humains condamnés par la maladie soient aussi condamnés à l'agonie. Et c'est aussi pour moi convoquer les valeurs de la république. C'est vouloir la liberté, celle de disposer de sa mort à l'image de celle de disposer de son corps, que nous venons de constitutionnaliser.



Le rapporteur de la commission spéciale du projet de loi est très investi sur le sujet.

C'est vouloir l'égalité, celle qui permet de ne pas devoir s'en remettre à la clandestinité ou à l'exil forcé, à condition d'en avoir les moyens, en Belgique, en Suisse et dans tant d'autres pays désormais. C'est vouloir la fraternité, celle d'une fin de vie qui serait solidaire et pas solitaire. C'est vouloir la laïcité, dans laquelle la foi ne fait pas la loi.

Le débat sur la fin de vie déchaîne les passions. La société française d'aujourd'hui vous paraît-elle mûre pour l'aborder de façon constructive ?

Ce débat nécessitera selon moi trois choses: humilité, gravité et respect de toutes les convictions. À titre personnel, durant toutes

ces années, j'ai écouté, j'ai échangé, j'ai réfléchi, j'ai affirmé, j'ai évolué, je me suis même efforcé de penser contre moi-même, ce qui n'est pas toujours facile. Aujourd'hui, j'ai des convictions mais pas de certitudes. Sur un sujet aussi complexe, personne ne peut prétendre avoir la vérité. Je n'ai donc pas la vérité mais j'ai au moins la volonté. Celle de tenter de faire plus et mieux, pour les malades et leurs proches. Et ce dont en revanche je suis certain, c'est que les Français attendent de leurs députés qu'ils soient à la hauteur de l'importance de ce texte. Celles et ceux qui préféreront l'outrance aux arguments, le pugilat au débat, seront très sévèrement jugés par l'opinion publique. J'exercerai ma fonction de rapporteur général avec le souci de la responsabilité et de la dignité de nos échanges au sein de l'hémicycle. C'est là aussi, à mes yeux, une exigence républicaine.

En 2021, vous aviez déposé une proposition de loi pour une fin de vie libre et choisie. Vos opposants avaient alors convoqué la mémoire de Robert Badinter et cette phrase prononcée en

2008: « La vie, nul ne peut la retirer à autrui dans une démocratie... »

Après l'examen de ma proposition de loi en 2021, j'ai décidé de solliciter un entretien auprès de Robert Badinter pour savoir réellement ce qu'il en pensait, car certains opposants à l'aide à mourir (qui l'avaient d'ailleurs parfois très violemment attaqué quand il était ministre de la Justice) se

revendiquaient de lui pour la combattre. Il m'a fait l'honneur de me recevoir à son domicile en novembre 2021. Je n'oublierai jamais cet entretien d'une heure et demie avec cet homme que j'admirais tant. Comme je n'oublierai pas le moment où j'ai reçu, il y a quelques jours, la lettre qu'Élisabeth Badinter m'a fait l'honneur de

m'adresser. Je vous invite à la lire. Vous aurez votre réponse. Elle est d'une clarté absolue et d'une force incroyable. Cette lettre m'accompagnera durant tout le débat parlementaire. Je vous avoue qu'elle me donne encore plus de force et de détermination à porter une grande et belle loi républicaine de progrès et d'humanité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA CABANA

Loi travail 2: le plan du gouvernement

Après l'échec de la négociation sur l'assurance chômage, l'exécutif reprend la main et durcit les règles pour les demandeurs d'emploi. Parallèlement, il réfléchit à un acte 2 de sa réforme du « plein-emploi ».

FANNY GUINOCHET

NE PAS MONTRER que l'on est uniquement dans le coercitif avec la réforme de l'assurance chômage, être à l'écoute des nouvelles aspirations des actifs, notamment des jeunes générations qui rêvent de moduler leur temps de travail, d'être plus autonomes, de changer plusieurs fois de métier au cours de leur vie professionnelle. Telle est l'ambition du gouvernement à l'approche des élections européennes.

Aussi l'exécutif réfléchit-il déjà à une nouvelle loi travail qui, cette fois, ouvrirait de nouveaux droits sociaux. « *Le nom n'est pas encore défini mais il s'agirait d'un texte autour des nouvelles organisations du travail, une sorte d'acte 2 des ordonnances travail... même si "ordonnance", c'est un peu trop connoté* », confie un conseiller ministériel.

Emmanuel Macron comme Gabriel Attal en avaient parlé en début d'année sans donner plus de détails. Mais, selon nos informations, ce projet de loi avance. Et il

aura pour socle l'accord que les syndicats progressistes (CFDT et CFTC) s'approprient à signer, mardi, avec l'U2P, l'organisation patronale des artisans. Des discussions auxquelles ni le Medef ni la CPME n'ont voulu s'associer mais que l'exécutif entend bien retranscrire en l'état. Histoire de montrer qu'il reste à l'écoute du dialogue social, fût-il non représentatif et partiel.

Équilibre des temps de vie

Et cela tombe bien: ces échanges remettent au goût du jour une vieille idée de la CFDT, promesse d'Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle: le compte épargne temps universel (Cetu). Objectif: permettre aux travailleurs d'accumuler des jours de congés – et de les conserver lorsqu'ils changent d'entreprise – pour mieux moduler leur temps de travail tout au long de leur carrière. Aujourd'hui, seuls les salariés des grandes entreprises ont des comptes épargne temps, et l'accord repris dans la loi permettrait d'en faire bénéficier tous les salariés y compris ceux des TPE.

“

Si ce texte attaque de nouveau les droits sociaux des travailleurs, c'est non!

Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT

Toujours pour favoriser l'équilibre des temps de vie, le gouvernement entend encourager également le déploiement de la semaine en quatre jours, ou encore de la semaine alternée, visant à simplifier les horaires de travail des parents séparés.

Par ailleurs, pour maintenir les seniors dans l'emploi, il envisage de reprendre le système de reconversion professionnelle imaginé par l'U2P et les syndicats. Inspiré de l'apprentissage, ce dispositif vise à mutualiser entre les entreprises la charge financière des formations diplômantes qui permettent de changer facilement de métier ou de secteur.

« Nous sommes en alerte »

Enfin, pour satisfaire les petits patrons, devraient figurer aussi dans le texte un ensemble de mesures de simplification sociale – la suppression de certains seuils sociaux – ou encore la réduction, de douze mois à quelques mois, du délai de contestation d'un licenciement devant les prud'hommes.

Pour contenter les salariés, une réflexion autour des règles qui encadrent le dialogue social est en cours, notamment pour inciter les entreprises à mettre en place des « représentants de proximité » ou encore pour abaisser le seuil d'obligation d'installation d'une commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT), aujourd'hui fixé à 300 salariés.

Pas de quoi rassurer les centrales syndicales comme patronales: « *Nous sommes en alerte car si c'est une loi qui, sous couvert de pseudo-modernité, attaque de nouveau les droits sociaux des travailleurs, c'est non!* » assure d'emblée à *La Tribune Dimanche* Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT. Le patronat, lui, craint une nouvelle complexification du travail.

Tous ont néanmoins un peu de temps pour fourbir leurs armes... Le projet de loi, qui devrait être porté par Catherine Vautrin, la ministre du Travail, est prévu pour l'automne prochain. ■

BERTRAND DUMAZY, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EDENRED

« Nous investissons 500 millions d'euros dans la tech chaque année »

Depuis 2015, il dirige le groupe de services aux salariés. Avec un produit phare: les titres-restaurant. Une activité au fort potentiel de croissance puisque seuls 25 % des salariés en bénéficient.

CONSOMMATION

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

Edenred a réalisé de bons résultats au premier trimestre. Laissent-ils espérer une bonne année?

La croissance est très soutenue, puisque le chiffre d'affaires affiche sur cette période une hausse de 21,4%. Depuis 2016, notre activité progresse dans toutes les zones géographiques et toutes les catégories de produits avec des ventes multipliées par 2,5 en huit ans. Nous restons optimistes car les marchés où nous sommes présents restent sous-pénétrés: en France, seuls 25 % des salariés bénéficient aujourd'hui de titres-restaurant. Les gisements de croissance se trouvent dans nos marchés historiques comme dans de nouvelles solutions. Soixante millions de personnes utilisent déjà nos produits dans le monde. Ils seront plus nombreux encore à l'avenir.

Outre les titres-restaurant, sur quels autres produits misez-vous?

Nous fournissons de plus en plus de nouveaux services, en premier lieu des avantages aux salariés. Notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Australie. Et à partir de cette année en France et en Belgique. Leur succès grandit, car la pénurie de main-d'œuvre qualifiée devient un phénomène planétaire et multisectoriel. Dans le numérique, on estime à 1 million le nombre d'emplois non pourvus. Le vieillissement de la population aggravera encore cette tension. Tous les employeurs du monde se retrouvent en concurrence pour recruter des profils similaires... et les retenir.

Comment aidez-vous les entreprises à fidéliser leurs salariés?

Avec un portefeuille numérique spécifique, nous offrons des solutions modulables et faciles à mettre en place permettant aux entreprises d'être plus attractives dans la durée, y compris pour des employés en télétravail. Outre les titres-restaurant, chèques cadeaux ou tickets mobilité, nous proposons des offres de réduction pour des achats. Les entreprises demandent des avantages de plus en plus personnalisés en fonction des besoins. La même formule



Le roi du titre-restaurant vise un CA de 5 milliards d'euros en 2030.

pour tous, c'est terminé. Nous nous adaptons à toutes les situations dans des marchés très différents.

Lesquels, par exemple?

Au Cameroun, nous avons signé un accord inédit avec le gouvernement pour distribuer aux agriculteurs une aide destinée à financer les achats d'intrants, en fonction de la taille des parcelles et des cultures. Six cent mille exploitants en bénéficient déjà, et les pouvoirs publics souhaiteraient l'étendre à 2 millions d'entre eux. Aux Émirats arabes unis, nous avons conçu un mode de versement de salaires directement sur les téléphones portables des employés, pour éviter les paiements en liquide. Au Mexique, nous offrons des téléconsultations médicales. En Amérique latine, le groupe est numéro un de la mobilité, avec une solution numérique pour le paiement des péages. En Europe, nous venons d'acquiescer Spirii, qui installe et répare des bornes de recharge pour les véhicules électriques. Edenred est aussi un canal de distribution, bien au-delà de nos marchés historiques, grâce à l'innovation: nous investissons près de 500 millions d'euros chaque année en technologie.

Vos concurrents sont de plus en plus nombreux. Est-ce une menace?

Le groupe est numéro un mondial et réalise 70 % de ses ventes dans des pays où il est le leader. Nous avons toujours été confrontés à la concurrence. Nous le serons toujours. Rien qu'en France, on recense une douzaine d'opérateurs dans les titres-restaurant. Mais dans notre secteur, les coûts de développement pour changer d'envergure sont énormes. Opérer une plateforme sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en respectant les normes de sécurité et les règles de conformité coûte très cher, en particulier pour de nouveaux arrivants. Le numérique peut donner l'illusion d'une grande facilité. En fait, c'est tout l'opposé. Investir autant que nous le faisons, recruter les meilleurs ingénieurs, data scientists et développeurs ne s'improvise pas. Nous embauchons 2 000 à 2 500 personnes par an. Notre force de frappe nous donne un avantage majeur dans un contexte où les

“

Les titres-restaurant ont été conçus pour améliorer le bien-être et la santé au travail

révolutions technologiques se succèdent de plus en plus vite, comme on le voit avec l'intelligence artificielle.

Une note récente d'analyse financière exprime des réserves sur les capacités de croissance du groupe. Pourquoi?

Sur 19 analystes qui suivent l'entreprise, seuls deux recommandent le titre Edenred à la vente. À nous de les convaincre de notre potentiel. L'un de leurs arguments concerne le reflux de l'inflation, qui pénaliserait l'entreprise. Mais on enregistre déjà une croissance à deux chiffres avant la hausse des prix!

Le cours de la Bourse a baissé de plus de 20 % depuis janvier, et de près de 7 % le 19 avril. Cela vous inquiète-t-il?

Le titre valait 13 euros à mon arrivée, en 2015. Il atteint 44 euros aujourd'hui. À ce niveau de progression, il est normal que certains prennent leurs gains. En 2022, alors que notre chiffre d'affaires était de 2 milliards d'euros, nous avons indiqué que notre ambition était d'atteindre 5 milliards en 2030. Il était de 2,5 milliards dès 2023. Cela plaide en notre faveur.

L'Autorité de la concurrence a condamné quatre entreprises émettrices de titres-restaurant pour entente. Le jugement a été confirmé en appel fin d'année dernière. Comment réagissez-vous?

Nous contestons l'accusation. C'est pourquoi nous avons saisi la Cour de cassation.

Que pensez-vous de la demande d'utilisation des titres-restaurant en grandes surfaces?

Les titres-restaurant ont été avant tout conçus pour améliorer le bien-être et la santé au travail. La crise sanitaire a par la force des choses étendu leur utilisation pour des produits à cuisiner, donc achetés en grandes surfaces. Ce débat oppose aujourd'hui les restaurants et les distributeurs. Il me semble qu'il devrait respecter leur premier mode d'utilisation, y compris peut-être en créant un autre produit – un ticket d'alimentation. À mon sens, le bien-être au travail doit s'étendre à l'activité sportive. Ce sont des produits que nous proposons déjà en Europe du Nord, où les employeurs sont très sensibilisés à ce sujet. D'autres pays pourraient les imiter. ■

Statut des chauffeurs: Uber déplore le statu quo européen

Jill Hazelbaker, l'une des dirigeantes de la plateforme de transport et de livraison, estime que la directive de l'UE ne résout pas la question du statut des conducteurs et des livreurs.

TRANSPORTS

MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

SON PARCOURS relie deux des univers les plus emblématiques des États-Unis : Washington DC et le gratin de la scène politique américaine d'un côté, et la Silicon Valley, centre névralgique de la tech mondiale, de l'autre. Jill Hazelbaker, 42 ans, est désormais vice-présidente pour le marketing et les affaires publiques d'Uber et membre de son comité exécutif. Soit l'un des postes les plus exposés, puisque la plateforme de VTC et de livraisons de repas à domicile n'a pas cessé depuis sa création, en 2009, de gérer des conflits sur ses différents marchés. En matière de régulation de professions encadrées, comme celle des chauffeurs de taxi, ainsi que dans le domaine du droit du travail, entre le statut de travailleur salarié ou indépendant.

L'ancienne étudiante en sciences politiques de l'université de l'Oregon a été l'une des plus jeunes directrices de communication engagées dans une élection présidentielle américaine. À 27 ans, Jill Hazelbaker a fait partie de l'équipe du sénateur républicain John McCain, candidat malheureux face à Barack Obama en 2007 : « Ce fut une bonne leçon pour la suite de ma carrière en politique ou dans la technologie, souligne-t-elle lors de son passage à Paris cette semaine. On peut passer très rapidement de l'euphorie à l'échec. » Elle rejoint ensuite le milliardaire Michael Bloomberg pour sa réélection au poste de maire (républicain) de New York. « Un homme politique très intéressant, parce qu'il a l'esprit entrepreneurial. Même la ville fonctionnait comme une entreprise », se souvient-elle.

De la politique vers la tech

Malgré le succès de son candidat, qui rempile pour un troisième mandat, Jill Hazelbaker choisit de bifurquer de la politique vers la tech, de la côte Est vers la Californie. Bien qu'elle ne sache pas alors, de son propre aveu, faire la différence entre un système d'exploitation et un navigateur, la jeune femme se voit néanmoins proposer un poste par Google en 2010. Un écosystème radicalement différent de celui dont elle vient : « La politique est un



Jill Hazelbaker à Paris mercredi.

“ J'étais consciente des problèmes de nature réglementaire à mon arrivée ”
Jill Hazelbaker

monde uniformément gris, où tout le monde porte des costumes. Chez Google, on joue au beach-volley à 14 heures, et un fossile de dinosaure trône devant la cafétéria. La première fois que je suis allée au siège de Mountain View, l'un des fondateurs était pieds nus », raconte celle qui a été distinguée il y a quelques années par le magazine américain *Fortune* comme l'un des talents les plus prometteurs chez les moins de 40 ans dans la tech. Le choc est immédiat : « Mon premier jour chez Google a été celui où le groupe s'est retiré de Chine, à la suite d'attaques contre des militants des droits de l'homme. »

Jill Hazelbaker y reste pendant quatre ans, le temps de devenir la patronne de la communication du géant des Gafam. Un périmètre qui comprend les relations avec l'Union européenne et les gouvernements de 27 États membres, alors que Google fait l'objet d'une enquête des autorités de la concurrence. Après un bref passage chez Snapchat, au côté de son fondateur, Evan Spiegel, la dirigeante rejoint en 2015 un

autre patron à la réputation sulfureuse, Travis Kalanick, l'un des cofondateurs d'Uber. La plateforme, qui a inventé l'activité de VTC (véhicules de transport avec chauffeur), puis de livraison de courses à domicile (Uber Eats) souffre d'une culture interne jugée toxique par nombre de ses salariés. Mais elle pâtit aussi d'un scepticisme généralisé sur la pertinence de son modèle économique. Malgré des centaines de millions de dollars investis, l'entreprise brûle du cash et accumule les pertes. Ainsi que les procédures juridiques, tant sur son marché domestique qu'à l'international, au fur et à mesure de ses implantations.

« J'étais consciente des problèmes de nature réglementaire à mon arrivée chez Uber, confie cette mère de trois enfants. Je savais que l'entreprise avait beaucoup de travail à faire en matière de réputation, ce qui, très franchement, était un défi intéressant pour moi. » Deux ans plus tard, le groupe prend un tournant drastique. L'arrivée à sa tête d'un manager reconnu

et consensuel, Dara Khosrowshahi, rompt avec les codes originels et met progressivement en place une stratégie de maîtrise des coûts. « Il fallait construire une entreprise rentable et durable et la préparer à une future introduction en Bourse », se souvient Jill Hazelbaker.

Sept ans plus tard, le pari est en partie réussi. Uber a réalisé les premiers bénéfices de son histoire en 2023, même si les questions juridiques sur le statut des chauffeurs demeurent irrésolues dans plusieurs de ses marchés. « Uber opère aujourd'hui dans 70 pays et 10 000 villes, insiste-t-elle. Sept millions de personnes utilisent l'application pour gagner de l'argent chaque mois. Nous déplaçons 28 millions de personnes par jour. »

Des règles nationales différentes

En Europe, l'accord ratifié le 11 mars par les 27 ministres de l'Emploi et des Affaires sociales concernant les travailleurs des plateformes numériques et l'amélioration de leurs conditions de travail (congrés payés, protection maladie...) n'a pas harmonisé les règles nationales. Un statu quo demeure pays par pays. « Il me semble que la directive européenne a manqué une occasion de réconcilier l'indépendance et une meilleure protection sociale. J'ai examiné des centaines, voire des milliers d'études au cours des neuf années que j'ai passées au sein de l'entreprise. Les chauffeurs souhaitent conserver indépendance et flexibilité, mais avec des protections et des avantages. La directive européenne repose sur un choix binaire qui implique que cela soit l'un ou l'autre. C'est une erreur. » Selon elle, l'exemple à suivre est le Brésil, où une récente législation combine le statut de travailleur indépendant avec une protection sociale.

Autre préoccupation, la baisse des ventes de véhicules électriques, en particulier en Europe : « Le véhicule le plus populaire aux États-Unis pour un chauffeur Uber est une Prius d'occasion. Cela signifie que le prix doit être suffisamment bas pour que les chauffeurs puissent profiter de la technologie électrique. Nous avons besoin des équipementiers. Mais aussi des pouvoirs publics pour subventionner la transition vers l'électrique et mettre en place les infrastructures de recharge. Uber ne peut pas être le seul à agir, nous avons besoin d'un sursaut collectif. » ■

Dara Khosrowshahi, l'homme de la rentabilité

LE 7 FÉVRIER 2024 a été une date historique pour l'ex-start-up de San Francisco. Pour la première fois depuis sa création, en 2009, l'entreprise a réalisé un exercice annuel bénéficiaire : 1,9 milliard de dollars. Un contraste absolu avec les 9 milliards de dollars de pertes de 2022 et les 30 milliards de pertes cumulées depuis son lancement. Un « point de bascule » pour son PDG, Dara Khosrowshahi, 54 ans, qui a succédé au très controversé fondateur, Travis Kalanick, en 2017 et avait annoncé dès janvier 2023 un objectif de rentabilité dans l'année.

Souvent décrit comme « l'adulte responsable » (celui qui reste sobre pour conduire ses amis après une fête arrosée), cet ingénieur en bioélectricité et ancien patron d'Expedia – à l'époque l'un des mieux payés des États-Unis – a pris les mesures nécessaires pour transformer radicalement la plateforme de véhicules de transport avec chauffeur (VTC) et de livraison de repas à domicile. Outre un travail méthodique en interne pour rompre avec la culture toxique de misogynie et de harcèlement sexuel des premières années, les choix stratégiques ont permis de surmonter le plongeon de l'activité dû à la crise sanitaire.



À gauche, Dara Khosrowshahi, PDG d'Uber, examine une moto électrique.

En quelques années, Uber s'est retiré de la Chine, s'est développé en Amérique latine et dans la zone Asie-Pacifique, a introduit la publicité sur ses applications, lancé un programme de fidélité (Uber One) et partiellement résolu les difficultés posées par les réglementations des différents pays en matière de droit du travail. Y compris en incluant désormais les taxis dans sa plateforme sur de multiples marchés, dont la France.

Résultat, le groupe domine son secteur dans ses deux branches d'activité, avec une part de marché de 76 % en mars 2024, et écrase son concurrent Lyft, avec un chiffre d'affaires neuf fois supérieur. Désormais intégré au S&P 500, l'indice phare de Wall Street, le titre s'est envolé de 119,7 % en un an, après une introduction en Bourse pourtant calamiteuse en 2019. Prochain défi, prouver que les futurs gisements de croissance existent en dehors de la seule hausse du nombre d'utilisateurs de ces services de mobilité et de livraison. Annoncé en octobre 2023, le partenariat signé aux États-Unis avec la start-up de voitures autonomes Waymo est une première incursion dans ce domaine. M.-P.G.

Uber en chiffres

150 millions d'utilisateurs actifs mensuels

28 millions de trajets par jour

7 millions de chauffeurs et livreurs

37,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires

144 milliards de capitalisation boursière au 19 avril 2024

La Redoute se rêve en leader de la maison

Numéro trois français de l'achat de déco en ligne, le groupe accentue son virage stratégique, sans délaissier la mode.

COMMERCE

LAURENCE BOTTERO

ON LA CONNAÎT pour le catalogue qui a construit sa notoriété de VPCiste français. Devenue pure player, La Redoute continue d'être une référence en matière de mode. Pourtant, un autre segment s'est consolidé au fil du temps, jusqu'à faire de cette filiale des Galeries Lafayette le numéro trois français de la vente en ligne de décoration pour la maison. Une mutation somme toute assez discrète mais qui signe aujourd'hui le virage affirmé pris par le groupe originaire de Roubaix. Son directeur général, Philippe Berlan, décrit une inflexion engagée depuis plusieurs années, quand, alors qu'elle dispose d'une offre plébiscitée concernant le linge de maison, La Redoute se rend compte du potentiel que représente le marché de la décoration, alors très polarisé entre l'entrée de gamme et une offre plus luxueuse. S'enclenche alors une petite révolution. La Redoute développe ses deux marques - La Redoute Intérieurs et AM.PM, la première plus généraliste, la seconde plus premium -, élabore les collections avec ses propres designers à Roubaix, se déploie en Europe... « Des préalables » nécessaires pour conduire aujourd'hui à une accélération.

9 boutiques et 50 corners

« La maison est un secteur d'avenir très important pour nous. Nous savions que nous pouvions proposer une offre avec un design adapté, tendance à un bon rapport qualité-prix, comme nous avons toujours su le faire dans la mode », détaille Philippe Berlan, conscient qu'au-delà de la stricte analyse concurrentielle existe aussi une volonté sociétale de privilégier le foyer: « Être bien chez soi est devenu une notion capitale pour les Français comme pour les Européens. Cela pousse la consommation sur ce type de biens. »

Reste que, lorsqu'on prend un virage stratégique, on doit le faire savoir. Outre les fondamentaux comme cette campagne « Vivre le beau » lancée mi-avril, il est possible depuis quelques jours d'acheter son lit, sa table ou son tapis signés La Redoute Intérieurs sur le site de Leroy Merlin. Un rapprochement avec un autre groupe originaire du Nord qui offre surtout une visibilité, une « puissance de mise en avant dans un univers grand public » plus orienté bricolage mais totalement complémentaire en matière d'aménagement. « On choisit mieux sa peinture quand on a choisi son canapé », estime Philippe Berlan, qui ne dit pas non à d'autres collaborations du même genre mais se réserve le droit de « sélectionner les plate-



Intérieur décoré par La Redoute.

formes sur lesquelles [la marque fera] apparaître [ses] produits ».

La Redoute, à l'instar d'autres acteurs de l'e-commerce, a entamé une présence physique en France, au moyen de 9 boutiques et 50 corners, principalement au sein des Galeries Lafayette. Une prise de position sur le terrain qui vise avant tout à faire la démonstration de la qualité des articles. Le mailage actuel convient d'ailleurs bien à Philippe Berlan. Car les leviers de croissance sont ailleurs. Notamment à l'étranger, en Suisse et en Italie prioritairement, où existent des marges de progression sur le segment maison non négligeables, l'Italie étant, par exemple, très dynamique en matière d'e-commerce. L'international est même l'axe indispensable pour consolider le modèle économique. « La France étant un terrain trop limité », observe le dirigeant.

Bon rapport qualité-style-prix

Maintenir un bon rapport qualité-style-prix suppose de savoir faire les bons choix, y compris lorsqu'il s'agit du sourcing de matières premières. Le made in France total est évidemment une utopie. « Nous favorisons un approvisionnement en Europe dès que possible, mais parfois nous n'avons pas d'autre choix que d'aller ailleurs, poursuit-il, soit parce que le

savoir-faire n'existe pas en Europe, soit parce que certains pays en Asie ont un bon rapport qualité-prix. C'est le principe du commerce mondial depuis des siècles. »

La production, néanmoins, lorsqu'elle concerne des produits personnalisables, comme les canapés, se fait à la demande. Ce qui est une façon « raisonnée » de gérer les stocks.

Ce virage stratégique n'en oublie cependant pas la mode. « Hors de question de renier nos origines. Nos équipes disposent d'un savoir-faire, nous avons une clientèle... Notre mode est intemporelle, nous ne nous inscrivons pas dans l'ultra-fast fashion. Nous voulons être plus précis sur l'intemporalité, avec des articles pas trop périssables. »

C'est cela aussi la durabilité du produit », développe Philippe Berlan, qui estime que la loi anti-fast fashion sera complexe à appliquer et déplore une concurrence qui n'est, somme toute, pas loyale.

S'il souhaite que La Redoute soit reconnue le plus vite possible - « et spontanément » - dans le domaine de la décoration comme elle l'a été dans la mode, le développement se fera aussi de façon raisonnée. Inutile d'attendre le groupe dans l'univers de la cuisine. Il cherche en revanche à devenir une valeur sûre pour l'art de la table et les accessoires. ■

La Redoute en chiffres

1 milliard d'euros en volume d'affaires en 2023

8,8 millions de clients actifs dans le monde

20 le nombre de pays où La Redoute est implantée

LE SCAN ÉCO

Danone accélère

Le groupe d'agroalimentaire français spécialisé dans les eaux minérales et les produits laitiers a signé une performance meilleure que prévu au premier trimestre. Avec une croissance de 4,1% à données comparables, grâce à la hausse des prix, mais aussi à celle de ses volumes de ventes, l'entreprise tient la promesse faite un an après l'arrivée de son dirigeant, Antoine de Saint-Affrique: « Danone is back ». Les produits laitiers et végétaux ont progressé pour le deuxième trimestre d'affilée, tandis que les marchés européen et nord-américain ont enregistré un bon démarrage. L'eau chinoise Mizone a permis de grimper de 8,1%. Danone maintient son objectif d'une croissance du chiffre d'affaires entre 3% et 5% en 2024.

Trois patrons à Polytechnique

Contrairement aux informations de La Lettre, un trio de dirigeants sera bien nommé à la tête de l'Institut polytechnique de Paris (IPP), qui comprend la plus célèbre école d'ingénieurs française, surnommée l'X. Philippe Varin, ancien président de PSA Peugeot Citroën et ex-dirigeant de Suez et d'Areva, en assurera la présidence non exécutive. Le mathématicien et universitaire Thierry Coullhon deviendra le président du directoire, avec sous sa houlette les directions des cinq écoles membres: X, Ensta Paris, Ensaie Paris, Télécom Paris et Télécom SudParis. Laura Chaubard (X 99), nommée directrice générale de l'École polytechnique dès 2022 et première femme à occuper ce poste, conserve ses fonctions.

CMA CGM prêt pour les JO

Le groupe d'armement maritime et de logistique (propriétaire de La Tribune Dimanche) entre dans la phase décisive de son partenariat officiel en solutions logistiques pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Avec 2000 collaborateurs mobilisés, dont 700 recrutés spécifiquement pour l'occasion, CMA CGM se prépare à relever de multiples défis. Parmi eux, le transport, la livraison et l'assemblage de 1,3 million d'articles de mobilier et plus de 700000 équipements sportifs sur les différents sites. Après plus de deux ans de préparatifs intenses, l'entreprise installée à Marseille privilégie les solutions de transport les moins émettrices en CO₂, en accord avec les objectifs du Cojop.

GOOD NEWS



BENGOIT TESSIER/REUTERS

Mistral gagnant

La start-up française Mistral, fondée en mai 2023 par trois experts de l'intelligence artificielle venus de Meta et de Google, dirigée par Arthur Mensch, pourrait lever 500 millions d'euros. Selon le site américain The Information, plusieurs investisseurs seraient intéressés par l'entreprise, perçue comme la seule concurrente européenne crédible face aux deux grands de la Silicon Valley OpenAI et Anthropic. Quatre mois après une levée de fonds de 400 millions d'euros, la valorisation de Mistral pourrait doubler, passant à 5 milliards d'euros.

Épargnants mieux protégés

En matière de rémunération de leur épargne comme de coût du crédit, les Français bénéficient de meilleures conditions que les autres Européens. Selon une étude de l'économiste Eric Dor (Ieseg) réalisée avec les données de la BCE, le taux moyen versé sur les comptes d'épargne atteignait 2,53% en France, contre 0,72% en Allemagne ou 1,67% en Belgique. Le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux prêts immobiliers, lui, est le plus bas de la zone euro, à 3,51% (hors frais d'assurance), à l'exception de Malte.



MODERNA INC.

Moderna contre le cancer

La société américaine, dirigée par le Français Stéphane Bancel, vient d'annoncer des résultats positifs d'essais cliniques de première phase d'un vaccin contre le cancer, développé avec Merck. À l'origine d'un vaccin à ARN messenger contre le Covid-19, Moderna a soutenu dès 2020 que cette technologie permettrait des utilisations multiples. Le mRNA-4157 entraîne le système immunitaire à identifier et à attaquer des mutations spécifiques de cellules cancéreuses. Y compris dans le cadre d'autres cancers que le mélanome, contre lequel ce vaccin a déjà été testé.

Schneider Electric à l'offensive

Le géant français de la gestion de l'énergie et de l'automatisation a confirmé le 19 avril être en discussion avec l'entreprise familiale américaine Bentley Systems, en vue d'une potentielle « transaction stratégique ». Si une opération reste pour l'instant hypothétique, le rachat de ce spécialiste des logiciels de modélisation d'infrastructures (1,23 milliard de dollars de chiffre d'affaires et 5200 salariés) permettrait à Schneider Electric d'accroître son avance dans le numérique.

Le décryptage éco

Toute l'actualité économique avec Fanny Guinochet

du lundi au vendredi à 7h50 sur

franceinfo: LA TRIBUNE



L'avocat qui sauve les forêts

Spécialiste des fusions-acquisitions, Christophe Gerschel est aussi un aventurier. En 2023, il a créé la fondation Green Sanctuaries pour racheter et protéger ces réservoirs de biodiversité.

PLANÈTE

MICHEL CABIROL

CHRISTOPHE GERSCHEL a plusieurs vies en parallèle. Qui pourrait imaginer que l'un des fondateurs en 2003 du cabinet d'avocats Alerion (100 personnes, dont 70 avocats), niché dans les beaux quartiers de Paris (7^e arrondissement), passe la majeure partie de son temps libre à observer à la jumelle la faune. La vraie, pas celle des noctambules célèbres qui se noient dans les nuits parisiennes. « *Je passe pas mal de mon temps sur les problématiques des oiseaux et des insectes, qui sont des familles d'animaux que je connais bien, et je me suis toujours intéressé aux arbres* », confirme cet ornithologue amateur et entomologiste éclairé. Et qui pourrait également imaginer que cet avocat spécialisé dans les fusions-acquisitions et le droit fiscal aime plus que tout au monde s'enfoncer, parfois seul, dans les forêts d'Amazonie et d'Afrique, les plus hostiles de la planète, dès qu'il peut s'évader de Paris? Loin, très loin des dossiers complexes et extrêmement confidentiels traitant de la vente de sociétés, principalement des PME et des ETI dans l'industrie, y compris de défense.

Christophe Gerschel, malgré une vie professionnelle très intense, a été rattrapé par ses passions de jeunesse. Des passions stimulées par les histoires de Marcelle Vérité, sa grand-mère autrice pour la jeunesse, et par le temps passé à courir les trous à phosphates des forêts du Lot pour découvrir des ossements préhistoriques avec son frère Frédéric, journaliste griève-

ment blessé en Irak au cours d'un reportage de guerre. Ces passions-là, il les avait non pas enterrées mais contenues pour partir à la conquête de Paris et de ses lumières. Et ce conquistador extrêmement méthodique a cumulé les diplômes comme certains sportifs collectionnent les trophées. Christophe Gerschel a été à l'initiative de la création du cabinet Alerion, pour être maître à bord après avoir été un redoutable inspecteur des impôts chargé de traquer les gros fraudeurs, tout en étant chargé de cours à la faculté de droit à Paris Saclay.

« Sécuriser le foncier »

Aujourd'hui, il dégage du temps – de plus en plus – pour Green Sanctuaries, la fondation qu'il a créée en 2023 avec sa fille Flora. Son objectif: sauver les forêts primaires – les plus importantes pour la biodiversité – partout dans le monde en les rachetant ou en prenant des baux à long terme pour les protéger contre les sociétés forestières et le monde agricole, qui coupe des arbres pour développer élevage et agriculture intensive. « *Ce qui est le plus important, c'est de sécuriser le foncier, prévient-il. Car, du jour au lendemain, les propriétaires peuvent décider de vendre leur forêt aux sociétés forestières ou à des sociétés d'extraction de pétrole.* » Résultat, il est également chercheur de capitaux pour la fondation, qui fonctionne sur la base du mécénat et de dons (déductibles des impôts).

« *Le déclic est venu en deux temps, explique-t-il. Il y a sept ou huit ans, je me suis promis de ne plus tuer aucun animal, insectes compris. Ni d'en manger.* » Fini donc les chasses à travers la planète à la poursuite des papillons de la famille des Charaxes, notamment. « *Puis je me suis*



PHILIPPE ROISAF IMAGES

Ci-dessus, dans le Lot, où la fondation devrait acquérir 380 hectares.

Ci-contre, en Namibie, les derniers rhinocéros noirs vivant en liberté.



SHUTTERSTOCK

dit qu'il fallait que je me mette en action pour protéger ces forêts qui me sont tellement chères, poursuit-il. C'était devenu une évidence. Protéger la forêt, c'est aussi lutter contre le réchauffement. Les grands arbres des forêts primaires sont les meilleurs pièges à carbone qui existent. » Pour être irréprochable dans sa démarche, l'avocat a tenu à doter Green Sanctuaries d'un comité scientifique composé de personnalités du monde de la recherche et de la science. Le biologiste réputé Gilles Bœuf, ancien président du Muséum national d'histoire naturelle, a par ailleurs accepté d'en être le parrain.

130 hectares sauvés en Amazonie

C'est parce qu'il est convaincu par son projet qu'il a tenu à investir 400 000 euros environ sur ses fonds propres pour muner la structure d'une force de frappe financière. Et acheter. Christophe Gerschel sait faire. À bientôt 60 ans, il a participé à plusieurs dizaines de deals dans le monde des affaires. C'est en juin 2023 que Green Sanctuaries a acquis auprès de propriétaires privés sa toute première forêt en Amazonie (Équateur) sur les contreforts des Andes, où vivent les Indiens Kichwa du Río Napo. Ces 130 hectares étaient menacés d'être transformés en monocultures d'exportation, essentiellement du cacao et du balsa. Une opération possible grâce aux premières levées de fonds, qui se sont élevées à plusieurs centaines de milliers d'euros, auprès notamment de ses amis industriels. La fondation a également acheté une forêt de 450 hectares dans l'est du Zimbabwe. Et elle est sur le point de conclure une nouvelle acquisition en France, plus précisément dans le Lot, pour protéger une forêt de 380 hectares (pas de coupe de bois, pas de chasse, pas d'élevage destiné aux abattoirs...).

Pour mener à court terme d'autres projets de rachat qu'il a

déjà lui-même identifiés, Christophe Gerschel compte lever cette année 2 et 3 millions d'euros. Green Sanctuaries vise une nouvelle parcelle d'environ 900 hectares dans le Río Napo, qui compléterait sa première acquisition et qui se trouve en bordure de la forêt communautaire des Kichwas déjà protégée (2500 hectares). En Équateur, Green Sanctuaries souhaiterait également sauver la dernière forêt du Chocó équatorien (350 hectares), une région qui a subi une déforestation très étendue au profit là aussi de l'élevage intensif. Baptisé Tenka, ce projet a le soutien de Neoen, l'un des principaux producteurs français indépendants d'énergie exclusivement renouvelable. La fondation Veolia est pressentie pour faire partie de cette initiative.

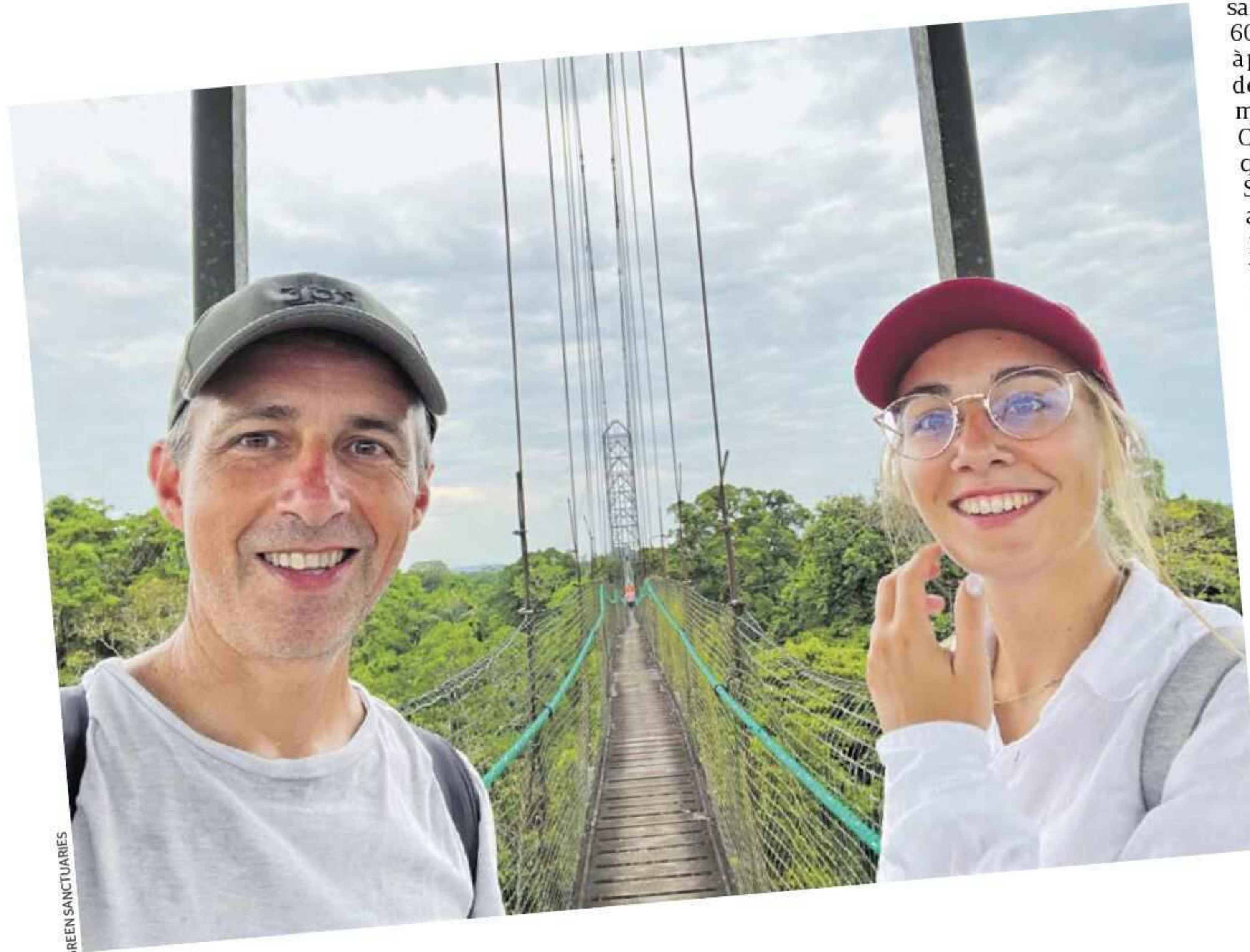
« *En Amazonie équatorienne, on est dans l'endroit du monde où la biodiversité est la plus développée* », souligne-t-il. Il a d'ailleurs des projets en Guyane, où Emmanuel Macron a récemment annoncé lors de sa visite en mars sa volonté de protéger la forêt amazonienne. Le militant a dans son viseur de petites parcelles, dont une de 5 hectares, peuplée par

des anacondas de 5 mètres. Au total, la fondation pourrait devenir propriétaire de 50 à 100 hectares en Guyane. « *Nous achetons des forêts, nous les laissons en libre évolution et nous les protégeons*, explique-t-il. *Comment? Nous installons un écosystème sur place. Nous créons des emplois locaux. Par exemple, dans le Río Napo, nous allons recruter deux gardes forestiers – des Indiens Kichwa – qui seront payés pour surveiller la forêt, vérifier qu'il n'y a pas de pièges et qu'on ne coupe pas d'arbres.* »

Une levée de fonds à l'international

Au-delà de l'Amazonie, Green Sanctuaries travaille sur plusieurs opérations en Afrique, dont une très importante en Namibie, où la fondation souhaite acquérir 40 000 hectares. C'est une savane où vivent en liberté les derniers rhinocéros noirs, des girafes, des lions, des léopards... « *C'est un projet déjà identifié mais nous n'avons pas encore les fonds* », regrette

Christophe Gerschel et sa fille Flora, avec qui il a lancé sa fondation.



GREEN SANCTUARIES



Christophe Gerschel. L'organisation étudie aussi la perspective d'un bail à long terme au Cameroun, où elle vise plusieurs lots de forêts pour plus de 5 000 hectares. Pour relever tous ces défis, il s'est fixé l'objectif de lever entre 30 et 100 millions d'euros d'ici à 2030. Pourquoi? « On souhaiterait pouvoir protéger au moins 100 000 hectares en 2030, indique-t-il. C'est l'année où l'objectif fixé par la COP15 d'une protection de 30 % de la planète doit être atteint. » Pour gagner ce pari, cet homme de défis travaille avec les fondations des grandes entreprises. Mais le chemin est souvent très (trop?) long, tortueux et décevant. Il souhaite également internationaliser son panel de donateurs.

Cette levée de fonds servira à acquérir toutes les forêts identifiées, dont les prix

évoluent selon les régions (entre 150 et 3 000 euros l'hectare en moyenne, à l'exception des forêts domaniales). « Notre projet en Namibie fait partie des prix les plus bas [180 euros l'hectare], détaille-t-il. Parce que c'est assez désertique. Le prix à l'hectare des forêts du Rio Napo en Amazonie, les plus riches pour la biodiversité du monde, s'élève à 1 400 euros. Les forêts du Chocó équatorien, c'est 2 000 euros l'hectare. Nous avons étudié un projet en Nouvelle-Calédonie où le prix à l'hectare s'élève à 5 000 euros. » Green Sanctuaries semble être la seule fondation en Europe continentale à sécuriser le foncier de forêts primaires. Et sur le long terme, Christophe Gerschel ne désespère pas de rendre ces forêts aux pouvoirs publics ou aux communautés locales. ■

À gauche, en Namibie, Christophe Gerschel souhaite y acquérir 40 000 hectares.

En haut à droite, en Guyane avec Claire Thor, membre du comité scientifique de la structure.

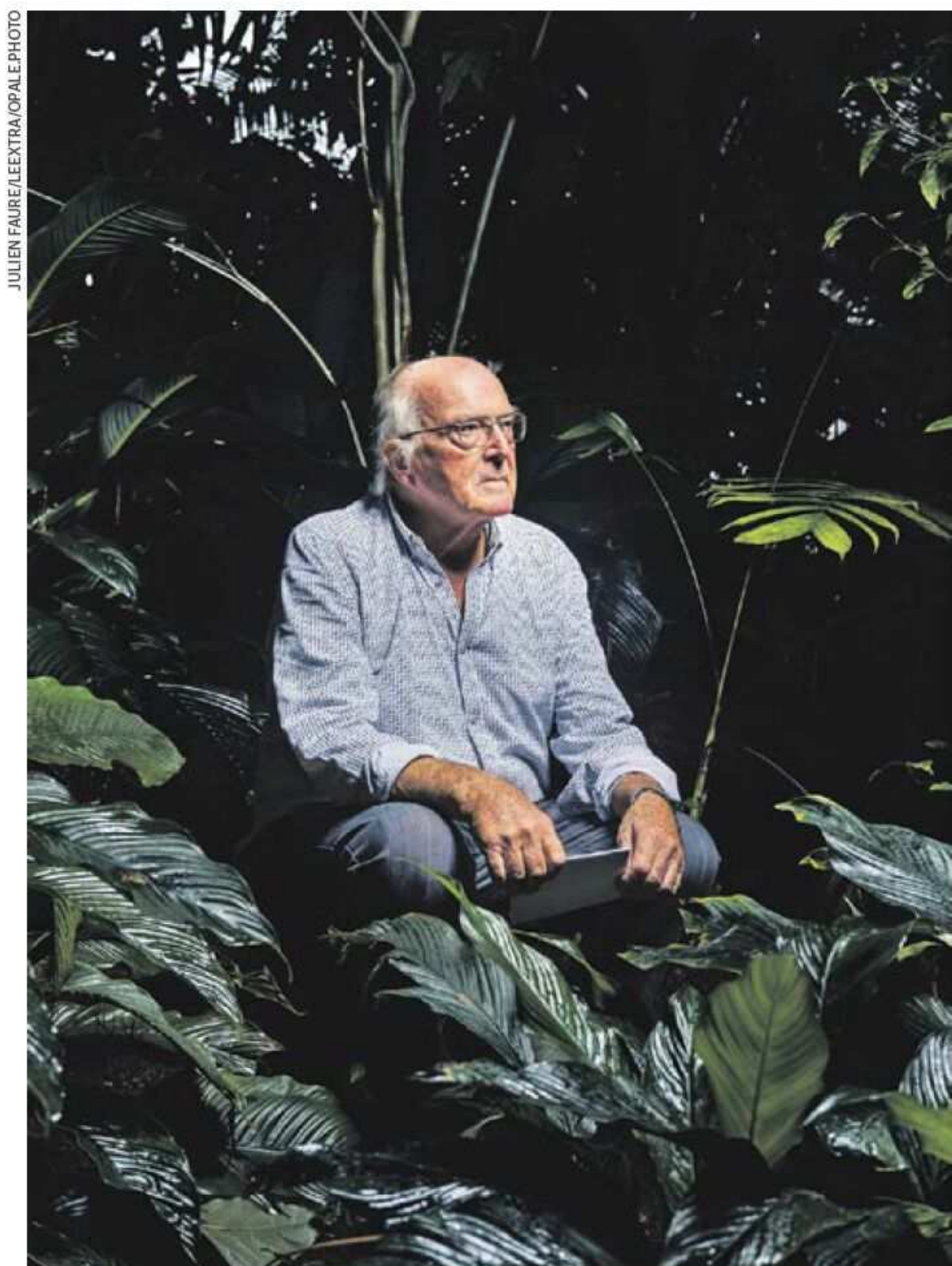
Le lézard des bois, dans le parc national Yasuni, en Équateur.



FRANCIS HALLÉ, SPÉCIALISTE DES FORÊTS TROPICALES

« 70 % des forêts primaires du globe ont disparu »

Déforestation, incendies, mauvaises pratiques... Le professeur en botanique dresse un état des lieux alarmant des menaces qui pèsent sur ces poumons de la planète.



Pour le biologiste, « il est crucial de préserver ces immenses puits de carbone ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU VIVIANI

Aujourd'hui, quelles sont les forêts les plus mal en point dans le monde?

L'Europe est dans la pire situation. La principale raison est que, sur notre continent, nous n'avons presque plus de forêts primaires, sources essentielles de biodiversité. La dernière du type est la forêt de Białowieża, à cheval sur la Pologne et la Biélorussie. Elle a été formée il y a un peu plus de dix mille ans, lors de la dernière période de glaciation. L'activité humaine est en train de la menacer. En Asie du Sud-Est, la situation n'est pas très bonne non plus. L'extension des plantations de palmiers à huile a détruit de très larges zones de forêts. Il y a aussi un cas particulièrement alarmant : celui de la Chine, pays où il n'y en a quasiment plus. C'est dramatique. En Amérique du Sud, et notamment au Brésil, là où se situe la majeure partie de l'immense forêt amazonienne, la situation s'est dégradée ces dernières années. En cause, l'action de l'ancien président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro, grand soutien de l'agro-industrie. Pendant son mandat, la déforestation a augmenté d'environ 75 % par rapport à la décennie précédente. Le Chili et l'Argentine sont aussi dans une situation comparable.

À l'inverse, quelles sont les zones forestières qui se portent le mieux?

À ce jour, c'est l'Afrique qui abrite les plus belles forêts tropicales. Il y a là-bas des massifs intacts et notamment de nature primaire. Ces espaces-là se

situent surtout en Afrique centrale. Du côté de l'Amérique du Nord, tout particulièrement aux États-Unis, la situation est positive. Les Américains ont bien conservé leurs forêts, dont certaines sont encore primaires. Les forêts boréales, situées dans l'hémisphère Nord [au Canada, en Scandinavie et en Russie], se portent bien aussi. Par contre, ces dernières ne sont pas riches en biodiversité animale.

Vous alertez surtout sur la destruction des forêts « primaires ». Pourquoi sont-elles si importantes?

Les forêts dites « primaires » [en langage courant, des « forêts vierges »] existent depuis des centaines de millions d'années et n'ont pas été exploitées par l'homme. Elles accueillent l'essentiel de la biodiversité planétaire, c'est énorme, et elles sont aussi d'immenses puits de carbone. Voilà pourquoi il est absolument crucial de les préserver. Aujourd'hui, 70 % des forêts primaires du globe ont disparu. C'est un vrai problème pour la biodiversité de la planète.

Quelle est la menace principale pour les forêts dans le monde?

Principalement l'être humain. La déforestation pour des activités économiques est l'exemple le plus frappant. En Asie, c'est particulièrement inquiétant. D'autres pratiques humaines dégradent également les forêts. Par exemple, en France, une partie de leur mortalité est liée à la plantation d'arbres qui ne respectent pas leur écologie d'origine. Je pense aux nombreux épicéas, une espèce de mon-

tagne, plantées ces dernières années en plaine. Résultat : ils poussent vite, certes, mais beaucoup sont infestés par des parasites, les scolytes, et meurent... Le dérèglement climatique favorise aussi les feux de forêt. Le monde entier est aujourd'hui touché, notamment le nord de l'Europe, qui était auparavant épargné en comparaison avec l'Europe du Sud.

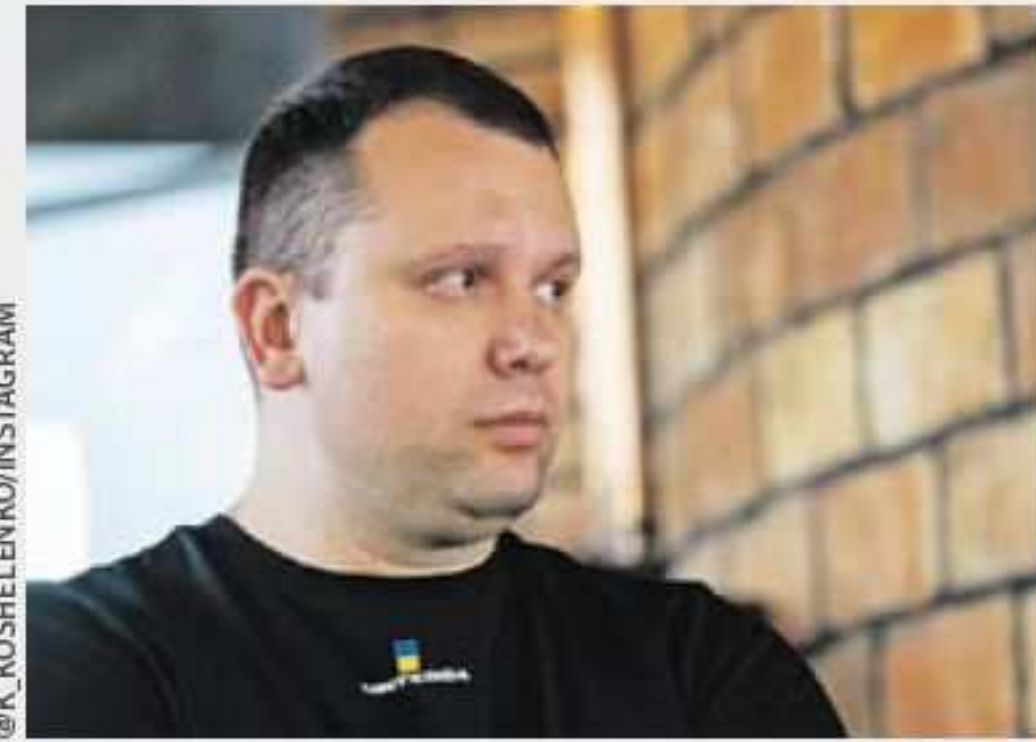
En France, le gouvernement dit que le volume de forêts augmente, mais vous n'êtes pas d'accord. Pourquoi?

En fait, ce qui augmente en France, ce sont les plantations d'arbres, qui, je le rappelle, ne sont pas des forêts! Dans celles-ci, tous les arbres sont de la même espèce et ont le même âge. Elles ont uniquement une finalité économique, notamment la fourniture de bois. Mais niveau biodiversité, on est très bas.

Pourquoi préserver les forêts est-il si important pour l'équilibre écologique de la planète?

Il y a plusieurs raisons. Sous une forêt en bon état, qu'elle soit primaire ou secondaire, les sols sont de bonne qualité. Mais l'agriculture productiviste, lorsqu'elle prend la place d'une partie de forêt, introduit des intrants chimiques dans les sols. Un processus qui, au fil des années, les appauvrit et les rend infertiles. L'autre point important est bien sûr la biodiversité : plus une forêt est vieille, plus elle est riche en faune et en flore. Enfin, c'est une évidence, les forêts captent des quantités astronomiques de carbone et sont notre seule réelle source d'oxygène. ■

Il l'a dit à La Tribune



© K. KOSHELEIKO/INSTAGRAM

KOSTIANTYN KOSHELEIKO
Le vice-ministre de la Transformation numérique détaille à La Tribune.fr les enjeux d'un tel déploiement de technologies, soutenu par les partenaires étrangers de l'Ukraine. « L'Ukraine a entrepris une vaste réforme pour améliorer les services sociaux, et ce plus particulièrement pour répondre aux défis posés par l'invasion russe. »

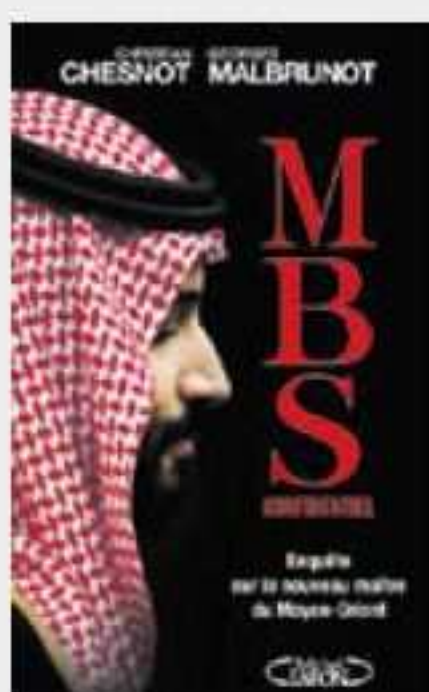
Le choix de la rédaction

Deux opinions à découvrir sur La Tribune.fr

ARGENTINE : JAVIER MILEI À L'ÉPREUVE DU POUVOIR
par Maricel Rodríguez Blanco, de l'Institut catholique de Paris.
« On ne peut pas comprendre le conservatisme idéologique de Milei sans le réinsérer dans la bataille que mène sa coalition, La Libertad Avanza (LLA), à l'image d'autres extrêmes droites (Bolsonaro, Trump, etc.), contre des ennemis identifiés à travers des catégories telles que "marxisme culturel", "néomarxisme", "collectivisme", "idéologie de genre", etc. ».

« TAXE LAPIN » : ET SI ELLE AUGMENTAIT LES « LAPINS » CHEZ LES MÉDECINS ?
par Sylvain Bersinger, chef économiste chez Asterès.
« L'effet réel de cette mesure demeure incertain. Une étude sur des pénalités imposées aux parents qui seraient en retard pour récupérer leurs enfants à la crèche montre que ces pénalités ont augmenté les retards. »

L'essai de la semaine



CET AMBITIEUX MBS
Longtemps simple pion de la politique extérieure des États-Unis, réduite à fournir pétrole et pétrodollars, l'Arabie saoudite s'est largement émancipée ces dernières années de la tutelle de l'Oncle Sam. Elle le doit à Mohammed Ben Salmene, dit MBS, devenu en 2017 le prince héritier et homme fort du royaume. Né en 1985, il est populaire auprès des jeunes et des femmes, après avoir écarté sans ménagement les religieux rigoristes wahhabites qui dominaient la société saoudienne. Impulsif, il déclenche une guerre coûteuse au Yémen, dans laquelle il s'embourbe face à la résistance des rebelles houthistes. En 2018, l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi - qu'il commandite, selon la CIA - fait de lui un paria international. Mais que sait-on de cet autocrate mégalomane mais pragmatique qui veut s'émanciper de la rente pétrolière pour faire du royaume une économie moderne, comme en témoigne son projet pharaonique de ville futuriste Neom ? On en trouvera une réponse dans *MBS confidentiel*. Cette enquête des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot, fins connaisseurs des arcanes du royaume et d'une région qu'ils sillonnent depuis des décennies, reconstitue l'itinéraire du futur roi. Fourmillant d'informations et d'anecdotes sur les coulisses de l'irrésistible ascension de MBS depuis son adolescence, l'ouvrage fournit aussi une compréhension de la nouvelle géopolitique induite par la rivalité entre la Chine et les États-Unis, que MBS compte bien utiliser pour faire du royaume un acteur majeur sur la scène internationale... R.J.

Michel Lafon, 272 pages, 19,95 euros.

« Libérons les classes des smartphones »

Après des décennies de déni, un consensus s'est enfin imposé dans le débat public sur la nécessité de

remettre de l'autorité à l'école. Seulement, il ne suffit pas de décréter un retour de l'ordre pour qu'il s'opère concrètement. Pour cela, il est impératif de provoquer une rupture dans les habitudes de nos enfants qui peuvent nuire à leur parcours scolaire. C'est le cas, en particulier, de leur relation aux écrans. Nos enfants passent dix fois plus de temps sur les écrans qu'à lire. En 2023, les jeunes de 7 à 19 ans ont lu 19 petites minutes par jour, contre 3 heures et 11 minutes passées devant un écran, selon une étude publiée par le Centre national du livre. Et sans surprise ils ne privilégient que rarement les documentaires. Les pépites du cinéma ou tout autre contenu qui les tireraient vers le haut : en 2022, dans le monde, les enfants ont passé en moyenne près de deux heures par jour sur TikTok. Les jeunes sont victimes de la bataille de l'attention que se livrent les plateformes. Alors qu'auparavant l'école marquait une rupture dans leur journée, la vie scolaire se confond désormais avec la vie à la maison : scroller, poster, liker et partager du contenu.

Si les écrans sont à bien des égards porteurs de progrès et d'opportunités, l'hyperconnexion a des effets délétères sur nos enfants. Un usage abusif des écrans, en particulier chez les mineurs, a un impact sur la santé physique (déséquilibre alimentaire, mauvaises postures, troubles du sommeil, manque d'activité, fatigue visuelle) et mentale (repli sur soi et désocialisation, troubles dépressifs).

Les smartphones contribuent aussi à la baisse de niveau de nos enfants à l'école. Ils représentent une source majeure de perturbations et de distractions pour les élèves, nuisant à leur capacité de concentration. L'Unesco recommande d'interdire les smartphones dans les écoles, soulignant qu'un temps d'écran élevé a un effet négatif sur la stabilité émotionnelle des élèves. Or, l'école doit être le lieu de la transmission des savoirs et des apprentissages. Sans l'attention pleine et entière de chaque élève, nous n'enrayons pas l'effondrement du niveau scolaire. Enfin, l'hyperconnexion fragilise la vie de l'école : fragmentation com-

Agnès Evren
Sénatrice de Paris,
Vice-présidente des Républicains

munautaire, prolifération des fake news, harcèlement. Sur ce dernier point, les réseaux sociaux sont devenus un élément consubstantiel au cyberharcèlement, à la cyberintimidation et plus largement à la violence

à l'école. Un nombre croissant de jeunes filment des bagarres à l'école, ou des conflits entre élèves et enseignants, et postent les vidéos sur les réseaux. L'éducation à un usage raisonnable et intelligent des écrans constitue donc une priorité. Exigeante, elle relève d'abord des parents, et il faut autant que possible accompagner les familles en ce sens.

Mais il y a une mesure simple à prendre immédiatement pour remettre les smartphones à leur juste place : les sortir des écoles et des collèges. Les téléphones portables n'ont pas leur place en classe.

En effet, l'élève n'a pas besoin d'un smartphone, ni en cours pour suivre un enseignement, ni pendant les pauses pour se reposer, se divertir ou socialiser. Le temps scolaire doit être préservé de ces comportements addictifs et consacré à d'autres sources de découverte du monde, au lien avec l'adulte enseignant, aux contenus plus longs, au travail collectif et aux interactions humaines.

L'interdiction de l'usage du téléphone portable, prévue dans une loi de 2018, n'est pas appliquée dans les faits. En effet, malgré cette interdiction « dans les écoles maternelles, les

écoles élémentaires et les collèges et pendant toute activité liée à l'enseignement qui se déroule à l'extérieur de leur enceinte », de nombreux élèves continuent en pratique à utiliser leurs smartphones au sein de leur établissement, y compris sur leur temps d'étude.

Or, l'efficacité d'une interdiction véritablement suivie d'effets a déjà été étayée par l'exemple de l'Espagne, les deux régions de Galice et de Castille-León ayant interdit l'utilisation de téléphones portables dans les écoles à partir de 2014. Une étude espagnole a établi en 2022 des réductions notables de l'incidence de cyberharcèlement dans les deux régions, et l'Espagne est le pays présentant le plus bas niveau de cyberharcèlement par les garçons.

Éclairés par ces résultats et face à l'urgence, ne tergiversons pas : interdisons le port du téléphone portable à l'intérieur des établissements scolaires. ■

“
L'interdiction de
l'usage du téléphone
portable prévue dans
une loi de 2018
n'est pas appliquée

« Nous ne sommes pas égaux face à la haine en ligne »

Notre usage d'Internet et des réseaux sociaux explose, et les cyberviolences aussi. Chaque publication peut

déclencher un déferlement de haine. Cyberharcèlement, injures, menaces et, de plus en plus souvent aussi, diffusion d'images à caractère sexuel sans consentement, montages dégradants et deepfakes. Nous ne sommes pas égaux face aux violences en ligne. Une femme risque 27 fois plus qu'un homme d'être cyberharcélée¹, et 47 % des femmes ayant déclaré un fait de cyberharcèlement disent avoir été visées en raison de leur genre, contre 18 % des hommes². D'après le Haut Conseil à l'égalité, « le harcèlement sexiste et sexuel en ligne entraîne un bouleversement des comportements des femmes, qui s'organisent consciemment ou non pour le contourner ou l'éviter ». Ces stratégies d'évitement conduisent à une forme d'autocensure.

Quatre-vingts ans après l'obtention du droit de vote pour les femmes, comment espérer qu'elles prennent toute leur place dans le débat public si on ne limite pas les violences en ligne qui les visent plus que les hommes ? Aux femmes s'ajoutent toutes celles et ceux dont l'origine, la religion, le handicap, l'apparence, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre est prétexte à la haine ou à la discrimination.

Non, nous ne sommes pas égaux face à la haine en ligne. Les cyberviolences sont une menace pour nos démocraties en ce qu'elles excluent certaines et certains, plus que d'autres, de cet espace d'expression qu'est Internet. Pourtant, la liberté d'expression est un droit fondamental souvent utilisé pour défendre une certaine inaction face aux violences en ligne. Mais toutes les formes d'expression ne se valent pas. Cette liberté fondamentale connaît des limites. L'injure, la diffamation,

Rachel-Flore Pardo
Avocate
et Shani Benoualid
Cofondatrice de #jesuislà

le harcèlement, les menaces doivent s'y plier. Et surtout, liberté d'expression et lutte contre l'impunité sur Internet ne sont pas à opposer. C'est parce que nous voulons que chacune et chacun puisse s'y exprimer

librement, dans les limites que nous nous sommes collectivement fixées, que nous tenons à ce que cet espace d'échange soit mieux régulé. Sinon, c'est la loi du plus fort. Et les plus vulnérables se taisent. Le procès des cyberharcéleurs de Magali Berdah³ a marqué un progrès notable dans la reconnaissance et la sanction de ces actes. Mais on peine encore à rivaliser avec l'ampleur et la rapidité de propagation de la haine en ligne. Si

le projet de loi français visant à sécuriser et réguler l'espace numérique doit permettre des avancées, il convient de rappeler que cette bataille dépasse largement nos frontières nationales.

À la veille des élections européennes, il faut urgemment mieux réguler Internet pour ne pas laisser se perpétuer les violences numériques au détriment de la liberté d'expression des plus vulnérables. Il s'agit d'un enjeu démocratique majeur pour l'Union européenne. Ces élections doivent permettre de conforter, dans la lignée de la législation sur les services numériques

(Digital Services Act), la place de la lutte contre la haine en ligne au cœur des priorités de l'Union européenne. Ce n'est qu'ainsi qu'on provoquera un véritable sursaut citoyen numérique européen. Face à un phénomène de haine, chacun peut jouer un rôle : ajouter à la haine, la laisser se répandre, ou, dans le meilleur des cas, y faire barrage. ■

“
Réguler Internet
est un enjeu
démocratique majeur
pour l'Union
Européenne

1. Rapport du Lobby européen des femmes, 2017.
2. « The State of Online Harassment », Pew Research Center, 2021.
3. Rachel-Flore Pardo est l'une des avocates de Magali Berdah.

« 1944-2024 : le combat continue pour les droits politiques des femmes »



Par Yaël Braun-Pivet
Présidente de l'Assemblée nationale

Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous éliront l'Assemblée nationale qui décidera souverainement des destinées du pays », avait promis le général de Gaulle, dès 1942. Il tint parole le 21 avril 1944, il y a tout juste quatre-vingts ans, en signant l'ordonnance qui, enfin, reconnaissait le droit de vote et l'éligibilité aux Françaises.

Saluant la part prise par les femmes dans la Résistance, cette avancée marquait l'aboutissement d'un long combat, qu'il faut commémorer mais aussi continuer.

Commémorer, c'est ce qu'a fait l'Assemblée nationale, dès le mois de mars, à travers l'exposition « Aux urnes, citoyennes! » que j'ai eu l'honneur d'inaugurer aux côtés de vingt-quatre présidentes d'Assemblée venues du monde entier.

Nous avons ainsi rendu hommage aux pionnières, comme Jeanne Deroin, qui la première, bravant les moqueries, osa se porter candidate aux législatives en 1849, ou Eugénie Niboyet, Maria Deraismes, Cécile Brunsvichg et Louise Weiss, courageuses militantes qui ouvrirent la voie à leurs concitoyennes.

Des hommes aussi s'engagèrent en faveur du vote des femmes, tel le député Paul Dussaussoy, qui déposa une proposition de loi en ce sens dès 1906 : adoptée par les députés en 1919, elle fut rejetée par le Sénat.

Or, comme l'écrivait la grande féministe Hubertine Auclert, « tenir les femmes hors des salles de vote où tout se projette et à l'écart du Parlement où tout se résout, c'est les désigner d'avance pour être sacrifiées ». Au moment où les dernières femmes à avoir été privées du droit de vote s'éteignent, il est important de transmettre aux jeunes la mémoire de cette lutte victorieuse. Elle montre que les droits des femmes résultent toujours d'un âpre combat contre les habitudes et les certitudes, pour l'égalité, pour l'émancipation de la société tout entière.

Continuer ce combat, c'est d'abord relire l'ordonnance du 21 avril 1944, aux termes de laquelle les Françaises devenaient « électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes ». C'est vrai juridiquement, et cette exigence d'égalité a été renforcée par la révision constitutionnelle du 8 juillet 1999 sur la parité, mais dans les faits, qu'en est-il ?

Les femmes qui s'engagent en politique le savent, les obstacles matériels, les vieux préjugés et les mauvaises habitudes n'ont pas disparu. Certes, dans les conseils municipaux, départementaux et régionaux, la parité est maintenant atteinte, mais on ne compte que 20 % de femmes maires ou présidentes de département, et 31,6 % présidentes de région.

Et que dire de la situation au Parlement français ? En 1945, suite à l'ordonnance du général de Gaulle, trente-trois femmes furent élues à l'Assemblée nationale constituante. Leur élection avait été facilitée par le scrutin de liste, à la proportionnelle départementale. Au début de la V^e République en revanche, avec le retour au scrutin majoritaire, il n'y eut plus qu'une dizaine de femmes à l'Assemblée nationale et il fallut des décennies pour féminiser l'hémicycle.

Aujourd'hui encore, nous ne sommes qu'à 37,3 % de députées : à peine mieux qu'au Sénat, où siègent 36,2 % de femmes. Faudra-t-il encore quatre-vingts ans pour atteindre la parité complète ?

C'est à nous d'achever l'édifice, avec une dose de proportionnelle aux législatives, le non-cumul dans le temps pour favoriser le renouvellement, la généralisation de la parité dans les communes de moins de mille habitants et les intercommunalités, un statut de l'élu qui permette aux femmes de se lancer plus facilement en politique. C'est aux femmes également d'oser se lancer, car la seule femme qui est sûre de ne pas être élue est celle qui renonce à se présenter. Je leur lance un appel en ce sens.

Je lance d'ailleurs un appel à tous : oui, commémorons et, ensemble, allons au bout de l'application de l'ordonnance du 21 avril 1944, pour que les Françaises soient vraiment citoyennes « dans les mêmes conditions que les hommes ». ■

“
Quatre-vingts ans après le droit de vote des femmes, nous ne sommes qu'à 37,3 % de députées

« L'Europe puissance, condition de notre sécurité nationale »

Dans le maelström né de l'attaque terroriste menée par le Hamas sur le territoire israélien le 7 octobre dernier et de l'offensive balistique inédite et massive menée par l'Iran vis-à-vis d'Israël dans la nuit du 13 au 14 avril, il nous faut retrouver la sagesse des pensées du général de Gaulle qui, se rendant au Caire en avril 1941, « vers l'Orient compliqué, [...] volai[t] avec des idées simples ».

Cet enchevêtrement géopolitique levantin interroge en effet bien plus que l'inébranlable soutien à Israël. En octobre, ce sont les Juifs qui ont été attaqués, comme l'a confirmé l'attaque menée par les Gardiens de la révolution iraniens en réponse à la frappe qui mit hors d'état de nuire leur chef, le général Reza Zahedi, le 1^{er} avril dernier à Damas.

Car l'attaque massive ayant ciblé Israël fait émerger un nouvel ordre régional au Moyen-Orient, laissant apparaître plus clairement la coopération militaire avec la Jordanie, l'Égypte et les Émirats arabes unis. Un « front » israélo-arabo-occidental a tenu fermement face à l'attaque iranienne qui, elle, ne recevait que les appels à la modération de ses alliés traditionnels, parfois contraints, russe, chinois et turc.

De ce point de vue, il nous faut sans cesse rappeler la prégnance de nos unions – politiques et économiques – et

Hervé Morin
Président des Centristes,
ancien ministre
de la Défense

Nathalie Colin-Oesterlé
Députée européenne,
porte-parole des Centristes

Emmanuel Dupuy
Secrétaire national
des Centristes,
chargé de la défense

alliances – militaires et politiques – alors que nous venons de fêter, le 25 mars, le 66^e anniversaire du traité de Rome en amont de celui de Washington créant l'Alliance atlantique, le 4 avril 1949.

En Européens responsables, nous devons envisager un voisinage fragilisé d'est en sud avec des crises protéiformes, mettant désormais en doute la capacité européenne d'anticiper pour prévenir autant qu'agir.

Il nous faut appréhender la réalité stratégique face à des crises aux racines multiples et diverses mais qui engagent, dans un même élan, les habitants des rives de la mer Méditerranée, de la mer Noire et les citoyens européens.

À la vague notion de « l'autonomie stratégique » dont Emmanuel Macron se gargarise, nous lui préférons l'affirmation d'une « Europe puissance » que les Centristes ont toujours portée au firmament de leur attachement au projet européen, et ce depuis le premier scrutin européen au

suffrage universel, en 1979, avec Simone Veil. De cette Europe puissance dépend notre crédibilité comme facilitateur de paix entre belligérants, tant dans l'est du continent européen qu'au Levant, comme demain en Indopacifique.

Une nécessaire clarification s'impose donc concernant une politique étrangère et de sécurité commune qui impose une convergence des politiques étrangères des membres de l'UE. La montée en puissance capacitaire et financière de la défense européenne tout comme l'investissement dans les technologies de rupture et les énergies du futur ne devraient servir que cet objectif.

Il nous faut réaffirmer ce qui a fait la force du projet européen, telle que la devise de l'UE l'affirme : l'unité dans la diversité.

Pensons donc *In varietate concordia*. Face à ceux qui font du 9 juin un réquisitoire contre l'Europe, comme face à ceux qui prétendent la défendre sans lui donner les moyens de sa puissance, opposons une politique étrangère commune, cohérente et pragmatique. C'est en elle que réside la condition de notre sécurité nationale. ■

“
En Européens responsables, nous devons envisager un voisinage fragilisé d'est en sud avec des crises protéiformes

Le quadruplé qui fait rêver

Le PSG peut tout gagner dans les six prochaines semaines. S'ils battaient Lyon ce soir, Mbappé et ses partenaires pourraient décrocher un premier titre mercredi.

FOOTBALL

MICKAËL CARON

QUI NE RÊVE PAS D'UN tel scénario? Le dernier match de Kylian Mbappé sous le maillot du PSG, en finale de la Ligue des champions, le 1^{er} juin au stade de Wembley, à Londres, face à son futur club, le Real Madrid. Entre le fantasme et la réalité: deux clubs allemands. Le tirage au sort a encore épargné le champion de France en titre, qui sera opposé au Borussia Dortmund les 1^{er} et 7 mai après avoir hérité de la Real Sociedad en huitième de finale. Dans l'autre demi-finale, le Bayern Munich, qui en 2020 avait privé la France d'une deuxième CL, retrouve l'ogre madrilène.

Qui l'eût cru? Luis Enrique n'est pas facile à aimer, surtout pas de Mbappé, mais un peu plus depuis que son équipe a rabattu le caquet au FC Barcelone. Ousmane Dembélé a loué le « gros travail » réalisé avec le coach, tandis que le milieu portugais Vitorinha a simplement remarqué que son équipe « jouait mieux ». S'il avait une dette depuis la remontada en 2017, le technicien asturien l'a en partie remboursée, avec la complicité du défenseur blaugrana Ronald Araujo, expulsé pour une faute grossière alors que son équipe menait 1-0. Ce qui fait de lui l'Uruguayen le plus décisif pour le PSG depuis Edinson Cavani.

Grand Chelem hexagonal

À part Mauricio Pochettino, tous les coaches qui se sont assis sur le banc parisien depuis le rachat en 2011 et entraînent toujours sur le Vieux Continent sont qualifiés pour le dernier carré européen: Carlo Ancelotti (Real) et Thomas Tuchel (Bayern) en Ligue des champions, Unai Emery (Aston Villa) en Ligue Europa. C'est pourtant Luis Enrique, « le meilleur entraîneur du monde », que le président Nasser Al-Khelaifi s'est félicité d'avoir à ses côtés, dans l'euphorie de la qualification contre le Barça. Y aura-t-il, dans les prochaines semaines, un nouvel épisode de la guerre entre les deux clubs? Le nom du technicien espagnol, qui estime représenter le mieux « l'ADN » blaugrana, est cité pour succéder à Xavi la saison prochaine.

Dans l'ère qatarienne, trois techniciens ont réussi le Grand Chelem hexagonal: Laurent Blanc (2015 et 2016), Emery (2018) et Tuchel (2020). Mais aucun n'y est parvenu dès sa première saison, chacun laissant un trophée en route - la Coupe de France pour le Cevenol et l'Allemand, le championnat pour le Basque. La Coupe de la Ligue ayant disparu en 2020, après une neuvième et ultime victoire, le PSG est proche d'ajouter au Trophée des champions, glané le 3 janvier contre



Mardi après la victoire 4 à 1 du PSG à Barcelone et sa qualification pour les demi-finales de la Ligue des champions.

Toulouse (2-0), un douzième titre de champion de France. S'ils battaient Lyon ce soir (21 heures), l'ancien gône Bradley Barcola et ses partenaires pourraient être

Luis Enrique n'est pas facile à aimer, surtout pas de Mbappé, mais un peu plus depuis que son équipe a rabattu le caquet au FC Barcelone

sacrés mercredi à Lorient, s'ils font mieux que les Monégasques dans le même temps. Resterait alors la finale de Coupe de France contre ces mêmes Lyonnais, le 25 mai à Lille. Entre 2015 et 2021, le club a

atteint la finale sept fois d'affilée, pour six succès et un seul échec, en 2019, contre le Stade Rennais. Ces deux dernières saisons, l'aventure s'est arrêtée dès les huitièmes de finale. « La Coupe de France est un stimulant puissant », a assuré Luis Enrique, respectueux de l'histoire du club, dont la doyenne des compétitions compose une bonne partie du palmarès: 14 victoires, un record, c'est plus que le Trophée des champions (12) et que le championnat (11).

Pas le genre à choisir ses objectifs

Choisir ses objectifs, ce n'est pas le genre de l'ancien sélectionneur de la Roja. Entraîneur au FC Barcelone, il avait remporté la Coupe du roi trois fois d'affilée, entre 2015 et 2017. La première saison, son équipe avait pourtant été très sollicitée puisqu'elle était allée au bout de cinq compétitions (championnat d'Espagne, Coupe du roi, Ligue des champions, Supercoupe d'Europe et Coupe du monde des clubs).

Personne ne s'en plaint, à part peut-être le sélectionneur des Bleus, Didier Deschamps, qui doit se demander dans quel état il retrouvera les internationaux parisiens pour la préparation de l'Euro.

Au PSG, la crise de foi a souvent lieu à l'automne; au printemps, l'orgie de trophées risque seulement d'occasionner une crise de foi: l'équipe féminine doit franchir l'obstacle lyonnais, dimanche prochain, pour espérer jouer une finale de Ligue des champions, contre Chelsea ou... le FC Barcelone. Dans un autre sport, le handball, le deuxième coach espagnol du PSG, Raúl González, a également rendez-vous avec l'ogre catalan, jeudi en quart de finale aller de CL, ticket pour le Final 4 en jeu. Un peu comme Mbappé, Nikola Karabatic a une toute dernière chance de lever le trophée tant convoité par le club de la capitale, où il aura passé près d'une décennie. Encore un signe que les planètes sont décidément alignées? ■

La drôle de success story de Samba Digital

Comment un blog lancé par un Alsacien passionné de football brésilien est devenu une agence marketing internationale installée aux États-Unis.

RÉSEAUX

SOLENN CHERRIER

AU LENDEMAIN de la victoire de la Côte d'Ivoire en finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), la Ligue 1 s'affichait en 4x3 dans les rues d'Abidjan. Une campagne félicitait les quatre « Éléphants » sacrés évoluant en France (Jérémy Boga, Yahia Fofana, Oumar Diakité, Wilfried Singo) et ponctuaient l'opération de communication menée par Samba Digital pour le compte de la Ligue de football professionnel (LFP). « Seule la L1 a eu cette couverture de la CAN », assure Jean-Philippe Dubois, directeur France et Afrique de l'agence de marketing sportif, qui note une « explosion de nouveaux fans » et du taux d'engage-

ment sur le continent africain. Pour la LFP, qui aimerait étoffer ses rachitiques droits TV internationaux malgré le départ annoncé de Kylian Mbappé, rien ne peut être anodin.

Fin 2022, après la victoire de l'Albiceleste contre la France en finale de la Coupe du monde, des panneaux promotionnels similaires invitant les Argentins à regarder Lionel Messi en championnat de France sur ESPN avaient déjà produit leur petit effet. Cela fait plus de six ans que Samba Digital accompagne la LFP dans sa stratégie numérique à l'international, collaboration récemment prolongée. À l'époque, l'agence n'existait pas encore officiellement mais poursuivait la mutation de Samba Foot, un blog consacré au football brésilien. Son fondateur avait approché la LFP car Neymar arrivait, la colonie auriverde

s'étoffait, une opportunité naissait: ou le scénario déjà bien rodé d'une histoire peu commune...

Discussion avec les Spurs

Originaire d'Obernai (Bas-Rhin), Frédéric Fausser s'est pris de passion pour le football à l'occasion du Mondial 1994. Il a appris la langue en lisant *O Globo* et a lancé son site huit ans plus tard. Samba Foot s'est fait peu à peu une réputation en remettant le trophée du meilleur joueur brésilien: de Kaká à Neymar, tous posaient et donnaient du temps. En 2013, à une époque où les clubs bégayaient encore pour développer des communautés de fans un peu partout dans le monde, l'Alsacien a commencé à mettre un pied dans la communication en s'occupant des réseaux sociaux lusophones du PSG. Sa société est devenue

un bras droit à Paris, puis Monaco, puis ailleurs. Jusqu'au virage à 180 degrés en 2018, où elle s'est muée en agence marketing.

Le site a été revendu et Samba Digital travaille aujourd'hui avec une dizaine de clubs de foot français (PSG, OM, OL...) et étrangers (Chelsea, Juve, Bayern...), des franchises américaines (NBA, NFL), des ligues, des fédérations (la FFF notamment), des diffuseurs, des sponsors... L'entreprise revendique une centaine de collaborateurs et un millier de consultants sur quatre continents. Installée aux États-Unis, « un marché porteur » avec le Mondial 2026 à l'horizon, elle a fait 5,56 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023 et son taux de croissance oscille entre 40 et 50%. Elle a deux actionnaires (son fondateur et un autre, majoritaire), est cotée en Bourse à Euronext Lisbonne et vise

une introduction à Euronext Growth Paris d'ici à la fin du premier semestre. Loin du modèle des mastodontes du secteur, elle tire son épingle du jeu.

« On sait d'où on vient, relativise Jean-Philippe Dubois. On sait ce qu'on peut apporter et qu'on peut aller plus loin. On veut rester à taille humaine et continuer à accompagner nos clients au quotidien. Notre fierté, c'est d'ailleurs de n'en avoir jamais perdu un. » L'axe majeur du développement est d'étoffer le catalogue des marques.

En attendant, Samba Digital a récemment réalisé une opération au Mexique pour les vainqueurs des deux derniers Super Bowls, les Kansas City Chiefs. Et des négociations ont été entamées avec les San Antonio Spurs de Victor Wembanyama pour accompagner leur essor en France et au Mexique. ■

RUGBY

PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANE COLINEAU

REDEVENU ÉDITEUR de bandes dessinées, depuis son retrait de l'Ovalie en 2020, Mourad Boudjellal s'est prêté au jeu du « moi président » en se glissant tour à tour dans la peau du patron du RC Toulon et du Stade toulousain, qui se sont affrontés hier à l'Orange Vélodrome en Top 14. L'occasion de constater que le dirigeant au palmarès étoffé (champion d'Europe 2013, 2014, 2015 et champion de France 2014) n'a rien perdu de sa créativité.

Vous président, quelle chanson lancez-vous à l'entrée des joueurs ?

Pour Toulon. Aya Nakamura. Son tube *Djadja* peut sembler évident, mais je préfère *La Dot*. Contrairement à la facho-sphère, je pense que cette artiste représente la France d'une manière remarquable. Du haut de sa réussite, elle emmerde tous les gens sans talent qui ne pourront jamais remplir un stade.

Pour Toulouse. Je mets forcément *Motivés*, *le Chant des partisans* repris par 100 % Collègues, avec Mouss et Hakim de Zebda. Ils ont des têtes d'Arabes avec un putain d'accent toulousain : c'est ça la France ! Même si, comme de nombreux Marseillais, ils sont peut-être toulousains avant d'être français.

La statue de quel grand ancien installez-vous à l'entrée du stade ?

Pour Toulon. Celle de Jérôme Gallion [demi de mêlée de 1975 à 1989]. Pour moi, c'était le Johan Cruyff du rugby. Il était beau, avec un coup de reins impressionnant. La classe. Un vrai Toulonnais puisqu'il a été discriminé : il aurait dû avoir 50 sélections de plus [il en a eu 27], mais à l'époque il valait mieux être agenais, comme le président de la Fédération [Albert Ferrasse].

Pour Toulouse. Celle de Pierre Villepreux. Il avait quelque chose. À son époque, je découvrais le rugby [il a joué à Toulouse de 1965 à 1975]. Pour moi, c'était le plus fort car il enquillait tous les points au pied.

Qui faites-vous venir pour faire une grande causerie d'avant-match ?

Pour Toulon. L'ex-président, vous savez, celui qui a gagné trois Coupes d'Europe...
Pour Toulouse. Thomas Pesquet. Toulouse veut une sixième étoile [un nouveau titre européen] sur son maillot, ça tombe bien. Le sport n'est rien sans symbolique pour le relia à la société. Ceux qui ne comprennent pas ça passent à côté de tout. Ce lien permet de créer des publics qui s'identifient à une équipe.



Mourad Boudjellal en 2019.

MOURAD BOUDJELLAL, EX-PRÉSIDENT DU RC TOULON (2006-2020), ÉDITEUR DE BANDES DESSINÉES

« Moi président... »

L'artisan des grandes années du RC Toulon s'amuse à appliquer ses recettes à succès à son ancien club... et au rival le plus titré, le Stade toulousain.

Quels parrains choisissez-vous ?

Pour Toulon. Jean-Roch [homme d'affaires et musicien]. Un bel exemple de Toulonnais qui a réussi sans oublier ses racines. Je l'aime beaucoup. Il y a un très bon proverbe qui dit « *qui réussit à Toulon réussit dans le monde* ». Parce que la ville est dure.

Pour Toulouse. Francis Cabrel. Son accent et son identité toulousaine inspireraient tout le monde. Des grands chanteurs à texte avec un univers qu'on reconnaît tout de suite, il y en a peu. Il aime le rugby, pas la corrida : pour moi, il n'a que des qualités.



Je mettrais Aya Nakamura à Toulon, Zebda à Toulouse

Quel slogan choisissez-vous pour l'affiche des matchs ?

Pour Toulon. « On craint degun ». C'est une expression très populaire chez nous, pour dire qu'on n'a peur de rien. Lors de notre retour en Top 14, on avait peur en allant jouer à Toulouse. Un de nos supporters s'était mis au premier rang avec une pancarte « On craint degun ». J'avais beaucoup aimé.

Pour Toulouse. « On vient, on gagne et on s'en va ». Parce que quand on joue contre Toulouse, on a l'impression qu'ils gagnent

s'ils veulent, dès qu'ils se mettent en état de surmotivation.

Quel grand joueur essayez-vous d'attirer ?

Pour Toulon. Antoine Dupont, si on trouve une machine à cloner. De façon plus réaliste, Marcus Smith, le 10 de l'Angleterre. Il a une personnalité, un look. Autour de lui, on peut construire une image de club. Ça peut faire venir des gens au stade.

Pour Toulouse. Mark Telea, l'ailier des Blacks. Il a fait souffrir l'équipe de France [deux essais en ouverture de la Coupe du monde 2023]. Un mec comme ça, bien servi, ça peut faire mal.

Quels sont les trois joueurs auxquels vous proposez de prolonger en priorité ?

Pour Toulon. C'est moi qui les ai recrutés : Charles Ollivon, Baptiste Serin et Gabin Villière. Je les ai pris à une époque où pas grand monde ne les voulait. Serin venait de Bordeaux, qui était content de prendre Lucu à sa place. Villière, je l'ai récupéré à Rouen sous la pluie. Et Ollivon après un match qu'on gagne à Bayonne. Mon entraîneur de l'époque [Bernard Laporte] m'a dit avec son accent du Sud-Ouest : « *Le 8, il faut que tu le signes, il nous a tout fait cet enc...!* »

Pour Toulouse. Pas très compliqué : Antoine Dupont, Romain Ntamack et Thomas Ramos. Éventuellement, si on trouve le système pour cloner Dupont, j'en fait quinze.

Quel entraîneur recrutez-vous ?

Pour Toulon. Je garde Pierre Mignoni mais je lui donne un entourage pour qu'il se concentre à 100 % sur la stratégie, où il excelle. Ce mec peut passer des heures devant un écran pour trouver des combinaisons. Mais régler les problèmes extérieurs, ce n'est pas son truc. Pour l'entourer, je prends des mecs qui connaissent la vie, surtout pas le genre à sortir des grandes écoles. À Toulon, il ne faut pas des gens obéissants mais des créatifs qui sortent des normes. C'est l'intelligence de la rue.

Pour Toulouse. Je garde aussi Ugo Mola, un entraîneur exceptionnel avec des idées très intelligentes, taillé pour prendre un jour l'équipe de France. Certains disent : « *Il a des résultats, mais c'est facile avec cette équipe* ». Mais quand il met sa troisième équipe, au lieu d'en prendre 50, il gagne. Et c'est un super mec qui sait reconnaître la légitimité de ses rares défaites. ■

EN VUE

Verstappen reçu cinq sur cinq

FORMULE 1 La force de l'habitude pour Max Verstappen (Red Bull), qui partira en tête du Grand Prix de Chine, sur le circuit de Shanghai (9 heures). La cinquième pole position en cinq courses pour le Néerlandais, qui s'élancera devant son équipier Sergio Pérez et Fernando Alonso (Aston Martin). Légère amélioration pour les Alpine d'Esteban Ocon et Pierre Gasly, respectivement 13^e et 15^e. Grosse glissade pour Lewis Hamilton (Mercedes), qui partira de l'avant-dernière ligne (18^e).



ANDY WONG/AP/STIPA

Un scandale de dopage en Chine

NATATION Vingt-trois nageurs chinois, dont plusieurs champions olympiques, auraient été contrôlés positifs avant les JO de Tokyo, en 2021, sans être inquiétés pour autant, d'après une enquête du *New York Times* et de la chaîne allemande ARD. Les deux médias indiquent que l'agence mondiale antidopage était au courant.

Dans les Ardennes, une Doyenne assoupie

Liège-Bastogne-Liège conclut la séquence des Classiques ardennaises, courses passionnantes mais qui souffrent d'un déficit d'image face aux pavés des Monuments flamandiers.

CYCLISME

MICKAËL CARON

BENOÎT COSNEFROY n'a pas séché les cours de géographie au collège. S'il se dit ardennais, alors qu'il est né à Cherbourg (Manche), c'est parce qu'il attend avec impatience, chaque année, la quinzaine en Wallonie, qui se termine en beauté cet après-midi par Liège-Bastogne-Liège. Le puncheur de l'équipe Decathlon-AG2R La Mondiale a remporté la Flèche brabançonne le 10 avril, puis s'est classé 4^e de la Flèche wallonne, mercredi – il avait terminé à la 2^e place en 2020. « *Ces courses se déroulent dans une ambiance particulière, salive-t-il, devant un public nombreux et connaisseur* ». Essentiellement italien, luxembourgeois et français, si l'on se fie aux drapeaux qui flottent au bord des routes mal entretenues. Un signe de l'attrait moindre de la population wallonne pour le cyclisme. La retraite du champion francophone Philippe Gilbert, vainqueur de quatre Monuments sur cinq, n'a pas encore été compensée par les promesses d'Arnaud De Lie, 22 ans.

La séquence, à laquelle appartient aussi l'Amstel Gold Race, pâtit de la comparaison avec les épreuves pavées, le Tour de Flandres et Paris-Roubaix en tête, « *que tous les Belges attendent* », reconnaît Benoît Cosnefroy, qui a

découvert le « Ronde » en 2023 (16^e). Les Français sont pourtant de bons promoteurs des Ardennaises : mercredi, Kevin Vauquelin (Arkéa-B&B Hotels) a manqué d'un rien d'inscrire son nom au palmarès de la Flèche wallonne, où figure trois fois celui de Julian Alaphilippe (2018, 2019, 2021) ; sans compter les podiums de Romain Bardet, David Gaudu et « Alaf » à Liège depuis 2018. Sur les pavés, un seul tricolore, Christophe Laporte (Visma-Lease a bike), peut espérer de tels résultats.

Jadis la préférée des coureurs

Ce paradoxe fait dire au journaliste Laurent Galinon que les Ardennaises sont « *méconnues et mal-aimées* ». Pour l'auteur de *Classiques - Lieux de culte et champions mythiques*, « *elles souffrent d'un manque d'identification face aux courses pavées, qui sont devenues synonymes de classiques, avec leurs monts, la poussière et la boue* ». S'ils restent des points de repère marquants de la Flèche wallonne et de Liège, le mur de Huy et la côte de la Redoute ont reculé dans la mythologie cycliste derrière Quaremont, le carrefour de l'Arbre ou Arenberg, qui ont magnifié la rivalité entre le Belge Tom Boonen et le Suisse Fabian Cancellara dans les années 2000.

Dans le même temps, Liège-Bastogne-Liège, créée en 1892, a souffert d'un déficit d'image, devenant une interminable course d'attente où le

peloton roulait à l'économie, proposant des scénarios soporifiques où Alejandro Valverde gagnait à la fin. L'Espagnol y a triomphé quatre fois, une de moins qu'à la Flèche wallonne, dont il détient le record de succès. Flanders Classics, propriétaire du Tour des Flandres, a alors songé à racheter la « Doyenne » à Amaury Sport Organisation (ASO). L'idée ? Dessiner un circuit autour de la côte de la Redoute, qui serait grimpée plusieurs fois. « *Un Monument, on le dépoussière mais on n'y touche pas*, estime Laurent Galinon. *Liège serait devenue une course de motocross* ». Mais le projet était bien le signe d'une crise d'identité de ce « Monument en péril », jadis le préféré des coureurs, d'après un sondage réalisé par *Vélo Magazine* en 1997, année d'un face-à-face mémorable entre Laurent Jalabert et l'Italien Michele Bartoli, qui avaient remis ça un an plus tard.

Pour Liège-Bastogne-Liège, l'espoir d'un renouveau passe peut-être par l'avènement d'une nouvelle rivalité, entre Tadej Pogacar et Remco

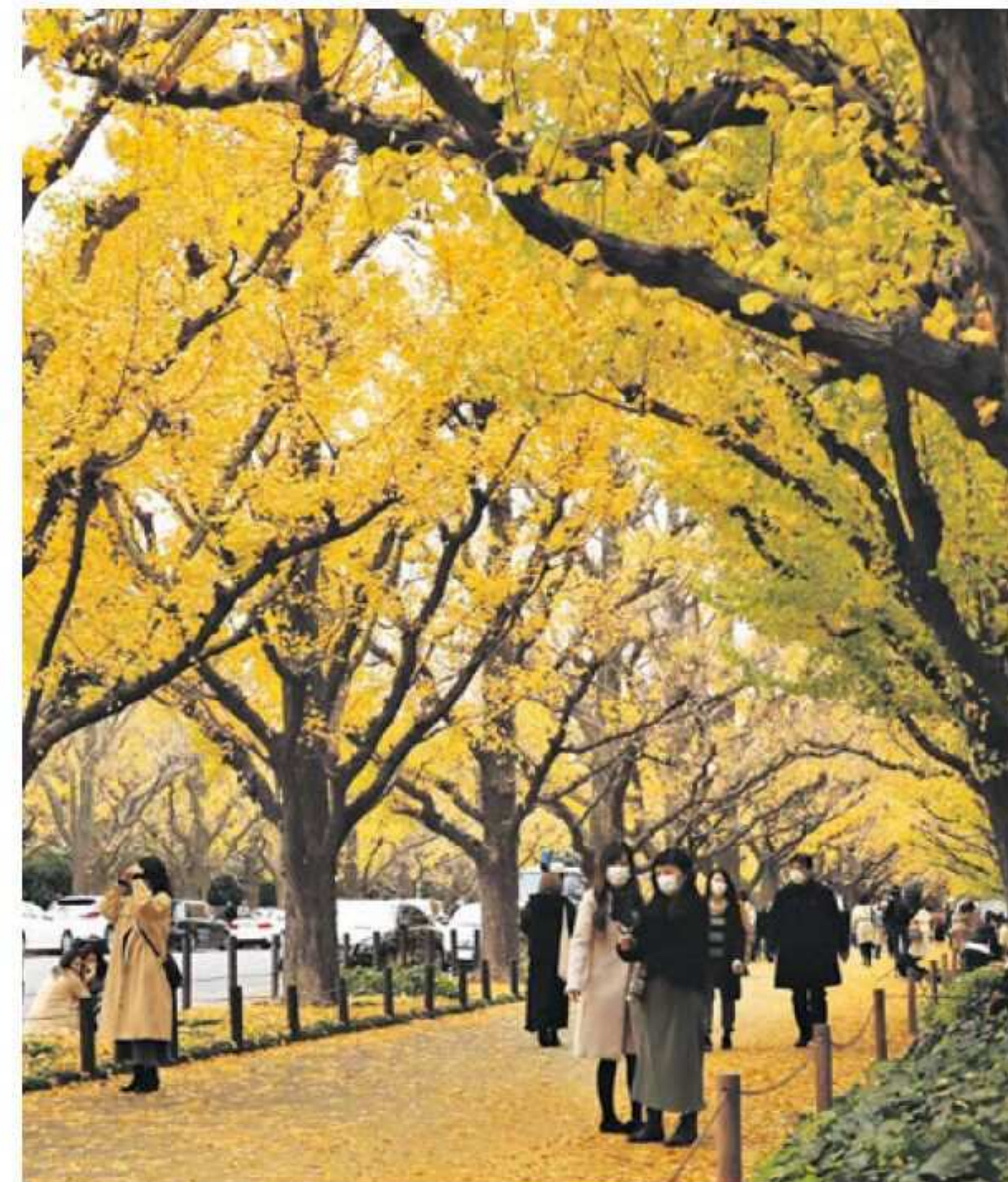


Evenepoel. Le Slovène tout-terrain s'est imposé en 2021, le Belge les deux années suivantes. L'abandon du double vainqueur du Tour de France à 150 kilomètres de l'arrivée en 2023 avait éteint l'espoir d'un premier choc savoureux. Cette fois, « Pogi » est là, pas Evenepoel, sérieusement blessé au Tour du Pays basque il y a quinze jours. S'ils participent tous les deux aux prochaines éditions, Laurent Galinon pense que « *tout le monde se remettra à attendre cette course, comme lorsqu'elle était la plus grande* ». ■

Benoît Cosnefroy, ici lors de sa victoire sur la Flèche brabançonne le 10 avril, fera partie des outsiders aujourd'hui à Liège.

Trois ans après, le legs olympique de Tokyo

Dans la capitale japonaise, l'héritage des Jeux décalés à 2021 reste contrasté. Mais le pays est fier d'avoir su les organiser malgré la pandémie.



L'allée de ginkgos reliant le Tokyo Metropolitan Gymnasium, utilisé pour les JO de 1964, au stade Kokuritsu, construit pour ceux de 2021, reste l'empreinte la plus visible des Jeux 2021.

JAPON

MATHIEU ROCHER
ENVOYÉ SPÉCIAL À TOKYO

À LA SORTIE du métro Sendagaya, une allée de ginkgos forme comme une main courante végétale qui conduit de l'ancien Tokyo Metropolitan Gymnasium, utilisé pour les Jeux olympiques de 1964 et ceux de 2021, jusqu'au stade Kokuritsu, construit pour ces derniers. Un trait d'union, mais surtout l'empreinte la plus visible des changements dans la ville. La capitale japonaise garde moins de traces physiques de l'édition 2021, bien qu'elle ait été disputée dix ans après le séisme ayant provoqué la catastrophe de Fukushima, que celle post-Second Guerre mondiale, quand le pays achevait une reconstruction express.

La nouvelle enceinte est à moitié couverte de végétation. Elle héberge quelques affiches du Football Club Tokyo, dont les fans préfèrent le vieux stade Ajinomoto. Tout autour, des plaques métalliques célèbrent les champions olympiques et paralympiques de 2021, une façon de montrer que ces Jeux n'étaient pas qu'un songe. En face, la statue en bronze de Pierre de Coubertin garde l'entrée du musée olym-

pique – presque exotique, vu de France où les références au baron sont minimales. Des espaces ludiques pour tester son habileté au saut ou au tir permettent de se prendre aux Jeux: un rattrapage pour le public, privé d'un événement disputé à huis clos douze mois après avoir été reporté en raison de la pandémie de Covid-19.

Trois ans plus tard, les rapports officiels se félicitent d'avoir pu tenir les JO dans des conditions fortement dégradées par cette situation inédite, sans se vanter du dérapage budgétaire, qui a atteint 6 milliards d'euros. Pour quel héritage? Alors que Paris 2024 insiste depuis les premières heures sur ce que les Jeux légueront de profitable aux territoires, Tokyo continue de se poser la question.

« J'ai même gardé le survêtement »
Quelques mois avant la cérémonie d'ouverture, une enquête du grand quotidien national *Asahi Shimbun* indiquait que 80 % des Japonais n'étaient pas enthousiastes, un score qui ferait passer la défiance des Français pour un blanc-seing. « Ce n'était pas une opposition franche, mais plutôt l'expression de craintes, compréhensibles au moment du Covid, resitue le journaliste Kosuke Inagaki. Et pendant l'événement, les Japonais n'ont pas pu en profiter. Les étrangers étaient interdits, beaucoup de lieux

étaient fermés au public ou ne donnaient pas la possibilité d'encourager les athlètes afin d'éviter les postillons. » Restait la télévision pour vibrer devant des performances enthousiasmantes, le pays se plaçant troisième au classement des médailles.

Se souvenir des belles choses, certes, mais cela n'a pas duré très longtemps: les émotions sportives vécues lors de la Coupe du monde de football fin 2022 et surtout le triomphe à la World Baseball Classic en mars 2023 ont estompé l'effet olympique. Oubliés, les Jeux? Interprète durant les trois semaines, Sonoko tente de garder la flamme: « Ça aurait pu être épuisant et, au contraire, ça m'a donné une grande énergie. Mais les Jeux ont aussi déçu beaucoup de personnes. Nous devions être 35 000 bénévoles et nous n'avons été que 5 000. Malgré tout, je reste fière que mon pays ait réussi à les accueillir. J'ai même gardé le survêtement. » À l'été 2021, des volontaires cachaient leurs tenues officielles dans les transports de peur de passer pour possiblement contaminés. Malgré quelques cas au village des athlètes, aucun foyer infectieux n'avait pourtant été signalé. Un exploit au regard du contexte.

« Cette réputation de sérieux, c'est ce qui rend encore fier les Japonais », estime Masakuni Hosobuchi, directeur exécutif de la fédération d'aviron, pour qui son pays

« a beaucoup appris » de ces JO: « Ils ont été l'occasion d'évoquer des thèmes comme les droits humains, l'égalité des genres, la diversité, l'équité ou encore l'inclusion. » Avec des avancées concrètes: les trottoirs ainsi que les transports ont été adaptés aux personnes à mobilité réduite. À Tokyo, 90 % des stations de métro leur sont accessibles, contre 10 % seulement à Paris, où l'héritage se profile déjà en dessous des espérances initiales.

Chercheur au département santé et éducation physique de l'université Kokugakuin de Tokyo et de Yokohama, Hideyuki Aoyagi dresse un bilan positif de l'impact des Jeux sur le développement de la pratique sportive: « Plusieurs programmes comme Yoi Don ["Prêts, partez!"] ont permis aux enfants de 19 000 écoles de découvrir le sport, ainsi que les idéaux et les valeurs olympiques, comme l'excellence, l'amitié et le respect. » Des idéaux que le comité d'organisation a eu bien du mal à incarner, admet l'universitaire en pointant la démission de son président, Yoshiro Mori, pour des propos sexistes, cinq mois avant le rendez-vous. Sans compter les scandales de corruption qui ont suivi (pots-de-vin pour obtenir le statut de partenaire officiel, appels d'offres truqués pour des contrats de préparatifs). Une autre facette de l'héritage... ■

Armand Duplantis lance la course vers Paris 2024

Le perchiste a battu le record du monde lors de l'ouverture de la Ligue de diamant, hier à Xiamen (Chine).

ATHLÉTISME

STÉPHANE COLINEAU

Armand Duplantis savoure sa victoire hier à Xiamen.



TOUJOURS PLUS HAUT. Armand Duplantis a volé la vedette aux autres têtes d'affiche de l'été olympique engagées hier à Xiamen où a été donné le coup d'envoi de la Ligue de diamant 2024, circuit phare de l'athlétisme mondial. Le perchiste s'est envolé à 6,24 mètres, un centimètre au-dessus de son précédent record du monde. Les neuf autres étapes avant les JO – dont Shanghai (27 avril), Eugene (25 mai), Oslo (30 mai) et Paris (7 juillet) – seront autant d'occasions pour les favoris aux titres olympiques de soigner leur préparation et d'évaluer leur niveau de forme.

Champion du monde 1997 du 400 mètres haies, Stéphane Diagana fait le tour du plateau.

Armand Duplantis. « De toutes les stars, c'est lui qui a le plus de marge sur ses adversaires », pose le consultant de France Télévisions. Prodige de la perche, le Suédois de 24 ans, élevé aux États-Unis, croule déjà sous les titres (champion olympique, du monde, d'Europe). Un peu moins brillant cet hiver, il est néanmoins devenu champion du monde en salle grâce à un saut à 6,05 mètres. Et a levé hier les rares doutes sur sa domination en battant le record du monde pour la huitième fois. Tous les organisateurs de la Ligue de diamant espèrent voir ce successeur de Bubka et de Lavillénie s'envoler vers de nouveaux sommets.

Faith Kipyegon. La double championne olympique et



quadruple championne du monde va être « l'une des deux stars féminines de Paris 2024 », avance Stéphane Diagana. Invincible sur 1 500 mètres depuis 2021, la Kényane de 30 ans n'a pas couru de l'hiver. Son retour prévu hier à Xiamen, face à dix concurrentes déjà descendues sous les quatre minutes, dont l'Éthiopienne Gudaf Tsegay, championne du monde en titre du 10 000 mètres, détentrice du record du monde du 1 500 mètres en salle, a été annulé.

Noah Lyles. En ambitionnant un quadruplé en or (100, 200, 400 et 400), l'extraverti américain de 26 ans se rêve en héritier des légendes américaines Jesse Owens et Carl Lewis, sacrés respectivement aux Jeux de Berlin en 1936 et de Los Angeles en 1984 (100, 200, saut en longueur et 400). Son compatriote Christian Coleman vient de le dominer aux mondiaux en salle sur



60 mètres « mais Lyles, vu la qualité de sa saison d'hiver, peut aller le chercher sur 100 mètres », estime Diagana. Fred Kerley se pose en arbitre. Tous devront passer au tamis des impitoyables sélections olympiques américaines, du 21 au 30 juin à Eugene.

Femke Bol. Cet hiver, la Néerlandaise de 24 ans a battu à deux reprises son propre record du monde en salle du 400 mètres, porté à 49"17 lors des Mondiaux à Glasgow. « Son année 2023 est également hors norme, souffle Stéphane Diagana. Ça m'énerve au plus haut point de constater qu'elle n'est pas connue du grand public avec un talent pareil. » Femke Bol est aussi extrêmement performante sur 400 mètres haies, comme sa rivale américaine Sydney McLaughlin. « Bol peut aller chercher le record du monde du 400 mètres haies en plein air de



McLaughlin, ça peut être énorme », s'enthousiasme l'ancien spécialiste de la discipline.

Les Français. La peur du zéro pointé menace l'athlétisme tricolore, qui « n'a pas [son] Léon Marchand ». « On va arriver aux JO sans grosse locomotive », constate Stéphane Diagana. Le costume était taillé pour le décathlonien deux fois argenté Kevin Mayer, empêché par les blessures et toujours pas qualifié. « Si on a des médailles, elles viendront d'athlètes méconnus du grand public, prédit Diagana. Je pense à Wilhem Belocian [photo] et Sasha Zhoya [110 mètres haies], Alice Finot [3 000 mètres steeple], Azeddine Habz [1 500 mètres], ou Gabriel Tual [800 mètres]. Tous ont déjà couru une finale mondiale, une expérience précieuse. » ■





À TABLE
Face au pain au chocolat et au croissant, le chausson aux pommes fait de la résistance. **P. 30**



ÉCHAPPÉE
Riche en forêts, marchés et brocantes, le Perche séduit de plus en plus de citadins en quête de vert. **P. 33**



CARESTE ENTRE NOUS
Cinquante ans après ses débuts, Thierry Lhermitte continue de cultiver l'art délicat du second degré. **P. 35**



JULIETTE PARY - SAÛME RATEAU/CHRISTOPHELOUÏE/INSTAGRAM; DAVID COMMENCHAUD/DT; CYRILLE GEORGE JERUSALMI POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

Le Printemps de Bourges inaugure mardi une saison très attendue malgré les reports liés aux JO et une conjoncture économique plus rude.

ALEXIS CAMPION

QU'EST-CE QUI RELIE KOMIDI, festival associatif qui, fin avril, mobilise une centaine de bénévoles pour accueillir dans le sud de l'île de la Réunion des dizaines de créations théâtrales venues de métropole, et Main Square qui, pour sa 20^e édition début juillet à Arras (Hauts-de-France), affichera quatre jours durant des pointures pop internationales (Lenny Kravitz, Placebo, Ninho, etc.) sous la houlette du producteur californien Live Nation Entertainment? L'un est artisanal et subventionné à hauteur de 280 000 euros pour deux semaines de spectacles non-stop, l'autre industriel et privé, fort d'un budget de 11 millions d'euros pour quatre jours de concerts dans une citadelle Vauban inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Mais dans les deux cas, on parle d'écosystèmes. On se

heurte aux mêmes questions dans un contexte post-Covid où l'inflation n'épargne personne. Mais surtout, on participe d'une exception culturelle française. La France est le pays d'Europe où l'on compte le plus de manifestations de ce type. Environ 7 000, pour 11 millions de spectateurs, selon l'association France Festivals. D'où l'émoi ressenti quand, en novembre 2022, déjà ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin avait évoqué la nécessité que soient « *annulés ou reportés* » les rendez-vous culturels ou sportifs de cet été en raison de la mobilisation massive des forces de l'ordre pour les Jeux olympiques qui se tiennent du 26 juillet au 11 août.

Pour finir, les « grands » festivals, comme les Vieilles Charrues ou Rock en Seine, ont été sanctuarisés, à l'exception du Lollapalooza Paris, qui devait entrer en collision avec la cérémonie d'ouverture. D'autres manifestations dans le spectacle

vivant ont en revanche avancé leurs dates d'une semaine par rapport à leurs habitudes.

C'est le cas du Festival d'Avignon. Plus que les Chorégies d'Orange, le plus ancien de France (1969), c'est ce rendez-vous dans la cité des Papes – né après guerre de la vision de Jean Vilar en faveur de la démocratisation culturelle ensuite propulsée par Jack Lang au cours des années 1980 – qui reflète le mieux l'esprit du « projet festival » à la française: pour réussir, il se doit d'être artistiquement défricheur, foisonnant et en phase avec les élus, les entreprises, et bien sûr le public de sa terre d'accueil.

« *De par leurs missions, qui imbriquent toujours le symbolique et l'économique, ces rendez-vous fécondent les territoires* », observe-t-il Michaël Dian, fondateur du festival de Chaillol. Depuis 1996, dans les églises, salles des fêtes, prairies et châteaux de villages (suite page 22) ►►

LIVE

Luidji lors du festival des Vieilles Charrues en juillet 2022.



MERRET PANDIA/FR

À VOS AGENDAS!

Du 23 au 28 avril
Printemps de Bourges

Pour sa 48^e édition, le Printemps de Bourges revient avec des poids lourds de la musique (Mika, Martin Solveig, Kyo) mais aussi des talents plus confidentiels (Dinaa, Joanna, Akira & Le Sabbat).

Du 10 au 14 juillet
Francofolies

À l'occasion du 40^e anniversaire du festival, les organisateurs des Francofolies réuniront à La Rochelle Sting, Ninho, Sofiane Pamart ou encore Zaho de Sagazan.

Du 11 au 14 juillet
Les Vieilles Charrues

À Carhaix (Finistère), le festival culte des Vieilles Charrues accueillera notamment David Guetta, Sam Smith, Sting, Dadju & Tayc.

Du 21 au 25 août
Rock en Seine

Le festival parisien recevra pour sa 21^e édition Lana Del Rey, Massive Attack, Gossip et Zaho de Sagazan.

►► des Hautes-Alpes, cette manifestation conjugue sobriété et utopie, avec l'implication de musiciens classiques et contemporains parmi les plus cotés du moment (les quatuors Béla et Pso-phos sont des habitués). Il permet ainsi à des estivants et à des agriculteurs de savourer ensemble le meilleur de Schubert ou de Ligeti en concert... Le miracle de Chaillol est un exemple de choix: il se déroule sur une zone vaste et pas simple d'accès, il mise sur la création, la découverte, l'exigence artistique. Pour l'association France Festival, ce type d'événement ancré « en ruralité » – souvent bien modeste au regard des grands rendez-vous médiatisés – est au cœur de la dynamique festivalière française.

« La conjoncture inquiète mais la création d'un festival reste toujours un bon signal pour un territoire, et c'est en ruralité, souvent à l'initiative d'artistes, qu'il en naît le plus depuis quinze ans », expose Emmanuel Négrier, sociologue du CNRS qui, depuis 2005, concentre sa recherche sur les rendez-vous culturels. Il publie justement ces jours-ci une étude intitulée *Ruralités*: elle démontre le foisonnement d'événements à taille humaine œuvrant à l'année en tant que médiateurs culturels en lien avec les acteurs locaux, qu'ils soient économiques, éducatifs ou sociaux. « Il fut un temps où on évaluait les festivals en termes quantitatifs, il est plus complexe mais plus intéressant de les évaluer en termes qualitatifs », poursuit-il.

Cette bonne santé et la bonne conduite des festivals des champs inspirent jusqu'à Rachida Dati. En février, la ministre a annoncé le lancement d'une concertation nationale intitulée « Printemps de la ruralité ». L'initiative reflète au passage un savoir-faire que nous envient nos voisins européens. « Nous sommes un pays fort,

car la grande majorité de nos festivals peut s'appuyer sur l'armature des collectivités locales, ce qui n'est pas le cas aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, poursuit Négrier. Cette singularité permet aussi de contenir le coût des entrées, parfois de garantir la gratuité. »

On le vérifie à La Bonne Aventure, ce raout dunkerquois gratuit qui fait peur au très anglicisé

Confronté à « une baisse drastique des subventions départementales », le festival Cahors Blues vient d'annuler son édition 2024. « On espère bien retrouver des fonds pour revenir encore plus fort en 2025: on y travaille déjà, explique Robert Mauriès, son directeur depuis quarante-deux ans. Mais la Ville aussi baisse sa subvention et le département ne répond pas... » Au Tempo Latino de Vic-Fezensac, le directeur, Éric Duffau, annonce une belle édition 2024 (Roberto Fonseca, Raúl Paz, Pacific Mambo Orchestra) mais explique ne jamais avoir autant « serré les fesses » et vivre, de surcroît, avec le spectre de son voisin Jazz in Marciac, mastodonte du jazz qui avance ses dates en juillet au point d'empiéter sur celles de Tempo Latino... Mais pas question pour ce bénévole de toujours (trente ans déjà) de renoncer. « Faire ce festival, ça a toujours été comme jouer à la roulette. Il suffit de peu pour sortir gagnant ou perdant d'un tel projet, mais que voulez-vous, on a des valeurs! »

Le sociologue Emmanuel Négrier, en train d'achever une étude sur les festivals qui disparaissent, l'atteste sans broyer du noir non plus: « C'est un univers extraordinairement mouvant où la situation se tend, en particulier pour les festivals moyens. Les grosses machines parviennent encore à imposer la hausse de leurs tarifs et les plus petits, plus autonomes et plus souples, ont l'expérience du bricolage. »

À Angoulême, Musiques Métisses parvient à mêler concerts gratuits et payants avec deux salariés et 800 bénévoles afin d'assurer 20 concerts sur trois jours chaque printemps. Un miracle qui ne va pas sans incertitudes ni sans coups de main, par exemple celui de Kassav venu jouer gratuitement en 2016, au moment où le festival, endetté, frôlait le crash... ■



Faire Tempo Latino a toujours été comme jouer à la roulette. Mais que voulez-vous, on a des valeurs!

Éric Duffau,
directeur du festival

Main Square, contraint pour sa part d'augmenter ses tarifs d'entrée au rythme d'une inflation sans merci: cachets exigés par des stars millionnaires, coûts techniques, énergétiques, etc. « Il faut bien comprendre que réunir 50 groupes sur quatre jours n'est pas donné et que cette diversité est précieuse », plaide Armel Campagna. Le directeur de Main Square affirme entretenir de bonnes relations avec la Ville d'Arras et lui garantir « chaque été près de 2000 embauches ». Un argument que peu d'autres festivals peuvent avancer, en général parce que leur indépendance repose sur la mobilisation des bénévoles locaux, parfois de mécènes ou sponsors, et dépend du bon vouloir de la puissance publique.

BORIS VEDEL, DIRECTEUR DU PRINTEMPS DE BOURGES

« Nos têtes d'affiche sont les talents émergents »

En quoi consiste-t-elle?

On a fait un pari économique en réinjectant 400 000 euros dans le budget de la programmation artistique. Le but était de saturer les soirées au W, la plus grande salle du festival, avec des têtes d'affiche, des artistes attractifs pour le grand public comme Shaka Ponk, Mika ou Martin Solveig. Avec ses 10 000 places, le W est la seule salle économiquement viable pour le Printemps. Elle doit être rentable, sinon le festival ne le sera pas. Les autres lieux, plus petits, sont structurellement déficitaires, mais Bourges existe également pour cela. Offrir des créations, mettre en avant les jeunes talents émergents, c'est dans son ADN depuis ses débuts, quand le Printemps mettait en lumière une génération d'artistes ignorés des grands médias comme Renaud, Higelin, Brigitte Fontaine ou Bernard Lavilliers.

Un festival sans grosses têtes d'affiche anglo-saxonnes est donc possible...

De toute façon, le festival ne peut s'offrir de tels artistes avec l'inflation galopante des cachets depuis quinze ans. En gros, ils sont passés de 200 000 euros à 2 millions d'euros pour les artistes les plus importants. À Bourges, nos têtes d'affiche sont les talents émergents. Le Printemps existe depuis bientôt cinquante ans

[en 2027] et il a toujours été sauvé par cette idée originelle. À titre d'exemple, 70 % des artistes présents au festival ont sorti un seul album. Loin d'être franco-française, notre programmation accueille également 30 % d'artistes anglo-saxons et européens peu connus du grand public mais talentueux.

Connait-on l'impact économique du festival sur Bourges et sa région?

Selon une étude commandée par le département en 2019, il serait de 13 millions d'euros sur tout le territoire. Pour un budget de 7 millions d'euros, c'est pas mal... C'est le meilleur argument pour expliquer aux pouvoirs publics que la culture n'est pas un centre de dépenses mais un centre de profit.

Bourges vient d'être élu capitale européenne de la culture 2028. Cela représente de nouvelles perspectives pour le Printemps?

On peut parler d'un relais de développement et de notoriété pour le festival. L'équipe du Printemps va d'ailleurs organiser la cérémonie d'ouverture en 2028. Nous allons également européeniser l'émergence à travers des programmes d'échanges entre artistes français et étrangers. L'ambition est également d'exporter nos créations à l'étranger. C'est l'un des axes

importants du festival, qui présente chaque année des spectacles originaux produits par le Printemps. En 2024, nous aurons notamment un hommage à Françoise Hardy avec des invités comme Clara Luciani, Thomas Dutronc, Clara Ysé...

Rock en Seine à Paris, Main Square à Arras... Ces festivals organisés par des multinationales américaines comme Live Nation ou AEG représentent-ils une menace pour l'écosystème des festivals français?

Bien sûr, dans la mesure où on se retrouve face à des oligopoles, ce n'est pas la meilleure garantie pour avoir des prix au plus bas. Face à ces grands groupes, nous sommes des artisans plus fragiles sur le plan économique. Mais il ne s'agit pas d'opposer les « méchants » d'un côté aux « gentils » de l'autre. Ces festivals répondent aussi à une demande du public de concerts spectaculaires. Il va falloir cohabiter avec sa singularité. Soit tu as Taylor Swift et c'est génial pour toi. Soit tu as la prochaine Taylor Swift et c'est encore mieux. Christine and the Queens, Zaho de Sagazan, Eddy de Pretto: ils ont tous été révélés à Bourges dans le cadre du tremplin les Inouïs. Sans oublier Zebda, Louise Attaque, Juliette, la Mano Negra... De belles histoires naissent à Bourges. ■



PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉRIC MANDEL

Comment s'annonce cette nouvelle édition du Printemps?

Nous sommes plus sereins que l'année dernière. Il s'agissait de la première édition post-Covid et nous avons eu du mal à trouver notre équilibre financier. En gros, le festival perdait de l'argent au moment d'ouvrir ses portes. Cette année, nous allons sans doute battre un record de fréquentation avec plus de 80 000 festivaliers payants. Nous avons adopté une nouvelle stratégie de programmation et elle marche.

Les nouvelles stars de Bourges

Ils sont jeunes, viennent de sortir un premier ou un deuxième album, et ils incarnent la vitalité de la chanson française. Gros plan sur quatre artistes à suivre de près.



Joanna Ombre et lumière

À 25 ans et avec deux albums à son actif, Joanna s'offre son premier Printemps. Une consécration logique pour la Rennaise de 26 ans dont le nouvel opus - *Where's the Light?* - impressionne par la force de son propos et sa luxuriance musicale. Chanson classique, pop gorgée de synthétiseurs vintage, R'n'B suave, électro-rock trituré... Cette artiste polyvalente (autrice, compositrice, productrice) ne s'interdit rien dans ce disque conçu comme le journal intime d'une période troublée. De l'obscurité à la lumière, Joanna nous convie dans les méandres de sa psyché : le tourbillon de la dépression, le deuil impossible d'un proche porté disparu, son ego tyrannique et la pulsion de vie au bout du tunnel. Outre la richesse de sa palette vocale (chant diaphane, inflexions soul, envolées cristallines à la Mylène Farmer), Joanna séduit par la qualité de ses compositions jamais linéaires et la justesse de son écriture, qu'elle célèbre les plaisirs brûlants (« *On s'aime et demain c'est l'apocalypse donc touche-moi de façon stratégique* ») ou dénonce la culture du viol dans une ballade piano-voix tout simplement bouleversante (*Ce n'est pas si grave*).

En concert samedi, au 22 Est & Ouest. À écouter : *Where's the Light?* (Joanna Club/BMG).



Solann Un talent monstrueux

Elle se décrit volontiers comme une « sorcière réconfortante ». L'oxymore résume idéalement l'univers de Solann, jeune femme originaire d'Avignon dont le premier mini-album, *Monstrueuse*, sorti en janvier, cumule critiques élogieuses et millions de streams sur les plateformes. Cette musicienne autodidacte passée par le théâtre, la danse et le mannequinat impose d'emblée sa singularité au fil de chansons où elle évoque sans détour mais avec une poésie lumineuse ses fragilités : la peur de vieillir et de mourir, les rapports complexes avec son enveloppe physique lors de fugaces étreintes charnelles (« *J'laisse mes os dans les mains des autres / Pour qu'ils les aiment à ma place* ») ou les relations toxiques avec des mauvais garçons au cours d'une virée à toute berzingue en voiture (le cinématographique *Crash*). Autant de thèmes abordés avec une finesse d'écriture et une résilience de combat, notamment quand elle se confronte au harcèlement de rue dans le puissant *Rome* : « *Cette jungle me doit des mea culpa à la pelle / À marcher entre rats, vautours et hyènes / Et j' compte même plus les fois où on m'a traitée d'chienne / Mais c'est une chienne qui a élevé Rome / Les putes comme moi portent les rêves des hommes* ». Après avoir assuré la première partie de Zaho de Sagazan au Zénith de Paris en mars, Solann pourrait bien ensorceler Bourges.

En concert vendredi, au Palais d'Auron. À écouter : *Monstrueuse* (Cinq7).



Brique Argent La grâce écorchée

Derrière ce nom mystérieux se cache Corentin Brisebras, 28 ans, originaire d'un village de 150 habitants proche de Saint-Étienne. On l'avait déjà remarqué l'année dernière à Bourges, lors du tremplin les Inouïs consacré à la scène émergente (lauréat du prix du jury). Celui qui fut, dans un passé pas si lointain, pompier volontaire et auxiliaire de vie pour personnes en situation de handicap signe aujourd'hui son retour avec *Meeting*. Un premier EP envoûtant et aux ambiances musicales inclassables, entre chanson transe électro, comptine éthérée, techno épileptique et cloud rap à la PNL (comprendre mélancolique et planant). Autant d'influences savamment orchestrées pour installer des climats le plus souvent nocturnes, en apesanteur ou en apnée, éthérés ou en tension,

glaçants ou éruptifs. Ses textes en forme de haïkus obsessionnels gorgés d'un spleen tenace parlent de ses fantasmes d'adolescent, de fonds marins et de voitures « modifiées », de recherche effrénée de vitesse et de dialogues avec son alter ego maléfique. Excellent mélodiste, Brique Argent s'impose de surcroît comme un artiste abrasif sur scène, un terrain de jeu où sa grâce écorchée prend toute sa (dé)mesure.

En concert samedi, au 22 Est & Ouest. À écouter : *Meeting* (Pont Futur).

Yamé L'ovni

L'année dernière, il avait électrisé les Trans Musicales de Rennes, l'autre grand festival défricheur de talents émergents avec le Printemps de Bourges. Vendredi prochain, Yamé sera l'une des têtes d'affiche, avec Clara Ysé, de la soirée donnée au Palais d'Auron. À 31 ans, le chanteur et pianiste franco-camerounais détonne dans l'univers des musiques dites « urbaines », dont il refuse avec panache les figures imposées. « *Je réinvente / C'est pas ta zik urbaine ma gueule / La voisine se demande d'où vient tout ce miel / Même raciste elle connaît tous mes couplets* », clame le chanteur à la voix de falsetto dans son deuxième album, *Elowi*. En langue mbo, Yamé signifie « le verbe » et Emmanuel Sow (son nom au civil) a beaucoup à dire, armé de son flow au lyrisme débordant qui se joue des carcans, slalome entre rap féroce, ferveur gospel, jazz et musiques d'Afrique de l'Ouest (rumba, makossa...). Pas de grands discours mais des textes futés sur son quotidien de bosseur achamé épris de fumette et de virées en bécane ; ses héros panafricains (Sankara et Cheikh Anta Diop) ou sa passion pour les jeux vidéo et la mythologie viking (*Call of Valhalla*). On vous le dit, un omni à découvrir impérativement sur scène. E.M.

En concert vendredi, au Palais d'Auron. À écouter : *Elowi* (Believe).



Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON Président de la République

LA TRIBUNE LA TRIBUNE LA TRIBUNE LA TRIBUNE
LA METROPOLE PROVENCE AFRICA CONNECT
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

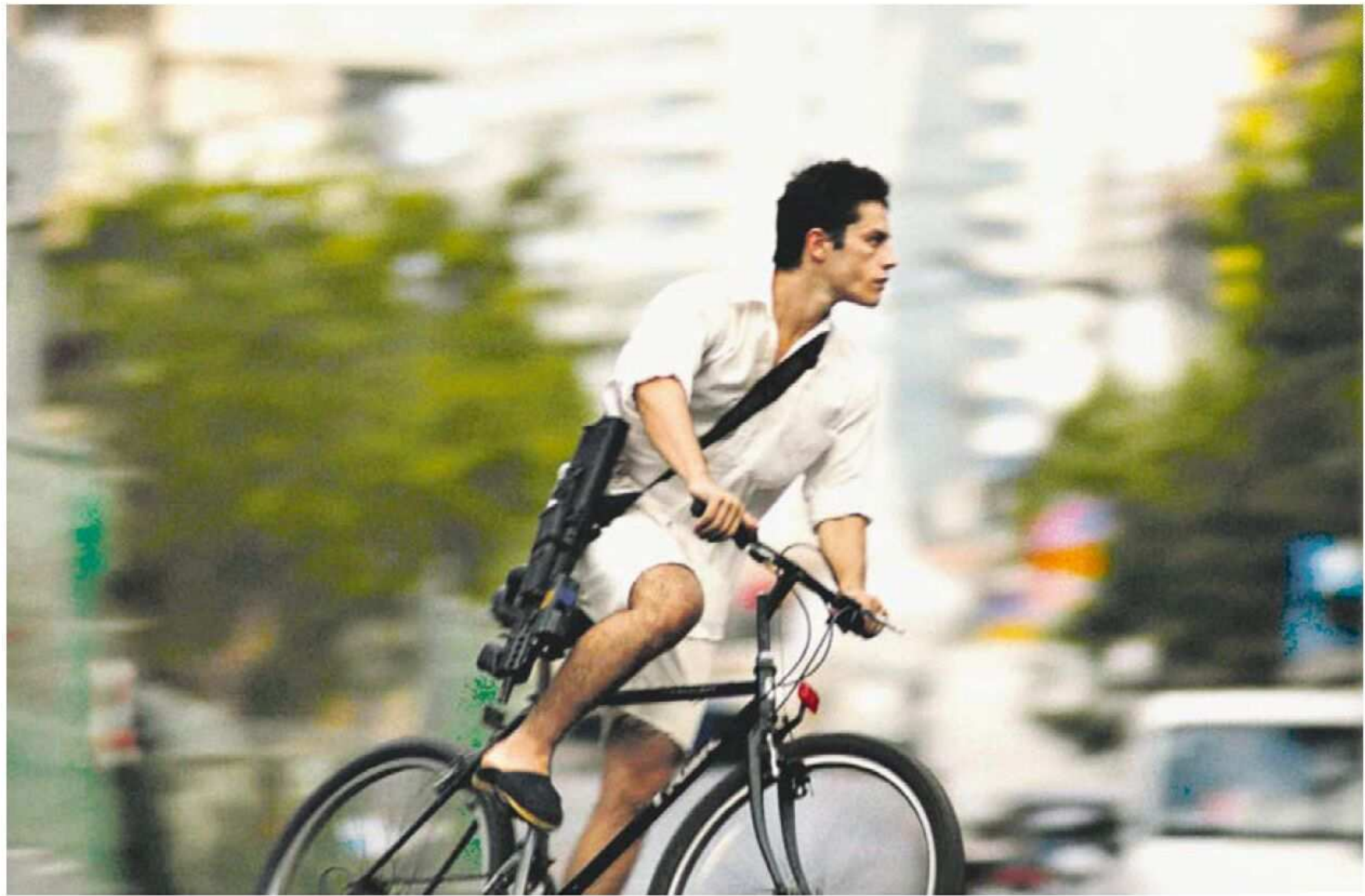
FORUM
EUROPEAFRIQUE
EXPLORER, INVESTIR, RÉUSSIR

ILS SERONT PRÉSENTS À MARSEILLE

 Oleksandra MATVIICHUK Présidente du Centre pour les libertés civiles, Prix Nobel pour la Paix 2022	 Raymond NDONG SIMA Premier Ministre de la Transition du Gabon	 Camelia NTOUMOUNE Ministre De l'Éducation Nationale du Gabon
 Tony PARKER Président de Infinity Nine Group ancien champion NBA	 Rodolphe SAADE Président de CMA CGM	 Martine VASSAL Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

et bien d'autres...

En direct du PALAIS DU PHARO
MARSEILLE
7 MAI
2024
forum-europe-afrique.fr
#ForumEuropeAfrigue



Shlomi (Ido Tako) ne cesse de courir, de passer du vélo à la voiture, toujours à vive allure.

À perdre haleine

Pour « Le Déserteur », le cinéaste israélien Dani Rosenberg a choisi l'efficace registre de la tragi-comédie sous forme de véritable road-movie.

MAUVAIS DÉPART

★☆☆☆

Pour son premier film, *Première Affaire*, la réalisatrice Victoria Musiedlak a choisi de raconter le parcours initiatique de Nora, une toute jeune avocate jouée par Noée Abita, que l'on avait découverte dans *Ava* de Léa Mysius en 2017. L'idée de départ est assurément séduisante : on suit avec amusement le baptême de feu de cette jeune femme plongée sans ménagement dans l'arène policière et judiciaire d'une garde à vue. Malheureusement, la cinéaste et son actrice principale semblent avoir forcé le trait de la naïveté et de l'inexpérience absolues. On se dit rapidement qu'un tel manque de professionnalisme chez cette jeune avocate est invraisemblable. Le film verse alors dans sa propre caricature, entraînant tous les personnages secondaires dans une sorte de course sans nuance. On reste donc sur sa faim, puisque tout l'intérêt potentiel de cette histoire aurait été de nous montrer les complexités morales d'une entrée dans une carrière qui ne peut être innocente. A.C.

Première Affaire, de Victoria Musiedlak, avec Noée Abita, Anders Danielsen Lie, François Morel. 1h38. Sortie mercredi.

AURÉLIEN CABROL

★★★★☆

Une précision préalable s'impose : *Le Déserteur* a été écrit et tourné avant les attaques du 7 octobre 2023. Mais, loin de le démonétiser, cette tragédie lui donne désormais une dimension supplémentaire, à la condition de ne commettre aucun anachronisme qui pourrait trahir la pensée de son auteur. Il est vrai que le synopsis du film a de quoi laisser songeur. Traumatisé par les horreurs de la guerre, Shlomi, un soldat israélien âgé de 18 ans, décide de désertir, inconscient du danger que représente cette décision. Mais les autorités militaires estiment, elles, qu'il a été kidnappé, sur le modèle de ce qui arriva dans la réalité au soldat Gilad Shalit en 2006. L'affaire prend alors une tournure nationale, voire internationale, et les médias s'en emparent aussitôt. Dans la foulée, le gouvernement israélien décide de bombarder Gaza en guise de représailles. Pendant ce temps, Shlomi se rêve en héros, même si la réalité saura le rattraper...

Après *La Mort du cinéma et de mon père* aussi, son premier long-métrage, sorti en 2020, Dani Rosenberg a choisi de parler de son pays comme d'une société ultranationaliste : « *Tel-Aviv aujourd'hui, c'est ça*, dit-il, *un mélange sidérant de libéralisme, d'hédonisme et de nationalisme.* » Avec un récit nettement teinté d'absurde mais qui se fonde sans cesse sur l'observation de la réalité. Le point de départ du film est d'ailleurs une expérience vécue par le cinéaste lui-même. Dani Rosenberg raconte ainsi que, soldat dans une unité de combat, un soir, n'en pouvant plus, il a décidé de désertir. Il se retrouve

alors à errer seul dans le désert, mais au bout de quelques heures, perdu et apeuré, il rejoint son camp. Sans que personne ne se soit rendu compte de sa désertion ! Le film est né de cette situation. S'ensuit un véritable road-movie, car le déserteur, joué à la perfection par Ido Tako, ne cesse de courir dès lors qu'il a décidé de prendre la poudre d'escampette. Tout au long du film ou presque, il est en mouvement perpétuel, volant leurs habits civils à des touristes, passant du vélo à la

voiture et sa grand-mère, il multiplie les stratégies de survie et de déplacement pour y parvenir. Comme si, pour le réalisateur, il s'agissait de montrer et de prouver la militarisation à l'extrême de la société israélienne, bien au-delà des bruits d'hélicoptère et de sirène que l'on entend très régulièrement tout au long du film.

Pour autant, le héros du film ne développe aucun discours réellement militant. Ce qu'il veut, c'est profiter de la vie et de la liberté. On sent chez lui un appétit carnassier, y compris quand il mange. Débordant de vitalité et d'énergie, il affiche une belle insouciance et profite même de sa cavale pour demander sa main à Shiri, sa petite amie. Le seul endroit où il trouve véritablement refuge, c'est chez sa grand-mère, où il peut enfin dormir. Là, loin de la société israélienne, il peut se laisser aller, délivré d'un poids qui l'accable. On y verra sans nul doute la métaphore d'une jeunesse qui, dans son immense majorité, préférerait le bruit de la vie à celui de la guerre. Or, l'État décide de transformer Shlomi en otage détenu par les Palestiniens, le faisant basculer dans un redoutable statut symbolique. Comme si Israël, ses médias, ses élites, sa classe politique ne pouvaient décidément laisser tranquille ce jeune homme épris de liberté. Terrible constat d'un film aussi audacieux que stimulant. En choisissant de nous raconter cette fable réaliste aux accents tragi-comiques, Dani Rosenberg fait le pari de l'intelligence des spectateurs, sensibles, assurément, à la complexité des situations décrites. Et à leurs indéniables résonances actuelles. ■

“
Tel-Aviv aujourd'hui, c'est un mélange sidérant de libéralisme, d'hédonisme et de nationalisme

Dani Rosenberg, réalisateur

voiture mais toujours à vive allure. Il interrompt sans cesse une activité pour passer à une autre, affolé par la peur d'être dénoncé et repris. Le cinéaste le sait bien : un film, c'est d'abord un corps dans un décor, et son déserteur est comme un moderne Buster Keaton embarqué dans une éternelle course-poursuite dont il est à la fois le sujet et l'objet, le maître et la marionnette.

Non sans une certaine malice, le film montre combien ce personnage qui veut pourtant fuir à tout prix l'institution militaire se voit contraint d'intégrer ses codes et ses façons d'agir : le déserteur est à sa manière un combattant et un soldat. Il est lui aussi en guerre. Soucieux de revoir sa fiancée, ses

Le Déserteur, de Dani Rosenberg, avec Ido Tako, Mika Reiss, Tiki Dayan. 1h38. Sortie mercredi.



Amy Winehouse (Marisa Abela) et son compagnon Blake Fielder-Civil (Jack O'Connell). Un biopic s'appuyant davantage sur la vie privée de la chanteuse que sur son génie musical.

AMY, L'ÉTOILE FILANTE

★★☆☆☆

Une carrière fulgurante, une vie privée chaotique et une fin tragique : tout dans l'existence d'Amy Winehouse appelle le biopic. La chanteuse britannique à la voix hors norme et à la soul unique, aux textes intimes et au look des années 1950 - choucroute vertigineuse, trait épais d'eye-liner et tatouages - a marqué la musique dès son deuxième album, *Back to Black* (2006), pour lequel elle remporte un Grammy aux États-Unis. Elle y décrit sa relation sulfureuse avec Blake Fielder-Civil mais aussi avec la drogue et l'alcool, à travers des morceaux devenus des hits mondiaux tel le plus connu, *Rehab*. Le film de la réalisatrice Sam Taylor-Johnson dépeint surtout une Amy Winehouse

côté privé, qui se débat en vain contre le harcèlement des paparazzis, l'inconstance de son compagnon et ses addictions. Devant ses cuites monumentales et excès en tous genres, sa famille et notamment son père Mitch, fortement critiqué pour son attitude vis-à-vis de sa fille dans un documentaire sorti en 2015, apparaît ici étonnamment aimant et démuné devant la descente aux enfers d'Amy. Et la musique, dans tout cela ? Si l'on salue le travail de Marisa Abela, qui fait l'effort d'imiter le timbre si particulier d'Amy Winehouse et sa dégainé incroyable, la musique n'est explorée qu'à travers le prisme de la vie privée de la chanteuse... Mais même si l'on regrette que le film n'essaie pas d'explorer son génie musical, on prend plaisir à réécouter ses plus grands tubes.

CHARLOTTE LANGRAND

Back to Black, de Sam Taylor-Johnson, avec Marisa Abela, Jack O'Connell, Eddie Marsan. 2h02. Sortie mercredi.



Joël Pommerat (ci-dessus), auteur de la « Réunification », pièce mise en lumière par le scénographe Éric Soyer.

Les discours amoureux de Joël Pommerat

Le metteur en scène reprend « La Réunification des deux Corées », pièce explorant des histoires de passion.

ARMELLE HÉLIOT

Il persévère dans son être. Physiquement, la même silhouette, très mince, le même visage, plus ou moins creusé selon l'assaut d'une barbe changeante, le même regard ferme et doux. La même voix. La même manière d'articuler, très singulière. Avec, presque imperceptible, un fond de sourde inquiétude. On ne voit pas le temps passer et, depuis plus de trente-cinq ans, on a le sentiment qu'il n'a jamais quitté les scènes, depuis ses débuts parisiens à la Main d'Or, alors foyer de création, jusqu'aux apothéoses de la Porte Saint-Martin, son port d'attache depuis 2017. Ce fut alors la reprise de l'envoûtante *Cendrillon* créée en Belgique six ans plus tôt et par deux fois à l'affiche des Ateliers Berthier.

Jean Robert-Charrier, directeur de la Porte Saint-Martin, a entendu toutes ses demandes : « Des exigences qui auraient pu le faire vaciller », souligne Joël Pommerat. Pour *Cendrillon*, je voulais une jauge beaucoup plus petite que celle de la salle, qui est à plus de 1000 places. J'ai également souhaité des prix alignés sur ceux de l'Odéon, moins de représentations par semaine. Tout ce qui risque de fragiliser l'économie d'une salle privée. Or Jean Robert-Charrier m'a suivi sur tous les points, diminuant la jauge de 450 places, acceptant tous les défis. Il m'a étonné et, depuis, m'a toujours suivi. Il aime le théâtre, la création, le public. »

Après *Cendrillon* est venu *Ça ira (I) - Fin de Louis*. Importante distribution de quatorze comédiennes et comédiens, plus sept ou huit acteurs de complément (comme on disait autrefois). « Le succès a été au rendez-vous. Nous jouons en pleine crise des Gilets jaunes, en 2019, et les cortèges défilaient sur le boulevard. » Certains manifestants se risquaient dans la salle, s'y retrouvant dans la contestation. Et parfois les représentations étaient annulées par précaution. Une nouvelle série de *Cendrillon* avait été impossible à cause du confinement, mais le spectacle

a ensuite triomphé. « C'est la coproduction de Jean Robert-Charrier qui paie les salaires. On ne demande pas de dividendes. Mais on ne supporte pas les risques, et je touche mes droits d'auteur », précise celui qui se définit comme « écrivain de spectacles ».

Comme à de nombreux artistes, le goût du théâtre lui est venu par le truchement d'une professeure de français. Il a été jeune spectateur à Avignon, mais sans penser à un destin sur les planches. Pourtant, quelque chose travaillait au plus profond et, après la mort de son père, il a largué les amarres, lâché l'école et rejoint des groupes. Amateurs puis professionnels. Il s'est formé sur le tas et s'est mis à l'écriture. On se souvient très bien des premiers pas à la Main d'Or.

Il est le patron. Pas souvent derrière sa table de régie. Mais il observe, affine, corrige. Inlassable

La compagnie Louis Brouillard, la sienne, est née en 1990. Et c'est qui, Louis Brouillard ? Ce serait, pour celui qui avait composé des scénarios et tourné de brefs films, un hommage espiègle à Louis Lumière. Quant au brouillard, on peut le ressentir par les lumières de l'essentiel Éric Soyer, maître des espaces et des éclairages. Essentiels aussi, les interprètes. Comme ceux et celles que l'on a retrouvés, en une longue après-midi de répétition dans la salle de la Porte Saint-Martin : Saadia Bentaieb, Agnès Berthon, Yannick Choirat, Philippe Frécon, Ruth Olaizola, Marie Piemontese, Anne Rotger, David Sighicelli, Maxime Tshibangu. Un groupe, une troupe. Si Joël Pommerat s'appuie sur leurs person-

nalités, leur inventivité, il est le patron. Pas souvent derrière sa table de régie. Mais, micro à la main, il observe, affine, corrige. Inlassable. Se lève, monte sur le plateau dégagé. Indique un mouvement, précise une entrée, une sortie.

« Lorsque nous avons créé en 2013 *La Réunification aux Ateliers Berthier*, c'était dans un dispositif bifrontal, sur 25 mètres en longueur. Cela permettait un jeu d'apparition/disparition très fluide. C'est une gageure de tout reprendre dans ce grand théâtre à l'italienne. Mais nous sommes tous galvanisés par cette recreation, en quête de ce qui permettra le plus près et le plus lointain, l'intime et le général. » La structure se donne sous forme de moments, d'histoires brèves, certaines sont tragiques, d'autres font rire, sourire. « Il s'agit d'une psychopathologie du sentiment amoureux. J'ai travaillé en palimpseste, en citations. Il y a le Bergman de Scènes de la vie conjugale, il y a une réécriture d'une scène de *La Ronde* de Schnitzler, plus sa nouvelle Rien qu'un rêve, qu'avait déjà utilisée Stanley Kubrick. Le cinéma de Wong Kar-wai m'a également inspiré. Et puis, avec les comédiens, nous avons aussi puisé dans des faits divers. »

À la Porte Saint-Martin, la troupe a présenté *Contes et légendes* : des enfants, des robots, joués par des femmes. Joël Pommerat pose des questions très importantes. L'intelligence artificielle, il y a depuis longtemps réfléchi. Il travaille à son prochain spectacle, qui sera créé dans un an à Châteauvallon. « Pas encore de titre. Une extrême simplicité et des personnages d'enfants. Avec ce qui court dans mon théâtre : l'observation de l'humain comme un étranger à l'humain pourrait le faire. » ■

La Réunification des deux Corées, au Théâtre de la Porte Saint-Martin, les mercredi, jeudi, vendredi à 20 heures, samedi à 20h30, dimanche à 16 heures. À partir du 24 avril et jusqu'au 14 juillet. Durée : 1h50. Tél. : 0142080032. Le texte a été publié chez Actes Sud-Papiers.

DEDANS/DEHORS

Depuis 2015, Joël Pommerat consacre une partie de son temps à animer des ateliers dans les prisons. Tout a commencé à la maison centrale d'Arles, où il a travaillé avec Caroline Guiela Nguyen, aujourd'hui directrice du théâtre national de Strasbourg. Il n'a pas lâché ce fil. Dans *Marius*, créé début mars à La Coursive, scène nationale de La Rochelle, repris dès juin, certains acteurs sont des hommes qui ont purgé leur peine et recouvré la liberté. Un spectacle professionnel, joué avec des comédiens d'expérience. Du travail de longue patience. Des improvisations à partir de Shakespeare et Pagnol, avant de décider d'adapter *Marius*. Rester fidèle, tout en adaptant l'action au Marseille d'aujourd'hui. L'écriture s'est élaborée au fur et à mesure pour aboutir à une version touchante. Grandes questions sur l'amour, les relations avec le père, le départ. Chacun peut s'y reconnaître. Dans la distribution, trois hommes viennent d'Arles, un autre d'Avignon. On a applaudi ce dernier dans un spectacle monté par Olivier Py, qui, lui aussi, a beaucoup accompagné les prisonniers, notamment au Pontet. A.H.

Printemps des comédiens, Montpellier, du 18 au 20 juin, puis en tournée avec le Festival d'automne au long de la saison 2024-2025.



Fanny l'ardente

ELLE EST RARE AU THÉÂTRE. Pourtant c'est bien des planches qu'elle vient. Corneille, Montherlant, Claudel ou Obaldia, Duras, James, Didion. Mais aussi Marcel Mithois, seigneur de la comédie. Comme au cinéma, elle ne craint pas le rire, mais elle semble née pour la tragédie. Par sa stature, sa beauté, sa voix, sa sensibilité. On en prend la mesure ces jours-ci avec son interprétation de *La Blessure et la Soif*, roman de Laurence Plzenet. Une adaptation qui abandonne l'un des protagonistes et la Chine pour se concentrer sur la passion de Mme de Clermont pour M. de La Tour. La scène est à Paris,

trente ans après leur rencontre. Dans la pénombre d'une pièce à haute fenêtre, une femme se livre. Elle se remémore. Elle se raconte. Elle passe du récit, de la narration directe, aux adresses. Elle parle à l'homme qu'elle a passionnément aimé, elle ouvre son cœur à Dieu. Les formes du récit s'enchaînent avec fluidité. Ce n'est pas un texte facile. Laurence Plzenet est une brillante universitaire, spécialiste de Blaise Pascal, de Port-Royal. La langue est très belle, l'histoire déchirante.

Tout est magnifié par le soin mis à représenter ce moment. Scénographie élégante de Jean Haas, lumières

finement changeantes de César Godefroy, musique bien dosée d'Armand Amar. Et puis, éblouissante, une robe aux moirures bleu nuit signée Michel Dussarrat. Tout cela donne une puissance aristocratique bouleversante au monologue.

Ainsi splendidement entourée, Fanny Ardant suit avec rigueur les indications de la metteuse en scène, Catherine Schaub. Elle donne un mouvement naturel aux déplacements, aux gestes, aux postures de la narratrice. On adhère immédiatement. On est précipité dans cette histoire du Grand Siècle. On entend les éclats de la Fronde, on apprend que Louis XIV

va assécher des marais, sur le site du relais de chasse de son père, pour édifier un château. On comprend la rigueur janséniste et la grandeur de Port-Royal. On croit saisir quelque chose de la vie de Rancé. On pénètre jusqu'au plus intime, jusqu'au plus sensuel, sans se sentir indiscret. C'est beau comme l'amour, le renoncement et la mort. A.H.

La Blessure et la Soif, au Studio Marigny, du mardi au samedi à 20 heures, le dimanche à 16 heures. Durée 1h25. Tél. : 0186477277.

Le texte a été publié chez Gallimard.

LIVRES



Candide e(s)t le prophète

Dans « Le Couteau », Salman Rushdie délaisse l'ironie pour le premier degré. Le grand incroyant réfléchit aux prémonitions... et aux miracles.

ANNA CABANA

Peut-on rester un Candide autoproclamé quand les islamistes veulent votre peau? A-t-on le droit de croire aux prémonitions et aux miracles quand on a de très très bonnes raisons de se méfier des prophètes? Dans ce livre-récit, Salman Rushdie met en sourdine sa belle ironie et la fantaisie de ses divagations pour raconter, au premier degré et à la première personne, une histoire, celle d'un écrivain de 75 ans au moment des faits qui, le 12 août 2022, a manqué d'être assassiné par un fou de Dieu de 24 ans armé d'un couteau, et qui cherche à comprendre ce qui lui est arrivé. « Lorsque quelqu'un vous inflige quinze blessures, cela devient une affaire décidément très personnelle. Une histoire à la première personne », se justifie le maître dans l'art - et la malice - des mises à distance que permet la troisième personne. Comme si le « je » signait l'acceptation par Rushdie d'un rôle qu'il refuse depuis ce jour de février 1989 où l'ayatollah Khomeyni le condamna à mort pour avoir osé ridiculiser Mahomet dans *Les Versets sataniques*.

Trente-cinq ans plus tard, il a beau avouer une nouvelle fois: « Sincèrement, j'aurais été heureux de ne plus jamais reparler des Versets sataniques. Mon pauvre livre pemicieux. Un jour peut-être ce livre et son pemicieux auteur retrouveront-ils tous les deux la liberté », il tente néanmoins d'en prendre son parti. De s'y résoudre: « Si le destin m'a transformé en Rushdie icône de la Liberté d'Expression, une sorte de poupée Barbie vertueuse amoureuse de la liberté, alors j'assumerai ce sort. » Fût-ce contraint et forcé, Salman Rushdie est la preuve vivante, borgne et fichtrement couturée mais vivante, de l'universalisme de la laïcité. Au-delà, très au-delà du concept. D'ailleurs l'Indien de naissance devenu citoyen britannique puis américain n'emploie pas une seule fois ce mot. Ce n'est pas son sujet; c'est sa destinée, « son karma, son kismet » - « ces notions inexistantes », ainsi qu'il l'écrit sans le croire mais en le pensant.

Ce que le texte révèle, c'est cette tension entre le besoin, via l'écriture, de « reprendre le contrôle sur l'événement », avec force rationalité s'il vous plaît, et le jaillissement de considérations irrationnelles - pour le moins inattendues de la part d'un grand incroyant comme lui - sur les « prémonitions », les « prophéties » et les « préfigurations ». Prenons-les dans l'ordre.

Les prémonitions, d'abord: deux nuits avant de prendre l'avion pour aller donner cette conférence dans l'amphithéâtre de Chautauqua et vivre les vingt-sept secondes de sa rencontre « intime » avec l'islamiste que dans le texte il refuse de nommer et rebaptise « le A. », il raconte avoir fait un rêve où il était attaqué par un gladiateur dans un amphithéâtre romain. « Ce n'était pas la première fois que je faisais un tel rêve. À deux reprises auparavant, tandis que dans mon rêve, je me roulais à terre avec frénésie, mon véritable moi, endormi mais criant également, avait projeté son corps, mon corps, hors du lit et je m'étais éveillé en m'écrasant douloureusement sur le sol de la chambre. Cette fois-ci, je ne tombai pas du lit. Mon épouse, Eliza, la romancière, poète et photographe Rachel Eliza Griffiths, me réveilla juste à temps. C'était comme une

prémonition (même si les prémonitions sont des choses auxquelles je ne crois pas). » Tout (la contradiction, la force, la fragilité) est dans la parenthèse.

La prophétie, ensuite: « Il y a vingt ans, le roman qui est devenu Shalimar le clown est né d'une simple image que je ne parvenais pas à chasser de mon esprit, celle d'un mort allongé au sol alors qu'un deuxième homme, son assassin, se tient au-dessus de lui, un couteau ensanglanté à la main. [...] Quand j'y repense aujourd'hui, je suis ébranlé. Je ne vois pas en général mes livres comme des prophéties. J'ai eu quelques ennuis avec des prophètes dans ma vie et je ne postule pas pour ce genre d'emploi. Mais il est difficile, en repensant à la genèse de ce roman, de ne pas voir dans cette image, à tout le moins, une prémonition. » On aurait aimé qu'il pousse plus loin l'exploration de la façon (grandement paradoxale) dont Candide - ainsi se portait-ura-t-il dans *Quichotte* - se met à marcher sur les traces du prophète.

La préfiguration, enfin: sa rencontre digne d'une comédie romantique hollywoodienne avec celle qui allait devenir sa femme, Eliza, et dont il fit la connaissance en 2017, à l'occasion du festival PEN America World Voices. La bascule s'opéra pendant l'after. « Le rooftop où se déroulait la fête était composé d'un espace intérieur et d'une terrasse à l'air libre séparés sur toute la longueur par des portes coulissantes en verre. Je suggérai de sortir pour contempler les lumières

dans un taxi avec moi. [...] M'apparait désormais que cette scène de comédie romantique présente d'étranges ressemblances avec la scène de l'agression: les lunettes cassées, le sang (beaucoup moins, mais tout de même, du sang), la chute au sol dans une sorte d'étourdissement, les gens qui se rassemblent et me surplombent. C'est une sorte de préfiguration comique. Mais la grande différence c'est qu'il s'agit d'une scène heureuse. Il est ici question d'amour. »

Et d'amoooooooooooooooooooo. Rushdie nous entretient longuement dans *Le Couteau*, qui se lit comme une ode à Eliza. On aura compris, parce qu'il le répète presque à chaque page, que c'est grâce à elle qu'il se « détourne de la haine pour [s]e tourner vers l'amour. » L'amour et l'écriture. « La fatwa pouvait me faire dérailler, me détruire en tant qu'artiste de deux façons: si je me mettais à écrire des livres "effrayés" ou si je me mettais à écrire des livres "vengeurs". Les deux options [...] feraient de moi une simple créature de cette attaque. » Au lieu de quoi il entend se glisser dans la tête du « A. », qui est, après Eliza et lui-même, le troisième personnage important de cette histoire. « De son propre aveu, il avait à peine lu deux pages de mes écrits et regardé deux ou trois vidéos de moi sur YouTube. On peut donc en déduire que, quels qu'aient été les motifs de l'agression, ce n'étaient pas *Les Versets sataniques* qui étaient en cause. » Pour comprendre lesdits « motifs », Rushdie est comme hanté par le désir d'une confrontation avec « le A. » à la manière d'un Samuel Beckett - auquel reviennent les honneurs de l'exergue -, qui survécut de justesse à l'attaque au couteau d'un voyou, le 7 janvier 1938, à Paris, et qui s'adressa directement à ce dernier au tribunal pour lui demander pourquoi il avait agi ainsi. À la fin du livre, Rushdie considère ne plus avoir besoin de son « moment Samuel Beckett », mais de voir la prison où est enfermé « le A. »; la voyant, il se sent « bêtement heureux » et a envie de... danser. Dans l'intervalle, il déroule quatre sessions de conversation imaginaire entre « le A. » et lui, qui eussent dû être géniales et dont on ne retiendra que la dernière réplique: « Je vous comprends bien à présent, mon assassin raté, hypocrite assassin, mon semblable, mon frère. Vous pouviez envisager un meurtre parce que vous étiez incapable de rire. »

Le couteau entré du « A. » aurait-il entaillé aussi l'humour de Salman Rushdie? Du temps de Joseph Anton, le double de papier qui est le héros éponyme de son autobiographie d'il y a douze ans, sa plume se riait de lui. Cette faculté-là, il ne l'a pas encore tout à fait recouvrée... Il n'en est que plus émouvant. Il faut voir comment il s'emploie à convaincre de la vigueur de son incroyance (« Mon athéisme demeure intact. Cela ne va pas changer dans cette vie de la seconde chance. ») tout en confiant vouloir « réfléchir aux miracles et à l'irruption du miraculeux dans la vie de quelqu'un qui ne croit pas à l'existence des miracles et qui pourtant a passé sa vie à créer des mondes imaginaires dans lesquels ils existent ». Il ne sait pas davantage quoi faire des miracles que des prémonitions ou de la destinée. « Non je ne crois pas aux miracles mais mes livres oui, et pour reprendre la formule de Whitman, comment cela? Je me contredis? Eh bien soit, je me contredis! Je ne crois pas aux miracles mais ma survie est miraculeuse. Bon, d'accord, qu'il en soit ainsi. » Amen, donc. ■

“
Si le destin m'a transformé
en Rushdie icône de la Liberté
d'Expression, une sorte
de poupée Barbie vertueuse
amoureuse de la liberté,
alors j'assumerai ce sort

Salman Rushdie

de la ville. Elle passa la première. Marchant à sa suite, j'omis de remarquer un détail important, à savoir que tandis qu'une des portes coulissantes était ouverte, celle par laquelle elle venait de passer, l'autre était fermée. En m'avancant, complètement distrait par la présence de cette femme brillante et superbe, je heurtai violemment la porte en verre et tombai au sol de façon dramatique. [...] Mes lunettes s'étaient brisées et m'avaient blessé le nez, donc le sang ruisselait sur mon visage. Eliza accourut auprès de moi et se mit à éponger le sang sur mon nez. J'entendais des voix criant que j'avais fait une chute. C'était un véritable brouhaha. Je me remis debout avec un peu d'aide et, me sentant ébranlé, déclarai que je ferais mieux de commander un taxi et de rentrer chez moi. Eliza m'accompagna dans l'ascenseur. Un taxi était là. J'y montai. Puis Eliza y prit place également. Et, comme il me plaisait à le dire chaque fois que nous nous mettions à raconter notre histoire à nos amis, nous ne nous sommes plus quittés depuis. [...] Il est évident que si je n'avais pas eu cette violente rencontre avec la porte de verre coulissante, Eliza ne serait jamais montée



LE COUTEAU - RÉFLEXIONS SUITE À UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT
Salman Rushdie,
traduit de l'anglais
(Royaume-Uni)
par Gérard Meudal,
Gallimard,
272 pages, 23 euros.

Bonjour schizophrénie

Dans ce livre siamois, Christophe Barbier accuse Mélenchon d'avoir tué Mélenchon.

AURÉLIE MARCIREAU

Éfrayé, admiratif, nostalgique et... schizophrène: voilà comment on ressort de la lecture du nouvel opus de Christophe Barbier. Nous étions pourtant prévenus: dès les premières lignes, il qualifie son ouvrage d'« étrange », « une sorte de livre siamois, de Janus politique ». La première partie, sous forme de pièce de théâtre, est un monologue intitulé *Un dimanche à Lombreuil ou Moi, Jean-Luc M.* Le champion de la gauche se raconte ce jour de septembre 2026 où il doit annoncer s'il se présente ou non une nouvelle fois à la présidentielle. La deuxième partie, *Un péril nommé Santerre ou Lui, Jean-Luc M.*, est le réquisitoire de Barbier contre « le plus outrancier des personnages politiques français, l'autocrate qui a pris la gauche en otage, l'ennemi de l'État et de la République ».

Le monologue était déjà écrit l'été dernier: le réquisitoire le fut après ce 7 octobre qui a, selon Barbier, éjecté définitivement Mélenchon hors du champ républicain. Barbier aurait pu décider de mettre le monologue à la poubelle. Mais non. L'homme de théâtre fou de politique – qu'il tient pour un

“
**Jean-Luc M.,
l'autocrate qui a
pris la gauche en
otage, l'ennemi
de l'État et de la
République**

« spectacle vivant » – ne se résout pas à abandonner à l'Histoire le Jean-Luc Mélenchon d'avant, « épique et époustouflant ». Barbier nous prend donc à témoin de sa nostalgie d'une vie politique où il pouvait converser avec un Mélenchon. N'avaient-ils pas le rouge en partage – porté en cravate par le chef des Insoumis et en écharpe par le journaliste?

La charge de Barbier dans ce pamphlet est à la mesure de sa déception devant un Mélenchon qu'il accuse d'avoir tué Mélenchon. Ça fait mal de devoir tourner la page d'une vie politique dans laquelle on ne s'inquiétait pas de ce que le plus romanesque d'entre nos politiques pourrait faire à la République. ■



**MOI,
JEAN-LUC M.**
Christophe
Barbier, Grasset
(en coédition
avec Studio Fact),
128 pages,
16 euros.

Si je t'oublie, Daraya

Les fruits du « Verger de Damas » de Camille Neveux reflouriront-ils jamais? Premier roman autour de la tragédie syrienne.

OLIVIER MONY

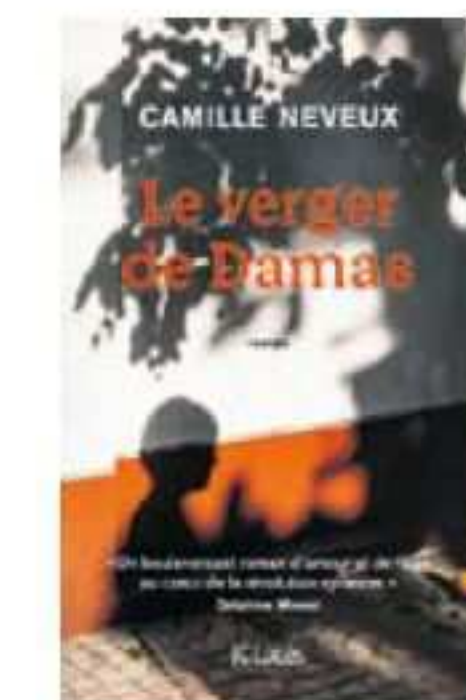
Que reste-t-il d'une révolution après qu'elle a été réprimée dans le sang et les larmes? Des cendres mal éteintes, un feu qui ne demande qu'à reprendre et, en attendant, quelquefois, des livres. Déjà ça. Traces fragiles de ce qui a eu lieu et prologues à ce qui pourrait advenir. Le Vallès de la Commune, le Pasternak de 1917, le Saramago des Œillets, série en cours. Écrire ces temps de lutte, d'espoir et de tragédie, c'est d'abord offrir à ceux qui en furent les victimes autant que les acteurs une dignité que leur mort leur a refusée. C'est aussi prendre un temps qui n'est pas encore celui de l'Histoire et plus tout à fait celui du témoignage.

Prenons la Syrie, par exemple, là où la tyrannie de l'instant l'a laissée, exsangue. Qui saura écrire l'horreur et la dignité de ce peuple écrasé par un régime barbare allié à d'autres qui ne le sont pas moins? Bien sûr, le temps qui passe ne s'est pas écoulé. C'était hier. Tout de même, rien que dans notre paysage littéraire national, une Justine Augier, avec *De lardeur* ou *Par une espèce de miracle*, a commencé à « documenter » la nuit tombée sur Damas. Et voici qu'aujourd'hui Camille Neveux s'y essaie à son tour avec un roman, son premier, *Le Verger de Damas*, impressionnant à la fois de fluidité narrative et d'humanité tendre et navrée... Ce serait donc l'histoire d'une famille, un quart de siècle durant (de 1995 à nos jours), entre Daraya (d'où est originaire le compagnon de l'autrice) et les chemins de l'exil, Beyrouth ou Paris. Dans cette famille, on voudrait d'abord le fils prodigue, Aïssa. On le découvre à l'âge de raison, 7 ans, lorsqu'il comprend que pour son pays s'ouvre celui de la déraison. Épris de liberté, il n'en démordra pas, malgré les fuites, malgré le chagrin, malgré la douleur. Il faudrait dire aussi quelque chose de sa nièce, Nermine, réfugiée avec sa famille dans la capitale libanaise et qui va s'apercevoir à 12 ans que le mensonge peut être une forme de grâce paradoxale...



PATRICE NORMANDJUC LATTES

Les uns et les autres, fêtus résistant aux vents mauvais de l'Histoire par la seule force de leur dignité, de leur obstination, Camille Neveux sait nous les montrer. Il y a là une vraie aisance romanesque, mais qui ne se paie jamais sur la bête, tant elle se construit de l'exigence de vérité de la journaliste qu'elle est aussi. Que demande le peuple? La liberté, si les mots et les morts ont un sens. ■



**LE VERGER
DE DAMAS**
Camille Neveux,
JC Lattès, 306 pages,
20,90 euros.

Le temps des chimères

Alain Damasio développe sa vision critique et néanmoins poétique des nouvelles technologies.

ALEXIS BROCAS



Comme le savent les lecteurs de son grand succès *Les Furtifs*, l'auteur de science-fiction Alain Damasio éprouve peu de sympathie pour les magnats de la Silicon Valley. En avril 2022, il y a passé un mois, histoire de vérifier si « cet empire dématérialisé qui envahit nos quotidiens a une origine physique ». De là cet ouvrage hybride, réflexion interpolée de fiction, qui commence par une visite du siège d'Apple (de l'extérieur, car ces entreprises qui nous encouragent à ouvrir nos données cultivent une touchante pudeur quant aux leurs) et se termine par une terrifiante nouvelle qui mêle catastrophe climatique, IA indocile et chimère biomécanique pouvant prétendre au statut d'« assimilé humain ». Bref, ce n'est pas un essai de plus pour dire la catastrophe-numérique-qui-vient-posons-vite-des-barrières-éthiques.

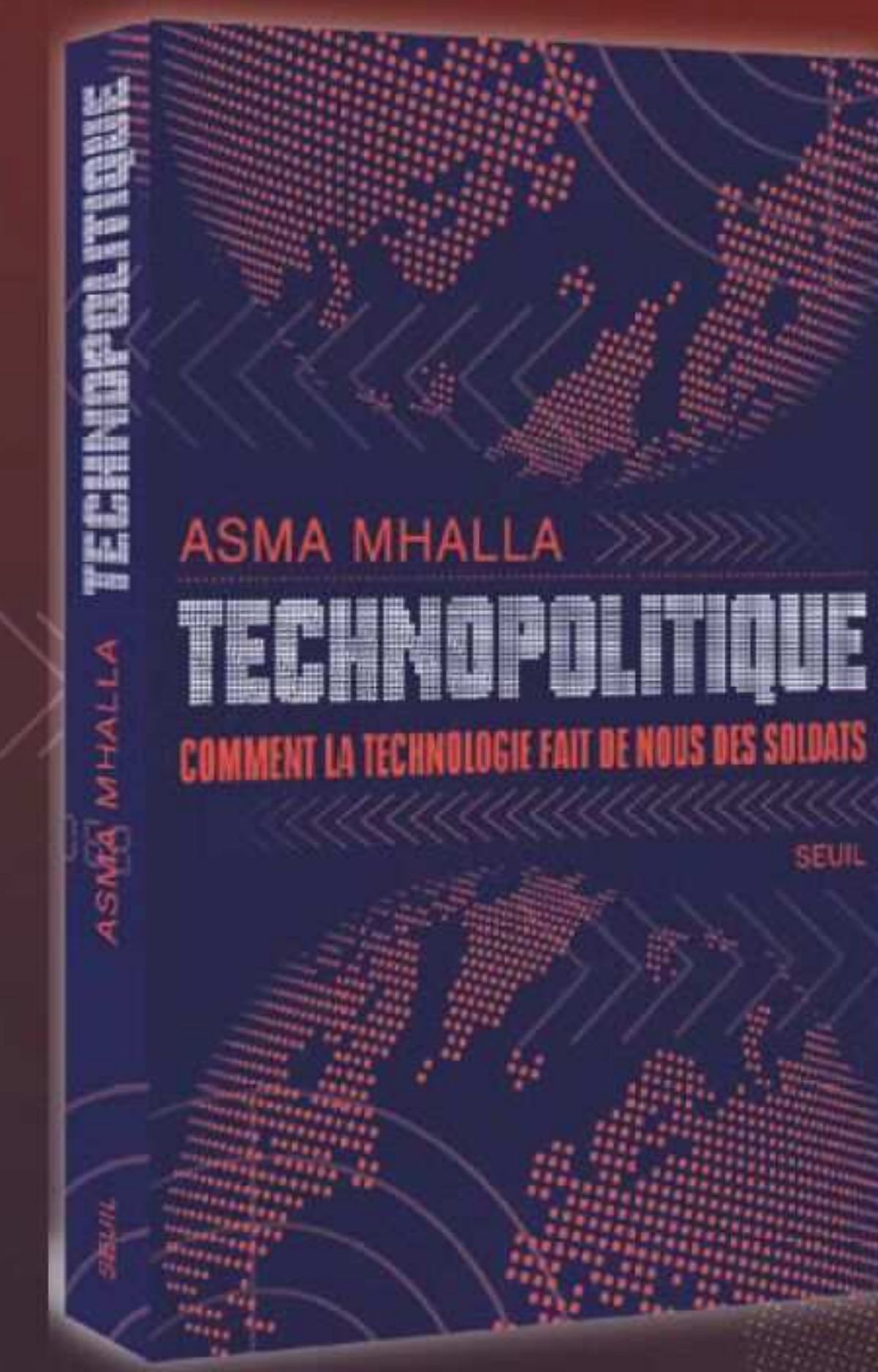
Certes, Damasio, homme de gauche, n'aime pas cette Silicon Valley où « chaque individu est un entrepreneur de lui-même » et où les « Silicon Valets » sont tous noirs ou latinos, mais il n'est pas technophobe: pour lui, « ce qui manque à notre temps, c'est un art de vivre avec la technologie ». Certes, il décrit comment nous avons délégué à ladite technologie des prérogatives humaines, jusqu'à lui demander de penser pour nous, mais ce n'est pas pour conclure que nous serions passés de maîtres à esclaves de nos inventions: pour Damasio, cette relation relève d'une complicité qui signore plus ou moins. Et comme dans *Les Furtifs*, il reste optimiste et « veut croire que le vitalisme l'emportera toujours », que les nouvelles technologies seront détournées, retournées, et intégrées à la vie. Quant à l'imaginaire trans-ou post-humaniste imposé par la Silicon Valley, il peut être combattu par l'artisanat des écrivains de science-fiction qui envisagent l'avenir en « mythopoètes ».

Bien sûr, cette lecture donne le vertige – d'autant que Damasio dégage à peu près un néologisme par page. Mais il faut cela pour saisir les enjeux des machines apprenantes, des corps « respatialisés » par la réalité augmentée et des voitures autonomes. Comme le dit l'un de ses interlocuteurs, le programmeur Gregory Renard, qui connaît assez bien les IA pour ne pas les assimiler à des intelligences humaines, « on n'est jamais le contemporain de son temps »... ■



**VALLÉE
DU SILICIUM**
Alain Damasio,
Seuil, 336 pages,
20 euros.

ASMA MHALLA



« Un essai passionnant. Un livre qui permet de s'y repérer dans un monde en plein bouleversement. »
Ali Baddou, France Inter

« Un essai édifiant qui dessine ce qu'il nous faut pour préserver nos libertés, notre humanité, nos vies. »
Augustin Trapenard, La Grande librairie

« Un essai audacieux sur le pouvoir des géants technologiques. »
L'Express

SEUIL

HISTOIRES D'ART

PAR DANIEL SCHICK

Le château d'Oiron

en quelques dates

XV^e

Construction du château par la famille Gouffier

1540

Début de la collection d'art de Claude Gouffier

1700

Achat du château par Mme de Montespan

1941

Après un long déclin, achat du château par l'État

1993

Oiron inspire des dizaines d'artistes contemporains



Oiron, pour l'amour de l'art

Dès le XV^e siècle, le château poitevin est imaginé pour épater la galerie. Aujourd'hui, il revit grâce aux créations contemporaines.

Soudain, le château d'Oiron surgit de terre. L'hypnotique apparition perce un paysage sage, effacé, rural, vide. Vaste plaine, immenses champs, discrètes vallées, villages silencieux, vignes et lignes à haute tension, le château dévore tout. On ne voit que lui. Pourtant le doute s'empare du voyageur arrivant de Poitiers. L'immense et élégant château, posé en haut d'une collinette, est-il réel ou un décor de film pas encore démonté. Cinécittà égaré dans le département des Deux-Sèvres ?

Le château d'Oiron existe pour de vrai, imaginé dès le départ pour en mettre plein les mirettes. Et c'est réussi ! En 1449, le seigneur Guillaume Gouffier, protégé de Charles VII, reçoit de Sa Majesté des terres à Oiron. La famille Gouffier fait alors construire le château. Au XVI^e siècle, Claude Gouffier, collectionneur riche, acquiert des œuvres de Jules Romain, du Pérugin, de Raphaël (visibles au Louvre). Il passe des commandes dont de somptueuses fresques de style Renaissance, l'art contemporain de l'époque, celui qui sauvera le château des siècles plus tard. Malgré un déluge de raffinements attractifs, personne n'apparaît dans ce château d'apparat, pas un roi, pas un VIP, hors la Montespan qui achète le château en 1700 et y vit en partie. Après la mort de l'ancienne maîtresse de Louis XIV, le château entame sa course presque fatale...

Les familles succédant à la Montespan n'ont pas un écu pour entretenir une si vaste demeure. Les fresques s'enlisent dans l'oubli. Les meubles disparaissent. Le château désenchanté est alors hanté par le vide, les dizaines de pièces s'ennuient. En 1943, l'État rachète la bâtisse agonisante. Les travaux de sauvegarde puis de restauration commencent. Le moribond redevient un écrin splendide mais, hormis son architecture et les fresques, rien ne fait battre le cœur du château. Son cœur, c'est l'art.

Au début des années 1990, Zorro arrive. Le chevalier Jean-Hubert Martin, historien d'art, dirigeant d'institutions et commissaire d'expositions, investit Oiron avec des œuvres imaginées in situ

par les plus grands artistes de l'époque, qu'il connaît tous. Une aventure rare, audacieuse, totalement nouvelle commence alors. Jean-Hubert Martin précise : « Comment faire vibrer à nouveau le château ? Je me suis dit : "Pourquoi ne pas poursuivre ce qu'Oiron a toujours été, un immense cabinet de curiosités où sont réunies les œuvres les plus variées ?" J'ai proposé à des artistes du monde entier de l'investir totalement. Tous ont accepté comme Sol LeWitt, Daniel Spoerri, Marina Abramovic, Wim Delvoye, Giuseppe Penone ou Fabrice Hyber. J'ai proposé à chacun un espace précis, salons, chambres, tours et galeries, communs et soupentes. Imaginez leur venue dans un lieu tellement éloigné de tout... Quant aux habitants, beaucoup étaient méfiants au mieux, indifférents au pire. Ma joie est qu'ils ont très vite

le 30 juin, les « enassiettés » dînent au château, leur profil au fond de leur plat.

Clément Bos a été portraituré lorsqu'il avait 3 ans. Aujourd'hui, le viticulteur de 34 ans préside une des plus importantes associations du monde, celle du dîner du 30 juin. Y sont conviés les habitants présents lors du premier dîner. Depuis, il y en a moins. Pour Clément Bos, chaque 30 juin, l'émotion est là. « Ce concept, cette œuvre d'art de Raoul Marek, permet aux habitants d'Oiron de se voir, de se faire beaux comme pour un mariage. Le dîner est devenu une sorte de performance, du spectacle vivant dont les habitants sont les acteurs. Ce rituel est aussi émouvant car les assiettes accrochées au mur affichent les profils de ceux qui ont disparu comme mes grands-parents. En tout cas, ce dîner, c'est du gagnant-gagnant. Les habitants mettent en valeur le château qui met en valeur les habitants. »

Cette année encore, le photographe Claude Pauquet, habitant près de Poitiers, correspondant pour la presse nationale, sillonne la région d'Oiron. Il en connaît la moindre serre, le moindre rouleau de paille ou petit blockhaus. Il a proposé à des volontaires de poser pour lui dans le cadre d'une expo aujourd'hui présentée au château. Bingo. Agriculteur, comptable, femme d'entretien ont posé et parfois co-inventé les mises en scène de Claude Pauquet. Anaïs, femme d'entretien, est devenue grâce au photographe une divinité drapée de tissu agricole dont le royaume est la serre dans laquelle elle a posé. « Dans la vie, on ne me voit pas, dit Anaïs. Là, on me regarde et on me reconnaît à peine tant je suis devenue une autre. J'ai découvert la photo dans un journal local. Fierté complète. »

L'administrateur du château, l'impliqué Jean-Luc Meslet a lui aussi succombé au charme d'Oiron. Le jour, il fait appel aux créateurs d'aujourd'hui afin de perpétuer la dynamique contemporaine d'Oiron. Comme les villageois, il a fini par s'approprier le monument. Depuis trente ans, le château est devenu un bijou de famille, une famille qui s'agrandit. Le soir, Monsieur l'administrateur retape une maison achetée à Oiron, une demeure pour y conclure sa vie. ■

“ J'ai proposé à des artistes du monde entier de l'investir totalement. Tous ont accepté ”

Jean-Hubert Martin, historien d'art

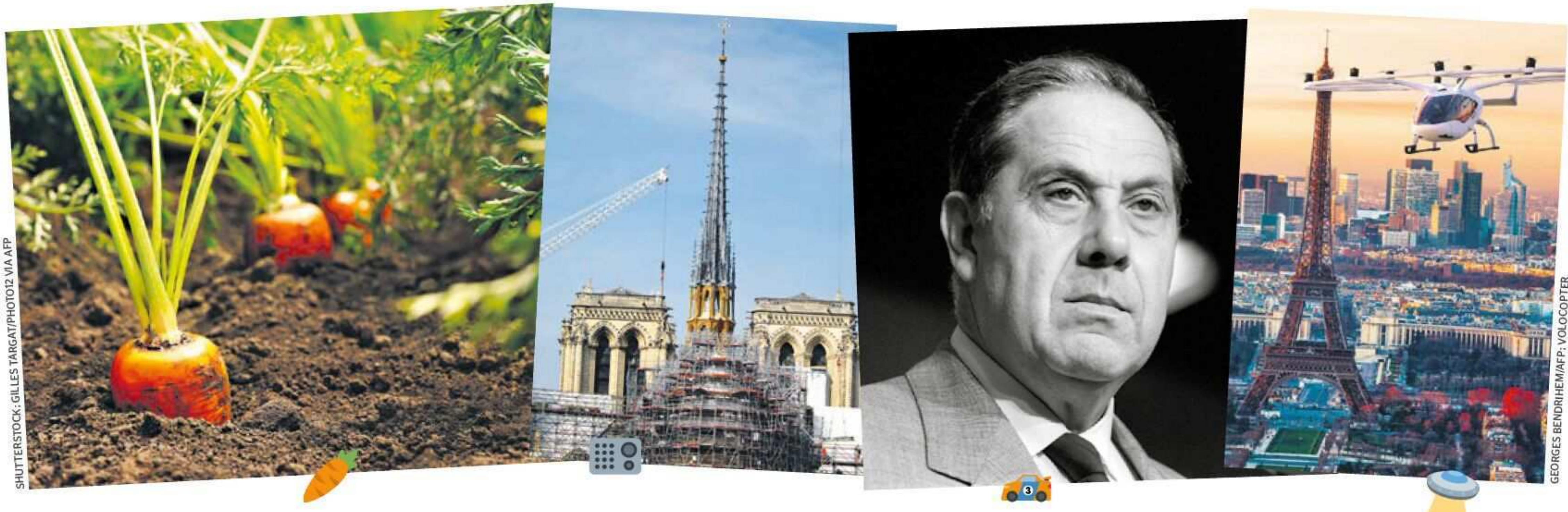
adhéré au projet et disent maintenant que l'art a sauvé Oiron. » En réunissant de façon pérenne des artistes majeurs des années 1990, Oiron offre une mémoire éclatante de cette période. Dans les musées, les collections, les œuvres bougent. À Oiron, elles restent intrinsèquement liées au lieu.

La grande force du château est sa capacité à fasciner le visiteur mais aussi à rassembler, à impliquer les habitants. En 1993, le créateur Boltanski photographie les enfants d'Oiron. Aujourd'hui, cette galerie de portraits d'esprit très notable accueille les visiteurs. Au même moment, Raoul Marek dessine les profils de 150 villageois pour les reproduire au fond de 150 assiettes en porcelaine de Sèvres. Depuis plus de trente ans,



Château d'Oiron 10, rue du château, Oiron (Deux-Sèvres). Exposition « Paysages avec figures », de Claude Pauquet, au château jusqu'au 5 janvier 2025.

- 1-Le Château d'Oiron.
- 2-Un cliché en format XXL du photographe Claude Pauquet.
- 3-« La Salle à manger », œuvre de Raoul Marek.
- 4-Clément Bos fait partie des 150 Oironnais identifiés sur les assiettes créées par l'artiste.



Promesses tenues non tenues

La réouverture de Notre-Dame, les taxis volants, la gratuité des transports en commun ? On y est... presque.

📅 « Le calendrier sera tenu même si ce n'est pas le calendrier d'origine. » Être en retard mais à l'heure, c'est le concept défendu lundi sur Franceinfo par Maryvonne de Saint-Pulgent, ancienne directrice du patrimoine au ministère de la Culture. Cinq ans après l'incendie de Notre-Dame, la réouverture de la cathédrale est reportée au 8 décembre, donc pas lundi (l'incendie avait eu lieu le 15 avril 2019), et les travaux ne devraient pas être finalisés avant 2028.

🗓️ Qu'importe. Cette formule offre une excuse imparable aux élèves qui rendent leur devoir à la bourre : « Mon calendrier est tenu même si ce n'est pas le calendrier d'origine. »

✗ Ce 21 avril, c'est le jour où jamais pour s'intéresser aux promesses non tenues. Il y a vingt-deux ans jour pour jour, Lionel Jospin était éjecté du second tour de la présidentielle par Jean-Marie Le Pen. Il avait pourtant promis de battre Jacques Chirac.

100 Mercredi, l'ensemble des médias a lancé le compte à rebours pour les JO de Paris. J-100 ! On va voir ce qu'on va voir...

🚗 Tiens, au fait, les taxis volants qui nous avaient été vendus pour la grande fête, où sont-ils ? Vous en avez vu passer un seul au-dessus de vos têtes ? C'est dans trois mois, les gars, ça urge ! Vous ne voulez pas faire un essai avant les Jeux ?

📺 L'INA publie sur X une vidéo bien cruelle : « Retour sur les couacs des JO 2024 », une recension des annonces faites au CIO pour obtenir son vote en faveur de Paris. Liste non exhaustive.

🚇 La gratuité des transports en commun, comme aux JO de Londres en 2012. En réalité : le prix du ticket va doubler.

M Quatre lignes de métro supplémentaires avaient été annoncées pour rejoindre les installations : la 15, la 16, la 17 et le Charles-de-Gaulle Express. Aucune ne sera pas prête.

🎪 Les 600 000 places de la cérémonie d'ouverture sur les bords de Seine ? Ce sera moitié moins. Voire une annulation totale.

🌳 La tour Montparnasse devait aussi dévoiler un nouveau look à l'été 2024 : une surélévation de 18 mètres, avec au sommet « une serre comme suspendue sous la voûte céleste ». Pas la peine d'arroser les plantations : les travaux n'ont même pas commencé.

🏛️ L'INA a pudiquement occulté certaines déclarations. En 2017, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, la maire de Paris Anne Hidalgo annonçait une innovation révolutionnaire, la voie olympique : « C'est cette voie qui permettra d'acheminer les officiels, mais aussi les athlètes. Cela sera sans aucun doute une voie sur laquelle il y aura des capteurs solaires qui récupéreront l'énergie du solaire [sic], mais aussi l'énergie de celles et ceux qui se déplaceront sur cette route-là. On voit des équipements sportifs d'ici 2024 où l'on va récupérer l'énergie des joueurs et l'énergie des spectateurs, pour le fonctionnement de ces équipements. »

Mazette ! Réinjecter dans le réseau l'énergie des spectateurs dans les stades et des voitures



LA SEMAINE DE PHILIPPE VANDEL

sur les routes. Pourquoi personne n'y avait pensé avant ? Et comment ça fonctionne ? Vous connaissez la réponse : tout cela n'était que fariboles. Aucun de ces prodiges n'existe à Paris en réalité.

🥕 Et les 33 hectares de carottes, vous vous rappelez ? En avril 2016, la maire de Paris promettait dans un tweet : « 100 hectares de végétalisation, dont un tiers dédié à l'agriculture urbaine. En 2020, 33 hectares de Paris seront recouverts de carottes ». Et comme on était le 1^{er}, elle précisait : « Ceci n'est pas un poisson d'avril. » Faut croire que si. En argot, carotte est synonyme d'escroquerie. Décidément.

Pas d'Hidalgo bashing ici. Les promesses en l'air ne sont pas une spécialité parisienne, ni olympique.

🗳️ Programme de Michèle Rubirola, candidate à Marseille aux municipales de 2020 : « Le Printemps marseillais s'engage [...] à limiter à 30 km/h la vitesse dans toutes les rues de la ville de Marseille, à l'exception de quelques artères à 50 km/h. » Cela n'a pas été appliqué. Cinq mois après son élection, la maire a démissionné, remplacée par le premier adjoint, Benoît Payan. Ce qui – en revanche – n'avait jamais été annoncé. « Rubirola est là », clamaient pourtant ses affiches de campagne.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, répétait Charles Pasqua. Le même qui avait promis de « terroriser les terroristes »...

On y a cru aussi : Jacques Chirac devait se baigner dans la Seine.

📉 François Hollande allait rapidement inverser la courbe du chômage.

🏠 Le président Macron s'était engagé à ce que plus personne ne dorme dans la rue dès la fin de l'année 2017.

🌟 Il y a plus inquiétant encore. On tremble à la relecture du livre de l'écologiste Yves Cochet. Il y a près de cinq ans, il publiait *Devant l'effondrement - Essai de collapsologie*. À l'époque, *Le Monde* (27/9/2019) présentait l'ouvrage ainsi : « Une expérience de nature à coller des insomnies à un yogi sous anxio-lytiques. Jugez plutôt : notre civilisation va disparaître entre 2020 (vous avez bien lu, c'est dans quelques semaines) et 2035. » Ouf ! Notre civilisation n'a pas disparu. Mais si la date ultime est 2035, il nous reste au maximum onze ans.

🧠 Poursuivons le résumé : « L'ancien ministre de Lionel Jospin annonce tranquillement la fin des hydrocarbures, le délitement des économies, la disparition des États, la diminution de la population mondiale de moitié pour cause de famine, d'épidémies et de guerres civiles. Il y aura tout de même quelques bénéfices à ce cauchemar généralisé. "Dans cinq ou dix ans le problème du logement sera réglé car les gens seront morts." »

🚁 Ça règle effectivement le problème. Promis. Alors, les taxis volants... ■

EMBARQUEMENT IMMÉDIAT

JAMEL DEBBOUZE TENTE DE RELANCER LE FORMAT SITCOM

Bienvenue à bord de Flywingz, la plus low cost des compagnies low cost. Dans ses rangs : un pilote dont la vie personnelle est en plein crash (Ramzy Bedia), un steward aux goûts luxueux dépité d'avoir échoué là (Tristan Lopin) ou encore un chef de la sécurité un brin autoritaire incarné par Jamel Debbouze. C'est lui qui est à l'initiative de cette série dont il cosigne la réalisation. Baptisée *Terminal* et diffusée sur Canal+ en prime time à partir de demain, elle marque le retour en France de la sitcom. Un format dont les téléspectateurs français ont raffolé pendant des années – de *Maguy* à *H-* mais qui a été délaissé par les diffuseurs. Dans la plus pure tradition du genre, les 12 épisodes ont été tournés dans des décors fixes devant un public de 150 personnes, dont les rires ponctuent chaque vanne des comédiens. Malgré quelques fulgurances signées Jamel, *Terminal* déçoit un peu à l'arrivée, avec ses personnages trop caricaturaux et ses nombreuses facilités. On attendait une série de plus haut vol. R.J.

on aime

La sélection de Rémi Jacob

AU CŒUR DU COLLÈGE

Le 21 avril à 21h10 sur M6. (Série documentaire)

Manon, la fille populaire de la classe, ne fait pas mystère de son intérêt pour les garçons. Duygu ne supporte plus les moqueries de ses camarades et laisse éclater sa colère quand la coupe est pleine. Luna est bonne élève mais son anxiété lui joue des tours. Tous ces élèves sont scolarisés en troisième au collège Jean-Vilar, à Chalon-sur-Saône. Avec l'accord de leurs parents, ils ont été filmés pendant un an par les caméras de M6. Leur quotidien, entre bureau de la CPE, cantine, cour de récréation et couloirs, est dévoilé dans cette série documentaire en six épisodes. Une immersion très instructive qui offre un regard sans filtre sur le fonctionnement de cet établissement classé réseau d'éducation prioritaire (REP).

Malgré quelques longueurs, on s'attache à ces adolescents dont on partage les doutes, joies et premières peines. On découvre également des professeurs à l'abnégation sans faille. « Je fais ce métier comme si chaque élève était mon enfant », assure même l'une d'entre eux. Des adultes parfois dépassés par les nouveaux dangers auxquels sont confrontés les élèves, au premier rang desquels figurent les réseaux sociaux. « Il n'y a pas une journée sans que nous en entendions parler », déplore la CPE Marie Thévenaut-Thomas. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 90 % des incidents graves dans les collèges débutent sur TikTok, Instagram ou encore Facebook. Une série documentaire qui permettra à de nombreux parents de découvrir ce qui se passe vraiment au cœur d'un collège.

MAKE AMERICA FAKE AGAIN

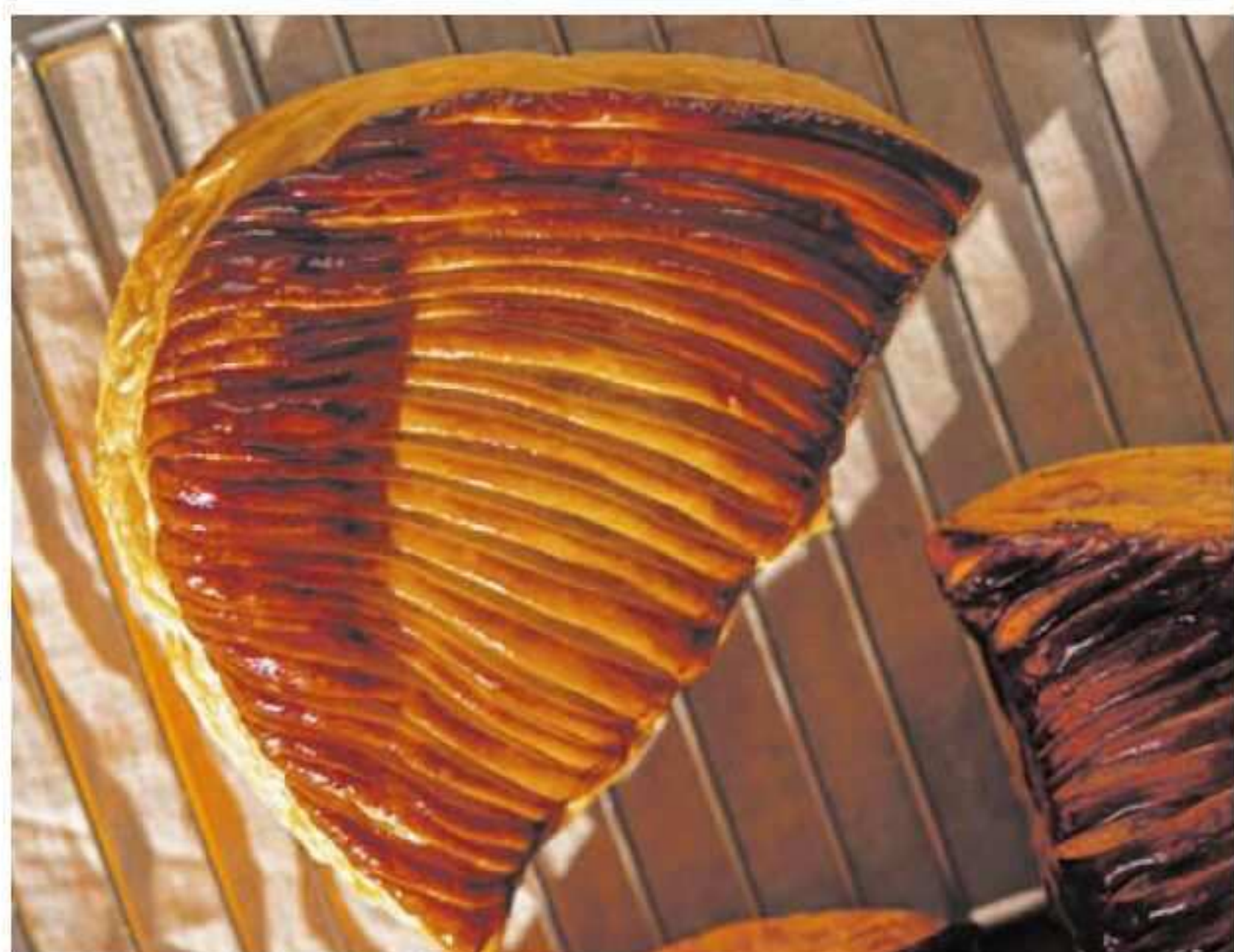
Le 25 avril à 17 heures sur Franceinfo. (Reportage)

Ils raffolent des théories du complot, sont prêts à gober et à diffuser la moindre fake news et sont persuadés que les élites de Washington sont toutes corrompues. Eux, ce sont les supporters de Donald Trump que le journaliste Julien Pain a rencontrés durant une semaine en Floride. À la clé : un sujet édifiant de vingt-six minutes qui sera diffusé le jour de l'examen par la Cour suprême de l'immunité dont l'ancien président des États-Unis estime pouvoir bénéficier. « J'ai essayé de comprendre sans a priori pourquoi la désinformation pratiquée par Donald Trump plaisait autant à ses fans, nous confie le journaliste, fin connaisseur du sujet. Sa base de fidèles ne cesse de s'élargir alors qu'il est établi qu'il dit

de nombreuses choses fausses. Pour certains, il est même devenu une véritable raison de vivre. » C'est le cas de Laurie, adepte des théories de la mouance conspirationniste QAnon, persuadée que des tunnels ont été creusés sous la Maison-Blanche afin d'organiser un trafic d'enfants. « À côté de ces gens manipulés, il y a également toutes les personnalités d'extrême droite qui utilisent les fake news dans le seul but d'accéder au pouvoir », souligne Julien Pain. Ce qui est en train de se passer aux États-Unis – avec Donald Trump en mesure de revenir au pouvoir – préfigure ce qui pourrait arriver prochainement en Europe. Le populisme est en train d'y prendre son envol. » Un sujet qui apporte un éclairage précieux à la veille des élections européennes. ■

RÉMI JACOB

À TABLE



Chaussons aux pommes de Boulom (en haut à gauche) et de Christophe Louie (ci-contre et à droite).



© BOULOM/INSTAGRAM; SALOME RATEAU/CHRISTOPHELOUIE/INSTAGRAM



Chaud devant

PAR FRANÇOIS SIMON

@francoissimon

LE GEORGE OÙ SONT-ELLES PASSÉES ?

Si Truman Capote, célèbre actuellement dans une série sur Canal+, revenait à Paris, comment ferait-il ? Où trouverait-il ces assemblées aussi exquises que fortunées ? Il adorait Paris, y acheta un appartement au 3^e étage du 6, rue de la Bienfaisance, dans le 16^e arrondissement. Dans ses 60 mètres carrés, il reçut Jackie Kennedy-Onassis, Andy Warhol, Tennessee Williams, Gore Vidal. Truman Capote avait ses habitudes au Café de Flore, au Ritz. Se promenait dans les jardins du Luxembourg. À une certaine époque, la « belle société » se retrouvait volontiers au Relais Plaza. Sous l'œil velouté de Werner Kuchler, bercée par la voix de Frank Sinatra, elle s'y apaisait en toute tranquillité. Aujourd'hui, le Relais s'en est allé regarder, non sans succès, vers les réseaux sociaux et ses stars éphémères. Et cette « belle société », où est-elle donc passée ? À l'hôtel George V, au George ? Truman Capote, version côte basque (*Answered Prayers*), aurait adoré immortaliser ces tablées souvent féminines. À une table ronde voisine, trois ravissantes quadragénaires à la chevelure lissée se saluent et redoublent de compliments acides : « *Comme tu es belle... aujourd'hui !* » C'est exquis. Une nouvelle fois, les messieurs sont absents du casting : les hommes arrivent en anorak, jean et sans cravate ; les serveurs sont dans l'ossature ; mécaniques et « professionnels ». Seules les femmes vivent l'instant, fût-il imaginé. Les serveuses sourient, la clientèle, et nos trois épouses fortunées délèguent leur fourchette dans les assiettes parcimonieuses, aspirées dans l'excellence minimaliste. Parfaites, idéales pour le régime, raccord avec le ricil, l'humeur et le patio marbré. Verre de chardonnay aidant, les rires ont plus de profondeur, la sonorité des mots est inégale ; un drame pourrait faire son entrée, il serait salué avec félicité.

Le George, Hôtel George V, 31, avenue George-V (Paris 8^e). Environ 80 euros. fourseasons.com

Le chausson aux pommes ne pantoufle pas

On aurait pu penser qu'il serait balayé par le croissant et le pain au chocolat, les cookies et les cupcakes... Pas du tout !

Si le croissant ponctue le petit déjeuner dans son moelleux beurré, si le pain au chocolat (alias la chocolatine) égaie l'heure du goûter, il existe un autre îlot de bonté et de gourmandise : le chausson aux pommes. Il n'a pas d'heure. On ne le calcule pas et c'est sans doute en cela qu'il respire la noblesse. Il appartient cependant à la famille des simples ; pas question de le « revisiter », la maladie des oisifs. Il demande juste amour du métier et finition soignée. Le chausson aux pommes ne doit jamais pantoufler. Souvent bâclé, maquillé aux couvertures sucraillieuses, artificialisé aux arômes de vanille, massacré aux compotes industrielles, le chausson aux pommes en a vu des (pommes) vertes et des pas mûres. C'est le lot des glorieux. D'autant que sur le sujet rivalisent non seulement les boulangers mais aussi les pâtisseries. Ces derniers raffolent de ce défi... « *C'est un exercice qui demande beaucoup de travail*, confesse Christophe Felder, pâtissier alsacien iconique, ancien du Crillon. *Une pâte feuilletée au beurre, de qualité, et surtout bien garnie. Dans la compote, c'est un "plus" de sentir les petits morceaux de pomme boscop ou jonagold, ou encore deux tiers de golden et un tiers de granny smith. Le chausson fait appel à beaucoup de technicité sur le feuilletage, sa cuisson et la réalisation d'une compote. Elle ne doit pas être trop humide pour ne pas détrempier la pâte. Il a une vie modeste : lorsqu'on vend 60 croissants, on vend 7-8 chaussons aux pommes. Personnellement,*

je pousse la cuisson, et lorsqu'il est cuit, je saupoudre de cassonade avant de le retourner sur la plaque pour avoir une légère croustille comme dans une crème brûlée. » La vie

On peut l'emporter sur un banc public, à la maison, sur un grand boulevard

du chausson aux pommes est paisible. Pas d'invasion des Ottomans aux portes de Vienne (1863) poussant les boulangers à créer un pain en forme de croissant pour célébrer la victoire.

Ici, il faudrait plutôt pencher vers Saint-Calais, dans la Sarthe, où depuis trois siècles, chaque premier dimanche de septembre, on célèbre le souvenir d'une châtelaine qui, en 1630, sauva la ville de la famine en distribuant farine et pommes aux nécessiteux. Si le chausson aux pommes poursuit son petit bonhomme de chemin, c'est qu'il produit, lorsqu'on le tédit quelque peu (froid, il est ennuyeux), une combinaison rare où se mêlent l'alchimie de textures et de goût : l'enchevêtrement subtil du feuilletage et de la compote ; la sonorité cristalline d'une croustille. Le chausson appartient aux nourritures nomades. On peut l'emporter sur un banc public, à la maison, sur un grand boulevard. Il demande juste que l'on s'applique à son tour lors de ce moment magique. En résonance avec le travail du pâtissier... F.S.

Carnet d'adresses

ARGELÈS-GAZOST
(Hautes-Pyrénées)
Sébastien Lagrue,
4, place du Foirail.

LA BAULE
(Loire-Atlantique)
Christophe Roussel,
6, allée des Camélias.

CHAMONIX
(Haute-Savoie)
Maison Bourdilat,
424, rue Joseph-Vallot.

MUTZIG
(Bas-Rhin)
Les Pâtisseries
(Christophe Felder -
Camille Leseq),
29, rue du Maréchal-Foch.

PARIS
Bo&Mie,
91, rue de Rivoli (1^{er}).
Christophe Louie,
12, rue Dupetit-Thouars (3^e).
Poilâne,
8, rue du Cherche-Midi (6^e).

Des Gâteaux et du Pain
(Claire Damon),
89, rue du Bac (7^e).
Sain Boulangerie,
13, rue Alibert (10^e).
Boulangerie
Vandermeersch,
278, avenue Daumesnil
(12^e).
Atelier P1,
157, rue Marcadet (18^e).
Boulom,
181, rue Ordener (18^e).

CHOUCHOUS AUX AMANDES

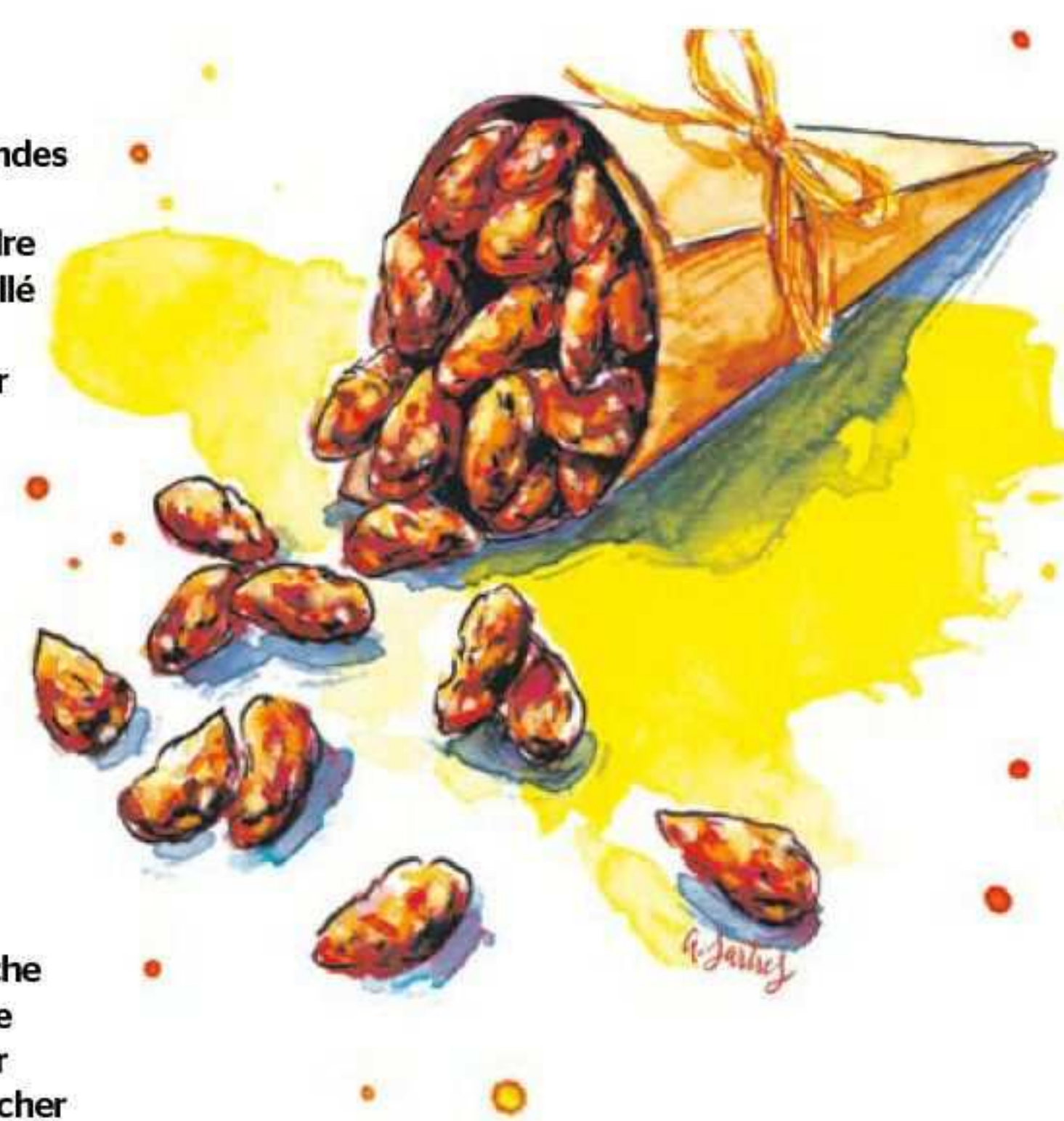
DE LAURENT BÉLORGEY

Cap sur les Bouches-du-Rhône. Précisément à Saint-Martin-de-Crau, où la famille Bélorgey a, depuis trois générations, inscrit son nom dans la culture de l'olive et du foin... Mais en 2001, Laurent, le fils, en reprenant le flambeau, est animé par le désir d'explorer de nouveaux horizons. En 2017, avec son associé Philippe Manassero, il décide de planter des amandiers. Aujourd'hui, il s'investit pleinement dans la création du Label rouge et de l'IGP (indication géographique protégée) tout en présidant l'association France Amande. « *Sur les 250 hectares de l'exploitation, 80 sont dévolus aux amandiers, explique le quadragénaire. Nos 28 000 arbres nous permettent*

déjà de récolter jusqu'à 30 tonnes d'amandes. Nous en cultivons trois variétés. Chacune a son caractère. La Mandaline est ronde et légèrement amère, la Ferragnès est longue et plate, quant à la Lauranne, elle est un peu sucrée. C'est notre reine ! » Rien de plus normal à ce que cette dernière ait séduit la prestigieuse confiserie Le Roy René, à Aix-en-Provence, qui l'utilise dans la confection de ses célèbres « calissons amandes de Provence ». En attendant l'ouverture d'une boutique attitrée sur le domaine, les produits de la maison Bélorgey sont disponibles au Verger de Retayon. « *Fraîche, sèche, émondée, grillée, en pâte, en lait ou en poudre, l'amande est une source infinie de possibilités !* » précise l'amandiculteur. « *Une bonne amande doit être craquante. Vous devez pouvoir la fendre en deux entre vos doigts. Si elle est molle, c'est qu'elle a absorbé l'humidité et a donc perdu tout son goût.* »

Pour 4 personnes

- Mélanger un verre d'amandes avec un verre d'eau, un verre de sucre en poudre et un sachet de sucre vanillé dans une poêle
- Faire chauffer sans arrêter de remuer avec une fourchette pendant 15 à 20 minutes, ce qui va permettre au sucre de cristalliser
- Attention, le caramel ne doit jamais bouillir ; si c'est le cas, retirer la poêle du feu quelques instants puis la remettre à chauffer
- Étaler les amandes caramélisées en une couche sur une plaque recouverte de papier sulfurisé, laisser refroidir avant de les détacher



on aime

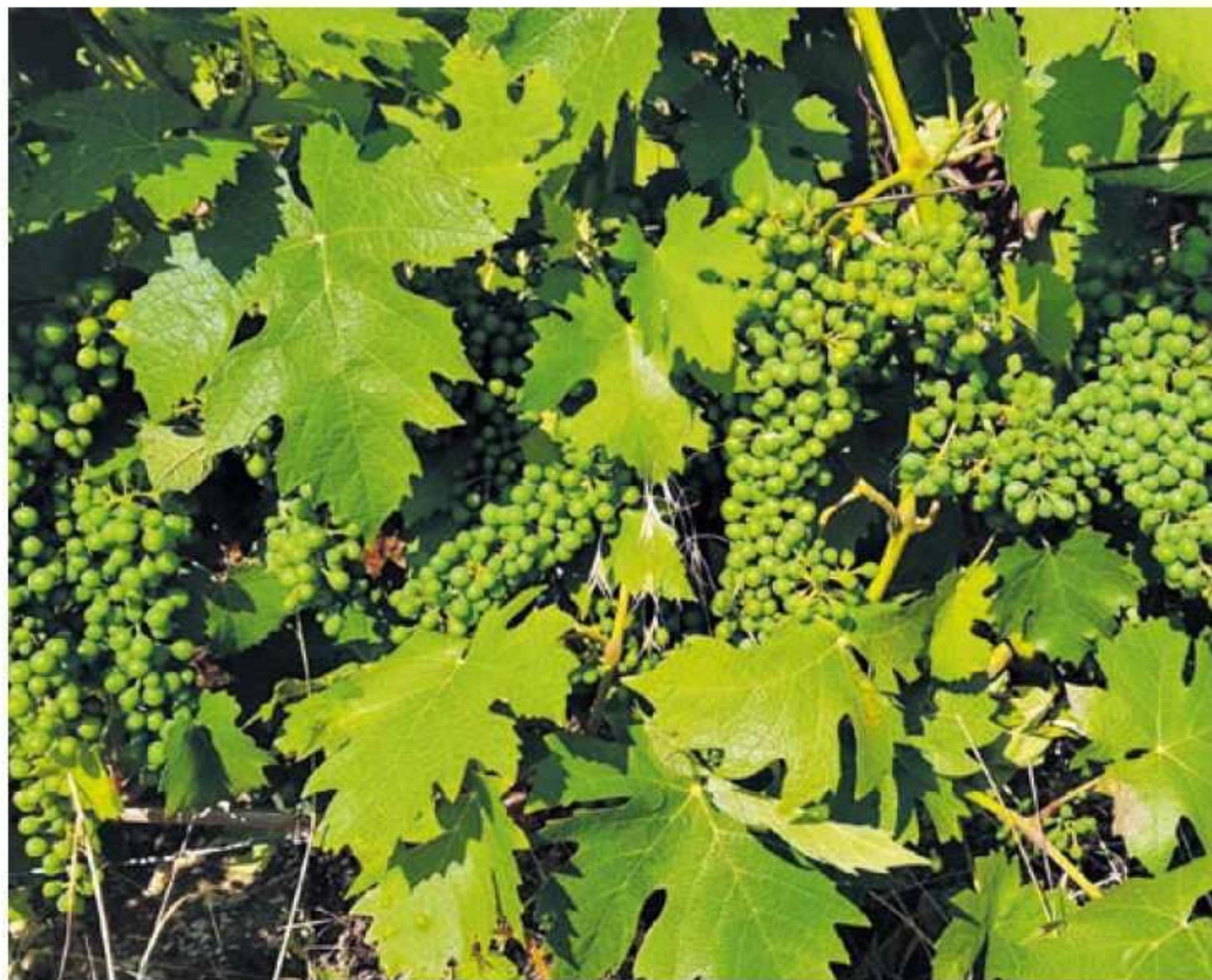
Produit de saison

CORINNE MARCHEIX-PICARD

@corinnemlacuisine

À gauche, les vignes du Domaine Colinot à Irancy, en Bourgogne.

À droite, au Château Mangot à Saint-Émilion.



IRANCY COLINOT; CHATEAU MANGOT

MISE EN BOUTEILLE

MASKAROLINA, SOLEIL BLANC

Qui va là ? Un vin ultra-féminin à dominante de grenache gris, typique de l'IGP côtes-catalanes, contrastant en l'espace d'une gorgée avec la rudesse parfois aride des contreforts pyrénéens et un terroir de marnes rouges. À parts égales, grenache blanc et macabeu fusent tels un courant de tramontane.

Empreintes digitales. Autocatapultée en 2003 dans la région de Maury, Caroline Bonville ne savait « pas à quoi [s']attendre avec ces cépages ».

De face et de profil. Un nez enjoleur doublé d'une étonnante salinité avant que n'exploient des notes de pêche blanche, épicées en fin de bouche. Merci aux touches de vanille torréfiée pour la rondeur; bravo au pressurage en grappes entières pour la fraîcheur.

En quête de proximité. Au choix: un crush assoiffé ou des compères à surprendre.

Heure du délice. « À l'heure où les phalènes s'envolent » (Meryl Streep à Clint Eastwood).

Meilleurs complices. Un poisson grillé entier; un sorbet d'été.

Garde à vue. Dispensé! Quitte à en faire patienter une, cap sur la cuvée L'Enverre, 100 % vieilles vignes en macabeu.

Règlement de comptes. 14 euros (millésime 2022). A.-C.D.L.



Mas Karolina
Saint-Paul-de-Fenouillet
(Pyrénées-Orientales).
Tél.: 06 20 78 05 77.

Dix cépages oubliés à redécouvrir

De la Loire au Roussillon, vendange express de raisins rares travaillés à la mode du XXI^e siècle.

ANNE-CHARLOTTE DE LANGHE

Seuls 40 des 200 cépages recensés sur les différents terroirs viticoles français sont aujourd'hui cultivés par les vignerons. Parmi ceux-ci, certains, curieux d'expérimenter le potentiel de variétés anciennes ou oubliées, ont fait le choix de les ressusciter à travers des cuvées remarquables. Petit tour de France sélectif de ces raisins d'antan à boire aujourd'hui, en 10 vins aussi goûts que surprenants.

ROUGES AUSTRALE (LE ROC DES ANGES - ROUSSILLON)

En quittant les côtes du Rhône il y a près de vingt-cinq ans, Marjorie et Stéphane Gallet ont emporté avec eux quelques pieds de serine, le cépage originel de la syrah. À force de patience, cette variété presque disparue a fini par s'acclimater aux schistes argileux d'un terroir rarement ménagé par l'ensoleillement local. Tel un miracle, ce rouge gagne en fruits noirs comme en éclat impavide. 25 euros. rocdesanges.com

IRANCY CÔTES DU MOUTIER 2019 (DOMAINE COLINOT - BOURGOGNE)

En complément du pinot noir emblématique de la région, l'antique César - qui ne pousse que dans ce petit village - se fait une place (moins de 10 %) dans l'assemblage d'un rouge pour le moins exotique. Une touche épicée qui marque le pas côté palais, en adéquation avec une robe aussi profonde qu'appétissante. 23 euros. irancy-colinot.com

MANSENG NOIR (PLAIMONT - CÔTES DE GASCogne)

Sans les travaux titanesques menés par le Conservatoire ampélographique de Plaimont pour réhabiliter moult variétés autochtones, jamais le manseng noir (issu d'un seul pied survivant!) ne serait réapparu dans le patrimoine viticole gascon. Plus basse en alcool que ses voisines, cette cuvée au nez de violette a le corps d'un monocépage trapu. À servir légèrement frais, donc, sur des mets ensoleillés ou dignement paysans (fromages, charcuteries, abats...). 10,50 euros. plaimont.com

PERSAN 2018 (DOMAINE NICOLAS GONIN - ISÈRE)

Porte-étendard des cépages oubliés, le vigneron Nicolas Gonin fut l'un des premiers, en Isère, à sortir de l'anonymat la jacquère, la verdesse, le mèle ou encore le persan. Son rouge structuré, taillé pour la garde, exhale des arômes de fruits rouges, herbes aromatiques et réglisse. Une singularité qui exhume avec elle toute une histoire de terroirs, de moins en moins méconnue au fur et à mesure que les connaisseurs passent commande. 25 euros. vins-nicolas-gonin.com

ÉCLAT DE GRANITE 2022 (DOMAINE SÉROL - CÔTE ROANNAISE)

Petit cousin du gamay cher au Beaujolais, l'autochtone gamay saint-romain se plaît ici sur les coteaux granitiques de la Loire volcanique. Chamue, souple, vibrante et facile à boire, celle qui aurait pu en rester au statut de cuvée expérimentale mérite ses lauriers de vin 100 % plaisir. 14 euros. domaine-serol.com

BLANCS PRÉFACE MMXXIII (CHATEAU MANGOT - SAINT-ÉMILION)

Massivement arraché dans le Bordelais dans les années 1950, le merlot blanc est ici réhabilité par la famille Todeschini à travers un vin tendu, frais et juteux, tout juste équilibré par 10 % de sauvignon gris dans le millésime 2023. Un tour de force plein de témérité, qui aboutit cette année à 4500 cols que les amateurs ont raison de se disputer. 19 euros. Sur le marché en septembre 2024 (sous allocation, 6 bouteilles max.). chateaumangot.fr

SEYVE-VILLARD 2022 (DOMAINE DIDIER & JULES GRAPPE - JURA)

Élevé sous voile de levures, cet hybride garanti zéro traitement doit sa vivacité et sa rondeur au croisement rustique de deux variétés antiques. Robe jaune dorée rehaussée par un bouquet de fruits à coque et une acidité en bouche parfaitement mesurée. 23 euros. vindujura.com

ROMO (DOMAINE DES HUARDS - LOIRE)

Rapporté de Bourgogne au XVI^e siècle par François I^{er}, le romorantin est un cépage issu du croisement pinot noir-gouais blanc. Sous l'AOC cour-cheverny, les Gendrier en font un vin fruité, acide et minéral, aussi croquant qu'un fruit du verger. 20 euros. domainedeshuards.com

PAR-DELÀ LES VERSANTS (DOMAINE SAINT-GERMAIN - SAVOIE)

Bien connue en Vallée d'Aoste, la petite arvine a franchi la frontière pour se fondre dans la mosaïque d'un blanc onctueusement granuleux, presque toasté. Surnommé « le raisin des glaciers », ce cépage se distingue par une finale saline incomparable. 25-30 euros. domainesaintgermain.com

TROP M'EN FAUT! (DRAPPIER - CHAMPAGNE)

Ancêtre du pinot gris au Moyen Âge, le fromenteau a usé de son grain mauve et doré pour refaire surface à Urville en 2015-2016, à l'initiative d'Hugo Drappier. Bilan: un brut nature teinté de miel et d'agrumes, au nom de baptême sous forme de contrepèterie, qui étonne par son atypicité historique. 50-70 euros. champagne-drappier.com

FAUTE DE GOÛT

COQUILLETES ET GRAND CRU CLASSÉ ?

S'il est un terrain sur lequel se rejoignent sommeliers et stylistes de renom, c'est peut-être celui-ci: il n'y a pas contradiction à marier souliers haute couture et paire de jeans. Il en va donc ainsi de ce plat de pâtes insolemment régressif, auquel on serait tenté d'adjoindre une quille franchement millésimée. En risotto comme dans leur plus simple appareil (mais dûment beurrés!), les coquillettes peuvent donc prétendre à un puligny-montrachet ou un grand meursault. Si le rouge est mis et le mets dénudé, en revanche, il est préférable de ne pas monter dans les tours et de s'en tenir à un sympathique mais honorable saint-nicolas-de-bourgueil, quoiqu'un pomerol puisse éventuellement avoir droit de cité. Dans sa version canaille d'enfant gâté - ainsi que les prépare le chef Éric Frechon chez Lazare (Paris) -, le combo truffe-crème-comté-jambon est quant à lui un sésame pour la cave d'exception. « Pour casser le côté gras, partir sur un bourgogne en monocépage comme un chambolle-musigny premier cru, conseille Xavier Fofingue chez Lazare. L'équilibre parfait consiste à sublimer la truffe sans jamais l'éteindre. » Autre allié liquide susceptible de marquer le coup avec panache: une grande cuvée de champagne, comme le blanc de blancs de la maison Agrapart & Fils, à Avize. A.-C.D.L.

plop!
Tout frais

ENCHÈRES HISTORIQUES À DUCRU-BEAUCAILLOU

Fait inédit dans l'histoire du Château Ducru-Beaucaillou, la famille Borie organisera le 23 juin une vente aux enchères publique réunissant plusieurs lots de prestige, parmi lesquels une soixantaine de millésimes n'ayant jamais quitté la propriété. Deux sessions se tiendront au cœur même des chais de ce grand cru classé du Médoc (Saint-Julien), qui célèbre joliment son tricentenaire.

Rens.: bagherawines.com



LES AMATEURS DE PLUS EN PLUS SENSIBLES AU BIO

Le vin labellisé marque des points dans le cœur des consommateurs. D'après le dernier baromètre Sowine/Dynata, près d'un Français sur deux se dit attentif à la certification environnementale figurant sur l'étiquette au moment de l'achat. Autres enseignements de cette étude annuelle: les vins étrangers les plus consommés dans l'Hexagone sont italiens (34 %) et la majorité des bouteilles est débouchée le soir, durant le week-end.

Tous les résultats sur sowine.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.



HUGO ANWAR/HANTHAM/REA

À Paris, au Café Joyeux du quartier de l'Opéra.

SOLIDARITÉ

Le comptoir idéal

Créés pour prouver que le handicap n'est pas un frein à la réussite, les Cafés Joyeux enchaînent les ouvertures.



REBECCA SANNINO

Il est bientôt midi, dans le Café Joyeux de Tours, et les tables commencent à se remplir. Les employés s'affairent dans les cuisines ou en salle. C'est à peine si on remarque leur particularité, tant ils ont l'air à leur aise pendant le service. Car au sein de l'un des premiers sites de l'enseigne, l'équipe est composée aux deux tiers de personnes atteintes de troubles cognitifs, dont des porteurs de trisomie 21.

C'est le concept même de ces cafés fondés par Yann et Lydwine Bucaille. Le premier a ouvert en 2017 dans leur ville, Rennes. L'objectif était de permettre à des hommes et femmes souffrant de ces dysfonctionnements de trouver un emploi. La marque se positionne immédiatement comme une véritable entreprise, pour prouver que ces personnes sont capables de travailler lorsqu'elles sont formées. Le succès est phénoménal. Depuis leur création, 20 établissements ont ouvert, employant 168 personnes en situation de handicap.

Grâce à cette expansion rapide, d'autres projets se développent, à l'initiative des fondateurs. En plus de la titularisation en CDI, les Cafés Joyeux proposent depuis l'an dernier à leurs équipiers de suivre un programme de deux ans dans le Centre de formation d'apprentis Joyeux (CFAJ). Les employés sont en alternance dans les cafés, et se voient délivrer un diplôme d'agent de la restauration reconnu par l'État. Ils peuvent alors, s'ils le souhaitent, étendre leurs recherches d'emploi à toutes les branches du secteur. « Ça leur ouvre des portes, se réjouit Augustin Kauffer, un des deux managers réseaux, qui supervise la

moitié des cafés de l'Hexagone. Une de nos anciennes employées a d'ailleurs été recrutée par Dior pour assurer le service d'un comptoir d'entreprise de la marque. » Actuellement réservé aux employés, le centre aimerait, dans les prochaines années, ouvrir ses portes à toute personne en situation de handicap.

Cette nouvelle voie vers l'emploi permet une autonomie autrement plus importante. Johanne, employée depuis l'ouverture du café de Tours en juin 2022, confirme : « Ce travail me permet de me sentir utile et considérée. » C'est sa mère qui

Cette exigence a des retombées positives : la marque est désormais démarchée par des sociétés pour ouvrir des comptoirs et restaurants Café Joyeux Inside, comme chez Canal+ en novembre ou au Crédit agricole mi-janvier (le dernier en date). Cette nouvelle offre constitue déjà une réussite selon les employés du site de Montrouge, qui voient maintenant leur restauration et leurs pauses-café assurées exclusivement par les Cafés Joyeux. Plusieurs se réjouissent d'y retrouver « l'authenticité des rapports humains » au sein de l'entreprise. Ils remarquent également « la motivation et la gaieté des équipiers du café ». Augustin Kauffer nous confie la volonté de la marque de développer ce nouvel aspect de son service de restauration. Les demandes ne manquent pas et des inaugurations sont prévues prochainement, sur des sites encore tenus confidentiels.

Forts de ce succès, les Cafés Joyeux planifient six nouvelles ouvertures en France pour 2024 : à Nice, à Toulouse, et dans d'autres grandes villes (la plus récente ayant eu lieu à Marseille en mars). Edwige De France, directrice de la communication des Cafés Joyeux, annonçait en janvier dans le podcast « Les Héritières » (produit par La Tribune) que l'objectif était d'atteindre 30 cafés en 2030. Une vision ambitieuse puisque « chaque ouverture nécessite deux ans de préparation », rappelait-elle. Les Cafés Joyeux se tournent également vers l'étranger. Déjà présents à Bruxelles et Lisbonne, ils viennent d'ouvrir un établissement à New York, au cœur de Manhattan. Quand une aventure humaine commencée en Bretagne atteint la Grosse Pomme, le pari de changer des vies devient un défi international. ■



Ce travail me permet de me sentir utile et considérée

Johanne, employée

a déposé un CV pour elle lors des recrutements précédant l'ouverture. « Beaucoup de parents poussent leur enfant à postuler », explique Augustin Kauffer. Il précise que les Cafés Joyeux n'ont pas de partenariats avec les associations soutenant les personnes handicapées, car ils souhaitent conserver une image entrepreneuriale et ne pas être confondus avec une structure d'insertion. « Nous apprenons aux équipiers à travailler dans les mêmes conditions que dans d'autres entreprises, avec les coups de feu, le stress et les exigences que cela implique, pour que leur autonomie se développe », continue-t-il.



SEBASTIEN ORFOL/REA

Déjà 20 Cafés Joyeux!

Quatre adresses à Paris (dont une sur les Champs-Élysées) et des sites dans toute la France (à Rennes, Tours, Marseille...), mais aussi à l'étranger (à Lisbonne, New York...). De nouvelles ouvertures sont prévues en 2024, notamment à Strasbourg et Toulouse.

Bocaloca, la conserverie végétale de Troyes

JÉRÔME BLIN

UN STAND d'appétissants bocaux est apparu récemment sur les marchés de terroir du côté de Troyes. À chacun de choisir son produit tartinalement entre « douceur de courges et pois chiches » ou « houmous de carottes jaunes ». Des veloutés de légumes et des coulis de fruits les accompagnent. Les recettes évoluent au gré des arrivages. Bocaloca est né il y a un an, centré sur l'insertion sociale et l'utilisation des surplus d'une quinzaine de maraîchers de l'Aube.

La production a démarré en février. « Nous en sommes déjà à plus de 20000 bocaux 100 % végétal, sans crème ni œuf, nous voudrions doubler l'année prochaine, explique Jill Teboul, l'initiatrice du projet. Dix personnes sont employées en CDDI [contrat à durée déterminée d'insertion], qu'elles soient handicapées, en chômage longue durée ou en sortie de détention. » La production et l'encadrement sont assurés par Marie-Laure Bouchot, une ex-restauratrice spécialisée dans la conserverie. Outre des tartinables,

l'atelier propose aussi des pavés végétaux pour les cantines scolaires, et produit sous marque blanche des bocaux stérilisés et des légumes cuits sous vide à basse température. Une quinzaine d'épiceries et de points locaux distribuent la gamme.

Repas gratuits pour les étudiants

Jamais à court d'idées, Jill Teboul a l'engagement et la générosité chevillés au corps. Sans doute parce qu'elle a connu la galère étudiante et les saisons à travailler dans la restauration pour voyager. « J'ai passé quatre mois décisifs à Berlin, raconte-t-elle. J'y ai découvert une culture alternative, des tas d'événements gratuits, l'idée du prix libre pour un plat ou un objet... » De retour à Troyes, animée par cet esprit, elle ouvre un premier restaurant à vocation socioculturelle, vite rattrapé par les contraintes économiques. « C'est en 2018 que j'ai pu monter Kantinetik, une cantine végétale et locavore. J'ai été épaulée par l'association nationale Aurore, dont je suis même devenue salariée, et par Le Rucher créa-

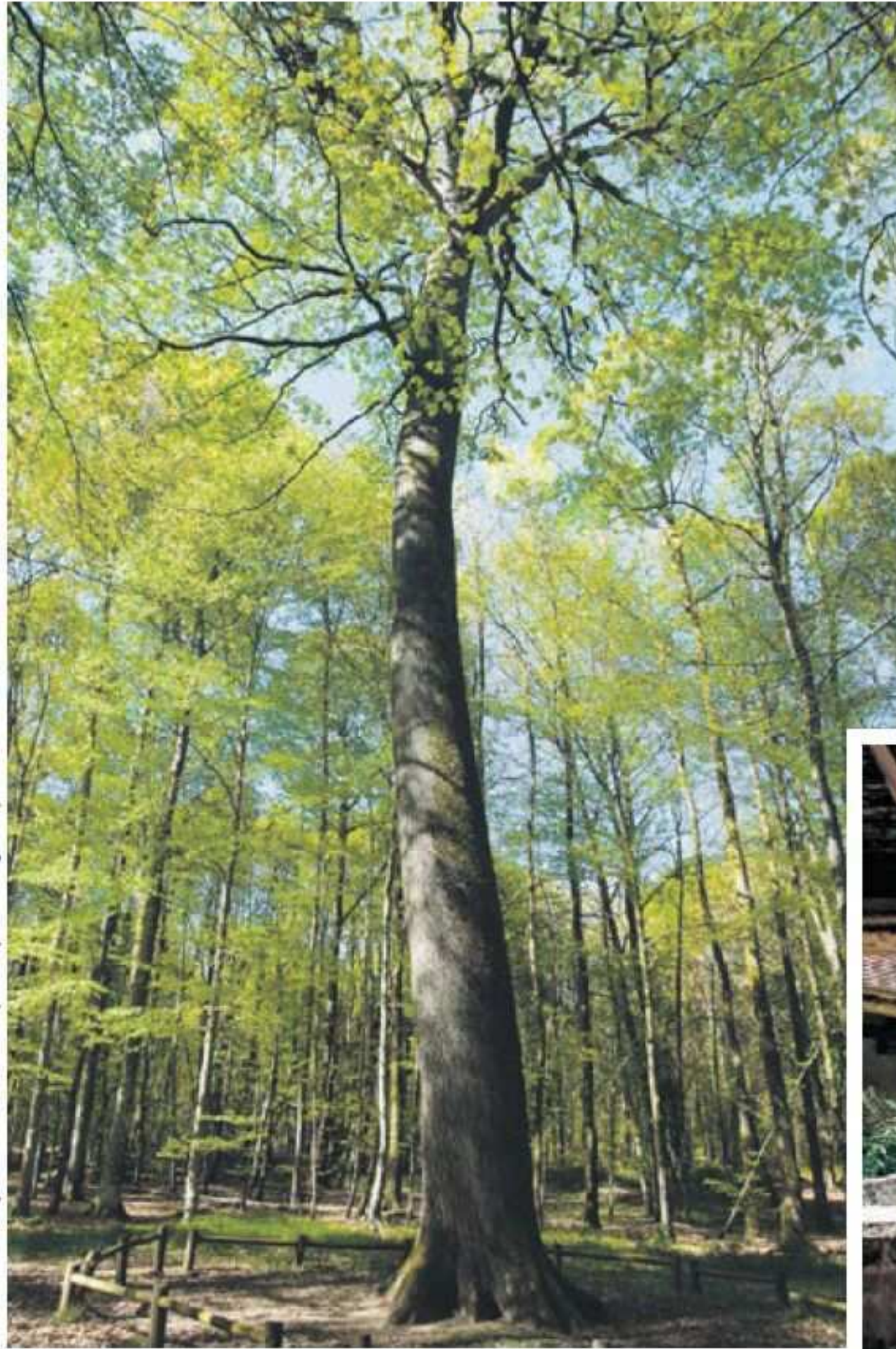
tif, un tiers-lieu collaboratif qui nous a hébergés. »

Forte de six personnes, l'équipe propose aussi un service traiteur et des ateliers de sensibilisation du public à une nourriture saine et durable. Les thèmes sont variés : où faire ses courses, la lacto-fermentation, faire baisser l'indice glycémique d'un repas... Bocaloca, elle aussi chapeauté par l'association Aurore, en est un prolongement naturel. Jill Teboul s'attaque désormais à la précarité alimentaire des étudiants. Jusqu'en juin, des repas végétaux et locaux leur seront servis gratuitement deux fois par semaine, à côté de la conserverie, et un frigo solidaire sera installé sur le campus universitaire de Troyes. « L'essentiel pour moi, c'est de recréer du lien, de ne pas se contenter de parler mais d'aller au bout de ce qu'on veut. » ■



ASSOCIATION AURORE

Crackers aux graines de chanvre et pâte à tartiner courges et pois chiches.



JEAN-ERIC RUBIO, DAVID COMMENCHAL / CDT 61, MAX COULIARD / BESTJOBERS

À l'intérieur de l'hôpital de Mortagne-au-Perche, la chapelle Saint-François (en bas).

La maison du parc du Perche et son manoir du XV^e (à droite).

Campagne printanière à Mortagne-au-Perche

Cette ville parmi les plus jolies du Perche est très prisée le week-end par les citadins. Balade au vert entre son marché, les brocantes des environs et le bocage ornais.

MATHILDE GIARD

Peut-être son marché sera-t-il l'un des 24 lauréats annoncés dans le journal de 13 heures de TFI de demain ? Mortagne-au-Perche, dans l'Orne, fait partie des communes sélectionnées pour représenter la Basse-Normandie au concours du plus beau marché. La carte postale de son centre-ville couvert d'étals le samedi matin donne des envies de week-end au vert : une place en pente douce bordée par une église gothique, des terrasses où les habitués ont plaisir à se retrouver autour d'un verre de vin, des produits du terroir à foison...

Émeline Aubry, finaliste des championnats du monde de pâté en croûte, y vend ses créations à base de porc de Bayeux, Rolls-Royce des races rustiques. Le nec plus ultra de la charcuterie, au prix d'environ 15 euros la tranche. « Je les travaille comme un mendiant au chocolat, avec des fruits secs et des pistaches », vante-t-elle. Son prochain défi : le trophée du meilleur boudin noir, spécialité de cette bourgade de 4 000 habitants qui assume sa ruralité décomplexée.

Cheveux châtiens coupés court et regard vif, cette quadra fait partie des « accourus », ainsi que l'on surnomme les citadins attirés par cette campagne normande à deux heures de la capitale, devenue un repaire chic. « Ma résidence secondaire est désormais ma maison principale », confirme-t-elle.

Dans l'une des petites rues piétonnes, « un antiquaire et une photographe dans le Perche », tel qu'écrit sur leur devanture, présentent leurs derniers trésors : une commode japonaise et des natures mortes évoquant des tableaux de Chardin. « L'ambiance a changé en trente ans : aujourd'hui, ce territoire pétillant de culture, bon terreau pour les artistes entre concerts et expositions », apprécient Sylvain Cheriau et Carol Descordes, anciens Parisiens fascinés par les ciels changeants de leur fief d'adoption sous influence océanique, la mer n'étant pas si loin.

On flâne entre les ruelles médiévales jusqu'à la chapelle Saint-François, achevée en 1516 et planquée dans l'enceinte de l'hôpital de Mortagne. Le site vient de décrocher le gros lot : un chèque de 300 000 euros du loto du patrimoine pour sa rénovation. Il avait tapé dans l'œil de Stéphane Bern, propriétaire du collège royal et militaire de Thiron-Gardais, venu en voisin. Son village se situe dans le Perche côté Eure-et-Loir, près de Nogent-le-Rotrou.

Balade en forêt entre Bellême et La Perrière

Mortagne-au-Perche représente l'un des trois points du triangle d'or de cette ancienne province du royaume de France, avec Rémalard-en-Perche et Bellême dans l'Orne. Au milieu : des prés cernés de haies touffues dans lesquels broutent des percherons, ces chevaux costauds qui firent les belles heures des omnibus parisiens. Et çà et là, des maisons en pierre blonde et toit de tuile qui surgissent au fil des vallons, une glycine courant souvent sur la façade. « Les nouveaux venus ont contribué à restaurer ce patrimoine », pointe Véronique Louwagie, députée (Les Républicains) de l'Orne.

La petite cité de Bellême reste, elle, réputée pour ses brocanteurs et ses antiquaires,

installés dans des hôtels particuliers du XVII^e ou du XVIII^e siècle au sein de sa ville close. Dans l'église, la décoration de la chapelle Boucicaud a été financée par le fondateur du Bon Marché à Paris, Aristide Boucicaud (1810-1877), né à Bellême, où il a fait ses débuts dans la boutique de chapellerie de son père. Les mosaïques ressemblent à celles du rayon rideaux du célèbre grand magasin, dont on peut lire le nom sous les poutres. La voûte, majestueuse, a été construite en chêne provenant de la belle forêt de Bellême.

De l'autre côté des bois, une route mène à La Perrière, ce village qui fit apparaître le Perche sur la carte des destinations de week-end, sous l'impulsion notamment de Chantal Thomass. La styliste y possédait une résidence secondaire où elle accueillait des amis, séduits à leur tour. Elle aida à ressusciter le filet brodé et perlé, technique locale de broderie magnifiée par le couturier Paul Poirret sur ses robes des Années folles. Un nouveau musée consacré à cette dentelle doit ouvrir d'ici cet été sur la place du village. Sur le parvis de l'église, le panorama aide à comprendre l'engouement pour cette campagne bucolique et tranquille : du vert, du vert à perte de vue. Cette fin avril, alors que la nature se réveille, le bonheur est assurément dans le Perche. ■

LE CHEMIN DES ATELIERS DU PERCHE

DU 26 AU 28 AVRIL

Céramiques, dessins, pastels... une quarantaine d'artistes ouvrent leurs portes le week-end prochain pour la 4^e édition du Chemin des ateliers du Perche, dans l'Orne et en Eure-et-Loir. Parmi eux, le sculpteur et céramiste Pierre Amourette propose, sur inscription, de réaliser sa propre pièce et d'assister à sa cuisson. Avant une future exposition au musée La Piscine de Roubaix, cet ancien instituteur présentera ses maternités en off à la Biennale de Venise, dans une église. chemindesateliersduperche.com et ornetourisme.com

Carnet d'adresses

Bougies Trudon

Ses bougies fabriquées en cire naturelle dans la manufacture locale s'exportent dans le monde entier. La marque Trudon fête ses 380 ans en inaugurant sa première boutique en ville. 11, rue du Colonel-Guérin, Mortagne-au-Perche (61). Tél.: 07 88 98 58 82. trudon.com

Hôtel des Prés

La nouvelle adresse du printemps vient d'ouvrir face aux prés, à la rivière. Stéphane Renaud et Éric Brossard, anciens architecte et ingénieur parisiens, ont transformé en hôtel un manoir qui fut un temps un orphelinat tenu par des religieuses. Le couple, propriétaire d'une résidence secondaire dans le Perche, a changé de vie et fait

appel aux artistes locaux pour la déco, superbe. Neuf chambres à partir de 130 euros, restaurant ouvert aux clients extérieurs, piscine dans le jardin. Domaine Pigeon, Saint-Hilaire-le-Châtel (61). hotellespres.com/lespres

Épicerie Comptoir général

Aménagée dans l'ancienne école du village, cette épicerie de campagne fait aussi poste et pressing. Sur les rayons, Vincent et Élodie Kolb, Parisiens reconvertis, proposent de l'alimentation générale à petit prix, mais aussi de la quincaillerie et de la droguerie chic, type cosmétiques et sacs en lin du Perche. Le couple tient le café sur la grande place, cantine du village où les gens du coin

viennent déjeuner en bottes en caoutchouc avec leur chien. Plat du jour à 12 euros (fermé le dimanche). Rue Foinart, La Perrière, Belfort-en-Perche (61). Tél.: 02 33 83 20 66.

Antiquaire Maison close

Cette boutique d'antiquaires est spécialisée dans les années 1950 à 1980. « Je suis un assembleur qui aime mêler les styles », résume Olivier Premoli, également artiste. D'ici l'été, le premier étage de cette belle maison bourgeoise va devenir une annexe de la galerie parisienne Tourrette. 21, rue Ville-Close, Bellême (61). Ouvert du jeudi au dimanche, de 11 heures à 19 heures. Tél.: 06 44 90 27 86.

Chez Nous Campagne

Niché dans une jolie vallée, ce concept store percheron mêle brocante, salon de thé et gîte sous les toits (à partir de 140 euros). Les Joncherets, Tourouvre-au-Perche (61). Tél.: 06 30 77 17 74. chez-nous-campagne.com

Bistrot des Écuries

Aux beaux jours, on y déjeune à l'ombre d'un arbre au milieu des collines... Menu à 39 euros, paddock à dispo pour les cavaliers, chambre d'hôte à partir de 125 euros. Ce restaurant se trouve près du marché du dimanche de Boissy-Maugis. La Grande Maison, Cour-Maugis-sur-Huisne (61). Tél.: 02 33 25 46 06. bistrot-des-ecuries.com

JEUX

MOTS CROISÉS

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									

HORIZONTALEMENT 1. Homme d'Aquitaine. 2. Éprouvante. 3. Bondir encore. 4. Rivière du Vexin. Donc sûrement cher. 5. Se servira d'un tour. 6. Conviendra. Met un terme au discours. 7. Abréviation de vitesse. Être allongé. 8. La première de l'école. Et les 40 valeurs. Coin du mécano. 9. Moyen de transport. Il se dispute avec tout le monde. 10. Pousse du printemps. Belle sœur à trouver... 11. Espèces roumaines. Confrérie de moujiks. 12. Bavarde, plate et bleue au salon. 13. Course de masse. Marque de coup.

VERTICALEMENT A. Calots. Télégraphier. B. Les rois du pétrole. Polluée. C. Mal dégrossis. Réseau de fils. D. Il affecte de bien parler. Maintien de chef. L'Europe en bref. E. Agence européenne de l'espace. Légende nordique. Se répond à lui-même. F. Prénom féminin. Écrivain italien. Chanson à texte. G. Étoile du Scorpion. Berger. H. De manière répétitive. I. Fromage suisse. Dotée de crans.

MOTS FLÉCHÉS

BONTÉ	ÉPREUVE À MOTO	QUALITÉ DE LA JEUNESSE	STYLE DE MARY QUANT	TINTINNA-BULER	ELLES NE SONT PAS À UN JOUR PRES
EXCESSIVE	À L'AUBE	BELLE PLANTE	CLOÎTRE	IMBRIQUÉ	
FAIRE SA RECOLTE					
RAGÔT DE LÉGUMES					
AMOUREUSE DES POÈMES DE RONSARD	POSSESSIF AVEC EUX			DANS LES CYCLADES	
	TENDRES ÉCHANGES			POISON	
		UN CLUB		SERT À DÉSIGNER	ELLE COASSE AVEC LES OISEAUX
		COUPE AU MONTAGE			
À TOUT PRIX			AU PIED !		UNTSAR QUI N'A PAS DE CŒUR
POÈTE CHILIEN			ESPÉRÉE		
				ARMA LE BATEAU EN EST À LA SOUPE	
EN PROIE À UN SENTIMENT D'HOSTILITÉ	ACCURU				LÉGION DE BIFFINS
	PAR EXEMPLE				BRUITS RAUQUES
		LAISSER BRAS BALLANTS			TRAVAILLE À L'EFFONDREMENT
		BOCK OU MOORE			
DU PAYS DE GANDHI				ÉLÉMENT DE FERMENT	
ÉQUIPE D'ITALIE				CÉSURIUM	
			ESQUILLE		
			DÉSINENCE VERBALE		
REPANDUE AVEC ESPOIR				CHIFFRE QUI FAIT DES MERVEILLES	
BORDURE VERTE					CAMILLE, HOMME POLITIQUE ALSACIEN

SUDOKU Facile

	8	2				4	7	
			5	4				
	9						2	
		4				8		
9			4	6	1			5
		5	8	7	2	6		
2	5						6	7
3		1				9		8
4		6	1	9		5		

SUDOKU Moyen

1								2
4	3							5
			3	2				
			5	7				
9								7
	8							1
5			4					8
		7	9	2	5	3		
		6	8	9				



L'IMAGE DE LA SEMAINE

PAR JOSÉPHINE SIMON-MICHEL

L'IMPORTANT, C'EST DE PARTICIPER

VINGT ANS APRÈS son sacre aux Jeux olympiques d'Athènes, Laure Manaudou est revenue sur les terres où sa vie a basculé à 17 ans. À J-100 de la cérémonie d'ouverture à Paris, la triple médaillée olympique et capitaine du relais de la flamme a récupéré la torche des mains de Stefanos Douskos, rameur d'aviron grec et champion olympique aux Jeux de Tokyo de 2020. Un moment historique pour l'ancienne nageuse, qui a participé à l'allumage de la flamme dans la pure tradition antique devant le temple d'Héra, berceau des tout premiers Jeux en 776 avant notre ère. Face aux caméras du monde entier, Laure Manaudou a profité du moment présent et savouré cette course historique. Pour la première fois de sa carrière de sportive de haut niveau, le temps ne lui a pas été compté. Pas de stress, y a rien qui presse, et puis, l'important, c'est de participer. En quatre minutes, Laure a parcouru 200 mètres à petites foulées sur le bitume. Soit le même temps qu'elle a réalisé sur 400 mètres en nage libre et qui lui a permis d'atteindre la première marche du podium olympique. Flamme, flamme, flamme, fais-nous voir le jour. Flamme, flamme, flamme, fais-nous voir le soleil. Et yop la boum. ■

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO 28

	F	E	T	P	R	
P	A	S	S	E	R	E
C	O	S	M	O	N	A
R	E	C	O	M	M	E
T	R	E	B	E	C	N
C	I	S	E	L	E	T
E	B	R	E	M	O	I
K	S	I	E	P	A	N
	R	A	S	E	R	E
I	L	E	T	R	M	C
O	E	N	C	O	R	N
E	N	G	L	O	U	T
G	U	E	T	T	E	N
D	E	S	S	A	L	E

SUDOKUS

1	4	7	6	8	2	5	9	3
2	8	9	5	1	3	7	4	6
5	6	3	9	4	7	8	2	1
8	9	2	4	6	5	1	3	7
7	3	4	8	2	1	9	6	5
6	1	5	7	3	9	4	8	2
3	5	1	2	9	4	6	7	8
9	7	8	3	5	6	2	1	4
4	2	6	1	7	8	3	5	9

B	E	R	N	H	A	R	D	T
E	X	O	N	E	R	E	R	A
A	C	C	O	U	C	H	E	R
T	E	K		R	U	A	S	
E	P		C	E	R	U	S	E
S	T	A	R		E	T	O	N
E	L	A	N	S		I	F	
A	S	A	N	A		P	R	O
N		M	E	R	C	I		U
O	R	B		R	O	S	E	R
B	A	I	S	E	R		M	N
L	I	C	E		S	O	U	E
I	S		T	R	O	N	E	R

MOTS FLÉCHÉS

MOTS CROISÉS

LA TRIBUNE DIMANCHE

est éditée par LA TRIBUNE NOUVELLE S.A.S. au capital de 535950 euros
Siège social: 54, rue de Clichy, 75 009 Paris
Siren: 749814604
Actionnaire: Whynot Media
Président et directeur de la publication: Jean-Christophe Tortora
Directrice générale: Tatiana de Franqueville

CONCEPTION & DIRECTION ARTISTIQUE
ETX Studio avec Jean-François Labour, Cécilia Gabizon et Marie-Anne Demange

RÉDACTION
Directeur de la rédaction: Philippe Mabille
Directeur délégué de la rédaction: Fabrice Gliszczynski
Directeur délégué de La Tribune Dimanche: Bruno Jeudy
Rédactrice en chef: Soazig Quémener
Rédactrice en chef technique: Emmanuelle Aubry
Rédacteur en chef photo: Stéphane Correa
Rédactrice en chef Culture et Tendances: Valérie Abrial

CONTACTS UTILES

Directrice du développement: Cendrine Martinez
Directeur de la publicité: Nicolas Gaumont - pub@latribune.fr
Directrice exécutive marque, communication et partenariats: Natalia Abella
Relation abonnés: abo@latribune.fr
Tél.: 01 76 21 73 17
Abonnement: La Tribune Dimanche papier 99 euros par an (publication hebdomadaire)
Diffusion: agence Boconseil oborscha@boconseil.net
Tél.: 01 47 07 56 10 / 06 07 26 79 25

IMPRIMERIES
Riccobono: à Tremblay-en-France 93290
La Provence: à Marseille 13015

Tarif France: La Tribune Dimanche papier 2,40 euros

Dépôt légal: à parution
N° de commission paritaire: 1228 C 95229
ISSN: 3001-1892





CYRILLE GEORGE, JERUSALMI POUR LA TRIBUNE DIMANCHE

ÇA RESTE ENTRE NOUS

À Paris, le 9 avril.

AVEC THIERRY LHERMITTE

« Être acteur, c'est accepter d'être ridicule »

Il est à l'affiche mercredi d'une nouvelle comédie, « N'avoue jamais ». Rencontre avec un comédien qui n'a pas renoncé à pratiquer l'art délicat du second degré.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JOSÉPHINE SIMON-MICHEL

Dans la famille Lhermitte, on est plutôt du genre scientifique en blouse blanche que saltimbanque. Thierry, lui, a choisi la légèreté et de mener sa vie au second degré. C'est sûr que, depuis cinquante ans, il enchaîne les personnages caricaturaux sans jamais avoir « *tout misé sur son physique* » (un peu comme Jean-Claude Dusse le conseillait à Bernard...) Gros beauf en slip de bain ou psychorigide en prince-de-galles, pourvu qu'il soit ridicule. Aujourd'hui, le septuagénaire conserve une silhouette de jeune homme. Onze heures: il jette un coup d'œil sur sa montre avant de piocher dans les viennoiseries: « *Si c'est trop tard, je n'aurai plus faim pour le déjeuner.* » Trop tard, une notion qu'il ne connaît pas. Il paraît que ses amis du Splendid l'appellent « Commandant Couche-tôt ».

Vos parents ont dû sauter au plafond quand vous leur avez annoncé vouloir faire du théâtre.

Ils auraient préféré que je fasse un métier sérieux, mais comme c'était juste après la folie 68, ils n'ont pas osé contester. Et de toute façon, c'était ma décision et ils n'avaient pas d'autre choix que de l'accepter. À l'époque, c'était tellement facile de gagner sa vie. Les petits boulots, il y en avait à la pelle. J'ai été coursier, machiniste au Théâtre Marigny. J'ai étendu du tissu sur les murs...

Vous n'avez donc pas fait d'études?

À part trois ans de théâtre, non. Après le bac, je me suis inscrit à la fac de Nanterre, mais je n'y ai jamais mis les pieds. Ma carte d'étudiant m'a été utile pour bénéficier de réductions en tout genre.

Ne pas avoir de diplôme a été un complexe?

Jamais. En revanche, je regrette aujourd'hui d'avoir été ce gamin qui ne s'intéressait à rien. Partout où j'étais, je voulais être ailleurs. Je ne savais pas où, mais juste ailleurs. Mes parents étaient désespérés. Il y a des milliers de gamins qui n'ont aucun intérêt pour les études et tout à coup deviennent excellents dans un domaine parce qu'ils y trouvent de l'intérêt. Ce fut mon cas.

Vos trois enfants rencontrent-ils le même désintérêt pour les études?

Je dois avouer que les études ne sont pas vrai-

ment leur truc non plus. Nous, les parents, com-mettons l'erreur d'espérer que nos enfants réussiront là où on a échoué, mais c'est souvent une désillusion. J'ai fini par accepter qu'ils ne partagent pas mes ambitions pour eux. L'important, c'est qu'ils soient heureux.

Si vous n'aviez pas rencontré cette bande de potes au lycée Pasteur à Neuilly, qu'auriez-vous fait?

C'est une très bonne question, et je n'en ai pas la moindre idée. Quand j'ai rencontré Christian [Clavier], Gérard [Jugnot], Michel [Blanc], j'ai enfin connu ce sentiment de plénitude, de bonheur, d'insouciance. Et d'intérêt, surtout. C'est avec eux que j'ai eu envie d'écrire et de faire du théâtre. Ma plus grande crainte à cette époque était que tout s'arrête du jour au lendemain.

Quand vous vous retrouvez aujourd'hui, avec le Splendid, de quoi parlez-vous?

C'est assez dingue, car encore cinquante ans après, on ressent la même excitation qu'au début: celle de vouloir rigoler, de se raconter des conneries. Notre complicité électrique reste intacte et le restera jusqu'au bout.

Votre physique de beau gosse vous a aidé à faire carrière?

Je pense qu'il m'a plutôt desservi. Après le *Père Noël* et *Les Bronzés*, Gérard a immédiatement eu des propositions de rôles. Parce qu'en dehors de son talent de jeu exceptionnel il avait ce physique remarquable, celui d'un petit bonhomme à moustache. Quant à moi, il m'a fallu plus de temps, car je n'ai jamais voulu jouer des rôles de séducteur au premier degré. J'en étais incapable. Popeye, c'est un crétin, un imbécile. Et c'est amusant de jouer un imbécile. Être acteur, c'est accepter d'être ridicule, surtout en comédie.

Quel est le plus grand malentendu sur vous?

L'interprétation des *Bronzés* au moment de sa sortie en 1978, car personne n'avait compris le second degré de nos personnages. Un tiers pensait que l'on se moquait du Club Méditerranée, un autre tiers trouvait complètement normal et n'était absolument pas choqué que Popeye puisse peser les gonzesses, et le dernier qui nous traitait de beaufs. Ce malentendu a persisté très longtemps.

Avez-vous été invité par le Club Med?

Bien au contraire! Ils ont toujours détesté le film. À l'époque, ils avaient déjà cette volonté de véhi-

culer une image plus chic, plus haut de gamme. Quarante ans après, *Les Bronzés* passent encore à la télé et ils détestent toujours autant le film. C'est exactement à contre-courant de leur stratégie marketing. En revanche, je suis allé au Club Med toute ma vie, en payant, et j'y retournerai encore!

Qu'est-ce qui vous fait rire aujourd'hui?

Plein de choses, car je suis un très bon client. J'aime l'humour, les grosses blagues quand elles sont originales... le deuxième, troisième degré. J'aime les gens qui tombent dans un trou quand ils ne se font pas trop mal.

C'est vrai que vous avez vécu chez Coluche?

Oui, pendant dix-huit mois. Je venais de me séparer de Valérie Mairesse et Coluche m'a proposé de m'installer avec lui, rue Gazan dans le 14^e, à Paris. Tous les soirs, il y avait une vingtaine de personnes à dîner et on jouait en même temps *Ginette Lacaze* à l'Élysée Montmartre. Le dimanche, on s'y rendait en pyjama sans se poser de questions. Franchement, cette vie, c'était du grand n'importe quoi!

Un avis sur MeToo cinéma?

Je trouve que c'est une très bonne chose pour les femmes, mais attention au tribunal populaire et médiatique car il peut desservir les deux parties, autant les victimes que les accusés.

Vous craignez un jour être la cible de rumeurs?

Je n'aimerais vraiment pas parce que, même si je n'ai rien à me reprocher, une rumeur te poursuit à vie. Il y a une trentaine d'années, un mec a raconté que j'étais avec Charles Trenet. Je lui ai répondu qu'il pouvait raconter n'importe quoi, que tout ça m'était indifférent. Il a fini par m'avouer qu'il avait inventé cette histoire pour que les jeunes puissent déculpabiliser d'être homos. Homosexuel, ce n'est pas une honte. En revanche, agresseur sexuel, c'est un délit.

C'est comment, le dimanche de Thierry Lhermitte?

Ne comptez pas sur moi pour aller à la messe, je suis agnostique depuis longtemps et ça ne risque pas de changer. Et quand je ne tourne pas, je m'occupe de mes chevaux. ■

N'avoue jamais, d'Ivan Calbérac, avec André Dussollier, Sabine Azéma. Sortie mercredi.

« Avec le Splendid, notre complicité électrique reste intacte et le restera jusqu'au bout »

SES COUPS DE CŒUR

CÔTÉ MUSIQUE, c'est plutôt « vieux chanteurs » que rappeurs. Un bon vieux *Destinée* de Guy Marchand ou tout le répertoire de Souchon.

POUR UNE PAUSE DÉJ sans chichi, il s'installe au square Trousseau, dans le 12^e arrondissement de Paris.

SA DERNIÈRE LECTURE, *La Cavale - La course folle du roi de l'arnaque*, de Marco Mouly et Julie Madar (2023), l'a tenu en haleine quelques jours. **SON DERNIER GROS FOU RIRE** s'est produit dans une salle de cinéma pour le film *Dans la peau de Blanche Houellebecq*, de Guillaume Nicloux « *J'étais l'un des seuls à pleurer de rire.* » Le second degré n'est pas donné à tout le monde...



LA LOGISTIQUE, DES STARTING-BLOCKS À LA LIGNE D'ARRIVÉE



PARTENAIRE OFFICIEL
EN SOLUTIONS LOGISTIQUES

LA TRIBUNE

FUTURS

SUPPLÉMENT À LA
TRIBUNE DIMANCHE
21 AVRIL 2024



IA, DATA, E-SANTÉ

Comment la médecine se réinvente

SONDAGE P.3
Les Français inquiets
sur l'avenir de leur
système de soins

RADIOSCOPIE P.4
Plongée dans le
quotidien d'un médecin
généraliste en 2030

INNOVATION P.6
Les promesses de
l'intelligence artificielle
pour guérir les cancers

RÉGIONS P.8
Cinq start-up biotech
qui vont révolutionner
la santé en France



CYRILLE GEORGE JERUSALEM POUR LTD

L'ÉDITO

de Philippe Mabile,
Directeur de la rédaction

L'IA ET LE SECRET DE L'IMMORTALITÉ

LE FUTUROLOGUE AMÉRICAIN Ray Kurzweil, pape de l'idéologie transhumaniste, vient de faire une nouvelle prédiction choc. « Si vous survivez aux cinq prochaines années, vous pourrez vivre jusqu'à 500 ans », a-t-il déclaré en mars dernier à Austin Texas au festival SXSW (South by Southwest) en réponse à une question sur les progrès fulgurants de l'intelligence artificielle. L'excentrique Kurzweil en est convaincu : « la mort de la mort » est proche... Avant l'arrivée de ChatGPT, le professeur au MIT, né en 1948, voulait se faire « cryogéniser » dans de l'azote liquide si le secret de l'immortalité n'était pas trouvé avant... 2045. Mais le temps s'est selon lui raccourci et il espère qu'un cerveau de silicium supérieur au cerveau humain apparaîtra en 2029, dans cinq ans donc.

Encore un coup de com pour le cofondateur de la Singularity University, se dira-t-on. Qui croit vraiment que la fameuse singularité, acte de naissance de l'IA générale, supposée être capable de résoudre tous nos problèmes, le principal, depuis qu'Adam et Ève ont quitté le Paradis, étant la mort, arrivera avant la fin de la décennie ? Mais la part de vérité dans ce fantasme d'immortalité est bien l'immense espoir suscité par le mariage de l'IA et de la data en santé.

Avec le Health Data Hub et une administration de sécurité sociale qui conserve dans ses coffres-forts numériques vingt ans de données médicales, la France a les moyens de jouer la course en tête dans la bataille des médicaments du futur.

À condition d'oser prendre des risques pour financer les molécules de demain. Une biotech française primée par La Tribune serait en train de percer le moyen de soigner l'arthrose, jusqu'ici inguérissable. Des chirurgiens utilisent déjà des « jumeaux numériques » de nos organes pour nous opérer en sécurité à l'aide d'un GPS. Avec un peu de chance, dans les cinq à dix ans, le cancer deviendra une maladie comme une autre, les aveugles reverront et, grâce à des micropuces implantées dans le cerveau, des paraplégiques remarqueront.

Cette foi en la science ne doit cependant pas occulter la partie humaine de la médecine. Esculape 4.0 ne remplacera jamais la relation empathique entre le médecin et son patient. Mais il l'aidera à bénéficier d'un meilleur parcours de soins et à parvenir à une plus grande espérance de vie en bonne santé. La France a beaucoup de progrès à faire en ce domaine, ce que prouve la situation de nos Ehpad...

Une chose est sûre, dans le débat qui monte sur la dépense publique, ce n'est pas sur la santé que figurent les plus importantes marges d'économies. Nos sociétés vieillissantes ont tout intérêt à prendre soin de nos dépenses de santé ! À défaut de la mort, au moins peut-on espérer améliorer la fin de la vie...

Comme le dit un ami, « vieillir, c'est embêtant, mais c'est la seule façon de vivre longtemps ». À méditer par ce bon vieux Ray...

Rester humaine, le grand défi de la médecine du futur



Service de soins palliatifs de l'hôpital privé du Grand Narbonne à Montredon-des-Corbières, dans l'Aude.

IDRIS BIGOUILLIET / HANS LUCAS

Exercer la médecine dans le maelström d'innovations actuelles place le praticien au cœur d'enjeux à la fois stratégiques, politiques, scientifiques, financiers et organisationnels qui, pour la plupart, le dépassent.

DENIS LAFAY

Par où commencer ? La santé est au carrefour de tant de transformations qu'on peine à en faire la liste. Découvertes et innovations spectaculaires, technologies révolutionnaires (IA en tête), production et partage inédits de datas... Mais aussi propagation de pathologies (obésité, diabète, maladie d'Alzheimer, cancers, fléau des opiacés), effets déflagrateurs des bouleversements climatiques, environnementaux et urbanistiques – l'OMS chiffre à 250 000 le nombre d'habitants promis à en mourir chaque année dans le monde d'ici la décennie 2030 –, conséquences sanitaires des flux migratoires, vieillissement de la population, chronicité des maladies, antibiorésistance... Sans oublier la crise du financement public et de l'organisation des soins, l'érosion des vocations, l'inflation des coûts de nouvelles thérapies qui questionne l'égalité d'accès, le rôle des mutuelles, la paupérisation de certaines spécialités (comme la santé psychique), la multiplication des interrogations éthiques...

Ajoutons à ce cocktail les effets d'une pandémie aussi imprévisible et dévastatrice que celle du Covid-19 : effets contrastés – drames humains, économiques, sociaux mais prouesses scientifiques – qui ajoutent encore au désordre, sonnante le tocsin de la souveraineté sanitaire et de la relocalisation industrielle.

Dans ce contexte, notre système de soins reste globalement performant – en témoigne l'espérance de vie post Covid-19 en retrait de 3 mois contre 10 en Angleterre ou 30 aux États-Unis. Mais il reste victime de poisons « bien français ». Le *numerus clausus*, instauré en 1971, a gravement entravé le développement des promotions de médecins et explique, en partie, la crise de soins actuelle, aussi bien « en ville » que dans les zones extra-urbaines. Sa levée en 2019 ne laisse entrevoir d'améliorations qu'à partir de 2030.

La technocratie malmène l'organisation politique et administrative, et hypothèque le démantèlement des chapelles et des fonctionnements claniques.

Co-construire, dépasser les doctrines, briser les silos, expérimenter, relève d'une mission parfois impossible. L'attelage, fréquemment décrié, que forment dirigeants administratifs et médecins dans la gouvernance hospitalière en est l'illustration. Et le sommet n'est pas toujours exemplaire : en témoigne l'outrecuidance – au fort retentissement symbolique – de l'ex-ministre Olivier Véran d'exercer la chirurgie esthétique dans une clinique des Champs-Élysées après avoir régenté le destin d'un

de leur modèle : l'aléa et le long-terme consubstantiels à la recherche ne sont guère compatibles avec la sécurité, l'immédiateté et la rentabilité exigées par le marché financier. Risques scientifique, industriel et boursier ne font pas toujours bon ménage.

L'état de la recherche est d'ailleurs à l'épicentre des préoccupations. En 2021, celle dite publique n'occupait que 2,21 % du PIB (2,32 % en 1993), se situant dans la simple moyenne européenne, et loin des 3,14 % pratiqués outre-Rhin. À la faveur de la pandémie de Covid-19, la France n'a même pas cherché à inverser la tendance : 700 millions d'euros ont été consacrés à la lutte contre le virus, l'Allemagne débloquent de son côté 1,6 milliard, la Grande-Bretagne 1,2 milliard. Même les Pays-Bas faisaient bien mieux : 450 millions d'euros, soit 26 euros/habitant contre 10 en France...

La médecine est au carrefour d'immenses bouleversements ? Un euphémisme, donc. Son avenir s'élabore dans un maquis inextricable de contraintes ? Un truisme. Un angle, toutefois, mérite d'être éclairé. Il est l'un des principaux défis éthiques que soulèvent les cheminements parallèles de l'innovation et de l'individu : comment combiner la mise en œuvre de formidables progrès scientifiques et technologiques avec le devoir d'humanité propre à la relation médecin – patient et réclamé par ce dernier avec force ?

Internet et réseaux sociaux confèrent aux patients d'accéder à des hypothèses, à l'illusion d'une connaissance, qui influencent leurs relations avec le corps médical. L'impatience, la misère sociale, l'agressivité qui peuvent être éprouvées dans l'enceinte hospitalière n'y sont pas étrangères. Rapports de force ou de confiance changent, au gré aussi d'un exercice de la responsabilité, d'une participation à la décision, d'une quête de médecine personnalisée, d'une judiciarisation, eux-mêmes en mouvement. D'autre part, e-médecine, télémédecine, robots, IA, santé connectée « techno-

IL FAUT SE PRÉPARER À UN BOULEVERSEMENT DES MÉTIERS ET DES COMPÉTENCES

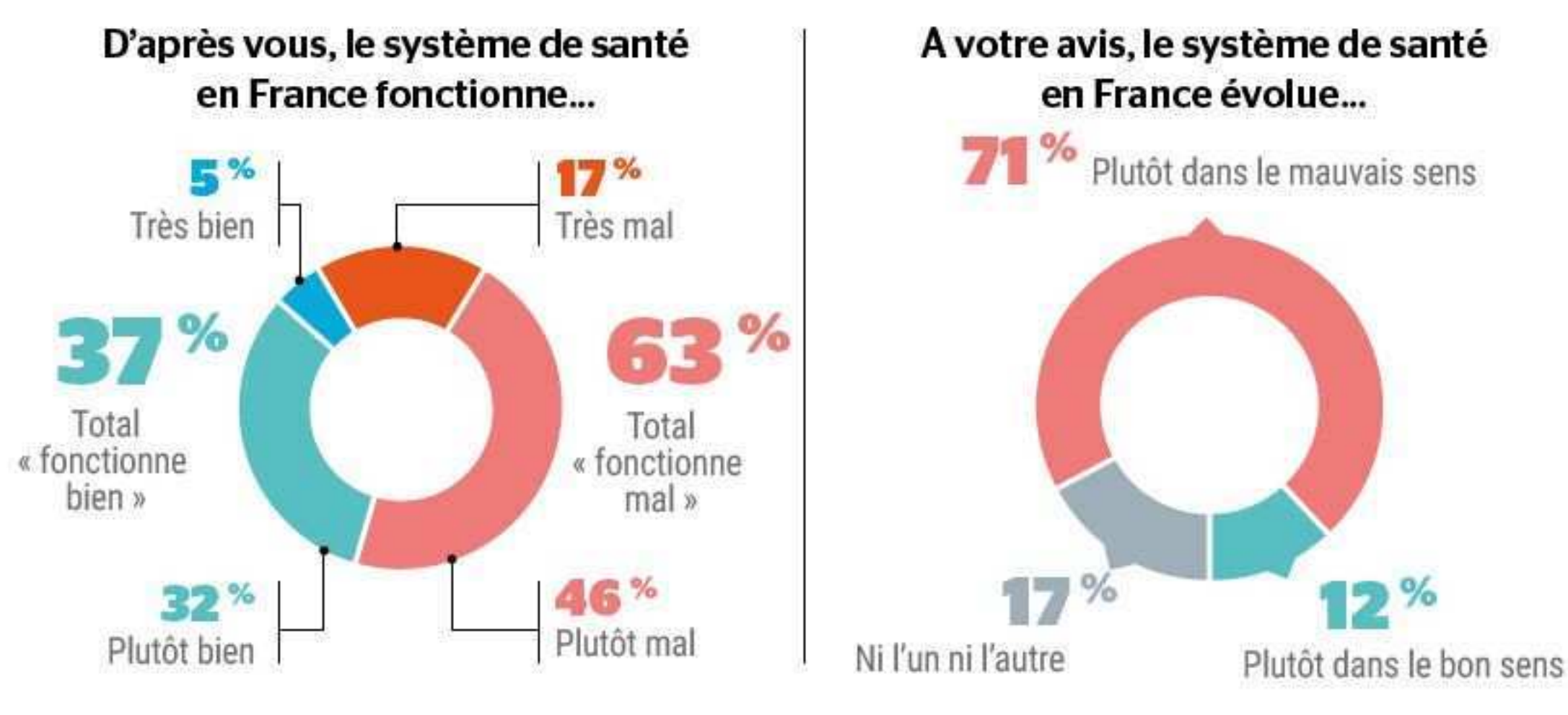
personnel soignant en détresse.

En matière de financement, les biotechs ont pu compter sur les plans d'investissements d'avenir (PIA) et, depuis 2021, sur le dispositif France 2030. Sur les 7,5 milliards d'euros qui doivent être affectés à la santé, 2,3 milliards sont d'ores et déjà engagés, dont 338 millions pour la filière biothérapies/bioproduction. Ainsi, au classement européen de cette dernière, l'Hexagone précède désormais l'Allemagne et n'est plus devancé que par la Grande-Bretagne. Pour autant, crier victoire serait présomptueux. La dynamique d'amorçage demeure insuffisante, les canaux de financements privés sont inégaux.

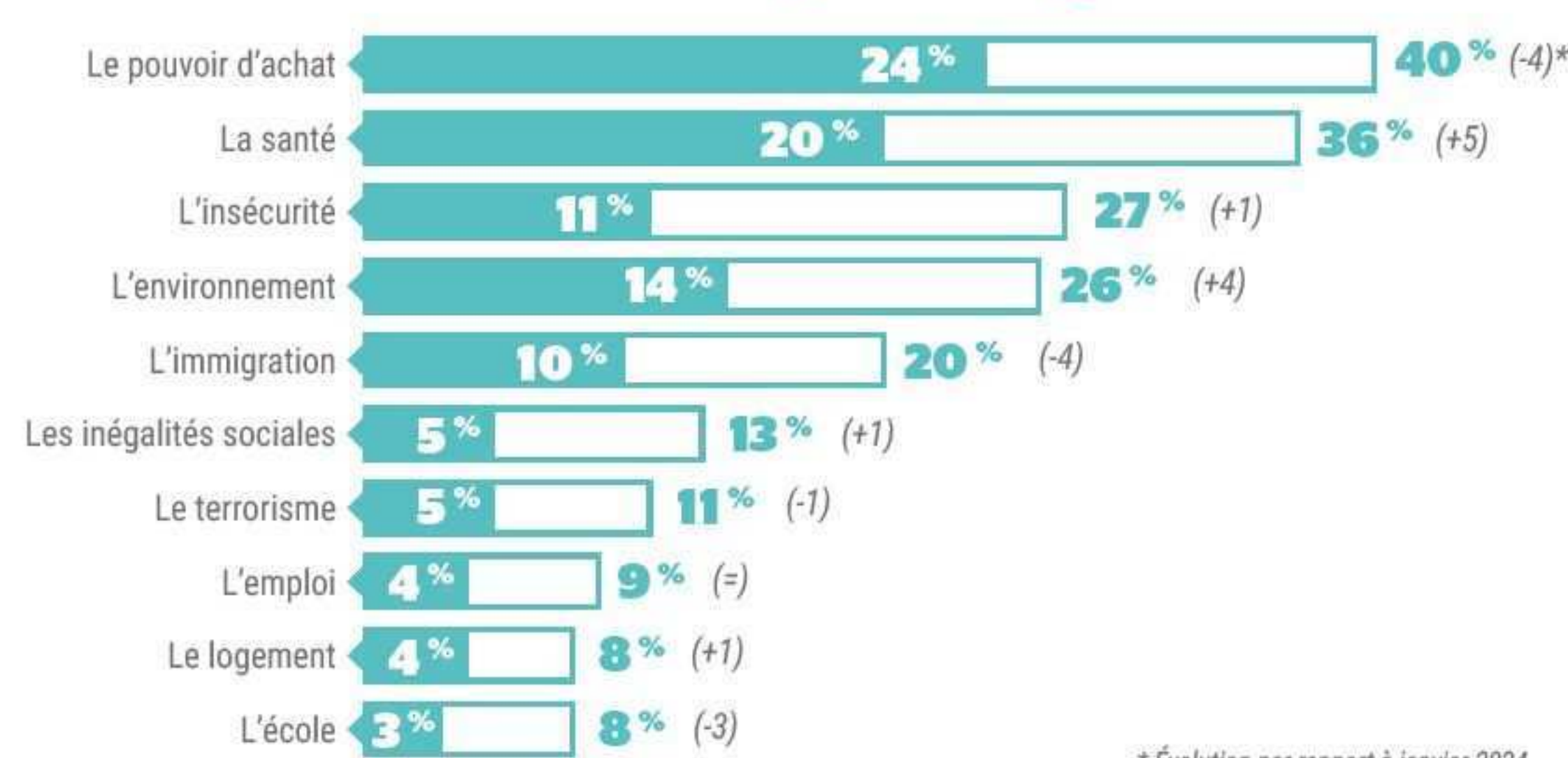
Quant aux géants pharmaceutiques, à l'autre extrémité du spectre, leur renoncement dans la course au vaccin contre le Covid-19 a mis en exergue les limites

Les Français prêts pour un traitement de choc

QUEL AVENIR POUR LE SYSTÈME DE SANTÉ FRANÇAIS

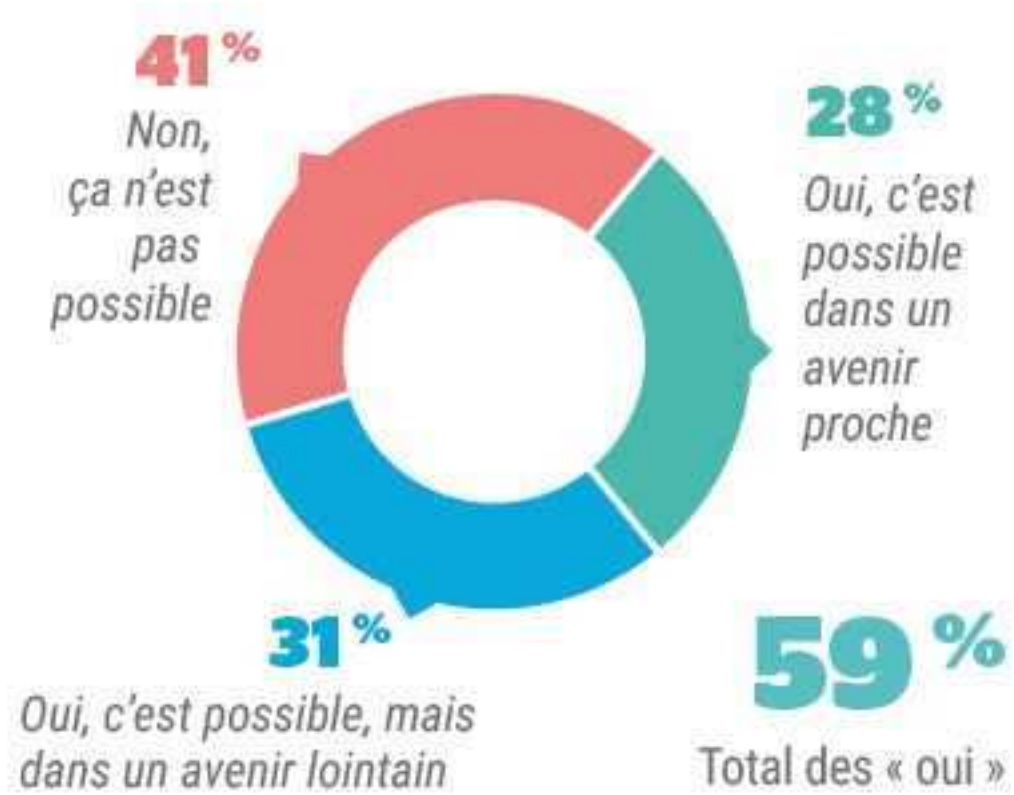


Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent le plus personnellement ?

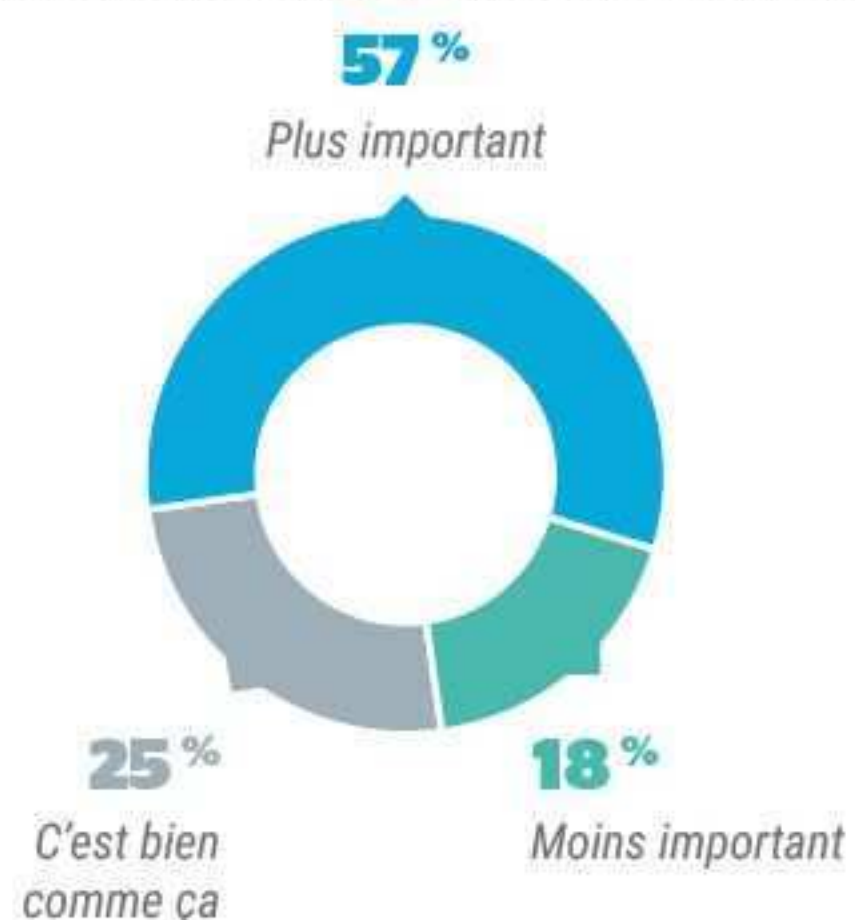


* Évolution par rapport à janvier 2024

Pour vous, serait-il possible qu'un jour le gouvernement ne se charge plus de la santé des Français et que ce rôle revienne à des entreprises privées ?



Souhaitez-vous qu'à l'avenir les entreprises françaises jouent un rôle plus important dans la santé des Français ?



INFOGRAPHIE CAMILLE CHAUVIN POUR L'LD

▲ **MÉTHODOLOGIE**: Enquête CSA-Havas Red Health réalisée via un questionnaire auto-administré en ligne, du 20 au 25 mars 2024, auprès d'un échantillon national représentatif de 1009 Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas basée sur les critères de sexe, d'âge, de profession du répondant, de région et catégorie d'agglomération.

gissent » dans des proportions inédites la pratique de la médecine – et par ailleurs fragilisent l'avenir de certains spécialistes, radiologues en tête. Or la médecine ne peut pas être réduite à cette fraction, et l'innovation doit embrasser un périmètre aussi extra-technique. Plus la place de la technique s'étendra, plus la nécessité de relation humaine s'élargira. L'extension de l'une et les besoins de l'autre sont inséparables. Dans ce contexte, le rôle du médecin est appelé à évoluer. Convoquant formation, organisation du travail, et management. L'extinction du *numerus clausus* adossée aux gains de temps générés par les nouvelles technologies devrait libérer du « temps humain » au profit de la relation avec le patient, si et seulement s'ils ne profitent pas exagérément à produire davantage d'actes pour rentabiliser des investissements matériels eux-mêmes inflationnistes.

L'organisation du travail doit composer avec plusieurs tendances: la féminisation des vocations, l'aspiration à équilibrer davantage vies personnelle et professionnelle, les critères de management (parité, respect, implication) eux-mêmes évolutifs. L'époque du médecin généraliste affairé quatorze heures par jour et s'accordant quelques fragments de repos hebdomadaire est révolue. Ce qui d'ailleurs limite les vertus de l'arrêt du *numerus clausus*: nonobstant les gains de productivité « technologiques », un nombre plus élevé de personnel sera requis pour accomplir le même volume

de tâches et pour « coller » aux spécificités d'une population vieillissante. Le développement de métiers périphériques de celui de médecin – certains, comme l'interface entre la collecte des données numériques et le diagnostic, sont nouveaux –, et l'accélération des délégations d'actes – il aura fallu attendre la pandémie de Covid-19 pour que les pharmaciens soient enfin autorisés à vacciner – devraient, une fois appariés, libérer là aussi du temps (de formation, d'écoute, de dialogue) pour les médecins.

De la disponibilité humaine, il en faut, enfin, pour investir un autre levier clé de la santé publique: la prévention. Selon l'OMS, la santé c'est 70 % de prévention et 30 % de médecine. Or cette dernière absorbe l'essentiel de la mobilisation institutionnelle, scientifique, entrepreneuriale. Et la prévention ne peut pas être confinée aux campagnes de dépistage ou de dissuasion (tabac, alcool); elle sollicite la pratique du sport, la culture du bien-être, une meilleure hygiène, la lutte contre la sédentarité, la chasse au management toxique – à l'origine de *burn-out* et de *bore-out* –, les risques psycho-sociaux, l'infirmerie scolaire, etc. Lesquels sont des leviers moins spectaculaires, moins visibles, également moins monnayables que ceux dédiés à la chaîne du soin. Si la médecine est à l'heure des choix, « humaniser » les conditions de sa pratique et investir (dans) la prévention devrait figurer en bonne place des priorités. ■

SONDAGE EXCLUSIF Près des trois quarts des Français jugent que le système de santé se détériore, inéluctablement. Et une nette majorité estime que cette situation conduit à une plus forte implication des acteurs du privé.

LUDOVIC DESAUTEZ

AUX YEUX DES FRANÇAIS, le diagnostic est clairement posé. Le système de santé est malade. À tel point que toutes les thérapies sont désormais sur la table. Selon un sondage CSA-Havas Red Health révélé par *La Tribune*, ce sont aujourd'hui 63 % des Français qui jugent que notre système de santé fonctionne mal, voire très mal. La sévérité de ce jugement s'amplifie avec l'âge: tandis que 40 % des "18-24 ans" estiment que le système de santé dysfonctionne, cette part monte à 71 % chez les "65 ans et plus". Autrement dit, plus on est "exposé" au système de santé, moins la confiance est élevée. L'exact inverse des bénéfices que l'on pourrait attendre d'une organisation efficace de la santé.

Sans changement majeur du système, l'avenir ne semble guère meilleur. Loin s'en faut même. 71 % des Français considèrent que l'organisation de la santé hexagonale n'évolue pas dans le bon sens. « Nous sommes sur un degré de pessimisme très fort et très installé, analyse Julie Gaillot, directrice du pôle society chez CSA. Un tel degré de pessimisme montre que nous avons atteint une logique de fracture, les Français ne croient plus une amélioration possible sans une rupture majeure. »

Mis bout à bout, ces différents constats placent d'ailleurs la santé dans une zone d'anxiété collective. La santé caracole loin devant des sujets tout aussi anxiogènes que sont l'insécurité, l'environnement ou encore le terrorisme, et s'affirme comme le deuxième sujet de préoccupation des Français, juste derrière le pouvoir d'achat. Ce sont aujourd'hui 36 % des Français qui se disent préoccupés par la santé.

Au-delà de ce sombre tableau, l'étude décortique les zones de fragilité du système de santé. Dans ce domaine, un aspect est clairement pointé du doigt: les moyens humains, qui représentent la toute première faiblesse pour 66 % des Français qui jugent le système dangereusement bancal. Manque de médecins et de soignants, délais à rallonge pour obtenir un rendez-vous,

déserts médicaux: les effectifs du système ne seraient tout simplement plus en capacité de répondre à la demande. Autre lacune pointée du doigt, et largement imbriquée dans la première: l'organisation des soins, citée à 30 % comme problématique.

Alors que faire, et avec qui? Pour améliorer le système de santé, sans le révolutionner, les Français jugent que ce sont les personnels soignants eux-mêmes (à 53 %) et le gouvernement (à 51 %) qui seraient aujourd'hui les plus légitimes. En troisième position pointe une autre piste, celle de l'innovation et de la recherche (à 21 %). Mais si l'on bouscule le système, les Français entendent d'autres scénarios plus radicaux. Ils sont 59 % à juger possible, à plus ou moins long terme, que le gouvernement puisse tout simplement se décharger de la gestion de la santé au profit de la sphère du privé. « Les Français ne sont pas dans le fatalisme en acceptant cette privatisation du système de santé, souligne Julie Gaillot. Ils montrent au contraire qu'ils sont ouverts, qu'ils souhaitent désormais un après, qu'ils veulent sortir de la non-gestion actuelle de la santé, coïncée entre un manque de pouvoir et un manque de vouloir. »

Au-delà de la gestion du système, 57 % souhaitent également que les entreprises jouent un rôle plus direct dans la santé. Un mouvement qui permettrait, pour 52 % des Français, d'apporter des

moyens supplémentaires. Les entreprises du secteur de la santé et du bien-être, les mutuelles, les assurances et les services à la personne apparaissent, sans surprise, comme les plus logiques pour investir davantage ce domaine. Mais pas seulement. Les entreprises de l'alimentaire, du sport, de l'environnement sont également vues comme autant d'actrices légitimes pour monter en puissance. À la lecture de ces secteurs d'activité, un autre enseignement se dessine: les Français jugent que l'amélioration du système de santé, victime d'une thrombose en matière de soins, passera aussi par une stratégie réelle de prévention. L'autre révolution. ■

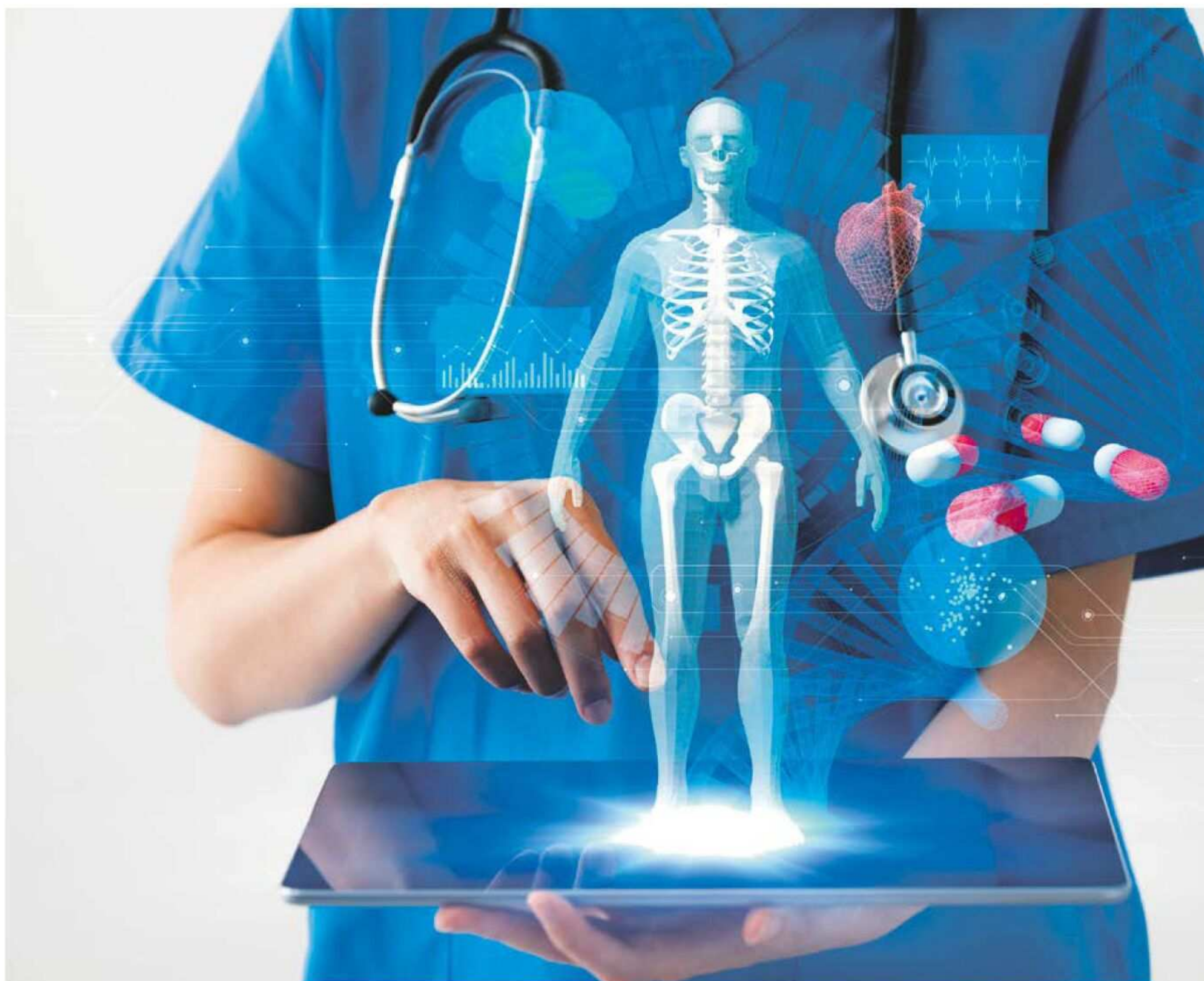
LA SANTÉ S'AFFIRME COMME LE DEUXIÈME SUJET DE PRÉOCCUPATION DES FRANÇAIS

Pour aller plus loin, notre événement « Impacts Santé » le 25 avril

Dans les Salons de l'Hôtel des Arts et Métiers à Paris, La Tribune organise ce jeudi un événement exceptionnel consacré aux intersections économiques et politiques de la santé dans la société. Une journée de débats et d'entretiens avec plus de 30 intervenants, dont Frédéric Valletoux, Cynthia Fleury, Jean-François Delfraissy et Laurence Devillers. **Pour en savoir plus et vous inscrire: impacts-sante.com**

En 2030, un médecin augmenté et toujours plus connecté

Innovation numérique, intelligence artificielle et bouleversements organisationnels accélèrent le glissement vers une médecine plus préventive. Dès la prochaine décennie, les praticiens de santé vont voir leurs métiers largement bousculés.



Le partage et l'exploitation des données de santé vont modifier le quotidien des praticiens.

personnelle de données doit devenir un réflexe. « Une partie des informations figurant dans le DMP relèvent de la décision du patient, or il n'est pas forcément le mieux placé pour faire ce choix. Aujourd'hui, un médecin ne peut pas s'appuyer sur ce dossier pour tout connaître de son patient, mais le point de bascule n'est pas loin », complète Frédéric Thomas, associé santé et pharma au sein du cabinet de conseil.

Temps médical retrouvé

Attaché au travail en équipe, le médecin de 2030 pourra participer à une communauté professionnelle de santé au sein d'un territoire ou exercer dans des centres de santé et maisons de santé pluriprofessionnelles. Pour ces dernières, le gouvernement vise les 4 000 d'ici 2027. D'autres professions s'imposent aux côtés du praticien, comme les assistants médicaux ou les infirmières de pratique avancée. La délégation de tâches vers les pharmaciens pourra aussi être renforcée.

Évolutions organisationnelles et innovations numériques convergent vers un même but : libérer du temps médical. « En le dégageant de certaines contraintes administratives, l'IA permet au médecin de passer plus de temps en interaction directe avec ses patients, analyse Laure Millet. Ce temps supplémentaire offre la possibilité de faire plus de prévention et d'avoir une meilleure analyse des déterminants sociaux de santé. Ces informations sont clés pour mieux comprendre l'environnement de vie du patient, qui influe directement sur son état de santé physique et mental (pratique sportive, logement, alimentation, etc). Ces déterminants sont encore insuffisamment pris en compte dans les parcours de soins. » Un des enjeux du système de santé est de prendre le « virage préventif », cher à Emmanuel Macron. Mesure phare de cette approche, les bilans de prévention « aux âges clés de la vie » (18-25 ans, 45-50 ans, 60-65 ans et 70-75 ans) sont en passe d'être généralisés.

Au final, quel sera le cadre de travail pour le docteur 5.0 ? La Maison de l'innovation et de la médecine spécialisée (MIMS) a été fondée en 2021 par un entrepreneur, Olivier Colin, et deux médecins, Stéphane Landais et Jean-Pierre Binon. Ils ont créé le concept de Cabinet médical 2030. Olivier Colin le présente comme « un creuset d'innovations technologiques et organisationnelles au service de la santé, qui permet de soigner plus et mieux tout en préservant la qualité de vie du médecin ». Sept premières structures sont labélisées, à Valenciennes (Nord), Paris-Saclay (Essonne) et Poitiers (Vienne). « Chaque Cabinet 2030 doit s'organiser à partir d'un territoire et d'une population. Un cabinet en ruralité n'a rien à voir avec un cabinet à 5 minutes d'un CHU ou à 10 minutes d'une clinique », poursuit son cofondateur. Un audit territorial précède l'implantation et intègre la permanence des soins. Pour mettre en place des solutions novatrices, l'écosystème de la MIMS et sa vingtaine de startups sont mis à contribution. Parmi celles-ci, Quantiq qui mesure les constantes médicales grâce à un selfie, Santé Recycle pour la gestion des déchets, ou encore Gesika assurant le pilotage des flux téléphoniques. Les fondateurs comptent accélérer le développement et lancer une levée de fonds cet automne à hauteur de 2 millions d'euros. Le médecin augmenté de demain aura un cabinet à son image. ■

ÉMILIE GUÉDÉ

Une femme de 45 ans, travaillant en équipe et souvent salariée. C'est le portrait-robot du médecin de 2030. Cette échéance laisse peu de place à la science-fiction, sauf pour les technophiles les plus acharnés. Mais avec la vague d'innovations en cours, le praticien de la prochaine décennie ne sera pas tout à fait le même que celui d'aujourd'hui. L'intelligence artificielle (IA), l'explosion des données, le suivi à distance tracent le chemin vers une médecine « 5P », c'est-à-dire préventive, prédictive, participative, personnalisée et qui a fait ses preuves.

L'IA bouscule déjà les pratiques. Ces algorithmes sont des outils précieux en matière d'aide à la décision. Avec sa base de données médicamenteuses intelligente, Posos assiste le médecin dans la prescription. Compatible avec tous les logiciels médicaux, elle a obtenu en début d'année l'agrément de la Haute autorité de santé.

L'IA se charge également des tâches administratives, comme la gestion des comptes-rendus. Et dans certains domaines techniques, elle fait mieux que l'homme notamment pour repérer des fractures ou lésions. « Après la détection d'un cancer, les algorithmes peuvent aider à orienter les équipes médicales vers le meilleur traitement possible, en fonction de l'avancement de la maladie et des préférences du patient, explique Laure Millet, experte associée santé à l'Institut Montaigne. Parce que l'IA permet aux médecins de se former en continu, d'après les meil-

leurs pratiques, et de pouvoir partager ses connaissances entre pairs, les décisions médicales sont améliorées et prennent en compte des données et des paramètres très larges. »

Et d'autres bouleversements sont attendus. « L'IA pourrait permettre aux médecins de se libérer des biais perceptifs induits par l'approche clinique. Celle-ci conduit à révéler une maladie lorsqu'elle se manifeste sur un organe, donc à un stade relativement avancé. Demain l'IA sera peut-être capable de présenter de nouvelles hypothèses physiopathologiques en trouvant des corrélations entre différents biomarqueurs » (comme l'ADN, l'ARN, ou les protéines), avance Emanuel Loeb, président du syndicat Jeunes Médecins. Le diagnostic serait ainsi posé plus tôt. Le test sanguin des laboratoires Synlab et de la société biopharmaceutique Alcediag différencie ainsi la dépression des troubles bipolaires en s'appuyant sur un séquençage de l'ARN et l'IA, une première. Il ne fait pas l'unanimité, mais ouvre la voie à d'autres solutions de ce type.

Suivi connecté du patient

La technicisation à outrance pose la question de l'adaptation et de la formation des « toubibs du futur ». « La tendance à l'hypermécialisation des médecins est dangereuse, elle rend vulnérable à l'IA en segmentant la pratique médicale. La plus-value humaine réside, au moins pour les années à venir, dans la capacité à avoir une perception globale et transversale » avertit Emanuel Loeb.

Demain, le suivi à distance du patient sera ancré dans les habitudes. Outre la téléconsultation, le médecin s'appuiera

“
La plus-value humaine réside, au moins pour les années à venir, dans la capacité à avoir une vision globale et transversale

Emanuel Loeb, président du syndicat Jeunes Médecins

sur la télésurveillance et les thérapies digitales. À côté des traditionnels montres et bracelets, une nouvelle génération d'objets connectés arrive. Withings a présenté au CES de Las Vegas, en début d'année, un « multiscope » intégrant stéthoscope, thermomètre et électrocardiogramme.

Comment s'y repérer dans cette avalanche de données ? Lancé il y a deux ans, Mon Espace Santé permet de les stocker et de les partager. Ce carnet de santé numérique, qui intègre le dossier médical partagé (DMP), commence à trouver son public. Plus de 11 millions de Français l'ont activé et les professionnels de santé y consultent entre 100 000 et 200 000 dossiers chaque mois. Grâce à l'enveloppe de 2 milliards d'euros du Secur du numérique, 2 000 établissements et 50 000 professionnels de santé sont dotés de logiciels adaptés, ainsi qu'un grand nombre de laboratoires, sites de radiologie et pharmacies.

Le think tank Innovation Days (comptant parmi ses membres le laboratoire Amgen, l'association Les Patients S'engagent et le cabinet Roland Berger) a imaginé ce que pourrait être l'offre de soins en 2032. Un « Parcours santé » sur mesure serait géré individuellement dans Mon Espace Santé. « Notre groupe de travail a considéré le DMP, l'utilisation et le partage global des données de santé comme un acquis indispensable pour disposer rapidement d'une information fiable, mise à jour en continu. Pour améliorer l'adoption du DMP, l'arrivée de nouveaux services serait une forte incitation et le rendre obligatoire une alternative possible », observe Antoine Gizardin, qui a participé à cette réflexion pour Roland Berger. Cette base

Quand la visio repeuple les déserts médicaux

Alors que plus de 20 millions de Français vivent dans des territoires affectés par la pénurie de médecins, la télémédecine s'impose pour redonner accès aux soins au plus grand nombre.



La société Medadom a installé ces bornes de téléconsultation dans plus de 4300 pharmacies en France.

La télémédecine est-elle le remède aux déserts médicaux? Sans être la solution miracle, elle peut favoriser l'accès à un médecin pour les 30 % de la population habitant dans des zones en tension. Après une explosion pendant la crise du Covid, les téléconsultations se sont stabilisées depuis à environ 1,2 million par mois, soit 4 % de l'ensemble des consultations. « Les études montrent qu'un diagnostic peut être posé dans 70 % des cas sur la base de l'interrogatoire (ou anamnèse) du patient, explique Olivier Babinet, expert en santé numérique. Avec l'entretien et les dispositifs médicaux connectés qui permettent de mesurer les constantes à distance, la consultation en présentiel, parfois éprouvante pour le patient, peut être évitée. Toutefois, en cas de besoin d'un examen clinique, la téléconsultation montre ses limites » La télémédecine englobe également la téléexpertise et la télésurveillance. La première permet à un praticien de solliciter l'avis d'un spécialiste, et la seconde d'assurer un suivi à distance.

« Malgré l'engouement pour la télésanté pendant la pandémie de Covid-19, son déploiement bute contre des contraintes réglementaires. L'idéal est de la combiner avec des consultations en présentiel, surtout pour les maladies chroniques. La situation est d'autant plus critique que 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant », poursuit Olivier Babinet. Parmi ces contraintes, la territorialité: le praticien téléconsultant doit se situer à proximité du domicile du patient. Une orientation du médecin traitant est également requise. Mais des exceptions à ces règles sont prévues. Par ailleurs, la consultation face caméra ne doit pas dépasser 20 % de l'activité totale du professionnel de santé. Les négociations entre les syndicats et l'Assurance maladie pourraient toutefois relever ce seuil, en particulier pour les psychiatres.

Des plateformes appuyées sur les pharmacies

Les plateformes (comme Medadom, Livi ou Qare), désormais soumises à un agrément du ministère de la Santé, réalisent 30 % du total des téléconsultations. Medadom propose une application (web et mobile) ainsi que des cabines, bornes et consoles. « Dès le départ nous avons choisi de nous déployer dans les pharmacies, un environnement de soin avec un professionnel de santé en mesure d'accompagner le patient lors de son colloque singulier avec le médecin », avance Elie-Dan Mimouni, cofondateur de la startup. En tout, 4 300 officines sont équipées de ses dispositifs. « Le pilotage des objets connectés par le pharmacien permet un meilleur diagnostic du médecin. Il y a une vraie complémentarité pour un meilleur service rendu au patient. C'est aussi une innovation », ajoute Nathaniel Bern, également cofondateur de Medadom. Et dans les zones tendues, les pharmacies restent souvent le dernier lieu dédié à la santé.

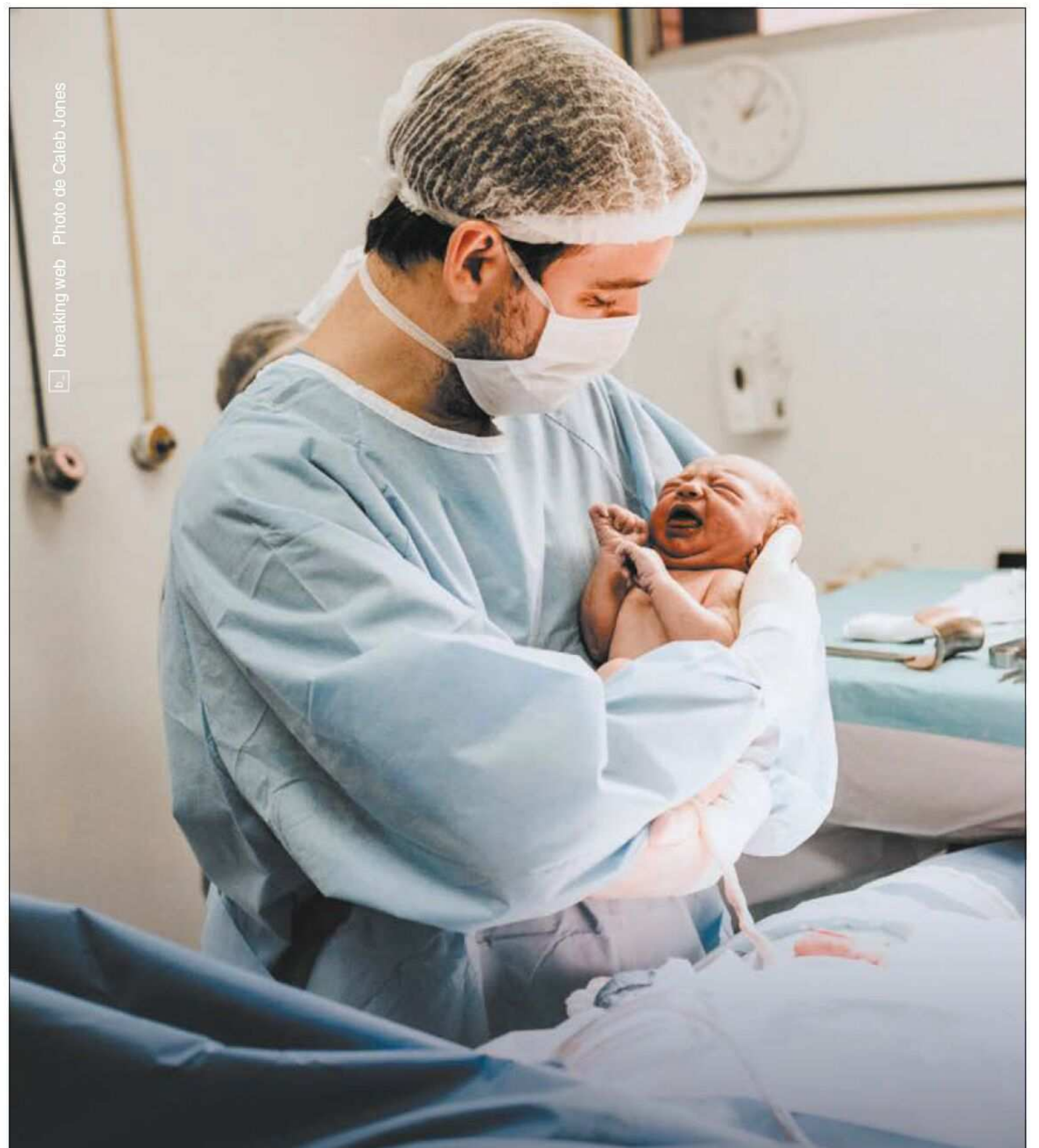
Un élu en colère contre l'ARS

Après le départ à la retraite des deux derniers praticiens de sa commune, le maire de Laigneville (Oise), Christophe Dietrich, a ouvert un cabinet de télémédecine en 2018. La structure s'appuie sur un chariot médical (comportant échographe, électrocardiogramme, stéthoscope, etc), manipulé par quatre infirmières. « Les habitants les plus rétifs au départ, les personnes âgées ou avec des pathologies multiples et complexes, ont été les premiers à venir car ils faisaient confiance aux infirmières locales. Aujourd'hui notre cabinet suit 2 000 patients », rapporte l'édile.

Le coût annuel de 80 000 euros est intégralement assumé par la municipalité, faute de remboursement par l'Assurance maladie. Le maire dénonce un blocage de l'Agence régionale de santé à ce propos. Or pour celle-ci, « l'organisation mise en place ne répond pas aux critères de la convention nationale passée entre les médecins libéraux et l'Assurance maladie ». La fameuse condition de territorialité n'est en effet pas respectée. « Mais des médecins sur le territoire, on n'en a pas! » rétorque Christophe Dietrich, très remonté contre l'établissement public. E. G.

4%
La part de téléconsultations dans l'ensemble des consultations

30%
La part des plateformes, comme Qare, Medadom ou Livi, dans le total des téléconsultations



Quels que soient les défis à relever,
la science vaincra.



LE CHOIX
DE LA
SCIENCE



Combiner les savoirs & cultiver le doute
Revivez l'événement et découvrez les interventions inédites d'experts sur lechoixdelascience.fr

L'intelligence artificielle avance, le cancer recule

Une nouvelle génération de startups dopées à l'IA élabore des molécules inédites, qui pourraient devenir les traitements oncologiques de demain.

MARINE PROTAIS

Sur le plateau de Saclay, à Villebon-sur-Yvette, une fabrication d'un type nouveau se déroule. Dans un laboratoire robotisé, Iktos produit plus de 1 000 molécules chaque mois. Toutes ont été modélisées à l'aide de l'intelligence artificielle. Et une grande partie d'entre elles ont le même objectif : trouver de nouveaux remèdes contre le cancer. Il n'existe pas encore de « ChatGPT » de la biologie capable de générer un médicament inédit en quelques secondes, mais des modèles permettent de concevoir des molécules bien plus rapidement qu'avec les méthodes classiques. Celui d'Iktos y parvient en prédisant virtuellement l'action de cette molécule sur une cible pathologique donnée. Cette technique lui permettrait de gagner un an de recherche, dit-elle, et surtout de trouver des molécules de meilleure qualité avec plus de chance de réussir des essais cliniques.

Iktos n'est pas seule dans cette course aux nouveaux médicaments dopés à l'IA. Une flopée de nouvelles entreprises se positionnent sur le sujet, profitant de l'engouement pour l'intelligence artificielle générative. Dans un rapport de 2023, le cabinet de conseil Boston Consulting Group (BCG) en compte plus de 200, dont la plupart travaillent sur des projets en oncologie. Ce champ thérapeutique se prête bien à l'application de cette technologie car on y trouve « énormément de données - des imageries, des biopsies, des bilans cliniques... », précise Michel Dojat, directeur scientifique adjoint à l'Inria en charge du thème biologie et santé numériques. Par ailleurs, il est attractif d'un point de vue commercial.

« L'oncologie est devenue le plus gros marché pharmaceutique mondial, confirme Yann Gaston-Mathé, fondateur d'Iktos. Cela représente la moitié des projets de développement de nouvelles molécules. C'était loin d'être le cas il y a trente ans. On doit cette révolution aux progrès de ces dernières années sur la compréhension des mécanismes moléculaires de la maladie. Cela a permis de développer les thérapies ciblées et l'immuno-oncologie (qui consiste à apprendre au système immunitaire à se défendre, plutôt

que d'attaquer directement les cellules malades). » Malgré les progrès faits, on ne sait pas encore bien soigner l'ensemble des cancers. Pour Maximilien Levesque, co-fondateur d'Aqemia, une startup issue de l'ENS, PSL et du CNRS, l'avantage principal de l'intelligence artificielle, en plus de réduire les coûts et les temps de recherche, c'est la possibilité de trouver des traitements innovants, par exemple pour des maladies jusqu'ici incurables, comme les cancers du pancréas.

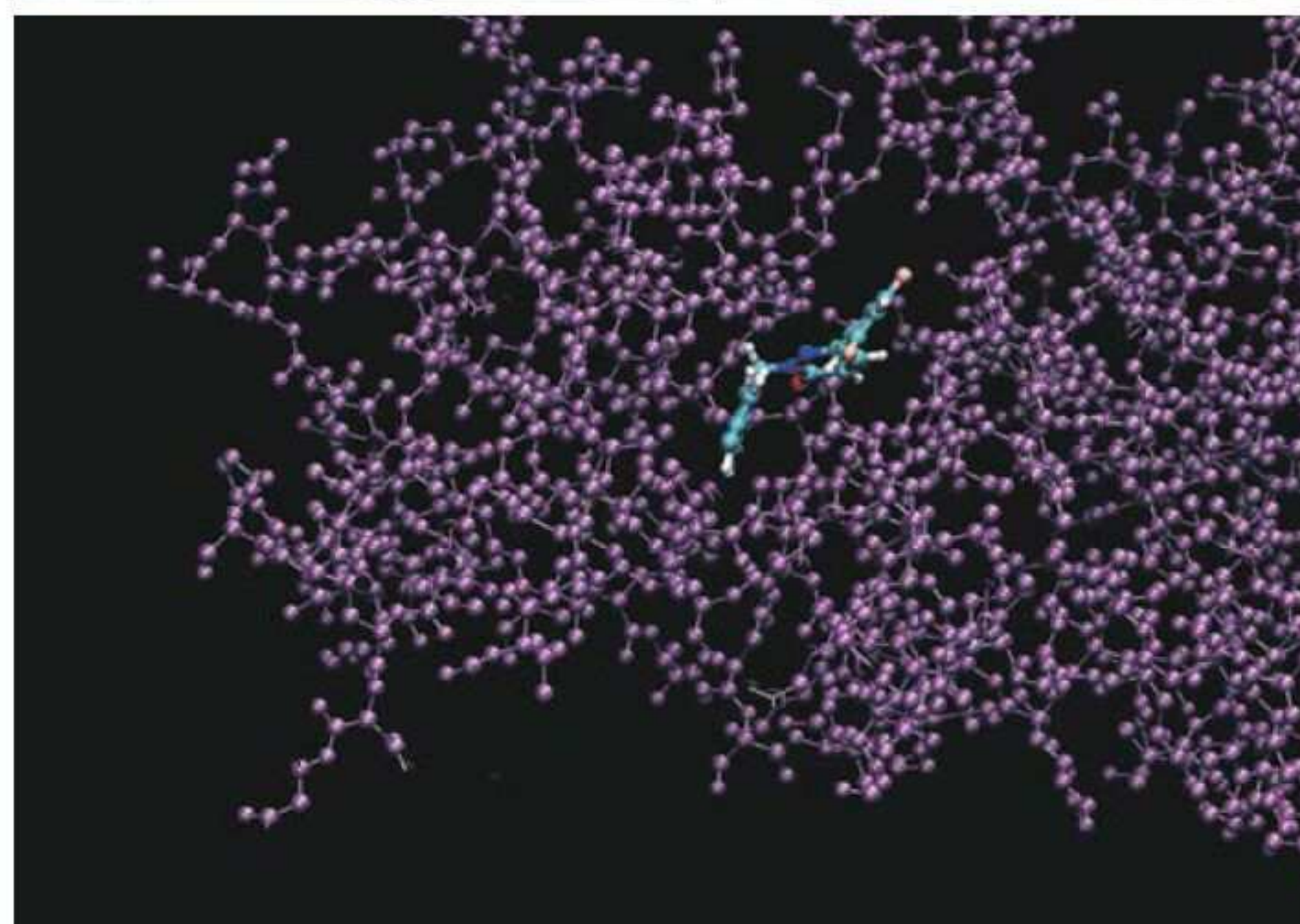
Des essais cliniques sur l'homme prévus en 2025

Iktos a déjà développé une quinzaine de projets en oncologie avec des sociétés pharmaceutiques et en interne. Chez Aqemia, la majorité des projets de recherche de molécules sont également dédiés au cancer. « Nous avons les premières preuves d'efficacité de traitements d'Aqemia sur les animaux », précise Maximilien Levesque. Des souris ont ainsi vu leurs tumeurs diminuer après avoir été traitées avec l'une des molécules développées par l'entreprise. Ces premiers résultats encourageants ont permis à la jeune pousse de nouer récemment un partenariat de 140 millions d'euros avec Sanofi et de lever

L'ONCOLOGIE EST DEVENUE LE PLUS GROS MARCHÉ PHARMACEUTIQUE MONDIAL

30 millions d'euros. Si tout continue de bien se passer pour les souris, la startup espère de premiers essais cliniques sur l'homme fin 2025.

Pour le moment, aucun médicament trouvé grâce à l'IA n'est sur le marché. Ces entreprises se heurtent notamment au manque de données chimiques disponibles. « Les molécules que nous concevons ne ressemblent pas forcément à celles déjà connues, et dans ce cas, le modèle prédictif peut ne pas s'appliquer », précise Yann Gaston-Mathé. C'est la raison pour laquelle Iktos a construit une plateforme automatisée qui permet de syn-



Maximilien Levesque et Emmanuelle Martiano Rolland, fondateurs d'Aqemia (en haut à gauche), et Yann Gaston-Mathé, fondateur d'Iktos (en bas à droite), parient sur la modélisation de nouvelles molécules par IA pour réduire les coûts et les temps de recherche.

thétiser rapidement les nouvelles molécules découvertes par son IA. De quoi recueillir des données d'expérimentations afin d'alimenter les modèles prédictifs et les améliorer en continu.

Même une fois le candidat-médicament idéal trouvé, la difficulté reste de passer l'étape des essais cliniques. De manière générale, le taux de succès des essais cliniques n'est que de 10 %. « Nous ne sommes qu'une brique dans un processus très complexe et très long », remarque Yann Gaston-Mathé.

La recherche de nouvelles molécules est loin d'être l'unique application de l'IA en oncologie. Cure51 a, elle, fait le choix d'analyser les patients plutôt que les cellules. La jeune pousse parisienne lancée en 2022 s'intéresse aux 1 à 2 % des personnes qui parviennent à survivre à des formes de cancers agressifs en phase terminale, ceux qui touchent le pancréas et le cerveau notamment. L'IA lui sert à analyser et catégoriser les données de 1300 patients. De quoi « identifier des

points communs chez ces survivants. Puis dans un second temps, de les croiser à des données issues de la littérature scientifique pour trouver de nouvelles cibles thérapeutiques », précise Nicolas Wolikow, le fondateur de Cure51. Yann Gaston-Mathé imagine lui un futur où l'IA serait capable de prédire à l'échelle du patient dans quel cas un médicament sera bénéfique. De quoi sélectionner l'exacte bonne population pour chaque molécule. « Ce serait le Graal. » ■

CHEZ MICROSOFT, LA POLÉMIQUE SANS FIN DES DATAS DE SANTÉ

Consultations, diagnostics, comptes-rendus d'opération... Nos informations personnelles les plus sensibles dépendent aujourd'hui de la loi américaine, sans aucun recours pour le citoyen européen.

C'est un feuilleton juridique qui ne cesse de faire controverse depuis 2019. Le Health Data Hub (HDH), cette plateforme qui regroupe des données de santé, a pour objectif de faire avancer la recherche médicale. Pour héberger cette infrastructure regroupant les dossiers médicaux des Français, le gouvernement a fait le choix de Microsoft dès le départ et continue, malgré les critiques, de confier ses précieuses données à une firme américaine.

En 2020, Cédric O, alors secrétaire d'État au Numérique, justifiait ce choix en expliquant que l'infrastructure devait se déployer rapidement compte-tenu de la situation sanitaire, et qu'il fallait faire le choix d'un acteur mature. Quitte à faire appel ensuite à un acteur français. Mais pour le moment, Microsoft reste l'hébergeur du HDH.

Dernier épisode de la controverse : des entrepreneurs français du cloud et des défenseurs des libertés du numérique ont saisi le Conseil d'État début mars. Ils reprochent à la Cnil, le gendarme du numérique, d'avoir autorisé en décembre le stockage des données de 300 000 à 600 000 patients chez l'entreprise américaine.

L'affaire pose d'abord un problème juridique. Les serveurs de Microsoft Azure sont situés en Europe, mais l'entreprise dépend malgré tout de la juridiction américaine. Et notamment de la loi FISA (Foreign Intelligence Surveillance Act), qui autorise la surveillance de masse au nom de la sécurité nationale. Cette loi permet aux agences de renseignement d'accéder aux données de citoyens non-américains. « Un citoyen européen n'a pas de recours

juridique aux États-Unis pour pouvoir récupérer, modifier ses données personnelles », résume Jean-Baptiste Fourmeaux, l'avocat qui représente les requérants. « Il y a un mépris total de la donnée privée aux États-Unis », complète Quentin Adam, P-DG de Clever Cloud, l'un d'eux.

Les entreprises crient par ailleurs à l'aberration économique. Elles reprochent au Health Data Hub de rater une opportunité de passer commande chez des fournisseurs français. « Lorsqu'on évoque l'hégémonie du cloud américain, on oublie souvent de mentionner qu'une grande partie des revenus des fournisseurs vient de la commande publique. Lorsque nous avons l'occasion de soutenir les acteurs européens via la commande publique, nous ne la saisissons pas », regrette Quentin Adam. Une mission d'expertise avait

« Il y a un mépris total de la donnée privée aux États-Unis

Quentin Adam, P-DG de CleverCloud

toutefois estimé qu'aucun prestataire soumis uniquement aux lois de l'Union européenne ne répondait aux exigences techniques et fonctionnelles. Ce que réfutent les entreprises.

L'audition au Conseil d'État n'a pas donné lieu à un jugement en urgence suspendant la décision de la Cnil comme l'espéraient les plaignants. Une nouvelle audience aura lieu à la fin du mois. Ce qu'ils visent à plus long terme, c'est l'annulation du Data Privacy Framework (DPF), l'accord européen autorisant le transfert de données personnelles aux États-Unis, dont dépend le Health Data Hub, qui finira sans doute par intervenir. Les deux premières moutures de cet accord ont été annulées en 2019, puis en 2020, suite aux plaintes de l'avocat et militant autrichien Max Schrems. M.P.



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

La Région agit pour la santé

**ET PLUS QUE JAMAIS DANS
LES TERRITOIRES RURAUX**



RECRUTEMENT DE MÉDECINS SALARIÉS EN ZONE RURALE

Des médecins installés dans le Cantal,
en Ardèche et prochainement dans
d'autres départements.



SOUTIEN AUX CENTRES HOSPITALIERS ET MAISONS DE SANTÉ DE PROXIMITÉ

90% des structures
hors métropoles,
aidées par la Région.



AIDES FINANCIÈRES POUR LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Bourses aux internes, aides à l'installation
des médecins libéraux, à la modernisation
des officines rurales, équipements pour
les infirmiers et sages-femmes libéraux.



SUBVENTIONS POUR LES VÉHICULES DE SOINS ITINÉRANTS

Sages-femmes, dentistes,
prévention des cancers...



APPUI À L'INNOVATION ET AU TISSU INDUSTRIEL

Relocalisation de la production
de médicaments, télémédecine...

EN RÉGIONS

Ces biotechs hackent la santé

1 ACS BIOTECH,
L'ESPOIR D'EN FINIR AVEC L'ARTHROSE

LYON L'entreprise lyonnaise a développé un gel unique au monde capable de réparer les lésions du cartilage survenues suite à un choc traumatique ou une maladie dégénérative comme l'arthrose.

C'est une petite révolution qui est en marche pour les personnes souffrant d'arthrose. La start-up lyonnaise ACS Biotech a mis au point un gel capable de régénérer du cartilage en une seule injection, réalisée lors d'une chirurgie mini-invasive. Une avancée médicale majeure : plus de 10 millions de patients sont atteints par cette maladie articulaire handicapante et dégénérative en France, et 500 millions dans le monde. Ce médicament pourrait prévenir la maladie et apporter une solution pérenne en réparant le cartilage.

Le gel pourra être optimal sur une arthrose débutante ou à la suite d'un choc traumatique (chute, accident de voiture...), car il est nécessaire qu'il y ait encore du cartilage. L'idée consiste à intervenir de façon précoce afin d'éviter une usure avancée du cartilage qui aurait comme seule issue la prothèse orthopédique. La solution injectable, brevetée par la start-up, est élaborée à



ACS BIOTECH

partir d'une matrice en 3D d'hydrogel de chitosan, un biomatériau naturel. Biocompatible, il présente aussi de très bonnes propriétés de réparation cellulaire. Passage obligé avant toute commercialisation, l'entreprise a réalisé la validation in vitro et in vivo sur des petits et gros animaux. Elle se prépare enfin à lancer les tests cliniques sur

l'homme, dès que sa levée de fonds sera finalisée. Dans cette aventure entrepreneuriale de longue haleine, **Pascale Hazot**, 50 ans, a su mettre à profit ses connaissances acquises lors de son International MBA à l'EM Lyon, et se servir de son expérience de 15 ans en management de projet dans des biotech et medtech.

Aujourd'hui, la chef d'entreprise, qui a remporté le prix La Tribune Tech for Future 2024, a développé d'autres activités en parallèle du gel afin de pérenniser la structure. Elle vient de lancer sa bioanque ostéoarticulaire, où des cellules et tissus sont proposés aux laboratoires publics et privés pour contribuer au lancement de leurs programmes de recherche. Elle propose également sa plateforme technologique 3D d'hydrogel de chitosan avec un potentiel certain pour des applications en médecine régénérative ou ingénierie tissulaire. ■ **ÉMILIE VALÈS**

2 LE « VÉLO ÉLECTRIQUE DU CŒUR »
TESTÉ CHEZ L'HOMME

BORDEAUX La pompe cardiaque disruptive de FineHeart vient de recevoir le soutien de France 2030.



FINEHEART

« Nous marquons une rupture sur un marché qui n'a pas bougé depuis 40 ans ! », lance **Arnaud Mascarell**, le fondateur et CEO de la start-up bordelaise FineHeart. Ce marché c'est celui de la prise en charge de l'insuffisance cardiaque et il se compte en milliards de dollars.

Pour se démarquer, FineHeart a mis au point Flowmaker, une pompe cardiaque miniature qualifiée de « vélo électrique du cœur parce qu'au lieu de travailler à la place du cœur, elle se cale sur ses mouvements naturels pour les accompagner », image Arnaud Mascarell. Protégée par 150 brevets et consommant peu d'énergie, cette pompe de 10 cm de long est dotée d'une alimentation sans-fil ce qui permet de l'implanter par une opération simple d'environ 90 minutes. « De quoi réduire drastiquement les risques de complication

et donc d'équiper un bien plus grand nombre de patients », poursuit le dirigeant.

La mini-pompe cardiaque est actuellement implantée chez une petite dizaine de patients humains dans le cadre d'une étude pilote menée en République tchèque. Les premiers résultats seront connus dès cet été. Viendra ensuite le temps d'une véritable étude clinique en vue d'une mise sur le marché à l'horizon 2027. Fincher, qui a déjà levé 45 millions d'euros depuis 2010, vient de décrocher un soutien de 7,8 millions d'euros auprès du programme « i-demo » de France 2030. « L'enjeu c'est d'étendre l'étude pilote en France et d'y préparer la fabrication industrielle », cadre Arnaud Mascarell.

« Aujourd'hui, notre turbine est usinée et polie à la main pour une dizaine d'exemplaires par an. Demain, il faudra être capable d'en fabriquer en France plusieurs centaines puis plusieurs milliers. » Et face à la concurrence des Américains Abbott et Medtronic et des Français de CorWave, le dirigeant bordelais est confiant : « C'est un marché colossal de plusieurs centaines de milliers de patients. Il y a de la place pour plusieurs acteurs donc le sujet n'est pas d'aller vite mais d'avoir un produit efficace pour le patient. » Fineheart s'attèle actuellement à boucler un nouveau tour de table de 50 millions d'euros. ■

PIERRE CHEMINADE

3 VISIBLE PATIENT ÉQUIPE LES CHIRURGIENS
D'UN GPS AU BLOC OPÉATOIRE

STRASBOURG Cette start-up a mis au point une technologie de clone numérique du patient qui permet de simuler l'acte chirurgical et de guider ensuite le médecin au bloc opératoire.

En chirurgie mini-invasive, avec des robots et des caméras, le chirurgien n'opère pas à l'aveugle. Loin de là. Mais la disponibilité d'images précises est vitale. « Nous aidons les chirurgiens à éviter les sens interdits, comme en voiture avec un GPS », acquiesce **Luc Soler**, qui a fondé Visible Patient en 2013 à Strasbourg. Le principe est simple : fournir une cartographie en 3D et en couleurs de l'anatomie personnelle de chaque patient, réalisée à distance, à partir d'un simple scanner en niveaux de gris. La réalité augmentée permet de suivre en direct les mouvements de l'abdomen et des organes, liés notamment à la respiration.

l'hôpital ou la mutuelle qui paie. Et bientôt, ce sera pris en charge par la Sécu », annonce Luc Soler, qui espère obtenir en 2025 une couverture par le service public pour les opérations du poumon. « C'est déjà la première intervention en usage, et c'est aussi la première cause de mortalité en cancer », rappelle Luc Soler. Au bloc, la cartographie individuelle apparaît déjà comme un saut qualitatif. « La modélisation réduit aussi le temps opératoire, entre une demi-heure et une heure. Le chirurgien va plus vite sur sa cible et on évite les complications post-opératoires », résume Luc Soler.

En dix ans, Visible Patient a réalisé 25 000 modélisations de patients. Principalement en Europe, où il opère depuis 2020 avec son distributeur Johnson & Johnson. L'expansion internationale passera par l'Océanie et les États-Unis, où les opérations vont débuter en 2025.

Visible Patient compte 42 salariés à Strasbourg. Comme toutes les start-ups à succès, elle a réussi sa première levée de fonds (12 millions d'euros), investis dans la mise au point de la technologie. Une seconde levée de fonds, du même montant, est imminente. « Visible Patient possède déjà plus de vingt brevets en intelligence artificielle. On va réaliser de nouveaux recrutements et poursuivre la recherche », annonce Luc Soler. ■

OLIVIER MIRGUET

Nos journalistes
ont sélectionné
5 start-ups
qui inventent
la médecine
du futur4 MEDINCELL GARANTIT LA BONNE OBSERVANCE
THÉRAPEUTIQUE D'UN TRAITEMENT

MONTPELLIER La biotech héraultaise a développé une technologie innovante à la promesse précieuse : assurer la bonne administration durable d'un médicament en une seule injection sous-cutanée.

La technologie BEPO développée par MedinCell permet, par une seule injection sous-cutanée et la libération prolongée d'un principe actif, de contrôler et de garantir la délivrance d'un médicament pendant plusieurs jours, semaines ou mois. La biotech héraultaise, présidée par **Christophe Douat**, développe un portefeuille de produits injectables dans différentes aires thérapeutiques.

Le plus avancé est un traitement de la schizophrénie pour la commercialisation duquel MedinCell travaille en partenariat avec l'entreprise israélienne Teva Pharmaceuticals. La Food and Drug Administration (FDA) a donné son approbation en avril 2023 pour la commercialisation de cet traitement (Uzedy) sur le marché américain. « En 2023, Teva a travaillé sur sa prise en charge par les

assurances, qui sont prêtes à payer (entre 20 000 et 25 000 dollars par an et par personne, N.D.L.R.) car l'observance thérapeutique en schizophrénie est un problème : le traitement oral coûte entre 3 000 et 5 000 dollars, mais est souvent mal respecté. Notre technologie garantit que le patient prend bien son traitement et réduit de 80 % le risque de rechute entraînant plusieurs jours ou semaines d'hospitalisation, explique David Heuzé, responsable communication de MedinCell. Il y a un rationnel économique très fort... En 2024, Teva mise sur 80 millions de dollars de revenus avec Uzedy. »

Dans le portefeuille de MedinCell, d'autres traitements innovants avancent, parmi lesquels deux dont les études cliniques de phase 3 se termineront en 2024 : un deuxième



MICHEL CHRISTEN

traitement des formes plus sévères de la schizophrénie et un traitement pour les douleurs post-opératoires. La biotech travaille également sur un contraceptif à action prolongée de six mois (pour lequel elle a reçu un important soutien financier de la Fondation Gates), sur un traitement immuno-suppresseur évitant le rejet en cas de greffe d'organe, sur le paludisme pour casser le vecteur de transmission, ou encore sur une application d'Uzedy dans les affections du système nerveux. ■

CÉCILE CHAIGNEAU

5 VITADX FACILITE LE DIAGNOSTIC DU CANCER

RENNES Avec son premier logiciel VisioCyt, la medtech VitaDX fait évoluer les paramètres du diagnostic précoce et de la surveillance du cancer de la vessie et bientôt de la thyroïde.

Valorisant des travaux issus de la recherche publique, VitaDX a mis au point une solution logicielle non-invasive de détection du cancer de la vessie, fondée sur l'analyse approfondie par l'image d'un simple échantillon d'urine. Appuyé par une IA, ce logiciel précise le diagnostic d'un médecin pathologiste et permet de personnaliser la prise en charge des patients.

Basée à Rennes et à Paris, la start-up fondée en 2015 commercialise son VisioCyt depuis septembre 2023 et

l'a déjà installé chez Medipath à Toulouse et Xpath à Poitiers, deux groupes de laboratoires couvrant la France. La PME de 20 personnes travaille aussi à l'élaboration d'un logiciel de dépistage pour les personnes à risques (âge, tabagisme, antécédents familiaux) et au transfert de sa technologie à d'autres pathologies, dont celle de la thyroïde d'ici à 2027. « Notre solution a été validée par essai clinique et son taux de fiabilité atteint 95 % pour les patients de haut grade : c'est aussi bien que pour l'endos-

copie vésicale, qui est un acte invasif et c'est 20 % de mieux qu'avec la méthode classique de cytologie urinaire », explique **Allan Rodriguez**, cofondateur et directeur général de VitaDX.

Sa société s'est focalisée durant plusieurs années sur la R & D et l'agrégation de données qualifiées pour alimenter l'IA, finançant son développement via trois levées de fonds pour un montant global de 12,5 millions d'euros. Le marché potentiel est mondial. Hautement corrélé à la consom-



VITADX

mation de tabac, le cancer de la vessie est une maladie à 70 % masculine. Déployé de façon limitée, par le biais des partenariats déjà signés, en Bel-

gique, au Luxembourg et un peu au Maroc, VitaDX veut d'abord déployer son VisioCyt dans deux pays prioritaires, l'Allemagne et les États-Unis.

Allan Rodriguez a signé un accord avec le laboratoire Avero Diagnostics à Washington. Il se donne neuf mois pour lancer sa solution dans ce territoire clé où l'obtention de l'autorisation est deux fois plus rapide qu'en Europe et où les patients ont l'habitude de suivre un parcours de soin hors remboursement. L'accès au remboursement du diagnostic par VisioCyt est justement un autre sujet auquel s'attelle VitaDX. En France, le reste à charge par analyse s'élève à 72 euros. ■

PASCALE PAOLI-LEBAILLY

Médicaments: le casse-tête de la relocalisation en France

À part le paracétamol, où en est la promesse du président de la République de produire en France les principes actifs jugés indispensables pour assurer notre indépendance en matière de santé ?

PIERRICK MERLET

Un déplacement en grande pompe, pour de grandes ambitions. En visite à Lyon au début de l'été 2023, Emmanuel Macron annonce son intention de relocaliser en France la production de 50 médicaments jugés prioritaires. Un guichet unique France 2030 avec plusieurs dizaines de millions d'euros à la clé est ouvert pour les porteurs de projet, face à la dépendance observée à l'égard de la Chine et de l'Inde pour deux tiers des principes actifs nécessaires pendant la crise sanitaire. Le producteur de principes actifs Seqens va ainsi faire l'objet d'un accompagnement financier de la part des pouvoirs publics, de 30 à 40 %, pour son projet de production de 15 000 tonnes par an de paracétamol à Roussillon, en Isère.

« Dans un marché où le prix est régulé comme celui du médicament, la relocalisation doit apporter une valeur ajoutée. Si vous produisez dans les mêmes conditions qu'en Asie, vous ne serez jamais compétitifs en France », met en garde Gildas Barreyre, le secrétaire général du groupe Seqens. L'entité compte investir 100 millions d'euros dans ce nouvel atelier pharmaceutique, après avoir délocalisé en 2008 en Chine une production de paracétamol présente dans cette usine.

Pour faire machine arrière, le groupe a mis au point un nouveau procédé de production industrielle, validée par ses partenaires et clients UPSA et Sanofi, qui fait la part belle à l'environnement. « Sur les SCOPE 1 et 2, nous allons réduire de 75 % nos émissions de CO₂, en comparaison avec notre unité en Chine, tandis que les déchets vont être réduits de 90 % et la consommation énergétique va diminuer pour deux tiers », liste le dirigeant, qui table sur un début de la production en 2025.

À plusieurs centaines de kilomètres, la région toulousaine compte aussi disposer de son usine de paracétamol Made In France avec un début de production l'an prochain. Dévoilé par le conseil régional d'Occitanie, le projet porté par la société Ipsophène doit permettre de produire « 3 000 à 3 400 tonnes » de paracétamol chaque année, selon son coordinateur Jean Boher, grâce à une disruption technologique. « Ce sera un projet industriel totalement RSE, avec du green process, qui reposera sur un procédé de production en continu sur de molécules chimiques. Aucun déchet ultime ne sera émis par cette usine de paracétamol. Cette organisation sera une première européenne et elle nous permettra des gains de production largement supérieurs à ce qui se fait actuellement », détaille le porteur du projet.

Cette future usine, dont l'investissement global est estimé à 30 millions d'euros, va faire l'objet d'un soutien de la collectivité pour près de quatre millions, tandis que le laboratoire UPSA a annoncé son soutien à Ipsophène sans évoquer de montant. « Qu'il y ait des aides directes de la part des pouvoirs publics, c'est bien. Mais le vrai sujet de la relocalisation en France, c'est la compétitivité. Pour cela, il faut innover, et ce n'est pas une option mais une obligation », insiste le président de la société.

Pour d'autres, le prix de vente des médicaments ne doit pas être un sujet tabou et doit même servir de variable d'ajustement pour favoriser la relocation de la production de médicaments en France. « Certains prix de médicaments ont baissé drastiquement et ne nous permettent plus d'investir pour maintenir des productions en France. Aujourd'hui, je me bats avec mes clients et les pouvoirs publics pour revoir à la hausse certains prix de médicaments comme l'amoxicilline », confie Bruce Vielle, le président de Synerlab. Après avoir stoppé la production de cette molécule dans deux sites français en 2017 et 2020, le dirigeant espère boucler dans les prochains mois un plan de financement permettant de « participer à l'effort national » en produisant des médicaments en France. Synerlab projette la production annuelle de 80 millions de gélules et 20 millions de comprimés d'amoxicilline.

Pour l'heure, tous les yeux des professionnels de la filière pharma sont rivés vers l'Europe. Une réunion de l'ensemble des acteurs est prévue fin avril pour établir un Critical Medicines Act et arrêter un pan de mesures qui favorisera ces relocalisations à l'échelle européenne. ■



L'usine Sanofi de Lisieux (Calvados) fabrique le Doliprane, médicament à base de paracétamol, depuis 1982.

MEDECINS, LA REGION OCCITANIE EST FAITE POUR VOUS !

Salariat, conditions de travail de qualité et bien-vivre, rejoignez les Centres de Santé de Ma Région

« En Occitanie, nous avons décidé de recruter des professionnels de santé partout où c'est nécessaire : territoires ruraux, de montagne ou périurbains. Rejoignez-nous pour faire reculer les déserts médicaux ! »

Carole Delga,
Présidente de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée

Pour toutes demandes :
erika.borg@masantemaregion.fr
Tél.: 06 30 19 97 58

Le GIP Ma santé, Ma Région recrute des médecins à temps plein ou à temps partiel, dans divers territoires urbains, périurbains, littoraux ou encore de montagne.

Postes à pourvoir dans toute l'Occitanie et dès que possible

Retrouvez l'ensemble de nos offres d'emplois sur :
www.laregion.fr/Recrutement-medecins

50
Le nombre de molécules dont Emmanuel Macron souhaite voir la production relocalisée en France

JEAN-FRANÇOIS DELFRAISSY

La « fin de vie », un modèle de démocratie en santé

Pour le président du Comité consultatif national d'éthique, l'élaboration du projet de loi a connu un cheminement exemplaire entre citoyens, experts et politiques. Une méthode qui, soumise à des règles simples, peut irriguer toute la société.

DENIS LAFAY

La démocratie dans l'organisation de la santé en France serait-elle un modèle ? Le sentiment inverse s'impose plutôt, à la lecture des dysfonctionnements chroniques : technocratie excessive, « archipelisation » des services, multiplicité d'agences dédiées, superposition des canaux de décision, culture en silos, rivalités statutaires... Une image frappe : sept ministres de la Santé en sept ans. En revanche, la santé peut-elle être regardée comme un objet d'évolution démocratique, clé de voûte d'une co-construction entre acteurs du savoir (science) et du pouvoir (politique) à laquelle la société civile prendrait réellement part ? Jean-François Delfraissy en est convaincu. À l'aune de sa présidence du Comité consultatif national d'éthique (CCNE, depuis 2017) et de celle du Conseil scientifique dédié au Covid-19 (mars 2020 – juillet 2022), mais aussi lorsqu'il mobilisait les minorités activistes dans la lutte contre le virus du sida, il en a éprouvé les vertus. Et le potentiel conséquent, au profit des enjeux de santé publique, au profit aussi de « toute » la démocratie.

La démocratie en santé doit son origine à Bernard Kouchner, il y a une vingtaine d'années. « *La définition anglo-saxonne, social participation, est explicite : faire valoir l'avis des citoyens dans la prise de décision politique* », précise le professeur d'immunologie. Son fondement est limpide : « *la maladie n'appartient pas au médecin mais au patient* ». Le médecin doit soigner le patient « *du mieux possible* » en respectant la souveraineté que ce dernier revendique sur son corps. Principe auquel l'actualité sur la fin de vie fait écho : « *ma* » mort m'appartient-elle ou est-elle propriété du médecin et, plus largement, de la société qui décide de « *mon* » sort par la voie législative ?

Le principe de démocratie en santé épouse la forme théorique d'un triangle. Aux deux coins de la base se placent les citoyens (qui émettent des avis) et les experts (médecins, professionnels de santé, chercheurs). Le sommet est occupé par « *le* » politique (exécutif et parlementaire) qui arbitre et décide. Un triangle qui toutefois se déforme à la vitesse qu'impose le pouvoir exponentiel des réseaux sociaux – comme la crise du Covid-19 l'a montré. « *De triangle on s'oriente vers un quadrilatère, moins stable* ».

Les leçons de la Convention citoyenne sur le climat

Incontestablement, la France est précurseur dans la mise en œuvre opérationnelle de la démocratie en santé. Pour preuve, les états généraux sur la bioéthique (2018) ou la Convention citoyenne sur la fin de vie (2023). « *On entend de plus en plus sourdre une petite musique sur les importants bénéfices du concept de démocratie en santé* ». Laquelle synchronise l'aspiration croissante des citoyens à participer aux enjeux sociétaux et l'absolue nécessité pour la démocratie représentative de cimenter son crédit. Et elle est promise à un « *solide avenir* », proportionné à l'ampleur des chantiers éthiques en santé suscités par l'évolution de la société et les bouleversements scientifiques et technologiques.

Un solide avenir toutefois conditionné au respect de règles. Celles-là



Catalyseur de la lutte contre le sida dans les années 1980, Jean-François Delfraissy a présidé de mars 2020 à juillet 2022 le Conseil scientifique dédié au Covid-19.

même qui furent bafouées à l'issue de la Convention citoyenne sur le climat. Engagement avait été pris par le chef de l'Etat que la quasi-totalité des recommandations seraient intégrées au projet de loi climat et résilience. Ce ne fut pas le cas, prenant le risque de déprécier la méthodologie et de décourager les citoyens. Le débat sur la fin de vie en tira les leçons. Cette fois la promesse fut mieux cadrée, jugulant dès l'amont la menace de frustration. Les participants de la Convention ad hoc furent informés que leurs travaux nourriraient substantiellement mais pas exclusivement le futur projet de loi.

« *Le cheminement a été assez exemplaire. Dès septembre 2022, l'avis du CCNE invitait simultanément à favoriser l'accès aux soins palliatifs et à prendre le temps d'ouvrir un grand débat national sur l'évolution de la loi Claeys-Leonetti. Puis s'est tenue la Convention citoyenne, organisée par le CESE – avec force moyens : 6 millions d'euros de budget. Ecoute et respect permanents, reconnaissance des visions minoritaires, climat de*



Se donner du temps, ne rien précipiter, afin que le sujet infuse dans la société et dans les organes de sa démocratie représentative

sérénité ont dominé les débats. Cinq cents réunions publiques se sont tenues en France sous l'égide du « CCNE/Espaces de réflexion éthiques régionaux », et qui ont fait émerger des sujets sensibles – quid des soins palliatifs à domicile, etc ».

Au final, le texte de projet de loi – doubler d'ici dix ans les moyens attribués aux soins palliatifs, offrir non un droit ou une liberté mais une possibilité (extrêmement encadrée) aux malades de mettre fin à leur vie – est moins audacieux que les préconisations majoritaires de la Convention, ouvertes à l'euthanasie, aux malades atteints de pathologies psychiatriques, voire aux mineurs. « *Mais il est respectueux d'une matrice d'ensemble qui, maintenant, revient aux débats parlementaires* ». Lesquels, prévus à partir du 27 mai, devront s'abriter de la tentation, « *inadaptée en ces circonstances* », de polarisation partisane.

Bien d'autres thématiques en santé pourraient se prêter à une consultation citoyenne, assure Jean-François Delfraissy

– l'un des cinq contributeurs (avec Laurent Berger, Laurence Tubiana...) du Programme novateur d'études démocratiques initié par l'ENS-PSL.

Innovations de rupture, nouvelles thérapies géniques, vaccinations, enjeux de santé publique, rôles respectifs du privé et du public dans les soins... suggèrent d'immenses questionnements éthiques. Parmi eux, la déclinaison d'innovations dont les coûts enflent dans les mêmes proportions. Comment assurer l'égalité d'accès à des prescriptions facturées plusieurs dizaines de milliers d'euros ? Souhaite-t-on un régime aussi inégalitaire qu'aux Etats-Unis ? Sommes-nous prêts à privilégier l'équité à l'égalité ? « *Voilà de quoi questionner la raison citoyenne. Celle-ci s'effectue généralement à l'échelle nationale, mais elle peut être locale. Comme dans le cas d'un projet d'établissement hospitalier* ». Ou comment adapter à la santé le principe des enquêtes d'utilité publique appliquées aux projets infrastructurels (ligne LGV, aéroport, etc.).

Les limites de la « culture du triangle »

D'autres enjeux de société pourraient s'inspirer du principe de la démocratie en santé. « *Même les plus sensibles, comme l'accueil des migrants. Mais bon, il faut avancer avec méthode* ». Méthode, c'est-à-dire progresser vers une « *modélisation du concept* », qui induit de construire une gouvernance, y compris juridique. « *Il faut se donner le temps, ne rien précipiter, afin que le sujet infuse dans la société et dans les organes de sa démocratie représentative* ». Chaque initiative dicte « *la tenue de réunions publiques, décentralisées* », « *d'informer régulièrement de l'évolution des travaux, d'assurer une restitution rigoureusement honnête* ». Transparence, pédagogie, persévérance et devoir de concrétisation. Bâclée, cette exigence méthodologique prédit la déconvenue. Les doléances des Français ensevelies à l'issue du grand débat national post-gilets jaunes ou l'action invisible du Conseil National de la Refondation l'illustrent.

La culture du « triangle » n'est pas sans limites – la pandémie Covid-19 a montré les obstacles à son déploiement dans un contexte de crise aiguë – ni pièges – comme de réduire la voix populaire à des associations censées les représenter. Et elle impose une discipline : toute sollicitation citoyenne doit être « *strictement considérée* » comme un outil au service de la démocratie représentative et nullement une quelconque agora de substitution. Une fois intégrées à la préparation des débats parlementaires, les recommandations citoyennes éclairent les élus puis elles consolident leur arbitrage – « *qui relève exclusivement de leur responsabilité* ». Exactement comme agit le Conseil scientifique Covid-19 à l'égard de l'exécutif et en particulier de l'Elysée à l'acmé de la crise pandémique.

La démocratie est fatiguée, certains de ses volets sont même épuisés, et ce délitement ouvre la boîte de Pandore. « *Le principe de la démocratie en santé est promis à s'universaliser car il oxygène toute la démocratie* », ambitionne Jean-François Delfraissy. À condition de ne pas le discréditer ou de l'instrumentaliser. ■

JOEL SAGET/AFP



OUI,
le monde de la santé
a aussi besoin
que l'on

prenne soin
de lui

La MACSF a investi depuis 2018
dans 15 start-up dédiées
à l'innovation médicale.

Ensemble, prenons soin de demain 

3233

Service gratuit
+ prix appel

macsf.fr

Création : dps - Crédit photo : Getty Images - 24_2599 - 04/2024

MACSF assurances - SIREN n° 775 665 631 - Société d'Assurance Mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - Siège social : Cours du Triangle - 10 rue de Valmy - 92800 PUTEAUX - Adresse postale : 10 cours du Triangle de l'Arche - TSA 40100 - 92919 LA DEFENSE CEDEX.

PUBLICITÉ

Opinions

STÉPHANIE TCHIOMBIANO, POLITISTE

« Pourquoi le système de santé français ne fait plus rêver le monde »

« L'exemplarité du système de santé français est aujourd'hui largement mise à mal »: Stéphanie Tchiombiano, maîtresse de conférences associée à Paris 1 Panthéon Sorbonne, détaille les causes de ce déclin.

La réputation de la médecine française, de ses universités, de ses hôpitaux et de son dispositif de sécurité sociale est depuis longtemps une référence et, indirectement, une source puissante de crédibilité et d'influence pour l'Hexagone sur la scène internationale. On considère d'ailleurs que le concept de « couverture sanitaire universelle » (pensé comme un accès équitable aux services de santé, visant l'éradication des barrières financière, sociale ou juridique pour que tous aient accès à la prévention et aux soins) est en grande partie inspiré de ce modèle.

L'exemplarité du système de santé français est pourtant aujourd'hui largement mise à mal.

Le système de santé français ne serait d'abord plus une référence en termes de qualité. Depuis la crise du Covid-19, les fragilités d'un système jusqu'alors considéré comme solide sont apparues au grand jour: crise de l'hôpital, dégradation des conditions de travail, déserts médicaux, poids des lobbys, insuffisance des politiques de veille, de surveillance et de prévention. Si la pénurie des professionnels de santé est quasi universelle, elle est particulièrement vive en France, marquée par la souffrance au travail, le manque d'attractivité et la crise des vocations du secteur de la santé. Il n'est pas certain que la nomination d'un émissaire, chargé de « réarmer le système de santé » en allant chercher des médecins à l'étranger, comme l'a annoncé Gabriel Attal lors de son discours de politique générale, redore l'image de notre système de santé



CYRILLE GEORGE FERUSALIM POUR L'ITM

à l'international, risquant de positionner la France comme l'un de ces pays riches qui viennent « piller » les professionnels de santé des pays à revenu limité.

Le système de santé français ne serait ensuite plus un modèle en termes de souveraineté. Au-delà des problèmes d'approvisionnement en masques, en équipements de protection individuelle ou en médicaments pendant la crise du Covid-19, les tensions d'approvisionnement et pénuries de médicaments sont de plus en plus nom-

breuses en France, et touchent l'ensemble des problèmes de santé (hypertension, cholestérol, diabète, épilepsie, insuffisance rénale, hémophilie, avortement, etc.). En 2023, l'ANSM a comptabilisé 4925 signalements de médicaments en risque de tension ou de rupture d'approvisionnement, montrant la fragile autonomie de notre dispositif national.

Surtout, notre système de santé ne serait plus un repère en termes de solidarité et d'équité. Ce, depuis la remise en

“
La France est perçue dans une grande partie du monde comme le fer de lance d'un bloc (occidental) qui défend ses privilèges

question de l'aide médicale d'état par la loi immigration du 26 janvier 2024: les étrangers en situation irrégulière ne peuvent plus bénéficier de la couverture maladie que sous certaines conditions très précises, de ressources et de résidence. Au-delà de son impact négatif (sanitaire, économique, politique, moral), cette décision remet en question ce qui faisait la particularité du modèle français: son attention aux plus vulnérables, son caractère protecteur, sa dimension inclusive. Ces nouvelles dispositions légales diminuent clairement la portée des prises de position de la France sur la scène internationale lorsqu'elle dit défendre une certaine vision de la santé, des valeurs de solidarité ou l'importance des droits humains.

Enfin, le principe même d'un modèle de santé français est aujourd'hui remis en question. La France est perçue dans une grande partie du monde comme le fer de lance d'un bloc (occidental) qui défend ses privilèges. Un nombre grandissant de pays, notamment ceux anciennement colonisés, dont les systèmes de santé ont été très largement organisés en déclinaison du système français, appellent aujourd'hui à sortir des rapports de domination et à fixer, par eux-mêmes l'agenda, les normes et les modèles de santé de demain.

Si les systèmes de santé projettent quelque chose des idéaux, des représentations, des valeurs de leurs pays respectifs, alors, on peut dire qu'aujourd'hui, le système de santé français ne fait plus vraiment rêver le monde. ■

CYNTHIA FLEURY, PSYCHANALISTE ET PHILOSOPHE

« La défense de l'égalité des vies humaines est un combat permanent »

Toutes les vies sont-elles d'égale valeur? Oui en théorie, mais pas en pratique. La défense de l'égalité des vies humaines est un combat permanent, insiste la professeure Cynthia Fleury.

Que signifie « valeur » lorsqu'on parle d'une vie?

Tout dépend de « d'où » l'on parle: la valeur d'une vie dans un texte constitutionnel ou une déclaration des droits de l'homme renvoie à la défense irrefragable de la personne humaine, et de ses droits de vivre en toute sécurité, en bénéficiant d'une reconnaissance par ses pairs. Pour tout individu, définir la valeur d'une vie, c'est également définir la valeur de « sa » vie, avec toute la part de subjectivité, la valorisation de sa singularité, en considérant que cette vie qui est la sienne est égale à celle des autres – elle vaut autant qu'elles –, c'est-à-dire ne subit ni stigmatisation ni discrimination.

La « valeur » d'une vie est aussi économique. À notre époque hypermarchande, ce n'est pas indolore...

Hélas oui. Si ontologiquement, métaphysiquement et juridiquement toutes les vies sont d'égale valeur et reconnues comme dignes, dans les faits les questions de pouvoir, de rapports de force, d'argent mènent (aussi) les rapports humains. Dès lors, nous ne sommes nullement « égaux » dans le monde « réel », et la valeur « absolue » de nos vies se relativise grandement: elle se

« négocie » au jour le jour, elle fait l'objet d'une offre et d'une demande, elle s'inscrit dans un « marché ».

L'égalité de « valeur » des vies soulève d'immenses enjeux éthiques, sur lesquels les fondamentaux de la société agissent comme des déterminants.

La défense de l'égalité des vies humaines est un combat permanent, une exigence quotidienne, jamais une évidence. Bien sûr, la culture, le soin, l'éducation, le droit, etc. sont des outils institutionnels pour consolider ce para-

LA VALEUR
« ABSOLUE » DE NOS
VIES SE NÉGOCIE,
ELLE S'INSCRIT DANS
UN MARCHÉ

digme éthique qui pose au cœur de l'État de droit le respect des vies singulières; mais les forces en présence qui produisent de la réification sont pléthore: l'hypercapitalisme spéculatif, les systèmes anti-démocratiques, l'intégrisme religieux, le terrorisme ont en

commun de ne pas prendre en considération la valeur « intrinsèque » de la vie humaine, le respect de sa liberté de conscience et de sa dignité.

Comment notre rapport à la fragilité et notre attention aux personnes vulnérables sont-ils interrogés?

Si derrière tout respect de la vie humaine se cachent une revendication principielle et un « rapport de force », nous sommes tentés de respecter plus facilement ceux qui possèdent du « pouvoir », des statuts, des « valeurs d'établissement » – en somme de l'argent –, c'est-à-dire toutes les caractéristiques « extérieures » de l'autonomie, plutôt que de respecter ce seul fait non-négociable, toujours vrai de l'homme: il est vulnérable, mortel, et il connaît dans sa vie des accidents de parcours, des deuils, des « épreuves » le fragilisant. Il est désarmant que cette vérité-là ne produise aucun respect spontané alors même qu'elle est intangible.

La crise du secteur psychiatrique signifie-t-elle que la valeur d'une vulnérabilité psychique est, aux yeux de la société, moins prioritaire?

C'est une vulnérabilité plus invisible, au diagnostic moins évident, et long-



JEREMY SUIVIER / ITEM

temps la question psychiatrique était « asilaire » et ne renvoyait pas nécessairement à la notion de santé mentale qui concerne l'ensemble de la population. Le « fou » était un paria et non pas un patient comme un autre. Le pathologique psychique a longtemps été identifié comme « déviant », dangereux, amoral alors que la pathologie somatique est moins « moralisée » justement. Dorénavant, chacun comprend que la santé mentale est le passager clandestin des maladies chroniques: être malade à vie ou sur plusieurs décennies impacte néces-

sairement la santé mentale – les risques de dépression, d'addiction, ou de troubles anxieux sont démultipliés. Nous sommes entrés dans cette transition épidémiologique où beaucoup de maladies sont ou deviendront au mieux chroniques. ■

Cynthia Fleury est professeur titulaire de la Chaire Humanités et Santé du Conservatoire National des arts et métiers, titulaire de la chaire de philosophie du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences.

La femtech au service de la moitié de l'humanité

L'innovation au service de la santé des femmes commence à se structurer. Mais les investisseurs boudent encore un secteur considéré à tort comme une niche.

ÉMILIE GUÉDÉ

Tabou des tabous depuis toujours, la santé féminine s'impose peu à peu sur la scène de la tech. En une décennie, le nombre de startups consacrées à la fertilité, l'endométriose, la santé sexuelle, ou encore la ménopause, a explosé. À l'échelle de la planète, plus de 1000 femtech proposent des technologies et solutions pour le bien-être et la santé des femmes. Le marché mondial dépasse les 50 milliards de dollars et devrait approcher les 100 milliards de dollars en 2030, selon l'agence Femtech Analytics. Cette tendance est tirée par les États-Unis, où sont concentrés 40 % des acteurs, dont la licorne Maven, une « clinique virtuelle ».

En France, Station F accompagne depuis fin 2021 des startupper avec son programme Femtech. « Notre ambition a été de lever quelques barrières et freins structurels, avance Marwan Elfitesse, responsable des programmes startup de l'incubateur. Certains sujets qui touchent à la santé des femmes restent tabous dans le

« Nous avons voulu réunir l'écosystème qui était beaucoup trop fragmenté, en créant plus de synergies et de collaborations entre les différents acteurs. Il y a quelques années le terme de marché de niche revenait assez souvent chez les investisseurs, alors que la moitié de la population est concernée. Mais les choses commencent à changer ». Un quart des 115 startups recensées par le collectif interviennent en santé reproductive. Parmi les autres sujets de prédilection, la santé globale (par exemple des téléconsultations spécialisées), les maladies chroniques et la maternité.

La santé des femmes au travail, nouvel eldorado

La femtech française comprend aussi quelques succès. L'application de suivi de grossesse Efelya (Vannes) compte plus de 90 000 utilisateurs dans 120 pays. Et la sonde de rééducation périnéale de Fizimed (Strasbourg) est distribuée aux États-Unis, en Asie et en Europe. Elle est même remboursée en Allemagne.

Après la multiplication des solutions dédiées aux cycles menstruels ou à l'endométriose, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour le marché. « La création de Ninti est partie du constat d'un manque d'accompagnement pour les femmes en entreprises sur les différents sujets liés à la santé féminine, que nous avons nous-mêmes vécu en tant que salariées, explique Olga Kokshagina, cofondatrice de la startup. Nous nous sommes positionnées sur les questions de fertilité, de post-partum, et de ménopause dans une approche holistique et interdisciplinaire. Un intérêt commence à émerger dans le monde du travail. »

La jeune pousse parisienne, créée en 2021, propose aux entreprises des webinaires pour leurs salariées et l'accès à un réseau de professionnels pour répondre à leurs besoins. Elle s'adresse aussi directement aux femmes actives à travers sa plateforme. « Nous sommes en train d'inventer un nouveau modèle, ce qui est très déroutant pour beaucoup d'investisseurs. Pour que le marché des femtech soit durable, une vraie réflexion doit être conduite afin de créer une dynamique auprès des fonds d'investissement et être considérées comme des entreprises comme les autres intervenant sur la santé », souligne Fatoumata Ly, la deuxième cofondatrice de Ninti. Et avec seulement 4 % de l'ensemble des fonds de R & D en santé concernant spécifiquement les femmes, le défi à relever est de taille. ■

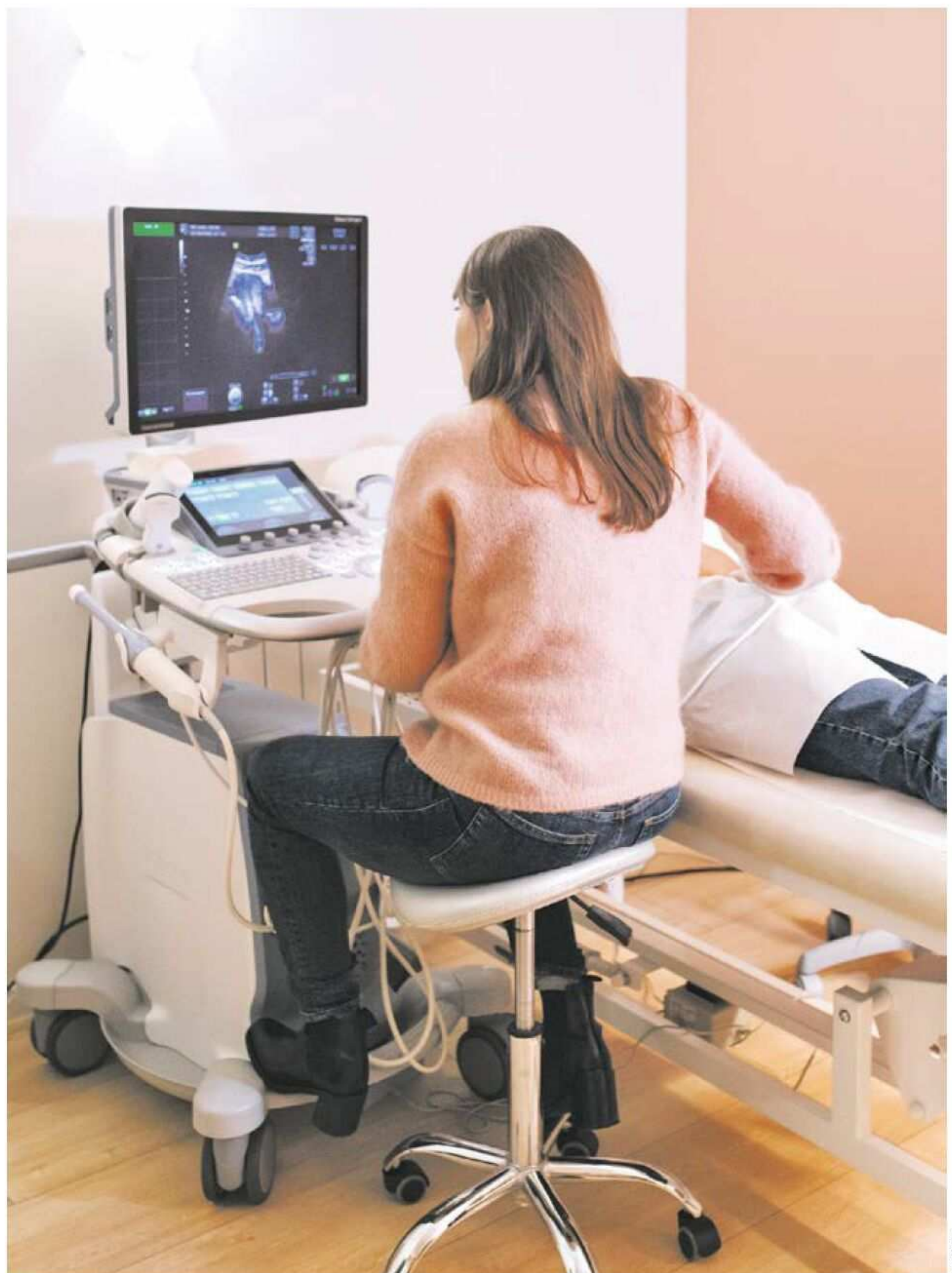
LE MARCHÉ MONDIAL DEVRAIT APPROCHER LES 100 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2030

monde de l'entreprise comme dans la vie privée. Dans la Femtech, beaucoup d'entrepreneurs sont des entrepreneuses, or une ribambelle de données confirme qu'une femme a encore plus de difficultés à lever des fonds, ce qui reste un blocage important »

Les deux premières promotions ont levé environ 11 millions d'euros. Et le programme compte déjà plusieurs réussites notamment Emagina (Bordeaux), qui a récolté 1,3 million d'euros. De son côté, Sorella Care a ouvert un premier espace de santé pluridisciplinaire consacrée aux femmes à Issy-les-Moulineaux l'année dernière et vient d'annoncer une levée de fonds de 5 millions d'euros.

Mais le financement reste un problème majeur pour le secteur, avec des fonds encore très masculins et des investisseurs peu sensibilisés aux thématiques abordées. Delphine Moulou est cofondatrice de FemTech France :

La société Emagina a développé un dispositif connecté de préparation du périnée, destiné notamment à prévenir les déchirures lors des accouchements.



SORELLA

Dans la santé,
il y a ceux qui font
et ceux qui parlent.
Nous on fait parler
ceux qui font.

HAVAS Red Health Paris est l'entité spécialisée en RP santé du groupe HAVAS en France. Elle est notamment dotée d'une cellule de crise sanitaire. Parce que redonner du sens aux causes que les entreprises de santé veulent défendre et exprimer leur singularité dans leur communication sont de véritables enjeux, nous sommes fiers d'en faire notre priorité en mettant l'influence médicale, sociale et sociétale au cœur de notre métier.

HAVAS Red Health
Part of the Havas PR Network

EMAGINA

La meilleure récompense ce n'est pas l'or, c'est une santé de fer.

Le sport, ce n'est pas seulement la performance ou les exploits individuels, c'est aussi prendre soin de sa santé ! Voilà pourquoi le Groupe VYV, engagé pour la santé des Français, se mobilise avec ses mutuelles et ses établissements pour rendre le sport-santé accessible au plus grand nombre. À travers la promotion d'une pratique dans la durée, dans tous les lieux de vie, même au travail. Le sport ouvert à tous, à tous les âges, à toutes les situations. Le sport pour prévenir et guérir.



— SANTÉ ASSURANCES & RETRAITE - SOINS & ACCOMPAGNEMENT - LOGEMENT —

GR O U P E
vyv

Pour une santé accessible à tous



Groupe VYV, Union Mutualiste de Groupe soumise aux dispositions du Code de la mutualité, n° Siren 532 661 832, n° LEI 969500E016R1LL14UF62. 04/24